

COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Relevé de conclusions du 11 avril 2019

Séance plénière :

1. **Informations du Vice-Président**
2. **Point d'étape sur l'autoévaluation des mentions**
3. **Admissions en licences**
 - 3.1. Point Parcoursup
 - 3.2. Déploiement du dispositif « oui si » pour 2019/2020
4. **Sujet à débattre : Evolution du cadrage des ETC**
5. **Approbation du relevé de conclusions de la séance de la CFVU du 21 février 2019**
6. **Désignations**
 - 6.1. Désignation d'un élu étudiant pour siéger à la Commission pédagogique
 - 6.2. Désignation d'un élu pour siéger à la Commission des finances
7. **Etudes**
 - 7.1. Approbation des demandes de renouvellement, création et modification des formations non accréditées ainsi que des règlements des études et des modalités de contrôle des connaissances associés
 - 7.2. Approbation des modifications et du changement d'intitulé du parcours de M2 *Chimie Médicinale et Innovation Pharmacologique (CHIP)* au sein de la Mention Ingénierie de la Santé
 - 7.3. Information concernant la mise en place du Diplôme d'État d'Infirmier en Pratique Avancée (DE IPA)
 - 7.4. Approbation de la rectification concernant les mentions de rattachement du parcours Franco-allemand en 1ère année de master
 - 7.5. Approbation de la création de 3 parcours en M2, au sein de la mention Nanosciences et Nanotechnologies : *Quantum and Nanoscale Engineering – EMM-Nano+, Nanobiotechnology – EMM-Nano+, Nanochemistry – EMM-Nano+*
8. **Vie étudiante**
 - 8.1. Budget participatif étudiant : retour sur la participation et déroulé du projet
 - 8.2. Présentation et approbation de la proposition d'attribution du FSDIE
9. **Questions diverses**

Collège A : Professeurs et personnels assimilés

	Présent	Excusé	Procuration à
Valérie CHANAL	X		
Sylviane HENNEBICQ	X		
Thierry MENISSIER			Valérie CHANAL
Patrice MORAND			Sylviane HENNEBICQ
Jean-Luc REBOUD	X		
Dominique RIEU			Jacky CUVEX-COMBAZ
Michèle ROMBAUT		X	
Philippe SALTEL			Jean-Gabriel VALAY
Romain TINIÈRE	X		
Jean-Gabriel VALAY	X		

Collège B : Autres enseignants et personnels assimilés

	Présent	Excusé	Procuration à
Delphine ALDEBERT-MORIN	X		
Viviane CLAVIER	X		
Stéphane DEVISMES			
Charlotte DISLE			
Pierre GILLOIS			Delphine ALDEBERT-MORIN
Patricia LADRET			Séverine RUSSET PENKETH
Xavier LONG		X	
Geneviève NOUYRIGAT			
Séverine RUSSET PENKETH	X		
Virginie ZAMPA	X		

Collège C : Personnels IATOS

	Présent	Excusé	Procuration à
Christine CHAUBET			Romain TINIÈRE
Jacky CUVEX-COMBAZ	X		
Isabelle DELHOTEL	X		
Cédric LAURENT	X		
Pierre-André PICHON		X	
Pascale ROBERT			

Collège D : Etudiants

Etudiants titulaires	Présent	Etudiants suppléants	Présent
Alice ALTINKAYNAK		Emmy MARC	X

Salomé BURGET		Théo MAURETTE	
Gregor DAVID		Emilie LEROUX	
Elise DECEUNINCK	X	Paul COLLEMARE	
Maelys FAURE		Gautier DAVRAINVILLE SIMONATO	
Lucie FAYOLLE		Manon MOUTENET	
Claire HAUET		Victorine GIRARD	
Julien HINGANT		Loïc RAMPHORT	
Mohamed KALAAJI		Maram LAKHNECH	
Karin KAMALANAVIN	X	Melina M'BOMA	
Monssef MAKHLOUF		Amalie WADEL	
Pierre MARTIN		Emmanuelle CORSON	
Marie MAZENOT	X	Alexis WARRET	
Guillaume OLMO		Nathalie PHUNG	
Martin OUDART	X	Marion BOUTET	
Hugo PRAT-CAPILLA	Procuration à Karin KAMALANAVIN	Reda TAMTAM	
Laetitia RAFFIN		Maria GOUVEIA DA CUNHA	
Nelly ROCHAS		Alexis ROSSET	
		Flora L'HERRON	
Ambre TOUPET		Carla LOPES DOS SANTOS	
Personnalités extérieures			
Titulaires	Présent	Suppléants	Présent
Bénédicte CORVAISIER	Procuration à Jean-Luc REBOUD	Grégory VIAL	
Alain MATTONE		Jean-Claude COVIAUX	
Catherine BOLZE		Nathalie BERANGER	
Bernard CARTOUX			
Mireille JACOMINO	Excusée		
Invités permanents			
		Présent	Excusé
Lise DUMASY	Présidente du Conseil académique		X
Patrick LEVY	Président de l'UGA		X
Pascal LOUVET	Vice-président du conseil d'administration		X
Éric SAINT-AMAN	Vice-président Recherche		X
Jérôme GENSEL	Vice-président Relations territoriales et internationales		X
Henri BENOIT	Vice-président Systèmes d'information		X
Marie-Christine BORDEAUX	Vice-présidente Culture, culture scientifique et technique		X
Konstantin PROTASSOV	Vice-président Ressources et développement		X

Christophe RIBUOT	Vice-président Ressources humaines, politique sociale et handicap		X
Grégoire FEYT	Vice-président Relations avec le territoire		X
Marc ODDON	Vice-président en charge de la formation continue	X	
Joëlle AUBERT	Vice-présidente en charge de l'orientation et de l'insertion professionnelle	X	
Marc GANDIT	Chargé de mission « Vie étudiante »	X	
Mohammed MHAMDI-ALAOUI	Chargé de mission « Handicap et accessibilité »		X
José LABARERE	Chargé de mission « Santé »	X	
Isabelle OLIVIER	Chargée de mission « Auto-évaluation HCERES et prochain contrat »		X
Joris BENELLE ou son représentant	Directeur général des services ou son représentant		X
Marjorie FRAISSE ou son représentant	Directrice générale déléguée à l'appui institutionnel et à la stratégie ou son représentant		X
Claire OGIER-BUNEL ou son représentant	Directrice générale déléguée aux relations territoriales et internationales ou son représentant		X
Jean-François REDON	Directeur Général Délégué à la Formation et à la Vie Universitaire	X	
Anne BROUZET	Directrice Générale Déléguée adjointe à la Formation et à la Vie Universitaire	X	
Noémie PLAY	Assistante à la Direction Générale Déléguée à la Formation et à la Vie Universitaire	X	
Océane LIMARE	Assistante à la Direction Générale Déléguée à la Formation et à la Vie Universitaire	X	
Maud VALLENARI ou son adjointe	Directrice de la DEVE ou son adjointe	X	
Arnaud COEFFIER ou son adjointe	Directeur de la DMAP ou son adjointe	X	
Lydie MUZART	Directrice de la DOIP		X
Marie LEMAIRE ou son adjointe	Directrice de la DFCA	X	
Caroline WEST	Directrice du Service des Langues		X
Nathalie CHALON	Responsable administrative du service des langues		X
Agnès HAMON	Directrice de la DAPI ou directeur adjoint technique		X
Frédéric SABY	Directeur du service inter-établissement de la documentation (SID) ou son représentant		
Comlan FANTOGNON	Directeur du CUEF ou son représentant	X	
Thierry PLACETTE	Directeur du SUAPS ou son représentant	X	
Invités ponctuels			
		Présent	Excusé
Jean-Pierre HENRY	Présentation évolution du cadrage des ETC	X	
Anne-Laure BOREL	Présentation DIU Médecine de l'obésité	X	
Corinne MERCIER	Présentation DU Méthode d'étude des milieux naturels – Botanique appliquée	X	
Susanne BERTHIER-FOGLAR	Présentation CU Projet tutoré en anglais	X	
Jean-Didier BARDET	Présentation DU Orthopédie	X	
Jean BRETON	Présentation M2 CHIP	X	
David FERRAND	Présentation 3 parcours M2 Mention Nanosciences et nanotechnologies	X	
Jean-Marc VINCENT	Présentation DIU EIL		X

SEANCE PLENIERE

Lors de cette séance, les délibérations ont lieu à l'aide de boîtiers de vote électronique – excepté pour les votes concernant les créations du DIU EIL et du DE IPA.

1. Informations du Vice-Président

- **Composition de la CFVU**

Nicolas LESCA informe les membres de la CFVU des changements concernant la composition de la commission :

Démission de Jonathan MIAL, remplacé par Emmy MARC

Démission de Manon MOUTENET
(plus de candidat sur la liste INTERASSO secteur LSHS)

Démission de Christian DEPRET, remplacé par Xavier LONG

Démission de Clément TICHON (10/04/19)

- **Modalités d'exonération des étudiants extra-communautaires**

Jean-François REDON présente les modalités d'exonération des étudiants extra-communautaires.

Périmètre et public concerné

Les droits d'inscription différenciés **sont applicables dès la rentrée universitaire 2019 :**

Un décret et un arrêté sont en cours de signature.

seront concernés :

- les étudiants internationaux qui s'inscrivent pour la première fois dans un cycle d'enseignement supérieur.

ne seront pas concernés :

- les étudiants déjà présents dans l'enseignement supérieur français lors de l'année 2018/2019
- les ressortissants de l'Union européenne, de l'Espace économique européen, d'Andorre, de la Suisse ou d'un Etat ayant conclu un accord international avec la France prévoyant le paiement de droits d'inscription dans les mêmes conditions que les étudiants français
- Les étudiants internationaux accueillis dans le cadre d'Erasmus +
- Les étudiants CPGE inscrits parallèlement en licence
- les étudiants qui s'inscrivent pour la première fois dans un cycle de doctorat.
- Les étudiants qui ont le statut de résidents en France ou dans un Etat de l'Union européenne
- Les étudiants étrangers qui résident en France et qui bénéficient d'un titre séjour portant la mention « vie privée et familiale ».
- les boursiers du Gouvernement français
- Les boursiers des Gouvernements étrangers (BGE) **uniquement quand il y a cofinancement.**

Contexte politique

Le Président de l'UGA poursuivra comme il s'y est engagé à poursuivre l'accueil de tous les étudiants internationaux dans l'ensemble des cycles de formation sans surcoût par rapport à la situation des étudiants communautaires. Il fera bénéficier de l'exonération de la hausse des frais d'inscription tous ceux qui en exprimeront le besoin.

Aussi c'est pour prendre en compte ce nouveau contexte qu'il est nécessaire de faire évoluer les modalités d'exonération telles que définies jusqu'à présent (délibération du conseil d'administration du 30 septembre 2016 concernant la création de la commission d'exonération consultative des droits d'inscription).

Les règles prévoyaient jusqu'à présent une possibilité d'exonération totale des droits d'inscription qui intervenait a posteriori.

Position UGA

La proposition d'évolution soumise au conseil d'administration du 30 avril prévoit de compléter cette possibilité d'exonération totale **par la possibilité d'une exonération partielle (du surcoût par rapport aux droits d'inscription des étudiants communautaires) qui interviendrait avant l'inscription administrative** et concernerait les étudiants extra-communautaires soumis au paiement des droits différenciés.

Conformément au code de l'éducation qui prévoit dans son article R719-50 que les décisions d'exonération des droits sont prises en application de critères généraux fixés par le CA, il est proposé :

d'intégrer le critère suivant :

« Les étudiants extra-communautaires qui sont soumis au paiement des droits différenciés, peuvent bénéficier sur demande formulée auprès du Président de l'UGA de l'exonération du surcoût des droits d'inscription. »

Nicolas LESCA indique que l'automatisation de l'exonération n'est pas possible dans le cadre réglementaire. En revanche, la démarche d'exonération sera simplifiée et la décision prise sans l'intervention d'une commission.

Question de Viviane CLAVIER : Où le critère sera-t-il affiché ?

Réponse de Jean-François REDON : Ce critère ne sera pas affiché mais nous communiquerons sur le site internet. Nous avons d'ores et déjà diffusé une information disponible sur les différents outils de candidature, expliquant qu'il y aurait une exonération accordée sur la base d'une demande formulée. Suite au vote du CA, nous compléterons l'information. Néanmoins, nous souhaitons privilégier la communication auprès des étudiants admis car le nombre de candidatures est bien supérieur au nombre d'admissions. En complément de la notification d'admission, les étudiants recevront le document à renseigner pour bénéficier d'une exonération.

- **Effectifs étudiants – Portrait de l'année universitaire 2017-2018**

Nicolas LESCA informe les membres de la CFVU de la diffusion de la plaquette concernant les effectifs étudiants.

Disponible sur



2. Point d'étape sur l'autoévaluation des mentions

Arnaud COEFFIER présente l'avancée du travail concernant l'autoévaluation des mentions.

1 - Complément d'information sur l'évaluation des formations par le HCERES

- Remontée de la liste des mentions au HCERES classées par champs de formation

- Chaque mention a été affecté à un champ unique
- Liste disponible sur le site Alfresco (répertoire Méthodologie)
- Les comités d'experts HCERES sont constitués par champ

6 Champs UGA :

- Architecture, Sciences de l'homme et sociétés, Territoires, Urbanisme (champ partagé avec l'ENSAG)
- Arts, Communication, Création, Cultures, Langage, Langues, Lettres, Sciences humaines (champ partagé avec l'USMB)
- Biologie, Chimie, Santé, STAPS
- Droit, Economie, Etudes politiques, Gestion, Management (champ partagé avec G-INP)
- Environnement, Matériaux, Physique, Terre (champ partagé avec G-INP et USMB)
- Informatique, Mathématiques, Sciences et technologies de l'information et de la communication (champ partagé avec G-INP)

- Évaluation de chaque dossier mention par un expert disciplinaire (désigné par les conseillers scientifiques du HCERES).
- Le rapport d'évaluation de l'expert est mis à disposition du comité de champ.
- Le Président du comité de champ valide le dossier d'évaluation.

- Réunion du 25/03/19 des correspondants AE

Points abordés :

- Les annexes (zoom sur les tableaux de l'équipe pédagogique)
- Fiche RNCP
- Supplément au diplôme
- Précisions sur le domaine 4 (Pilotage)
- Précisions sur les conclusions du RAE
- Précisions techniques sur l'utilisation de la GED



- ⇒ Republication de nouvelles listes d'équipes pédagogiques
- ⇒ Mise à disposition d'une annexe sur la méthode pour aborder le domaine 4
- ⇒ Ajustement du document modèle des RAE
- ⇒ Mise à disposition d'une méthodologie détaillée pour la remontée des dossiers

Relecture des dossiers du 13 au 17 mai 2019

Les binômes sont constitués d'enseignants et de membres de la CFVU.

Chaque binôme aura à relire entre 3 et 4 dossiers d'autoévaluation.

Appel à participation lancé le 12 mars auprès des directeurs de composantes et membres de la CFVU

**A ce jour : environ 30 binômes. Il en faut 50 pour relire 150 dossiers.
8 membres de la CFVU participent à ces relectures.**

Journée type :

8h30 : accueil café

9h-10h30 : formation relecture/grille/dossier/
fiche de restitution

10h30-12h30 : relecture en binôme

12h30-13h30 : déjeuner buffet (offert)

13h30-17h30 : relecture en binôme

STS : 3 champs ; 58 mentions
DEG : 1 champ ; 47 mentions
ALL : 1 champ ; 26 mentions
SHS : 1 champ ; 15 mentions

Cas particulier : MEEF ; Santé
; co-accréditation G-INP

Commissions de validation : du 23 au 28 mai 2019

15 commissions d'une demi-journée.

Chaque commission se compose de 5 membres :

- 1 représentant de l'équipe politique Formation vie universitaire,
- 2 représentants de la CFVU,
- 1 personnel administratif de la DGD FVU,
- 1 personnel issu de l'administration mais extérieur à la DGD FVU (COMUE, DGS, DGD AIS, composante)

8 membres de la CFVU participent à ces commissions.

Déroulement de la commission :

Les fiches de relecture des dossiers d'autoévaluation renseignées par les binômes seront présentées par le binôme ou la DMAP (direction administrative en charge de la campagne) et feront l'objet d'une discussion au sein de la commission avant la validation ou la décision de retourner le dossier au responsable de mention.

La fiche de validation de la commission sera mise à disposition des responsables de mention dans le dossier « mention » du site Alfresco.

Arnaud COEFFIER explique que malgré les trois messages qui ont été adressés aux membres de la CFVU, seules 8 personnes se sont portées volontaires pour participer à ces commissions de validation.

Nicolas LESCA indique qu'un nouveau message sera adressé à la CFVU.

Question Jean-Gabriel VALAY : De quel délai disposent les équipes pour améliorer leur dossier après la relecture ?

Réponse d'Arnaud COEFFIER : Un mois. La validation définitive est le 30 juin 2019, puis la CFVU le 4 juillet 2019.

Question de Martin OUDART : Les élus étudiants peuvent-ils participer à la relecture ?

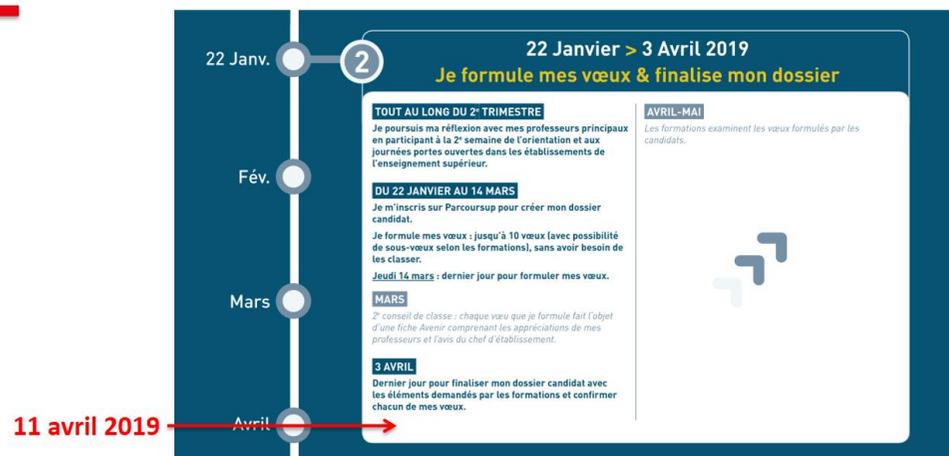
Réponse d'Arnaud COEFFIER : Non, car un des principes qui avait été voté en CFVU consiste à ce que la relecture soit faite par des paires.

3. Admissions en licences

3.1. Point Parcoursup

Nicolas LESCA présente l'avancée des admissions en première année de Licence par le biais de Parcoursup.

Admissions en L1 : Parcoursup calendrier 2019



Nicolas LESCA indique qu'un certain nombre de lycéens ont contacté l'UGA après le 3 avril 2019 car ils n'avaient pas pu finaliser leurs vœux.

La plateforme restera finalement ouverte jusqu'au 12 avril 12h, afin de permettre aux retardataires de confirmer leurs vœux.

Les fluctuations ne devraient pas être importantes d'ici la fermeture de la plateforme.

Admissions en L1 : Parcoursup

vœux EXPRIMÉS au 14/03/2019 : augmentation de +20,2%

Parcoursup - Bilan admissions L1 MAJ : 26/09/2018 déc-18			Etape 1a Vœux EXPRIMÉS du 22/01/19 au 14/03/19							
Domaines	Composantes	Parcours L1 (sélectifs + non sélectifs)	PP - Historique Parcoursup 2018		du 22/01/19 au 14/03/19			variation N/N-1	surbooking	Tx de surbooking constaté
			vœux exprimés	surbooking	Tx de surbooking constaté	vœux exprimés	dont secteur			
UGA	Totaux	73 parcours dont 17 sélectifs	51 698	43 360	520%	62 166		20,2%	53 745	638%
	tous parcours	- Grenoble : 59 parcours dont 14 sélectifs - Valence : 14 parcours dont 3 sélectifs	44 311	37 106	515%	53 723		21,2%	46 435	637%
			7 387	6 254	552%	8 443		14,3%	7 310	645%
UGA	Totaux	56 parcours non sélectifs	45 989	38 033	478%	54 389	42 209	18,3%	46 386	580%
	parcours non sélectifs	- Grenoble : 45 parcours - Valence : 11 parcours	39 365	32 447	469%	47 182	36 711	19,9%	40 217	577%
			6 624	5 586	538%	7 207	5 498	8,8%	6 169	594%
UGA		Nbre candidat avec 1 vœu au moins à l'UGA	32 346			37 038		14,5%		
		- dont terminales de notre académie	16 444			17 653		7,4%		

Nicolas LESCA indique que par rapport à l'année précédente, on constate une augmentation de 20,2 % de vœux exprimés pour les 73 parcours de L1. Le nombre de candidats a quant à lui augmenté de 14,5 %.

Il existe une importante différence de variation concernant les parcours non sélectifs entre les sites de Grenoble et de Valence.

vœux CONFIRMÉS au 08/04/2019 : augmentation de +19,3%

Parcoursup - Bilan admissions L1 MAJ : 26/09/2018 déc-18			Etape 1b Vœux CONFIRMÉS du 01/04/18 au 21/05/18										du 15/03/19 au 03/04/19			
Domaines	Composantes	Parcours L1 (sélectifs + non sélectifs)	vœux confirmés	Tx de confirmation des vœux exprimés		surbooking	Tx de surbooking constaté	vœux confirmés	Tx de confirmation des vœux exprimés		dont secteur	dont hors secteur	variation N/N-1	surbooking	Tx de surbooking constaté	
				du 01/04/18 au 21/05/18	du 15/03/19 au 03/04/19				du 15/03/19 au 03/04/19	du 15/03/19 au 03/04/19						
UGA	Totaux	73 parcours dont 17 sélectifs	46 152	89,3%	37 814	454%	55 068	88,6%					19,3%	46 631	553%	
	tous parcours	- Grenoble : 59 parcours dont 14 sélectifs - Valence : 14 parcours dont 3 sélectifs	39 517	89,2%	32 312	448%	47 559	88,5%					20,4%	40 255	551%	
			6 635	89,8%	5 502	486%	7 509	88,9%					13,2%	6 376	563%	
UGA	Totaux	56 parcours non sélectifs	41 858	91,0%	33 902	426%	49 117	90,3%	38 012	11 105			17,3%	41 114	514%	
	parcours non sélectifs	- Grenoble : 45 parcours - Valence : 11 parcours	35 864	91,1%	28 946	418%	42 614	90,3%	33 081	9 533			18,8%	35 649	512%	
			5 994	90,2%	4 956	477%	6 503	90,2%	4 931	1 572			8,5%	5 465	526%	
UGA		Nbre candidat avec 1 vœu au moins à l'UGA	29 812				34 119	92,1%					14,4%			
		- dont élèves en terminale de l'académie de Grenoble	15 711				16 905	95,7%					7,6%			

Nicolas LESCA indique que par rapport à l'année précédente, on constate une augmentation de 19,3 % de vœux confirmés pour les 73 parcours de L1 et de 17,3 % pour les parcours non sélectifs. Le nombre de candidats a quant à lui augmenté de 14,4 %.

Environ 90 % des vœux exprimés ont été confirmés.

Nicolas LESCA rappelle les capacités d'accueil :

Parcoursup - Bilan admissions L1 MAJ : 26/09/2018 déc-18			Etape 0 Capacité d'accueil	
Domaines	Composantes	Parcours L1 (sélectifs + non sélectifs)	déc-17	déc-18
			capacité d'accueil	capacités d'accueil
UGA	Totaux	73 parcours dont 17 sélectifs	8 338	8 437
	tous parcours	- Grenoble : 59 parcours dont 14 sélectifs - Valence : 14 parcours dont 3 sélectifs	7 205	7 304
			1 133	1 133
UGA	Totaux	56 parcours non sélectifs	7 956	8 003
	parcours non sélectifs	- Grenoble : 45 parcours - Valence : 11 parcours	6 918	6 965
			1 038	1 038

Admissions en L1 : Parcoursup

vœux CONFIRMES au 08/04/2019

Capacités accueil UGA :

- en 2019 : 8 437 pour les parcours non sélectifs,
- en 2018 (rappel) : 8 338 pour les parcours non sélectifs

Soit une augmentation de 99 places, principalement en Economie et Gestion, et SHA, pour mieux répondre à la demande

Nb vœux confirmés UGA en 2019 :

- Parcours sélectifs ET non sélectifs : 55 068 (contre 46 152 en 2018), soit une augmentation de 19,1 % par rapport à 2018, plus forte à Grenoble (+20,4%) qu'à Valence (+13,2%)
- Parcours non sélectifs uniquement : 49 117 (contre 41 858 en 2018), soit une augmentation de +17,3% par rapport à 2018, plus forte à Grenoble (+18,8%) qu'à Valence (+8,5%)

La démographie est relativement stable. Elle n'explique donc pas cette augmentation :

- +0,1% d'élèves scolarisés en terminale dans l'académie de Grenoble (37 777 en 2018, 37 806 en 2019, soit +29),
- +1,3% d'élèves scolarisés en terminale dans l'académie de Grenoble ayant fait au moins un vœu confirmé (31 622 en 2018, 32 168 en 2019, soit +546).

On peut noter que :

- sur 31 137 candidats qui ont confirmé au moins un vœu sur Parcoursup dans l'académie de Grenoble, 51,7 % demandent au moins une formation en licence ou PACES à l'UGA. (augmentation de +7,6% du nombre de candidats ayant formulé au moins un vœu sur Parcours sup à l'UGA par rapport à 2018)
- Le nombre de vœux confirmés par candidat de l'Académie de Grenoble ayant fait au moins un vœu confirmé a augmenté de +1,4 en 2019 :
 - 9,5 vœux en 2019 (296 040/ 31 137)
 - 8,1 vœux en 2018 (243 885 / 30 178)

Nous pouvons attribuer cette augmentation à deux facteurs :

- les candidats ont fait plus de vœux dans les parcours non sélectifs (consigne donnée sur le fait de ne pas faire uniquement des vœux sélectifs : nouvelles règles de participation à la période complémentaire et à la CAAES) :
 - +35,6% de vœux confirmés dans les parcours sélectifs de l'UGA (4294 en 2018, 5821 en 2019, soit +1 527.
- l'académie de Lyon "aurait" modifié sa sectorisation en excluant le Nord Isère :
 - Nous pourrions vérifier si les candidats du Nord Isère scolarisés en terminale dans l'académie de Grenoble ont fait plus de vœux sur Académie de Grenoble.

Jean-François REDON indique qu'habituellement, 23% des bacheliers de l'académie de Grenoble poursuivent leurs études dans le Rhône.

Nicolas LESCA présente une projection du taux d'acceptation des vœux confirmés de la phase principale 2018 sur les vœux confirmés de la phase principale 2019, puis le calendrier des prochaines étapes pour les candidats.

calendrier : prochaines étapes pour les candidats

- **Phase principale : du 15/05 au 19/07**
 - du 17/06 au 24/06 : interruption (période du bac – résultats le 05/07)
 - du 25/06 au 19/07 : « deuxième période »
 - 19/07 : date limite de réponse aux propositions pour la période en continu
- **Phase complémentaire : du 25/06 au 14/09**
- **CAAES : tous les vendredi depuis le 25/06** (la CAAES débute avec la phase complémentaire)
- **Inscriptions administratives :**
 - du 8/07 au 19/07
 - du 26/08 au 27/09 (pour permettre les IA de la période complémentaire)

Intervention de Virginie ZAMPA : J'ai été alertée par les collègues du DLST qui ont rencontré des difficultés l'année dernière. A la fin de la première étape, après avoir sélectionné, une des filières se trouvait 30 % au-dessous de la capacité d'accueil et a été complétée avec de nouveaux étudiants en septembre. Ce que les collègues du DLST déplorent, c'est que les 30 % acceptés en septembre n'étaient pas forcément les meilleurs candidats car parmi les candidats placés en attente, certains sont finalement partis faire leurs études ailleurs. Ils souhaiteraient éviter que cette situation se reproduise, et que la CFVU donne des indications au responsable du DLST, en conseillant le surbooking.

Réponse de Nicolas LESCA : J'en ai déjà discuté avec Yves MARKOWICZ, qui, au regard de ce qui a eu lieu l'année dernière, a bien conscience de pouvoir appeler beaucoup plus de candidats dès le début et s'apprête normalement à le faire.

Intervention de Virginie ZAMPA : Ces collègues m'ont également alertée sur le fait que le DLST octroie des points bonus aux candidats issus de la filière S pour le paramétrage de la sélection des dossiers sur Parcoursup, alors que la lettre de recommandation du Défenseur des droits, publiée en janvier, indique qu'il faut favoriser l'accès pour les bacheliers issus des filières technologiques et professionnelles.

Réponse de Nicolas LESCA : En Sciences et Technologies, l'expérience et les statistiques démontrent depuis longtemps que les chances de réussite sont étroitement liées à la filière d'origine. Tous les candidats ayant les meilleures chances de réussite ont été appelés par l'UFR à la fin de la première étape, comme évoqué précédemment. Nous aurons néanmoins un échange avec le DLST à ce sujet.

3.2. Déploiement du dispositif « oui si » pour 2019/2020

Nicolas LESCA présente le déploiement du dispositif « oui si ».

Dispositifs OUI SI déploiement 2019-2020

Parcours	2018-2019	2019-2020	2018-2019	2019-2020
1. Parcours non sélectifs avec OUI SI	33	44	62,3%	84,6%
2. Parcours non sélectifs sans OUI SI mais avec Tutorat aux IP	0	3	0,0%	5,8%
3. Parcours non sélectifs sans OUI SI	20	5	37,7%	9,6%
Total Parcours non sélectifs éligibles aux OUI SI	53	52	100%	100%
4. Parcours double licence non sélectifs sans OUI SI	6	3		
5. Parcours sélectifs sans OUI SI	12	17		
6. Parcours non sélectif non autorisé pour OUI SI	1	1		
Total parcours non éligibles au OUI SI	19	21		
Total parcours	72	73		

Capacités d'accueil	2018-2019	2019-2020	2018-2019	2019-2020
1. Parcours non sélectifs avec OUI SI	3 943	5 392	57,8%	79,0%
2. Parcours non sélectifs sans OUI SI mais avec Tutorat aux IP	-	349	0,0%	5,1%
3. Parcours non sélectifs sans OUI SI	2 878	1 085	42,2%	15,9%
Total Parcours non sélectifs éligibles aux OUI SI	6 821	6 826	100%	100%
4. Parcours double licence non sélectifs sans OUI SI	87	77		
5. Parcours sélectifs sans OUI SI	330	434		
6. Parcours non sélectif non autorisé pour OUI SI	1 100	1 100		
Total parcours non éligibles au OUI SI	1 517	1 611		
Total parcours	8 338	8 437		

Jean-François REDON indique que l'évaluation des dispositifs « oui si » sera présentée en septembre 2019.

[Annexe 1 : Dispositifs « Oui si »](#)

4. Sujet à débattre : Evolution du cadrage des ETC

Valérie CHANAL et Jean-Pierre HENRY présentent l'évolution du cadrage des ETC du Service des enseignements transversaux (SET).

Historique des ETC à l'UGA

Offre UJF jusqu'en 2015 + offre UPMF / Stendhal
2016 : fusion sur le modèle ETC

2016-2018 : ouverture et équilibrage de l'offre STS – SHS

2019 => inscrire les ETC dans de grands défis sociétaux en vue si possible de construire des labels et possibilité d'appel à propositions ciblées sur des thématiques (ex IA)

Bilan de l'offre actuelle ETC

=> 2572 étudiant.e.s au S1, 2338 étudiant.e.s au S2

=> 60 enseignements (ETC)

=> 32 mentions de licence

=> 4900 étudiants concernés

=> Budget équivalent HETD : 90 Keuros

Propositions

Améliorer la lisibilité de l'offre en organisant les ETC par grandes thématiques

=> Conduite de projets d'innovation

=> Culture sciences

=> Culture sciences humaines et sociales

=> Education et culture

=> Engagement et citoyenneté

=> Enjeux du développement durable

=> Institutions et enjeux démocratiques dans le monde

=> Regard critique sur la science, la technologie et le numérique

=> Santé, bien-être

Propositions des thématiques

ETC	Nouvelle thématique
CPE: Conduite de projet entrepreneurial	Conduite de projets d'innovation
Créativité et innovation	Conduite de projets d'innovation
Fablab	Conduite de projets d'innovation
Hack ton campus (hakkathon d'innovation)	Conduite de projets d'innovation
Formation des étoiles et planètes	Culture sciences
Histoire de l'optique	Culture sciences
Histoire des sciences depuis le début du 20ème siècle	Culture sciences
L'univers	Culture sciences
Archéométrie	Culture sciences humaines et sociales
Criminologie - Licence	Culture sciences humaines et sociales
Criminologie - Master	Culture sciences humaines et sociales
Histoire des sciences des Grecs à la fin du 19ème siècle	Culture sciences humaines et sociales
Homme préhistorique	Culture sciences humaines et sociales
Initiation à la linguistique - Les familles de langues	Culture sciences humaines et sociales
Les conduites agressives	Culture sciences humaines et sociales
Linguistique Française 1 - des mots au sens	Culture sciences humaines et sociales
Linguistique Française 2 - syntaxe et discours	Culture sciences humaines et sociales

ETC	Nouvelle thématique
Affûter ses neurones	Education et culture
Atelier du spectateur	Education et culture
Communication et animation scientifique	Education et culture
Expérimenter les sciences à l'école	Education et culture
Formation musicale et artistique	Education et culture
Jeux combinatoires et raisonnements mathématiques	Education et culture
Métiers de l'enseignement	Education et culture
Panorama de la littérature de jeunesse	Education et culture
Phonétique & Phonologie : Les premiers pas de la parole	Education et culture
Accompagnement des étudiants en situation de handicap	Engagement et citoyenneté
Engagement associatif et syndical	Engagement et citoyenneté
Engagement citoyen - Sapeurs pompiers de l'Isère	Engagement et citoyenneté
Développement et durabilité SPOC	Enjeux du développement durable
Formation des Alpes: de l'océan à la chaîne de montagne	Enjeux du développement durable
Hydrométéorologie, climat et interactions avec la société	Enjeux du développement durable
Les risques naturels en montagne	Enjeux du développement durable
Projets de développement durable	Enjeux du développement durable
Tourisme et transition en montagne	Enjeux du développement durable
Aspects juridiques des élections politiques	Institutions et enjeux démocratiques dans le monde
Egalités Femmes - Hommes, les enjeux et défis, aujourd'hui	Institutions et enjeux démocratiques dans le monde
Histoire des droits de l'homme	Institutions et enjeux démocratiques dans le monde
Histoire des mouvements écologistes américains (19e-21e)	Institutions et enjeux démocratiques dans le monde
Le budget de l'Etat	Institutions et enjeux démocratiques dans le monde
Les métamorphoses de la Russie: état, société, culture	Institutions et enjeux démocratiques dans le monde
L'Union Européenne - aspects juridiques	Institutions et enjeux démocratiques dans le monde
Médias et questions internationales	Institutions et enjeux démocratiques dans le monde
Révolutions dans les Amériques Latines contemporaines. Politique, culture et société.	Institutions et enjeux démocratiques dans le monde
Atelier "responsabilité citoyenne, environnement et numérique "	Regard critique sur la science, la technologie et le numérique
Autodéfense numérique: logiciels libres et libertés individuelles	Regard critique sur la science, la technologie et le numérique
Bioéthique	Regard critique sur la science, la technologie et le numérique
Controverses scientifiques	Regard critique sur la science, la technologie et le numérique
Des médias à l'internet, socio-histoire de la communication	Regard critique sur la science, la technologie et le numérique
Humanités, Arts, Sciences	Regard critique sur la science, la technologie et le numérique

Images et films vidéos, comprendre et analyser	Regard critique sur la science, la technologie et le numérique
Information et communication dans les sociétés contemporaines	Regard critique sur la science, la technologie et le numérique
Internet : cultures et communication	Regard critique sur la science, la technologie et le numérique
Zététique et auto-défense intellectuelle	Regard critique sur la science, la technologie et le numérique
Connaissances scientifiques nécessaires aux formations santé	Santé, bien-être
Environnement et santé	Santé, bien-être
Naissance du médicament	Santé, bien-être

Jean-Pierre HENRY indique que le travail thématique pourrait également permettre, à terme, de valoriser les ETC dans la réussite de la Licence, avec une spécificité du diplôme selon la thématique choisie.

Valérie CHANAL précise que les cours seraient affectés à une thématique après avis des porteurs. Par ailleurs, il est envisagé de permettre l'inscription de certains ETC dans une thématique secondaire.

Parallèlement aux ETC, des dispositifs interdisciplinaires ont été créés, avec une mise en œuvre durant les semaines projets (Hack ton campus, Citizen campus, Green university). Il est proposé que les étudiants qui s'inscrivent dans ces dispositifs pour l'année 2019-2020 puissent bénéficier d'un équivalent ETC, c'est-à-dire être dispensés d'ETC.

Propositions pour 2019/2020

Intégrer les écoles thématiques interdisciplinaires (ex Green University, Citizen Campus) dans la présentation de l'offre ETC aux étudiants et permettre de les créditer de l'équivalent d'un ETC (nombre d'ECTS en fonction de la maquette d'origine de l'étudiant)

Intégrer les initiatives projets des semaines projets UGA dans l'offre des ETC (ex Hack ton Campus)

Jean-Pierre HENRY explique que les semaines projets constituent des opportunités intéressantes pour la mise en œuvre des ETC. En effet, cela permet de palier certaines difficultés dues à l'arrivée tardive de nombreux étudiants lors du premier semestre.

Valérie CHANAL précise que les ETC fixés pendant les semaines projets se déroulent sur 3 jours seulement (un ETC comptant 24h). Deux possibilités vont donc être proposées pour le déroulement des ETC : cours hebdomadaires ou concentrés pendant les semaines projets.

Intervention de Jean-Gabriel VALAY : Dans le cadre d'une université ancrée dans son territoire, ces ETC sont très attractifs pour des adultes en reprise d'études et l'ensemble des publics non étudiants. Il y a une opportunité à saisir en proposant ces cours classés en défis sociétaux, sur des créneaux pertinents (par exemple 17h). La proposition qui est faite est-elle intermédiaire ? « Culture sciences » n'est pas un véritable défi sociétal.

Réponse de Jean-Pierre HENRY : Les cours se déroulent globalement les lundis, mardis et mercredis à partir 17h.

Réponse de Valérie CHANAL : En effet, nous avons regroupé les ETC existants de manière à ne pas en supprimer. L'ouverture des ETC à d'autres publics est à double tranchant car nous voudrions également inciter les enseignants à utiliser des pédagogies actives, à faire travailler les étudiants en groupes, etc. Demander à un enseignant qui a déjà 35 à 40 étudiants d'accueillir 10 ou 20 personnes extérieures et d'organiser son travail pédagogique dans ce contexte me paraît compliqué.

Intervention de Romain TINIERE : Rendre les étudiants véritablement actifs de 17h à 19h, c'est compliqué car ils sont fatigués.

Réponse de Jean-Pierre HENRY : La place des ETC pourrait être repensée dans le cadre de l'organisation des futures licences.

Intervention de José LABARERE : Il me semblait que l'année dernière, certains ETC se déroulaient de 15h30 à 17h30.

Réponse de Jean-Pierre HENRY : Ces ETC se déroulent le jeudi après-midi, mais cet horaire est très problématique.

Question de Viviane CLAVIER : Si les hackathons sont intégrés dans la liste des ETC, est-ce que cela signifie qu'ils seront ouverts à tous ?

Réponse de Valérie CHANAL : Oui.

Question de Delphine ALDEBERT-MORIN : Les capacités d'accueil permettent-elles d'accueillir sereinement les étudiants ?

Réponse de Jean-Pierre HENRY : Les ETC sont ouverts à 40 étudiants lorsqu'ils ne se déroulent pas en amphithéâtre. Par ailleurs, les enseignants émettent un vœu de capacité d'accueil pour leur cours. La condition d'ouverture a été fixée à 20 ou 24 étudiants. Dans l'ensemble, 90 % des étudiants obtiennent leur premier choix. Actuellement, les difficultés se situent au niveau de la gestion des retardataires.

Question de Romain TINIERE : Est-ce que le SET procède systématiquement à une évaluation de l'enseignement et est-ce qu'un retour est fait à l'enseignant ?

Réponse de Jean-Pierre HENRY : L'année dernière, nous avons testé une plateforme d'évaluation que nous allons mettre en œuvre cette année. Les enseignants seront informés.

Intervention de Thierry PLACETTE : Les nouvelles thématiques coïncident plus ou moins aux compétences transversales développées au niveau du sport. Je propose que le SET et le SUAPS, voire le SDL, s'associent pour la suite des réflexions.

Réponse de Valérie CHANAL : Il s'agit effectivement d'une réflexion à mener pour définir un cadrage : doit-on avoir des propositions avec des contenus thématiques ou plutôt cibler ces propositions en fonction des compétences transversales ? ou encore combiner les deux ?

Intervention de Nicolas LESCA : Effectivement, et j'ajouterais que la véritable question de transformation est la suivante : agrège-t-on des sommes de bonnes volontés pour les catégoriser *a posteriori* ? ou choisit-on d'éclairer les questions de société en s'appuyant sur les domaines d'excellence de notre site ?

5. Approbation du relevé de conclusions de la séance de la CFVU du 21 février 2019

Nicolas LESCA invite les membres de la CFVU à formuler d'éventuelles remarques suite à la lecture du relevé de conclusions.

Nicolas LESCA propose aux membres de la CFVU de valider le relevé de conclusions de la séance du 21 février 2019.

Avec 24 voix favorables et 2 abstentions, la CFVU approuve à la majorité le relevé de conclusions de la séance du 21 février 2019.

[Annexe 2 : Relevé de conclusions du 21 février 2019](#)

6. Désignations

6.1. Désignation d'un élu étudiant pour siéger à la Commission pédagogique

Nicolas LESCA indique qu'un siège de titulaire est à pourvoir par un élu étudiant.

Désignation commission pédagogique

Séance du 24/01/2019 : report de la désignation afin de permettre aux élus LICORNE de se manifester.

Sièges à pourvoir

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Claire HAUET (UNEF)	Tuan-Anh DINH (UNEF)
Lucie FAYOLLE (INTERASSO)	Gregor DAVID (INTERASSO)
Emilie LEROUX (INTERASSO)	Martin OUDART (INTERASSO)
Pablo RICHIERO (LICORNE)	Marie MAZENOT (LICORNE)

Candidate : Emmy MARC (LICORNE)

Nicolas LESCA propose aux membres de la CFVU de se prononcer sur la candidature d'Emmy MARC pour siéger à la Commission pédagogique en tant que titulaire.

Avec 24 voix favorables et 2 abstentions, la CFVU désigne à la majorité Emmy MARC pour siéger à la Commission pédagogique en tant que titulaire.

6.2. Désignation d'un élu pour siéger à la Commission des finances

Nicolas LESCA indique qu'un siège est à pourvoir sans distinction de collègue.

Désignation commission des finances

Siège jusqu'à présent occupé par Christian DEPRET

3 sièges pour les membres de la CFVU

→ actuellement, une enseignante et un étudiant

Candidats : Emmy MARC

Question de Jean-Gabriel VALAY : Qui siège actuellement à la Commission des finances ?

Réponse de Nicolas LESCA : Virginie ZAMPA et Martin OUDART.

Question de Jean-Gabriel VALAY : Est-ce qu'Emmy MARC pourrait nous expliquer pourquoi elle se porte candidate ?

Réponse d'Emmy MARC : Je suis étudiante en LLCER anglais et je trouve intéressant de participer à cette commission concernant les finances de l'université.

Question de Jean-Gabriel VALAY : Il s'agit donc pour vous de découvrir le fonctionnement de l'université. Cette commission peut être stratégique. Comment fonctionne celle de l'UGA ?

Réponse de Virginie ZAMPA : Il y a beaucoup plus de présentations que de réels votes. Pendant une période, les dates de cette commission étaient

identiques à celles du CAC ou de la CFVU, bien que nous l'ayons signalé à plusieurs reprises.

Intervention de Nicolas LESCA : Je suppose que cette commission a dû avoir un rôle bien plus stratégique lors des deux années qui ont suivi la fusion, avec le plan de retour à l'équilibre, la construction du budget consolidé, les modèles d'allocations, etc.

Intervention de José LABERERE : Il me semblait qu'elle instruisait tous les dossiers soumis ensuite au vote du CA. En plus des trois élus de la CFVU, qui siège à cette commission ?

Réponse de Jean-François REDON : 6 membres du Conseil d'administration et 3 membres de la Commission recherche.

Intervention de Nicolas LESCA : Je suis d'accord qu'en théorie, il s'agit d'une commission très stratégique qui étudie des dossiers politiques et techniques.

Intervention de Jean-Gabriel VALAY : Je pense qu'il faut des contrepouvoirs très puissants dans une université, et la Commission des finances devrait en être.

Intervention de Virginie ZAMPA : Il n'est pas normal qu'il n'y ait pas de contrainte de quorum et qu'il y ait souvent davantage de membres invités que de membres élus présents à cette commission.

Nicolas LESCA propose aux membres de la CFVU de se prononcer sur la candidature d'Emmy MARC pour siéger à la Commission des finances.

Avec 19 voix favorables, 3 voix défavorables et 4 abstentions, la CFVU désigne à la majorité Emmy MARC pour siéger à la Commission des finances.

7. Etudes

7.1. Approbation des demandes de renouvellement, création et modification des formations non accréditées ainsi que des règlements des études et des modalités de contrôle des connaissances associés

- **Création du DIU EIL « Enseigner l'Informatique au Lycée » (2018/2019 - 2019/2020)**

Marc ODDON présente la demande de création du DIU EIL « Enseigner l'Informatique au Lycée ».

Contexte

- La réforme du baccalauréat
- Un nouvel enseignement de spécialité "Numérique et sciences informatiques" (NSI)
 - Classe de 1ere : (4h) rentrée 2019
 - Classe de terminale : (6h) rentrée 2020
- Demande nationale du ministère et lettre de cadrage
- Savoir faire, expérience, compétences à l'IM2AG
 - DU ISN, référence nationale, conception des programmes ...

Objectifs du diplôme inter universitaire EIL

- Former et accompagner les professeurs qui auront en charge cet enseignement dès la rentrée 2019...
- Garantir leur montée en compétences :
 - Formation spécifique à haut niveau
 - Adaptée aux professeurs des lycées de l'académie
 - Valorisée et certifiée par l'obtention d'un DIU
- Attester du niveau de compétences quelle que soit l'université où cette formation aura été validée.

Contenu pédagogique du DIU

- Bloc 1 : Représentation des données et programmation
- Bloc 2 : Algorithmique
- Bloc 3 : Architectures matérielles et robotique, systèmes et réseaux :
- Bloc 4 : Programmation avancée et bases de Données
- Bloc 5 : Algorithmique avancée

Organisation 2019-2020

Période de formation :

- 3 semaines entre avril et juillet 2019
- 2 semaines entre septembre et juin 2020

Durée de la formation :

- 5 semaines de formation soit :
 - 125 h de présentiel
 - 50 h à distance

Portage

- UFR : IM2AG
- Financement : convention avec le rectorat et accord CPU
- Budget financé : 80k€ pour deux groupes (48 personnes maxi)
- Responsable pédagogique : Jean-Marc VINCENT

Les partenaires universitaires

- Etablissements partenaires : Auvergne-Rhône-Alpes : Universités Clermont-Auvergne, Grenoble-Alpes, Lyon 1| Bourgogne-Franche-Comté : Université F-C Besançon, | Bretagne : Université de Rennes 1| Centre-Val de Loire : Université d'Orléans, | Grand-Est : Université de Lorraine, Université de Strasbourg, Université de Reims, Université de Haute-Alsace | Hauts de France : Université de Lille, | Île de France / Académie de Créteil : Université Paris-Est Marne-la-Vallée ou Paris Est Créteil ou Paris Nord Université | Île de France : Paris-Sud (Paris Saclay), Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, | Normandie : Université de Caen (+ Université de Rouen), | Nouvelle Aquitaine : Université de Bordeaux, Université de Poitiers, | Occitanie : Université de Montpellier, Université Toulouse III - Paul Sabatier, | Pays de la Loire : Université de Nantes, | Provence-Alpes-Côte d'Azur : Université Côte d'Azur, Université Aix-Marseille, | Réunion : Université de La Réunion | Académie Antilles Guyane : Université de Martinique, Université de Guyane

Question de Jean-Gabriel VALAY : Le montant négocié est-il national ou académique ?

Réponse de Marc ODDON : Il est national. Chacun des 24 groupes de 24 personnes est crédité de 40 000 € pour la totalité de la formation.

Nicolas LESCA propose aux membres de la CFVU de valider la création du DIU EIL « Enseigner l'Informatique au Lycée ».

Avec 24 voix favorables, la CFVU approuve à l'unanimité la création du DIU EIL « Enseigner l'Informatique au Lycée ».

[Annexe 3a : Réforme du bac général](#)

[Annexe 3b : Création DIU EIL](#)

[Annexe 3c : Description de contenu](#)

[Annexe 3d : Annexe financière](#)

• **Création du DIU Médecine de l'Obésité (2019/2020)**

Anne-Laure BOREL présente la demande de création du DIU Médecine de l'Obésité.

Intégration de l'université Grenoble Alpes dans le DIU : « médecine de l'obésité » coordonné par le Pr Patrick RITZ (CHU Toulouse)

Importance

Le CHUGA fait partie des 37 centres spécialisés de l'obésité depuis 2011

Mission de prise en charge en recours des cas complexes

Mission d'organiser les filières de soins sur le territoire de l'Arc Alpin

Mission de formation continue pour harmoniser les pratiques

Objectif :

Proposer une offre de formation de qualité sur l'obésité, complémentaire de celle offerte actuellement à l'Université Grenoble Alpes

Public ciblé

- Formation continue à l'exclusion de la formation initiale
- Pluridisciplinarité car c'est l'essence des parcours de soin en obésité (y compris patient expert)
- Adéquation aux objectifs de la formation continue en santé :
 - Axe II : Faciliter au quotidien les parcours de santé
 - Orientation n° 10 : Repérage de l'obésité et prise en charge
- Absence de redondance :
 - Avec la formation DES car le DIU exclut la formation initiale
 - Avec le DIU TCA car il est orienté sur l'anorexie mentale principalement
 - Avec le DU de physionutrition en pharmacie car c'est une approche non allopathique de la nutrition, qui ne traite pas spécifiquement de l'obésité

Aspects pratiques

12 participants minimum (pour la faisabilité économique) et maximum (pour permettre l'accueil en stage sur une année) + patient expert

Enseignement en 1 an avec :

- e-learning (35h) avec QCMs de validation + discussions en ligne avec le Pr Ritz, coordonnateur
 - 5 journées présentielles de 7h : ½ journée de cours magistraux en web-conférence + ½ journée d'ateliers (validées par présence obligatoire)
 - 5 journées de stage (validées par présence obligatoire)
- Pas de mémoire ni rapport de stage ni évaluation finale

Validation sous forme « validé vs. non validé »

Question de Marc ODDON : Est-il prévu que cette formation soit éligible au Développement professionnel continu (DPC) ? La démarche d'inscription a-t-elle été engagée ?

Réponse d'Anne-Laure BOREL : Oui, nous avons ouvert cette formation au DPC dans la construction.

Réponse de José LABARERE : Oui, c'est prévu, même si nous avons d'autres problèmes à régler en amont.

Question de Romain TINIERE : Y a-t-il un coût ?

Réponse d'Anne-Laure BOREL : Oui, 1 600 € à l'inscription.

Nicolas LESCA propose aux membres de la CFVU de valider la création du DIU Médecine de l'Obésité.

Avec 25 voix favorables et 1 abstention, la CFVU approuve à la majorité la création du DIU Médecine de l'Obésité.

[Annexe 4a : Création du DIU Médecine de l'obésité](#)

[Annexe 4b : Annexe financière](#)

- **Création du DU Méthode d'étude des milieux naturels - Botanique appliquée (2018/2019)**

Nicolas LESCA rappelle que cette formation avait fait l'objet d'une présentation lors de la séance du 24 janvier 2019 et qu'il avait été décidé d'en reporter le vote afin d'apporter davantage de précisions.

Corinne MERCIER présente la demande de création du DU Méthode d'étude des milieux naturels - Botanique appliquée.

DU Méthode d'étude des milieux naturels – Botanique appliquée

Responsable pédagogique : Rolland DOUZET, PRAG
UFR Chimie-Biologie

Définition : Botanique : étude des végétaux

= systématique, morphologie, anatomie, physiologie, histologie, pathologies végétales, ...

= de l'échelle moléculaire et cellulaire à l'échelle de l'organisme, jusqu'à la communauté et la population, sa dynamique spatiale et temporelle

La botanique ne fait pas l'objet, actuellement, d'un enseignement au sein d'une UE spécifique (sauf L3 SVT) mais elle est présente au travers de nombreuses UEs de Licence Sciences de la Vie :

L1 SV : - Biologie des organismes
- Biologie cellulaire 1

L2 SV : - Biologie cellulaire 2

- Génétique
- Ecologie
- Valor. des ress. végét.
- Physiologie végétale

L2 SVT : - Du gène à la vie

- Génétique
- Ecologie
- Valor. des ress. végét.

L3 BG : - Organismes et milieu

- Gènes et développement
- Ecotoxicologie
- Biodiversité et évolution

L3 SVT : - Du gène à la vie

- Génétique
- Grandes lignées végétales
- Evolution
- Botan. syst. plantes à fleurs

L'étude de la botanique et de la systématique botanique ne font pas l'objet de pré-requis :

- pour l'entrée dans notre Master Biodiversité, Ecologie, Evolution (BEE)
- pour l'entrée dans notre Master Planta International

- dans les Masters équivalents en France
- Strasbourg : Biologie et Valorisation des Plantes
- Montpellier : Biologie, Agrosociences
- Lille : Master Biodiversité, Ecologie, Evolution

mais elles sont un plus dans le cursus des étudiants de Licence (recherche de stages, employabilité)

- pour la préparation du CAPES (= programme de Biologie et de Sciences de la Terre de la classe préparatoire scientifique BCPST, programmes qui doivent pouvoir être abordées au niveau M1 MEEF) et de l'AGREG

Intervention de Jean-Gabriel VALAY : Je crois que la CFVU avait bien compris l'intérêt de cette formation lors de la présentation qui avait été faite en

janvier. Les questions qui se posent maintenant sont les suivantes : Pourquoi cet enseignement n'est plus dans la maquette ? Pourquoi est-il proposé sous la forme d'un DU ?

Intervention de Viviane CLAVIER : En effet, cette présentation a déjà été faite. Qu'avez-vous changé par rapport à la première fois où vous nous avez présenté le projet ?

Réponse de Corinne MERCIER : Cette UE n'est plus dans la maquette depuis que nous avons retravaillé les fondements de la Licence. Nous avons un nombre important d'UE au 2^e semestre de la licence 3 – ce qui « éparpillait » les connaissances, ainsi qu'un déficit financier assez important. Nous avons donc fait le choix de réduire la maquette de formation : de treize UE, nous sommes passés à huit. Cinq UE ont donc disparu, dont l'UE Botanique. Nous avons choisi de remodeler complètement l'enseignement de façon à ce que les étudiants aient une formation globale leur permettant d'accéder à tous les masters, notamment ceux proposés par l'UGA.

Intervention de Viviane CLAVIER : Comme nous l'avons évoqué la dernière fois, à partir du moment où un enseignement est important pour une filière ou une formation et qu'il disparaît parce qu'il n'y a plus de moyens, on ne peut pas basculer de la sorte sur un DU.

Réponse de Corinne MERCIER : S'il a disparu en tant qu'UE, l'enseignement des plantes est toujours présent.

Intervention de Jean-Gabriel VALAY : Ce n'est pas parce que la licence comprend de l'enseignement du monde végétal qu'on peut dire qu'il y a de la botanique. Pour des raisons d'ordre pédagogique et financier, qui sont tout à fait louables, cette licence a été redéfinie et cet enseignement de botanique a été supprimé. On ne peut pas empêcher les universitaires de faire des DU pour des enseignements qui sont intéressants pour les étudiants.

Question de Valérie CHANAL : Pourquoi ne pas créer un parcours spécifique en Licence ?

Réponse de Corinne MERCIER : Il ne s'agit pas d'un prérequis demandé pour l'entrée en master, mais d'un plus.

Intervention de Viviane CLAVIER : La dernière fois, la botanique avait été présentée comme un enseignement très important.

Intervention de Jean-Gabriel VALAY : C'est normal : la présentation était faite par un botaniste. L'UFR a fait un travail de redécoupage et a décidé que cet enseignement un peu particulier n'avait plus sa place dans une licence qui se veut davantage générale.

Intervention de Corinne MERCIER : C'est la définition même de la maquette de la licence de Biologie. Nous sommes revenus sur la définition de cette maquette, qui doit apporter une connaissance générale aux étudiants, leur permettre de comprendre ce que sont les molécules du vivant jusqu'à l'échelle de la cellule, celle de l'organisme et de l'organisme dans son milieu, ainsi que son évolution. Nous l'avons appliqué dans tous les règnes, animal et végétal, ce qui nécessite de restreindre certains enseignements pour mieux appréhender la globalité et le système d'échelle.

Objectifs du DU = acquérir les bases méthodologiques et pratiques de l'expertise naturaliste (10 jours, fin Mai-début Juin) :

- **compétences théoriques (26 H avec ET : 50% de la note finale):**
 - ✓ morphologie florale
 - ✓ méthodes de relevé de la végétation et choix de la méthode en fonction des objectifs à atteindre
 - ✓ caractérisation d'un milieu grâce à la végétation
- **savoir-faire pratique (34 H avec examen : 50% de la note finale) :**
 - ✓ analyse florale
 - ✓ détermination de l'espèce en utilisant une flore
 - ✓ prélèvement d'échantillons
 - ✓ relevés de végétation sur le terrain, en situation

Publics visés :

1/ Formation continue (tarif : 680 euros ; rentabilité à partir de 9 personnes) : professionnels de l'environnement :

- ✓ enseignants du secondaire et du supérieur
- ✓ personnel des jardins botaniques
- ✓ personnel de structures publiques liées à l'environnement et la biodiversité (conservatoires botaniques nationaux, parc nationaux et régionaux, collectivités territoriales)
- ✓ structures privées (bureaux d'études, cabinets d'expertise)
- ✓ ingénieurs d'étude ou de recherche des laboratoires de recherche (environnement ou biodiversité)

2/ Formation initiale (tarif : 15 euros) : étudiants de L3 ou Master

désirant s'orienter vers les métiers de l'environnement au sens large, de la biodiversité, ou l'enseignement des SVT, de l'environnement et de la biodiversité → le DU est un plus dans le cadre d'une formation de master en environnement ou en biodiversité (obtention d'un premier contrat ou d'un stage)

Intervention de Jean-Gabriel VALAY : Je trouve qu'il n'est pas normal que cet enseignement de botanique ait disparu de la maquette de licence. Les arbitrages ont été rendus, avec des arguments tout à fait légitimes, mais il n'en demeure pas moins que 50 étudiants par an voudraient faire de la botanique et en ont besoin, d'où la proposition, formulée par la composante et acceptée par l'équipe pédagogique, de faire un DU.

Intervention de Valérie CHANAL : Je ne comprends pas pourquoi il n'y a pas une licence en tant que telle voire un parcours de licence.

Intervention de Jean-Gabriel VALAY : Cette licence est en train d'être travaillée dans le cadre de la nouvelle accréditation.

Réponse de Corinne MERCIER : Un nouveau master a été créé dans le cadre cette accréditation, et il y a d'autres possibilités d'évolution. Les discussions pour la nouvelle accréditation débiteront à la rentrée. Ce DU constitue une réponse au besoin des étudiants dans l'immédiat.

Question de Delphine ALDEBERT-MORIN : Pensez-vous qu'il y aura des candidats en formation continue ?

Réponse de Corinne MERCIER : Oui, *a priori* il y a des personnes intéressées.

Nicolas LESCA propose aux membres de la CFVU de valider la création du DU Méthode d'étude des milieux naturels - Botanique appliquée.

Avec 12 voix favorables, 5 voix défavorables et 7 abstentions, la CFVU approuve à la majorité la création du DU Méthode d'étude des milieux naturels - Botanique appliquée.

[Annexe 5a : Création du DU Botanique appliquée](#)

[Annexe 5b : MCC](#)

[Annexe 5c : Annexe financière](#)

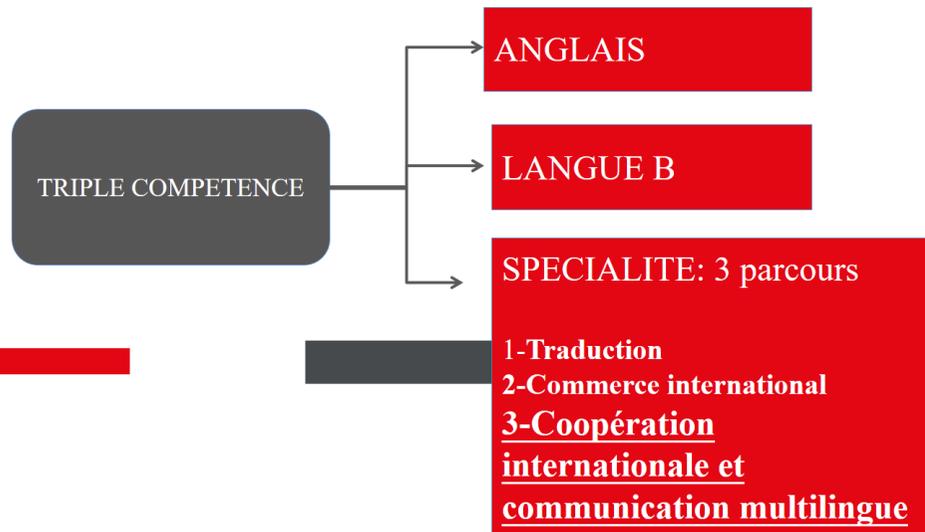
• **Création du CU Projet tutoré anglais (2018/2019)**

Susanne BERTHIER-FOGLAR présente la demande de création du CU Projet tutoré anglais.

Demande de création de CU Master LEA, parcours CICM, M1, "Projets tutorés"

Susanne Berthier-Foglar, PR directrice-adjointe ILCEA4
Pour Christian Leblond, Directeur des Etudes MLEA, intervenant principal dans le CU

LES SPECIFICITES DES MASTERS LEA



Coopération entre MLEA-CICM et Phytem

- Coopération sur un projet IDEX
formation: GéoTropos
 - *Projet partenaire (européen): EIT Raw Materials “OpenYourMine” (financé 2019-2021)*
- Porteur Phytem-ISTerre: Laurent Truche /
Porteur LEA-ILCEA4: Susanne Berthier-Foglar

Coopération entre UFR LE et Phytem

- GéoTropos: un projet international et transdisciplinaire en Science de la Terre et en Sciences Humaines et Sociales
- Phase-test de la coopération et nécessité de créer un CU pour valider le travail des étudiants de géologie
- La phase-test est nécessaire pour évaluer et cibler la formation

Phase-test du CU

- Les étudiants géologues suivent deux cours de M1 CICM: projet tutoré et informatique
- Il s’agit de cours du type “learning by doing”
- Les étudiants des deux parcours (CICM et géologie) coopèrent dans le cadre d’un projet commun lié à l’intersection de leurs disciplines

Phase-test du CU

- Durée de la formation: janvier-avril 2019
- Volume horaire: 36 heures
- Nombre d’ECTS: 3

Question de Valérie CHANAL : Ces 3 ECTS ne sont-ils pas compris dans la maquette ?

Réponse de Susanne BERTHIER-FOGLAR : Ils sont dans la maquette de CICM, mais pas dans celle de Géosciences. Il s'agit de reconnaître l'investissement de ces étudiants cette année, car l'année prochaine les ETC seront intégrés dans la maquette et nous n'aurons plus besoin d'un CU.

Intervention de Viviane CLAVIER : 3 ECTS pour 36h, c'est assez peu.

Réponse de Susanne BERTHIER-FOGLAR : C'était la demande des géosciences, que je ne maîtrise pas. En CICM, il y a 12 ECTS, mais il y a beaucoup d'éléments en plus. Les géosciences ne suivent qu'un cours « Projet tutoré et informatique pour la création de site web ».

Question de Delphine ALDEBERT-MORIN : Pouvez-vous rappeler la différence entre un DU et CU ?

Réponse de Jean-François REDON : Conformément à la décision de la CFVU, le CU correspond à un morceau de l'offre de formation accréditée.

Nicolas LESCA propose aux membres de la CFVU de valider la création du CU Projet tutoré anglais.

Avec 21 voix favorables et 2 abstentions, la CFVU approuve à la majorité la création du CU Projet tutoré anglais.

Annexe 6a : Création du CU Projet tutoré anglais

Annexe 6b : RDE

- **Création du DIU Cytométrie (2019/2020)**

Delphine ALDEBERT-MORIN présente la demande de création du DIU Cytométrie.

Projet d'ouverture (année universitaire) : 2019/2020

Responsable(s) pédagogique(s) : Véronique FRACHET
Co-responsable: Delphine ALDEBERT

Si DIU (précisez les universités partenaires) :

Ecole Pratique des Hautes Etudes (Paris)

Publics cibles :

- En formation continue : professionnels de santé (pharmacien, médecin, biologiste), chercheurs/ingénieurs/techniciens impliqués dans les sciences de la vie.

- En formation initiale : étudiants (doctorant, Diplôme EPHE) travaillant dans des laboratoires en sciences de la vie.

Contexte du projet

Les besoins : demande de formation des utilisateurs professionnels

Pourquoi :

-Technologie complexe et évolutive

-Accréditation obligatoire des Laboratoires d'analyses de biologie médicale

Notre offre

-DIU de Cytométrie existe depuis 20 ans. Seule formation diplômante en France en Cytométrie.

-Formation labellisée par l'Association Française de Cytométrie.

Organisation des enseignements

Durée /an : 1an

- Formation en présentiel : 66 heures
- 2 modules de 5 jours chacun
- Enseignement présentiel organisé à Grenoble
- Participation à l'enseignement des universitaires grenoblois
- Examens écrit (2/3) et l'oral (1/3)

Delphine ALDEBERT-MORIN indique que le public serait composé d'une dizaine de personnes en formation continue et six personnes en formation initiale.

Objectif(s) de la formation / participant

Décrire les compétences de l'apprenant à l'issue de la formation :
(nb) : Il est important de vérifier l'adéquation entre objectifs et professions ciblées

- Assimiler les concepts de la cytométrie en flux
- Améliorer la multicom pétence théorique et pratique: préparation des échantillons, acquisition des résultats, capacité d'analyse des résultats.
- Maîtriser la diversité des applications en recherche et en clinique
- Renforcer la capacité d'initiative
- Acquérir une stratégie d'anticipation
- Connaître les dernières avancées technologiques des techniques de cytométrie

Comité d'organisation

Nombre d'heures	66 heures	Membres du Comité pédagogique -Véronique FRACHET, EPHE, IAB -Delphine ALDEBERT, UGA, TIMC -Claire DURMORT UGA, IBS -Philippe FRACHET UGA, IBS
Tarif formation continue	2535 €	
Tarif formation initiale	600 €	

Nicolas LESCA propose aux membres de la CFVU de valider la création du DIU Cytométrie.

Avec 20 voix favorables et 3 abstentions, la CFVU approuve à la majorité la création du DIU Cytométrie.

[Annexe 7a : Création du DIU Cytométrie](#)
[Annexe 7b : Annexe financière](#)

- **Création du DU Orthopédie (2019/2020)**

Jean-Didier BARDET présente la demande de création du DU Orthopédie.

Portage

- **Type de formation:** DU
- **Projet d'ouverture:** année universitaire 2019/2020
- **Responsable pédagogique:** Jean-Didier Bardet (MAST)
- **Comité pédagogique:**
 - Benoît ALLENET, PU-PH Pharm. clinique, responsable Filière Officine
 - Jean-Jacques BANIHACHEMI, PH, Médecine d'urgence
 - Jean-Didier BARDET, MAST
 - Philippe ESCOBAR, PH, Médecine physique et de réadaptation
 - Bruno HERVE, Pharmacien d'officine orthésiste
- **Public cible:**
 - Pharmaciens d'officine, 6A Officine
 - 20 personnes

Enjeux en formation continue

- **Référentiel national d'enseignement Pharmacie**
 - Spécialisation non obligatoire pour l'obtention du diplôme de Docteur en Pharmacie
- **Spécialité recherchée et demandée sur le marché de l'emploi**
 - Demande importante en terme de soins
 - Haute technicité des dispositifs médicaux
- **Contexte local**
 - Arrêt faute d'enseignant coordonnateur

Organisation des enseignements

- **Durée:** 1 an
- **Période de la formation:** de janvier à avril
- **Calendrier et organisationnel de la formation:**
 - **64h** sur 8 jours en présentiel (2 jours par mois, 4 mois de suite) + 1 journée optionnelle (visite d'industriels sur la dernière session)
 - **10h** en e-learning
 - Présentiel organisé à la Faculté de Pharmacie de Grenoble
 - Pas de stage pratique
 - Plateforme: SIDES pour vidéo et QCM pré-séminaires
- **Validation:** Assiduité & étude de cas
- **Ouverture au Développement Professionnel Continu**

Programme des enseignements

Session 1	Jour 1	Imagerie médicale Traumatologie et accueil du patient
	Jour 2	Pathologies des membres inférieurs
Session 2	Jour 3	Pathologies des membres supérieurs
	Jour 4	Pathologies de la voute plantaire (Partie 1)
Session 3	Jour 5	Pathologies du rachis Pathologies de l'abdomen Grands Brûlés
	Jour 6	Compression veineuse & Lymphologie
Session 4	Jour 7	Pathologies de la voute plantaire (Partie 2)
	Jour 8	Dialoguer avec le prescripteur / kiné Etude de cas

Session 1	2,5h	Aspects réglementaires généraux	1h
		Pathologies des membres inférieurs	1,5h
Session 2	3,5h	Pathologies des membres supérieurs	1,5h
		Pathologies de la voute plantaire	2h
Session 3	4,5h	Pathologies du rachis	1,5h
		Pathologies de l'abdomen	1,5h
		Angiologie	1h
		Lymphologie	0,5h

Benchmarking

- **14 UFR Pharmacie sur 24** proposent le DU dans leur catalogue de FC
- Dans l'environnement immédiat de Grenoble
 - Lyon
 - non ouverture pour 2018-19
 - Format à une journée par semaine sur l'année
 - Marseille
 - 4 séminaires d'une semaine
 - Besançon
 - 3 sessions différentes
 - 2 semaines bloquées + 3 jours différés

Aspects financiers

Nombre d'heures	64 h de présentiel + 10 d'e-learning	
Tarif FC	1517,00€	15 personnes min
Tarif FI	758,50€	5 personnes max
Seuil d'ouverture	12 personnes minimum	

Nicolas LESCA propose aux membres de la CFVU de valider la création du DU Orthopédie.

Avec 21 voix favorables et 2 abstentions, la CFVU approuve à la majorité la création du DU Orthopédie.

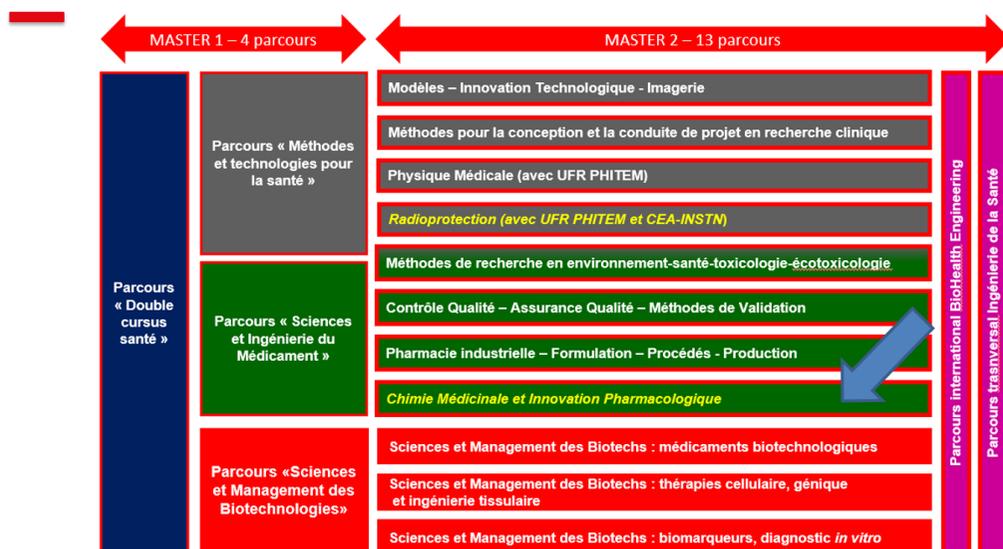
[Annexe 8a : Création du DU Orthopédie](#)

[Annexe 8b : Annexe financière](#)

7.2. Approbation des modifications et du changement d'intitulé du parcours de M2 Chimie Médicinale et Innovation Pharmacologique (CHIP) au sein de la Mention Ingénierie de la Santé

Jean BRETON présente la demande de modifications et de changement d'intitulé du parcours de M2 *Chimie Médicinale et Innovation Pharmacologique (CHIP)* au sein de la Mention Ingénierie de la Santé.

Contexte : mention de master Ingénierie de la Santé



Contexte : parcours de M2 Chimie Médicinale et Innovation Pharmacologique

- Parcours créé en 2011-2012 (Dr Edwige Nicolle, UFR Pharmacie)
- 9,6 étudiants par promotion sur les 5 dernières années

- Perte d'attractivité de la maquette actuelle
 - Intérêt plus marqué des étudiants pour la pharmacologie que pour la chimie
 - Au sein de la mention, parcours le plus orienté « Recherche »

Enjeux de la nouvelle formation (2019-2020)

- Ouvrir au monde « professionnel » au travers des enseignements et du stage en entreprise (start-ups / CRO consultés). Cible : développement préclinique.
- Garder un équilibre R / P
- Développer la pharmacologie → augmentation de l'attractivité, y compris pour les internes hospitaliers
- Orienter sur l'individualisation des traitements (spécificité par rapport aux autres M2 en pharmacologie)
- Apporter des méthodes modernes en intelligence artificielle / big data
- Conserver le volume d'enseignements (230 à 240 h)
- Changement de responsable : Sylvain Kotzki (co-responsable avec Edwige Nicolle)

⇒ Changement de programme et d'intitulé

Nouvel intitulé : Méthodes Innovantes de Développement et d'Individualisation Pharmacologique (MIDIP)

M2 Méthodes Innovantes de Développement et d'Individualisation Pharmacologique (MIDIP) 2019-2020

UE OBLIGATOIRES (21 ECTS)

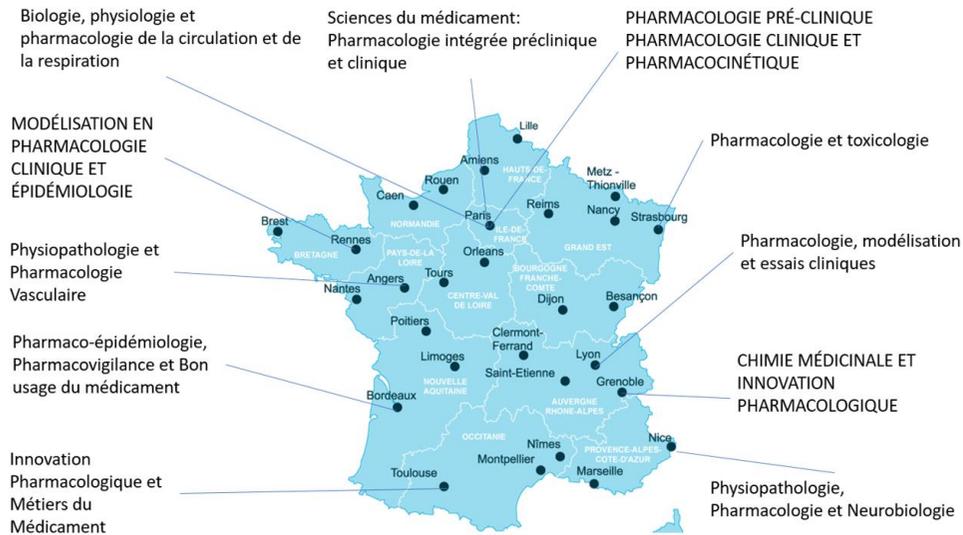
- Pharmacologie : des bases aux concepts avancés (6 ECTS)
 - Ex-UE optionnelle, devient obligatoire
- Projet : développement préclinique du médicament (6 ECTS)
 - UE déjà existante - Renommée
- Chimie Médicinale et CADD (6 ECTS)
 - Combinaison des 2 UE déjà existantes
- Variabilité de la réponse pharmacologique (3 ECTS)
 - Nouvelle UE

UE AU CHOIX (9 ECTS)

Anglais (3 ECTS, obligatoire si B2 non atteint)
Animal experimentation (3 ECTS)
Préparation aux métiers de la R&D (3 ECTS)
Micro- and nanotechnologies for health (3 ECTS)
Market analysis, finance, strategy (3 ECTS)
UET UGA (3 ECTS)

UE ou enseignements déjà existants

Benchmarking



Nicolas LESCA propose aux membres de la CFVU de valider les modifications et le changement d'intitulé du parcours de M2 *Chimie Médicinale et Innovation Pharmacologique (CHIP)* au sein de la Mention Ingénierie de la Santé.

Avec 23 voix favorables, la CFVU approuve à l'unanimité les modifications et le changement d'intitulé du parcours de M2 *Chimie Médicinale et Innovation Pharmacologique (CHIP)* au sein de la Mention Ingénierie de la Santé.

Annexe 9a : Modifications parcours CHIP

Annexe 9b : MCC

Intervention de Marc ODDON : La Région Auvergne-Rhône-Alpes organise un Contrat d'objectifs emplois formation (COEF), dont l'une des thématiques concerne l'industrie pharmaceutique. Je me suis rendu deux fois à ces rencontres avec des industriels et des représentants des différentes branches de la santé. Avec les collègues lyonnais, nous nous sommes saisi de l'axe de réflexion sur la définition de l'offre de formation concernant les parcours liés à l'industrie de la santé. J'aurais besoin d'un soutien sur ce dossier afin d'y intégrer ce qui existe dans notre offre de formation. Ces COEF sont mis en place pour les métiers déterminés comme étant en tension et pour lesquels la mutation et la formation tout au long de la vie sont des priorités.

7.3. Information concernant la mise en place du Diplôme d'État d'Infirmier en Pratique Avancée (DE IPA)

José LABARERE présente la mise en place du Diplôme d'État d'Infirmier en Pratique Avancée (DE IPA).

Préambule

Universitarisation de la formation d'infirmier

2009 : Mise en œuvre du processus LMD pour la formation d'IDE

2010 : Convention de partenariat et d'objectifs Région RA / GCS
IFSI / Groupement IFSI privés / UCBL1 / UJM / UJF (5 ans)

2010 : Liste des diplômes conférant le grade de licence

2018 : Rapport Le Bouler

2018 : DE IPA

2019 : Accès via Parcoursup (candidatures étudiants PACES)

20?? : Actualisation de la convention

Exercice infirmier en pratiques avancées

Décret 18 juillet 2018 - Missions

Compétences élargies par rapport à l'IDE

PEC globale des patients (protocole d'organisation)

Entretien, anamnèse, examen clinique

Orientation, éducation, prévention ou dépistage

Evaluation clinique, surveillance clinique et paraclinique

Réalisation ou prescriptions d'actes techniques (arrêté 18 juillet)

Prescription de médicaments ou DM non soumis à prescription médicale

obligatoire, examens de biologie médicale (arrêté 18 juillet)

Renouvellement des prescriptions, en les adaptant si besoin

Exercice infirmier en pratiques avancées

Décret 18 juillet 2018 – Domaines d'intervention

1. Pathologies chroniques stabilisées, prévention et polyopathologies

courantes en soins primaires

AVC

Artériopathies chroniques

Cardiopathie, maladie coronaire

Diabète type 1 et 2

Insuffisance respiratoire chronique

Maladie d'Alzheimer et démences

Maladie de Parkinson

Epilepsie

2. Oncologie et hémato-oncologie

3. Maladie rénale chronique, dialyse, transplantation rénale

Exercice infirmier en pratiques avancées

Décret 18 juillet 2018 – Autorisation d'exercice

1. DE infirmier en pratiques avancées délivré par les universités habilitées
2. Justifier de 3 années minimum d'exercice en ETP de la profession d'infirmier
3. Etre enregistré auprès du service ou de l'organisme désigné par arrêté du ministre chargé de la santé

Exercice infirmier en pratiques avancées

Contexte national : employabilité

- 5000 postes d'IPA dans le public et privé d'ici 2022
- Statut et rémunération ?
- VAE

DE infirmier en pratiques avancées

Décret 18 juillet 2018

Universités accréditées ou co-accréditées par MESR/M santé

UPEC	Rennes 1	AMU	
UVSQ	Caen	Dijon	Toulouse
Sorbonne Université	Rouen		Limoges-Bordeaux
Paris Descartes	Nantes		
Paris Diderot	Nancy		

Evaluation dans le cadre de l'évaluation périodique des établissements de l'enseignement supérieur

Diplôme d'état

4 semestres (120 ECTS)

Grade de master

FC

Accès au S1

(ou S3 pour titulaires du DE IPA qui souhaitent changer de domaine d'intervention)

Référentiels activités / compétences / UE

S1 / S2 : Tronc commun

S3 / S4 : Mention (enseignements spécifiques / communs)

Stage S2 et S4

Mémoire

DE infirmier en pratiques avancées

Positionnement UGA (Pr S Blaise, Dr S Lablanche)

Co-accréditation des 4 universités de la région (Saint-Etienne)

DE1 : Tronc commun (60 ECTS)

- Enseignement dématérialisé
- 4 séminaires d'enseignement présentiel de 3,5 jours
- UE clinique (25%) + 2 UE méthodologiques/transversales

DE2 : Mention (60 ECTS)

- UGA : Pathologies chroniques stabilisées, prévention et polypathologies
- Lyon : Oncologie et hémato-oncologie
- Saint-Etienne : Maladie rénale chronique, dialyse, transplantation rénale
- Clermont-Ferrand : santé mentale ?

José LABARERE précise que la santé mentale ne figure pas dans le décret pour l'instant.

DE infirmier en pratiques avancées

Tarification par régime d'inscription

REPRISE D'ETUDES	FORMATION CONTINUE
1 575 EUROS	4 575 EUROS
Droits d'inscription	Droits d'inscription
MASTER	MASTER

Question de Delphine ALDEBERT-MORIN : Quelle université va gérer les inscriptions ?

Réponse de José LABARERE : Chaque université va gérer ses inscriptions. Un représentant de chaque université siègera au comité régional de sélection des candidats.

Nicolas LESCA propose aux membres de la CFVU de valider la création du Diplôme d'État d'Infirmier en Pratique Avancée (DE IPA).

Avec 23 voix favorables, la CFVU approuve à l'unanimité la création du Diplôme d'État d'Infirmier en Pratique Avancée (DE IPA).

[Annexe 10 : Dossier de demande d'accréditation DE IPA](#)

7.4. Approbation de la rectification concernant les mentions de rattachement du parcours Franco-allemand en 1^{ère} année de master

Audrey GONINET présente la demande de rectification concernant les mentions de rattachement du parcours Franco-allemand en 1^{ère} année de master.

Historique

- La Faculté de Droit :
 - a développé un partenariat avec l'Université de la Sarre, Allemagne
 - a souhaité déployer la délivrance d'un double diplôme sur plusieurs mentions de Master, en M1 et en M2 en créant des parcours franco-allemands
- La demande de création de parcours franco-allemands au sein de différentes mentions de master a été approuvée en CFVU du 21 février 19
- Constat à posteriori d'une erreur dans la demande, non identifiée lors de l'instruction : demande portait sur la mention M1 Droit International et Européen
- Or, l'accréditation porte sur deux mentions distinctes :
 - Droit International
 - Droit Européen

La demande

- Nécessité de corriger cette erreur matérielle pour être conforme à l'accréditation
- Demande de création d'un parcours Franco-allemand en M1 au sein de chacune des mentions :
 - Droit Européen ET
 - Droit International

Nicolas LESCA propose aux membres de la CFVU de valider la rectification concernant les mentions de rattachement du parcours Franco-allemand en 1^{ère} année de master.

Avec 23 voix favorables, la CFVU approuve à l'unanimité la rectification concernant les mentions de rattachement du parcours Franco-allemand en 1^{ère} année de master.

7.5. Approbation de la création de 3 parcours en M2, au sein de la mention Nanosciences et Nanotechnologies : *Quantum and Nanoscale Engineering – EMM-Nano+*, *Nanobiotechnology – EMM-Nano+*, *Nanochemistry – EMM-Nano+*

David FERRAND présente la demande de création de 3 parcours en M2, au sein de la mention Nanosciences et Nanotechnologies :

- *Quantum and Nanoscale Engineering – EMM-Nano+*
- *Nanobiotechnology – EMM-Nano+*
- *Nanochemistry – EMM-Nano+*

Master Erasmus-mundus EMNano+

(Grant agreement number 2017-1921/001-002)

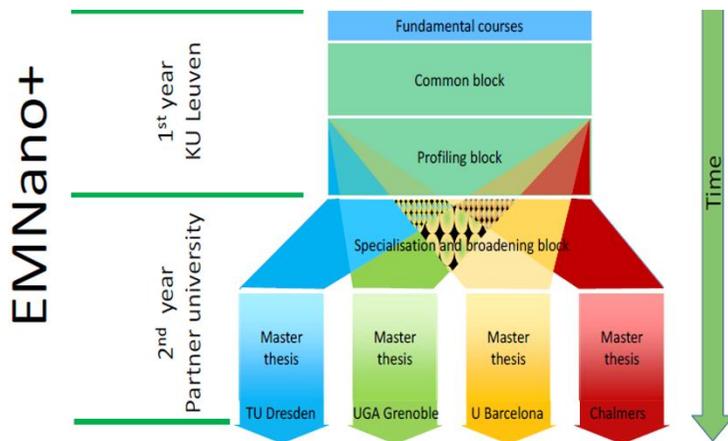
Erasmus+

**EMM NANO +
Erasmus Mundus**

- 2-year master programme
- 5 European Universities
 - K.U. Leuven (BE) - coord
 - Dresden University of Technology (DE)
 - University Grenoble Alpes (FR)
 - Chalmers University of Technology, Goeteborg (SE)
 - Universitat Barcelona (SP)
- First year in KUL
 - Common courses + some specialized electives
- Second year in any of the other 4 HEIS (5 different specialisations)
 - Compulsory specialisation courses
 - Broadening electives
 - Final thesis research project
- Award of a joint degree to all successful students
- Scholarships available for top students !

KU LEUVEN Technische Universität Dresden Chalmers Tekniska Högskolan UNIVERSITÉ Grenoble Alpes UNIVERSITAT DE BARCELONA

L'objectif est de proposer un diplôme de master européen qui englobe tout le champ des applications du domaine des nanosciences, avec 9 parcours de 2^e année de master divisés en 3 catégories, dont 3 sont proposés par l'UGA.



Erasmus Mundus Master Nanoscience and nanotechnology (120 stp)								
Nanoscience and nanotechnology fundamentals (0-12 ects, KU Leuven) Quantum physics - 3 ects Semiconductor physics - 3 ects Semiconductor devices - 3 ects Atomtheory, chemical periodicity and chemical bond - 3 ects Structure synthesis and cellular function of macromolecules - 3 ects Electronic components, circuits and sensors - 3 ects Basics of Pharmacology - 3 ects								
General interest courses (6-9 ects, KU Leuven) Courses chosen from an extensive list of general interest courses								
Core courses (36 stp, KU Leuven) Material physics and technology for nanoelectronics - 6 ects Nanostructured biomacromolecules - 6 ects Chemistry at nanometer scale - 6 ects Technology of integrated systems - 6 ects Mesoscopic physics - 3 ects Lectures on nanoscience and nanotechnology - 3 ects Practical design for nanotechnology or Project work nanoscience - 6 ects								
Nanomaterials and nanochemistry		Quantum computing and nanoelectronics			Bionanotechnology and Nanomedicine			
Option Nanomaterials U Barcelona	Option Nanochemistry UGA Grenoble	Option Organic and molecular electronics TU Dresden, Chalmers	Option Quantum computing Chalmers	Option Quantum and nanoscale engineering UGA Grenoble	Option Nanoelectronics TU Dresden	Option Biophysics TU Dresden	Option Bionanotechnology JFU Grenoble	Option Nanopharmacotherapy U Barcelona
Specific Courses 15 ects compulsory + min 6 ects electives KU Leuven	Specific Courses 15 ects compulsory + min 6 ects electives KU Leuven	Specific Courses 15 ects compulsory + min 6 ects electives KU Leuven	Specific Courses 15 ects compulsory + min 6 ects electives KU Leuven	Specific Courses 15 ects compulsory + min 6 ects electives KU Leuven	Specific Courses 15 ects compulsory + min 6 ects electives KU Leuven	Specific Courses 15 ects compulsory + min 6 ects electives KU Leuven	Specific Courses 15 ects compulsory + min 6 ects electives KU Leuven	Specific Courses 15 ects compulsory + min 6 ects electives KU Leuven
Broadening courses 15 ects electives	Broadening courses 15 ects electives	Broadening courses 15 ects electives	Broadening courses 15 ects electives	Broadening courses 15 ects electives	Broadening courses 15 ects electives	Broadening courses 15 ects electives	Broadening courses 15 ects electives	Broadening courses 15 ects electives
Master thesis (30 ects)	Master thesis (30 ects)	Master thesis (30 ects)	Master thesis (30 ects)	Master thesis (30 ects)	Master thesis (30 ects)	Master thesis (30 ects)	Master thesis (30 ects)	Master thesis (30 ects)

L'accord de consortium

- Le fonctionnement du Master est réglé par un accord de consortium rédigé en concertation avec la DGD-RTI (Nathalie Génin) et DGD-FVU-DEVE (Audrey Goninet). Dernière réunion de concertation le 7 juin 2018, **approuvé le 24/10/2018** (signature de P. Lévy) et retour exemplaire validé par les 5 Universités partenaires le 07/01/2019.

- La nécessité de se conformer à la législation française concernant la délivrance des diplômes (BO n°16 du 16 Avril 2015) nous contraint de prendre en charge l'édition à l'UGA un diplôme de joint au format spécifié par le BO n°16 sur papier parchemin de l'Imprimerie Française (modèles sans drapeau français commandés par la DEVE et reçu à l'UFR Phitem).

- Interdiction de collecter des frais d'inscription à l'UGA (et CVEC). Virement par KUL-Leuven à l'UGA par transfert bancaire: 4500 euros (boursiers EU) 1500 euros (non boursiers, étudiants européens).

Le Diplôme joint

- Modèle de diplôme joint conforme au BO n°16 (échange DEVE-ministère, 02/2018)

MASTER
 Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE mention Nanosciences et Nanotechnologies
 Délivré en partenariat international par l'Université Grenoble Alpes (France) avec l'Université KU Leuven (Belgique)

MASTER
 Nanoscience and Nanotechnology, Erasmus Mundus Joint Master
 Awarded by the two partner universities of KU Leuven (Belgium) and Université Grenoble Alpes (France)

REPUBLIQUE FRANCAISE KUL LEUVEN

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION Wij, Rector van de KU Leuven, België, verklaren, op advies van de bevoegde examencommissie, dat

Swati Achra
 geboren te Jhansi, Uttar Pradesh, India (India) op 17 augustus 1992 de grand heeft behandeld van

Erasmus Mundus master in de nanowetenschappen en de nanotechnologie

Deze gezamenlijke opleiding sinnedert zich in het studiegebied Wetenschappen / Toegepaste wetenschappen / Toegepaste biologische wetenschappen, heeft een studieomvang van 120 studiepunten en voldoet aan de accreditatie- en erkenningsvoorschriften zoals bepaald in de Vlaamse Codex Hoger Onderwijs, geaccrediteerd op 11 oktober 2013, en de voorschriften in de Franse wetgeving rond het Hoger Onderwijs. De toekennende kwalificatie sinnedert zich op niveau 7 volgens de Vlaamse Kwalificatietructuur (VKS), zoals vermeld in het decreet van 30 april 2009. In overeenstemming met II.76 van de hierboven vermelde Vlaamse Codex mag Swati Achra de titel voeren van "burgerlijk ingenieur". Derhalve kennen wij haar dit diploma toe, conform de hierboven vermelde Codex, inzonderheid artikel II.171, §1, §2 en §3.

Fait le 15 septembre 2017

Le titulaire Le recteur d'académie, chancelier des universités

Signature du chef d'établissement Professor Luc Sels rector

Leuven, 15 septembre 2017

Dit diploma-erest hangt samen met het diploma uitgereikt door KU Leuven namens alle instellingen voor deze/te opleiding

Le supplément au diplôme

- Document édité par KU-Leuven et signé par le président de l'UGA.



- Choix d'un nombre de crédits ECTS variable entre la première année de Master à l'Université KU-Leuven et la seconde année à l'Université Grenoble-Alpes.

- Un étudiant est diplômé s'il a validé au moins 54 crédits ECTS à l'Université de KU-Leuven (Master 1) et à l'Université Grenoble-Alpes (Master 2) et s'il a validé au moins 120 crédits ECTS en tout pendant les deux années.

- Uniformisation des notes dans un système de notes communes aux 5 partenaires

Organisation pédagogique

- 24 ECTS minimum au semestre 7 + 30 ECTS (stage) au semestre 8.
- 120 ECTS minimum sur les 2 ans.
- Les parcours se distinguent par la nature des Ues obligatoires.

- Quantum and Nanoscale engineering-EMM-Nano+ :

1	Micro-Nano Fabrication	PAX9NAAC	H0T62A	O	3
2	Project	PAX9NAAB	H0E23A	O	3
3	Physics and elaboration of nanostructures	PAX9NPAA	H0B00A	O	3
4	Quantum nanoelectronics	PAX9NPAB	H0T60A	O	3
5	Quantum engineering quantum information	PAX9NPAD	H0T65A	O	3
15 ECTS à choisir parmi :					
6	Characterization of biomolecular interactions at surfaces	PAX9NBAE	H0B89B	X	3
7	Bio-molecular interactions: methods and applications	PAX9NBAC	H0A32A	X	3
8	Large scale facilities	PAX9NCAG	H0B07A	X	3
9	Optics for biological systems	PAX9NBAB	H0B82A	X	3
10	Cell signaling	PAX9GIAF	H0B84A	X	3
11	Surface functionalization	PAX9GIAG	H0B87A	X	3
12	Adhesion, friction and direct bonding	PAX9NPAC	H0T61A	X	3
13	Molecular Nanomaterials	PAX9NCAA	H0T63A	X	6
14	Inorganic nanoparticles	PAX9NCAB	H0T64A	X	3
15	Polymers for Nano electronics	PAX9NCAE	H0B06A	X	3
16	Nanocomposite	PAX9NCAD	H0B07A	X	3
17	Biosensors high and through analysis	PAX9GIAC	H0B54C	X	3
18	Microfluidics	PAX9GIAD	H0U08A	X	3
19	Biomaterials Engineering	PAX9GIAB	H0U09A	X	3
20	Molecular markers for medical imaging	PAX9NCAI	H0S68A	X	3
21	Nanophotonics and plasmonics	PAX9NPAE	H0T66A	X	3
22	Nano-magnetism and spintronics	PAX9NPAF	H0T67A	X	3
23	Nanostructures and energy	PAX9GIAA	H0T68A	X	3
24	Modeling in nanosciences	PAX9NPAG	H0T69A	X	3
25	Complex Fluids	PAX9NCAC	H0T70A	X	3
26	Nanopores and membranes	PAX9NCAH	H0T71A	X	3
27	Molecular electronics and magnetism	PAX9NCAF	H0T72A	X	3
28	Nanosafety	PAX9NCAG	H0T73A	X	3
29	Physiology and neurosciences	PAX9GIAE	H0T74A	X	6
30	Biomaterials Engineering	PAX9GIAB	H0U09A	X	3
31	Fundamentals of structural biology	PAX9NBAD	H0A33A	X	3

3 nouveaux parcours: Nanochemistry– EMM-Nano+ Quantum and Nanoscale Engineering – EMM-Nano+, Nanobiotechnology– EMM-Nano+

- Les modalités de gestion des étudiants sont très différentes de celles des parcours de Master 2 déjà existants dans la mention N2 et nécessitent d'ouvrir 3 nouveaux parcours de Master 2:
 - Pas de validation de crédits ECTS par semestre ou année.
 - Décompte définitif des crédits validés par les étudiants lors du jury d'admission qui a lieu à l'issue des deux années de formation.

• Nanobiotechnology-EMM-Nano+:

1	Micro-Nano Fabrication	PAX9NAAC	H0T62A	O	3
2	Project	PAX9NAAB	H0E23A	O	3
3	Biomaterials Engineering	PAX9GIAB	H0U09A	O	3
4	Bio-molecular interactions: methods and applications	PAX9NBAC	H0A32A	O	3
5	Biosensors and high and through put analysis	PAX9GIAC	H0T60A	O	3
15 ECTS à choisir parmi :					
6	Characterization of biomolecular interactions at surfaces	PAX9NBAC	H0B99B	X	3
7	Physics and elaboration of nanostructures	PAX9NPAA	H0B00A	X	3
8	Large scale facilities	PAX9NCAG	H0B07A	X	3
9	Optics for biological systems	PAX9NBAB	H0B82A	X	3
10	Cell signaling	PAX9GIAC	H0B84A	X	3
11	Surface functionalization	PAX9GIAG	H0B87A	X	3
12	Quantum nanoelectronics	PAX9NPAB	H0T60A	X	3
13	Adhesion, friction and direct bonding	PAX9NPAC	H0T61A	X	3
14	Molecular Nanomaterials	PAX9NCAA	H0T63A	X	6
15	Inorganic nanoparticles	PAX9NCAB	H0T64A	X	3
16	Polymers for Nano electronics	PAX9NCAE	H0B06A	X	3
17	Nanocomposite	PAX9NCAD	H0B07A	X	3
18	Microfluidics	PAX9GIAD	H0U08A	X	3
19	Biomaterials Engineering	PAX9GIAB	H0U09A	X	3
20	Molecular markers for medical imaging	PAX9NCAI	H0S68A	X	3
21	Quantum engineering and quantum information	PAX9NPAD	H0T65A	X	3
22	Nanophotonics and plasmonics	PAX9NPAC	H0T66A	X	3
23	Nano-magnetism and spintronics	PAX9NPAF	H0T67A	X	3
24	Nanostructures and energy	PAX9GIAA	H0T68A	X	3
25	Modeling in nanosciences	PAX9NPAG	H0T69A	X	3
26	Complex Fluids	PAX9MCAE	H0T70A	X	3
27	Nanopores and membranes	PAX9NCAH	H0T71A	X	3
28	Molecular electronics and magnetism	PAX9NCAF	H0T72A	X	3
29	Nanosafety	PAX9NCAG	H0T73A	X	3
30	Physiology and neurosciences	PAX9GIAE	H0T74A	X	6
31	Fundamentals of structural biology	PAX9NBAD	H0A33A	X	3

Responsabilités et jury

- Les décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement du parcours (validation des jurys, sélection des candidats) sont prises collégialement par le bureau du Master.
 - Responsable du Master: Prof. Bart Soree (University KU-Leuven).
 - Responsable des 3 Parcours de M2: Prof. D. Ferrand.
 - Secrétariat du Master: Elke Delfosse (KUL-Leuven)
 - Secrétariat de M2: Dounia Moukadem
- Réunion de sélection des candidats (Mars).
- Jurys de validation de résultats (intermédiaire et final), début juillet et mi-septembre.

→ Merci aux collègues de l'UFR Phitem, services centraux (DEVE, RTI) pour la mise en place complexe de ce programme de Master européen.

• Nanochemistry-EMM-Nano+:

1	Micro-nanofabrication		H0T62A	O	3
2	Project		H0E23A	O	3
3	Molecular Nanomaterials		H0B00A	O	6
4	Inorganic nanoparticles		H0T60A	O	3
15 ECTS à choisir parmi :					
5	Characterization of biomolecular interactions at surfaces		H0B99B	X	3
6	Bio-molecular interactions: methods and applications		H0A32A	X	3
7	Physics and elaboration of nanostructures		H0B00A	X	3
8	Large scale facilities		H0B07A	X	3
9	Optics for biological systems		H0B82A	X	3
10	Cell signaling		H0B84A	X	3
11	Surface functionalization		H0B87A	X	3
12	Quantum nanoelectronics		H0T60A	X	3
13	Adhesion, friction and direct bonding		H0T61A	X	3
14	Molecular Nanomaterials		H0T63A	X	3
15	Polymers for Nano electronics		H0B06A	X	3
16	Nanocomposite		H0B07A	X	3
17	Biosensors high and through analysis		H0B84A	X	3
18	Microfluidics		H0U08A	X	3
19	Biomaterials Engineering		H0U09A	X	3
20	Molecular markers for medical imaging		H0S68A	X	3
21	Quantum engineering and quantum information		H0T65A	X	3
22	Nanophotonics and plasmonics		H0T66A	X	3
23	Nano-magnetism and spintronics		H0T67A	X	3
24	Nanostructures and energy		H0T68A	X	3
25	Modeling in nanosciences		H0T69A	X	3
26	Complex Fluids		H0T70A	X	3
27	Nanopores and membranes		H0T71A	X	3
28	Molecular electronics and magnetism		H0T72A	X	3
29	Nanosafety		H0T73A	X	3
30	Physiology and neurosciences		H0T74A	X	6
31	Fundamentals of structural biology		H0A33A	X	3

Question de Séverine RUSSET PENKETH : Les cours optionnels sont mutualisés. Qu'en est-il pour les fondamentaux ?

Réponse de David FERRAND : Il ne s'agit que de cours déjà existants, proposés avec des agencements différents. Les étudiants suivent les mêmes cours que les autres.

Nicolas LESCA propose aux membres de la CFVU de valider la création de 3 parcours en M2, au sein de la mention Nanosciences et Nanotechnologies : *Quantum and Nanoscale Engineering – EMM-Nano+, Nanobiotechnology – EMM-Nano+, Nanochemistry – EMM-Nano+*.

Avec 23 voix favorables, la CFVU approuve à l'unanimité la création de 3 parcours en M2, au sein de la mention Nanosciences et Nanotechnologies : *Quantum and Nanoscale Engineering – EMM-Nano+, Nanobiotechnology – EMM-Nano+, Nanochemistry – EMM-Nano+*.

[Annexe 11a : Création de 3 parcours](#)

[Annexe 11b : Accord de consortium](#)

[Annexe 11c : Multi beneficiaries model agreement](#)

[Annexe 11d : Diplôme joint](#)

8. Vie étudiante

8.1. Budget participatif étudiant : retour sur la participation et déroulé du projet

Marie MAZENOT présente le retour sur la participation et le déroulé du projet concernant le budget participatif étudiant.

Budget Participatif Etudiant

- 11,8% de participation des étudiants
- pas de participation des étudiants du site de Valence (aucun projet déposé de leur côté, besoin de faire davantage de communication à destination de ce public à l'avenir
- 29 projets déposés et étudiés par la commission de faisabilité

- 11 projets soumis au vote : distributeurs de protections périodiques, poubelles de tri, micro-ondes, espace foyer, salle de réalité virtuelle, portes ardoises, bacs de tri et de composte, cendriers interactifs, panneaux d'affichage libre, bibliothèques partagées, aménagement du jardin partagé

Marie MAZENOT indique que des vidéos ont été réalisées avec la Direction de la communication pour présenter les projets, puis diffusées sur les réseaux sociaux et le site internet de l'UGA.

Question de Romain TINIERE : Est-ce que cela signifie que 18 projets ont été jugés comme n'étant pas faisables ?

Réponse de Marie MAZENOT : Pour exemple, un des projets proposés consistait à aménager une salle de culte à la BU. Certains projets étaient basés sur une confusion entre le budget participatif et le FSDIE. D'autres projets n'étaient simplement pas faisables techniquement. Je pourrai faire un point à ce sujet lorsque je vous présenterai le bilan.

Question de Martin OUDART : Quels étaient les sites éligibles ?

Réponse de Marie MAZENOT : Le campus de Saint Martin d'Hères, la galerie des amphis, Stendhal, les BU. Nous avons également étendu les possibilités à d'autres espaces en fonction des projets : un concernait le site santé mais n'a pu être retenu après l'étude technique, un autre encore à l'IUGA mais qui n'était pas faisable car il s'agissait de repeindre un bâtiment, ce qui posait des problèmes avec le plan d'urbanisme.

8.2. Présentation et approbation de la proposition d'attribution du FSDIE

Marie MAZENOT présente la proposition d'attribution du FSDIE.

FSDIE

- 57 380 € demandés
- 37 580 € accordés
- 19 projets déposés : 3 projets refusés, 2 projets reportés, 1 projet dont le montant a été revu à la baisse, 13 projets acceptés par la Commission

Question de Jean-Gabriel VALAY : Est-ce qu'il y a plus d'argent ? ou moins de projets ?

Réponse de Marie MAZENOT : Non, le budget de l'année 2018 a été totalement exécuté. Il s'agit ici de la 2^e commission et, généralement, beaucoup de projets sont déposés pour les première et dernière commissions. Le budget FSDIE n'a pas changé.

Intervention de Nicolas LESCA : Il est même arrivé que nous reversions au CROUS le reliquat de l'établissement.

Intervention de Martin OUDART : Le fait qu'il n'y ait pas davantage de projets est lié aux critères. Beaucoup d'associations étudiantes parviennent à trouver de l'argent ailleurs, et préfèrent cette solution plutôt que de soumettre leurs projets au FSDIE car elles savent que les critères sont contraignants.

Intervention de Marie MAZENOT : Quels critères posent problème ?

Intervention de Martin OUDART : Le critère selon lequel on ne peut pas faire de projet au niveau d'une composante.

Réponse de Marie MAZENOT : Nous en avons parlé en commission FSDIE. Nous envisageons d'ouvrir des projets à l'échelle d'une composante avec le fond Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC). Par ailleurs, l'université intégrée induira forcément des échelles de vie étudiante et nous avons conscience qu'il ne sera pas possible de demander à des associations de composante élémentaire de proposer des projets pour l'intégralité de l'établissement. Nous essayons donc de commencer à créer plusieurs niveaux.

Intervention de Martin OUDART : Il me semble important de favoriser les projets qui s'adressent à un maximum d'étudiants. Néanmoins, il ne faut pas oublier qu'il y a un besoin de vie étudiante, de dynamisme, au niveau des composantes.

Réponse de Marie MAZENOT : Certaines composantes subventionnent leurs associations.

Intervention de Martin OUDART : Oui, mais c'est au bon vouloir de la composante et les budgets ne sont pas les mêmes.

Nicolas LESCA propose aux membres de la CFVU de valider la proposition d'attribution du FSDIE.

Avec 23 voix favorables, la CFVU approuve à l'unanimité la proposition d'attribution du FSDIE.

[Annexe 12 : Récapitulatif des projets FSDIE](#)

9. Questions diverses

Néant

La séance est levée à 19h10.

Annexe 1 : Dispositifs « Oui si »

Annexe 2 : Relevé de conclusions du 21 février 2019

Annexe 3a : Réforme du bac général

Annexe 3b : Création DIU EIL

Annexe 3c : Description de contenu

Annexe 3d : Annexe financière

Annexe 4a : Création du DIU Médecine de l'obésité

Annexe 4b : Annexe financière

Annexe 5a : Création du DU Botanique appliquée

Annexe 5b : MCC

Annexe 5c : Annexe financière

Annexe 6a : Création du CU Projet tutoré anglais

Annexe 6b : RDE

Annexe 7a : Création du DIU Cytométrie

Annexe 7b : Annexe financière

Annexe 8a : Création du DU Orthopédie

Annexe 8b : Annexe financière

Annexe 9a : Modifications parcours CHIP

Annexe 9b : MCC

Annexe 10 : Dossier de demande d'accréditation DE IPA

Annexe 11a : Création de 3 parcours

Annexe 11b : Accord de consortium

Annexe 11c : Multi beneficiaries model agreement

Annexe 11d : Diplôme joint

Annexe 12 : Récapitulatif des projets FSDIE

ANNEXE 1

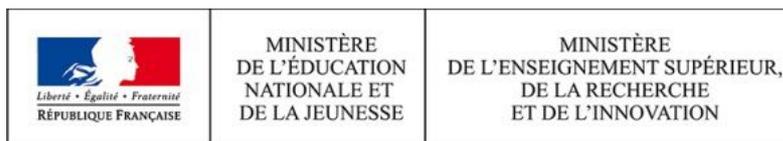
				dispositif "Oui Si" 2018-2019			dispositif "Oui Si" 2019-2020		
				Catégorie 1	Catégorie 2		Catégorie 1	Catégorie 2	
				L1 en 1 an	L1 en 2 ans	Propédeutique	L1 en 1 an	L1 en 2 ans	Propédeutique
UFR STAPS									
	Grenoble	STAPS	STAPS						
	Valence	STAPS	STAPS						
UFR SHS									
	Grenoble	Psychologie	Psychologie						
	Grenoble	Sciences de l'éducation	Sciences de l'éducation						
	Grenoble	Sociologie	Sociologie						
	Grenoble	MIASH	MIASH						
UFR LE									
	Grenoble	LEA	Anglais-Allemand						
	Grenoble	LEA	Anglais-Allemand débutant						
	Grenoble	LEA	Anglais-Arabe						
	Grenoble	LEA	Anglais-Arabe débutant						
	Grenoble	LEA	Anglais-Chinois						
	Grenoble	LEA	Anglais-Chinois débutant						
	Grenoble	LEA	Anglais-Espagnol						
	Grenoble	LEA	Anglais-Italien						
	Grenoble	LEA	Anglais-Japonais						
	Grenoble	LEA	Anglais-Japonais débutant						
	Grenoble	LEA	Anglais-Russe						
	Grenoble	LEA	Anglais-Russe débutant						
	Grenoble	LLCER	Allemand						
	Grenoble	LLCER	Allemand débutant						
	Grenoble	LLCER	Anglais						
	Grenoble	LLCER	Double licence : Anglais / Allemand						
	Grenoble	LLCER	Double licence : Anglais / Espagnol						
	Grenoble	LLCER	Double licence : Anglais / Italien						
	Grenoble	LLCER	Double licence : Anglais / Russe						
	Grenoble	LLCER	Espagnol						
	Grenoble	LLCER	Italien						
	Grenoble	LLCER	Russe						
	Grenoble	LLCER	Russe débutant						
	Valence	LEA	Anglais-Allemand						
	Valence	LEA	Anglais-Espagnol						
	Valence	LLCER	Anglais						
UFR LLASIC									
	Grenoble	Arts du spectacle	Arts du spectacle						
	Valence	Arts du spectacle-Lettres Modernes	Arts du spectacle-Lettres Modernes						
	Grenoble	Lettres	Lettres						
	Grenoble	Double licence : Lettres / Histoire de l'art et archéologie	Double licence : Lettres / Histoire de l'art et archéologie						
	Grenoble	Sciences du langage	Science du langage						
	Valence	Lettres	Lettres modernes						
UFR ARSH									
	Grenoble	Histoire	Histoire						
	Grenoble	Musicologie	Musicologie						
	Grenoble	Philosophie	Double licence : Philosophie Lettres Classiques						
	Grenoble	Philosophie	Double licence : Philosophie Lettres Modernes						
	Grenoble	Sciences Humaines Appliquées (SHA)	Sciences Humaines Appliquées (SHA)						
	Grenoble	Philosophie	Philosophie						
	Grenoble	Histoire de l'art et archéologie	Histoire de l'art et archéologie						
FEG									
	Grenoble	Economie et Gestion	Economie et Gestion						
	Grenoble	Double licence : Economie-Gestion / Langues	Double licence : Economie-Gestion / Langues						
	Valence	Double licence : Economie et Gestion / Droit	Double licence : Economie et Gestion / Droit						
	Valence	Double licence : Economie-Gestion / Langues	Double licence : Economie-Gestion / Langues						
	Valence	Economie et Gestion	Economie et Gestion						
DSDA									
	Valence	Portail	Informatique, Mathématiques et Applications						
	Valence	Portail	Physique, Chimie, Mécanique, Mathématiques						
	Valence	Portail	Chimie, Biologie						
DLST									
	Grenoble	Portail	Physique, Chimie, Mécanique, Mathématiques						
	Grenoble	Chimie	Chimie, Biologie international						
	Grenoble	Informatique	Mathématiques, Informatique International						
	Grenoble	Portail	Physique, Chimie, Mécanique International						
	Grenoble	Sciences et Design	Sciences et Design						
	Grenoble	Physique et Musicologie	Physique et Musicologie						
	Grenoble	Sciences de Biologie International	Biologie International						
	Grenoble	Sciences de la terre	Sciences de la terre						
	Grenoble	Portail	Sciences pour l'ingénieur						
	Grenoble	Portail	Chimie et Biochimie						
	Grenoble	Portail	Informatique, Mathématiques et Applications						
	Grenoble	Sciences de Sciences du vivant	Sciences du vivant						
Faculté de DROIT									
	Grenoble	Droit	Droit Franco-Allemand						
	Grenoble	Droit / LEA	Double licence : Droit / langues, option Juristique trilingues d'affaires						

Grenoble	Droit / LEA	Double licence : Droit / Langues, option Droit administration et politique internationales						
Grenoble	Droit	Droit						
Valence	Droit / Econ	Double licence : Droit / Economie-gestion						
Valence	Droit	Droit						
Facultés de MEDECINE et de PHARMACIE								
Grenoble	PACES	PACES						
IUGA								
Grenoble	Géographie	Géographie et aménagement						

ANNEXE 2

Le relevé de conclusions de la séance du
21 février 2019 est disponible sur le site
intranet

ANNEXES 3



RÉFORME DU BAC GÉNÉRAL :

FORMATION DES ENSEIGNANTS A LA NOUVELLE DISCIPLINE DE SPÉCIALITÉ “NUMÉRIQUE ET SCIENCES INFORMATIQUES” (NSI)

DGRH - SERVICE B

DGESCO - MAF

La réforme du baccalauréat se traduit notamment par la mise en place d'un nouvel enseignement de spécialité “Numérique et sciences informatiques” (NSI) en classe de première (4h) à compter de la rentrée 2019 puis en classe de terminale (6h) à la rentrée 2020.

Le niveau des attendus du projet de programme de ce nouvel enseignement de spécialité nécessite de proposer un accompagnement aux professeurs qui l'enseigneront et ainsi garantir leur montée en compétences dès la rentrée 2019. C'est pourquoi cet objectif ambitieux nécessite une formation spécifique, proposée aux professeurs volontaires et valorisée par l'obtention d'un diplôme interuniversitaire (DIU).

I. **Public concerné : principalement les professeurs habilités ISN.**

Des prérequis sont nécessaires pour suivre cette formation. Les candidats doivent donc posséder des compétences et des connaissances avérées en science informatique.

Le vivier principal sera constitué par les professeurs ayant obtenu une habilitation ou étant en cours d'habilitation pour l'enseignement de spécialité Informatique et sciences du numérique (ISN) en classe de terminale de la série S.¹

II. **Modalités de formation : reconnaissance des compétences nécessaires par la délivrance d'un diplôme interuniversitaire.**

La formation se traduira par la délivrance d'un diplôme interuniversitaire (DIU), qui attestera du même niveau de compétences quelle que soit l'université formatrice retenue et qui valorisera le parcours de formation exigeant.

Le DIU proposera une formation hybride, à la fois distancielle et présentielle.

Les temps de formation se répartissent :

¹ NB1 : les professeurs identifiés et volontaires détenteurs d'un diplôme acquis à l'issue d'une formation initiale universitaire en informatique, d'un mooc, mais dont le niveau n'est pas reconnu comme équivalent au DIU, pourront également suivre la formation.

NB2 : Les professeurs identifiés pour enseigner en NSI, volontaires et ayant un diplôme universitaire dans le domaine de l'informatique, de niveau équivalent ou supérieur au DIU, devront faire valider leurs compétences par les inspecteurs territoriaux afin d'être le cas échéant dispensés de la formation. Dans le cas où le niveau n'est pas reconnu comme équivalent au DIU, les professeurs pourront suivre la formation.

- En cinq semaines de regroupement en présentiel au sein de l'une des universités partenaires.

Chaque semaine de regroupement comprend 25h d'enseignement présentiel, soit un total de 125 heures pour l'ensemble des regroupements.

Parmi ces cinq semaines, trois se dérouleront sur l'année scolaire 2018-2019, deux se dérouleront en 2019-2020.

- En un travail à distance accompagné entre les périodes de regroupement.

Ce cadre national permet à un stagiaire, le cas échéant, de suivre chacune des deux années de formation dans deux universités différentes (mutation...).

Le référentiel de la formation est actuellement en cours d'élaboration en collaboration avec la Conférence des présidents d'université et sera communiqué ultérieurement.

III. Cadrage national et modalités d'organisation locale.

a) Cadre national : référentiel du DIU, coût de la formation et effectifs des groupes de professeurs formés

En accord avec la CPU, le coût forfaitaire de la formation a été calculé sur la base d'un groupe de 24 professeurs pour les deux années scolaires.

La liste des universités pressenties pour dispenser la formation figure en annexe et offre un maillage satisfaisant du territoire.

Le référentiel du DIU est en cours de validation.

b) Mise en œuvre académique : rôle des recteurs

L'organisation est définie localement mais doit respecter le cadrage national à savoir :

- Trois semaines de formation en présentiel d'ici l'été 2019 et deux à partir de la rentrée 2019-2020.
- Deux périodes de formation à distance entre ces présentiels d'ici l'été 2019.

Les recteurs se rapprocheront des présidents d'université compétents pour :

- optimiser les regroupements en précisant les lieux, afin d'atteindre effectivement le seuil de 24 professeurs par groupe sur lequel est calculé le coût forfaitaire de formation. Ainsi dans certaines régions il pourra être opportun de ne pas organiser la formation dans chacune des universités recensées en annexe.
- négocier au mieux le calendrier de mise en œuvre de la formation, en précisant les dates des différents regroupements. Il s'agit d'assurer à la fois la continuité des enseignements dispensés en cours d'année scolaire et une organisation du temps de travail optimale pour les professeurs. En particulier, compte tenu des contraintes calendaires, les professeurs pourraient être mobilisés en juin 2019, ce qui supposera de les libérer en parallèle pour les opérations liées au baccalauréat.

Une convention unique sera signée par le recteur et le président de l'université compétente.

Par ailleurs, les professeurs suivant leur formation pendant les petites vacances pourront bénéficier d'une indemnisation dans les conditions définies par un dispositif réglementaire en cours de préparation. En tout état de cause, les professeurs en formation bénéficieront de l'indemnisation des frais occasionnés conformément au décret n°2006-781 du 3 juillet 2006.

Les enveloppes de crédits de hors titre 2 (programme 141) allouées aux académies en 2019 pour les BOP académiques initiaux 2019 permettent de financer les frais de déplacement des enseignants du second degré public et d'allouer aux universités les subventions pour charges de service public susmentionnées: frais d'inscription au DIU, remboursement des frais de transport-repas-hébergement.

Pour les maîtres du second degré de l'enseignement privé sous contrat qui participeront au dispositif de formation mis en place pour l'enseignement public, les conventions passées localement entre les académies et les organismes de formation continue de l'enseignement privé sous contrat prévoient la prise en charge de leurs frais de déplacement sur les subventions versées par le ministère chargé de l'éducation nationale (programme 139) aux organismes de formation continue. La prise en charge de ces frais sera assurée selon les modalités et barèmes précisés dans ces conventions, lesquelles prévoient par ailleurs, s'agissant des frais pédagogiques, que le service académique chargé de la gestion de la formation transmet les factures et les feuilles d'émargement à l'organisme de formation du réseau d'enseignement privé dont relève l'enseignant concerné. Cet organisme procédera ainsi au règlement selon les modalités comptables académiques.

S'agissant des maîtres de l'enseignement privé sous contrat appartenant à des établissements qui ont choisi d'organiser cette formation avec leurs propres organismes de formation dans le respect de leur caractère propre, la prise en charge se fera dans le cadre des subventions versées à ces organismes.

Des précisions ultérieures seront apportées aux académies une fois précisés les modalités d'organisation des formations dans le respect de leur caractère propre par les différents réseaux d'enseignement privé.

Il conviendra de mener le processus de conventionnement dans les meilleurs délais, le dossier relatif au DIU devant être présenté dans les mêmes termes pour toutes les universités partenaires devant le conseil d'administration de l'université aux mois de janvier/début février afin que la formation puisse débiter impérativement lors du premier trimestre.

Annexe : liste des universités susceptibles de proposer le DIU

Régions	Universités	Contacts
Auvergne-Rhône-Alpes	Université Clermont Auvergne	Guillon Alexandre alexandre.guillon@uca.fr
	Université Grenoble-Alpes	Vincent Jean-marc jean-marc.vincent@imag.fr
Bourgogne-Franche-Comté	Université de Franche-Comté à Besançon	Greffier Françoise francoise.greffier@univ-fcomte.fr
Bretagne	Université Rennes 1	Termier Alexandre alexandre.termier@irisa.fr
Centre-Val de Loire	Université d'Orléans	Liedloff Mathieu mathieu.liedloff@univ-orleans.fr
Grand Est	Université de Lorraine	Langlois David david.langlois@univ-lorraine.fr
	Université de Strasbourg	Narboux Julien Narboux@unistra.fr
Hauts de France	Université de Lille	Marquet Philippe philippe.marquet@univ-lille.fr
Ile de France	Université Paris-Est Marne-la-Vallée ou Paris Est Créteil ou Paris Nord	Meyer Antoine antoine.meyer@u-pem.fr
	Université Paris-Sud (Paris Saclay)	Froidevaux Christine chris@lri.fr
	Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines	Quessette Franck franck.quessette@uvsq.fr
Normandie	Université de Caen	Gaétan Richard gaetan.richard@unicaen.fr
Nouvelle-Aquitaine	Université de Bordeaux	Baudon Olivier olivier.baudon@labri.fr
	Université de Poitiers	Alayrangues Sylvie sylvie.alayrangues@univ-poitiers.fr
Occitanie	Université Toulouse III - Paul Sabatier	Broisin Julien julien.broisin@irit.fr Truillet Philippe Philippe.Truillet@irit.fr
Pays de la Loire	Université de Nantes	Jermann Christophe christophe.jermann@univ-nantes.fr
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Aix-Marseille Université	Beffara Emmanuel emmanuel.beffara@univ-amu.fr Monmege Benjamin benjamin.monmege@univ-amu.fr
	Université Côte d'Azur	Huet Fabrice Fabrice.HUET@univ-cotedazur.fr
Martinique	Université des Antilles	Cédric. RAMASSAMY cedric.ramassamy@espe-martinique.fr
Guyane	Université de Guyane	Allyx Fontaine. allyx.fontaine@univ-guyane.fr Sara Zermani sara.zermani@univ-guyane.fr
La Réunion	Université de La Réunion	Régis Girard regis.girard@univ-reunion.fr Pascal Anelli pascal.anelli@univ-reunion.fr

Année universitaire concernée : 2018/2019 et 2019/2020
Date de la demande 28/01/2019

Composante : IM2AG
Département (le cas échéant) :

Domaine de la formation (ALL – DEG – SHS – STS) : STS

Intitulé de la formation : Diplôme Interuniversitaire Enseigner l'Informatique au Lycée – DIU EIL

Type de formation : DU DIU

Etablissement(s) partenaire(s) : Rectorat

Responsable pédagogique : Jean-Marc Vincent

Régime (FI/FC) : FI FC

Modalités : Présentiel EAD (possible à la marge)

Effectif prévisionnel formation initiale :

Effectif prévisionnel formation continue (y compris contrat pro) : groupe de 24 stagiaires FC – possible 3 groupes

Date validation en Conseil de composante : Passage en conseil d'UFR de l'IM2AG le 7 février 2019
(Préalable obligatoire avant passage en CFVU)

Présentation générale de la formation

Définition et objectifs de la formation :

- **Motivations et positionnement au regard de l'offre de formation existante (locale et nationale)**
L'objectif de cette formation est d'accompagner les futurs enseignants d'informatique dans l'acquisition des connaissances et compétences minimales nécessaires à l'enseignement de la nouvelle spécialité « [Numérique et Sciences Informatiques](#) » (NSI) en classes de 1^{ère} et de Terminale, dans le cadre de la réforme du lycée. Elle vise aussi à proposer aux enseignants s'engageant dans une formation approfondie en informatique une reconnaissance de leur investissement, en leur délivrant un Diplôme Inter Universitaire (DIU), qui attestera du même niveau de compétences quelle que soit l'université où cette formation aura été validée.

- **Objectifs pédagogiques et compétences à acquérir**

Il est proposé de regrouper le contenu de la formation en cinq blocs, chacun pouvant être traité majoritairement au cours d'une même semaine de regroupement. Chaque bloc permet d'apporter à l'enseignant le recul nécessaire sur un ou deux domaines fondamentaux de l'informatique, les relie aux contenus des blocs précédents et aborde des questions didactiques et/ou historiques associées. Le niveau de formation proposé suppose comme prérequis une connaissance des bases de la programmation, du codage de l'information, des algorithmes et des machines. Ces prérequis généraux sont précisés ci-après pour chacun des blocs de formation

5 blocs de compétences associés au DIU EIL :

Bloc 1 Représentation des données et programmation :

- Concevoir le traitement informatisé d'informations de différentes natures, telles que des données, des images et des textes.
- Caractériser le rôle des tests et des preuves de correction dans le développement des logiciels et mettre en œuvre des tests élémentaires et des invariants de boucle.
- Analyser et interpréter les résultats produits par l'exécution d'un programme.

Bloc 2 Algorithmique :

- Appliquer des approches raisonnées de résolution de problèmes complexes par décompositions et/ou approximations successives et mettre en œuvre des méthodes d'analyse pour concevoir des applications et algorithmes à partir d'un cahier des charges partiellement donné.
- Se servir aisément de plusieurs styles/paradigmes algorithmiques et de programmation (approches impérative, fonctionnelle, objet et multitâche) ainsi que plusieurs langages de programmation.
- Choisir, sur des critères objectifs, les structures de données et construire les algorithmes les mieux adaptés à un problème donné.

Bloc 3 Architectures matérielles et robotique, systèmes et réseaux :

- Identifier et caractériser les principaux éléments fonctionnels et l'architecture matérielle d'un ordinateur, interpréter les informations techniques fournies par les constructeurs, écrire des routines simples en langage machine.
- Caractériser le fonctionnement des systèmes et des réseaux, ainsi que les pratiques, outils et techniques visant à assurer la sécurité des systèmes informatiques pendant leur développement et leur utilisation.

Bloc 4 Programmation avancée et bases de Données :

- Concevoir, implémenter et exploiter des bases de données.

Bloc 5 Algorithmique avancée :

- Identifier les concepts fondamentaux de complexité, calculabilité, décidabilité, vérification : apprécier la complexité et les limites de validité d'une solution.
- Caractériser les outils logiques et algébriques fondamentaux (théorie des langages et de la compilation, logique et raisonnement, ordres, induction) et leurs implications dans la programmation et la modélisation.

Le public visé

Il est requis que les candidats à l'entrée en DIU possèdent des bases solides en informatique, acquises par exemple :

- par une formation à ISN et une expérience de l'enseignement de cette spécialité,
- ou par une formation initiale universitaire en informatique suivie pendant un cursus de

- Licence en sciences ou technologies,

Un test de positionnement pourra être organisé avant le début de la formation.

Organisation des enseignements

Période de la formation : 3 semaines entre avril et juillet 2019 et 2 semaines entre septembre et juin 2020

Durée de la formation : 5 semaines de formations soit 125h de présentiel et 50h à distance

Volume horaire de la formation : 175h

Formation semestrialisée (si oui quel semestre concerné) : non concerné

STAGES:

Oui Non

Durée :

Période :

Tout stage fait l'objet d'une convention. En fonction de la durée, du lieu de stage et de la nature de l'établissement, il donne éventuellement lieu à gratification par application des dispositions légales et réglementaires en cours.

Conditions d'accès

Recevabilité des candidatures :

Il est requis que les candidats à l'entrée en DIU possèdent des bases solides en informatique, acquises par exemple :

- par une formation à ISN et une expérience de l'enseignement de cette spécialité,
- ou par une formation initiale universitaire en informatique suivie pendant un cursus de licence en sciences ou technologies, ou équivalent

Un test de positionnement pourra être organisé avant le début de la formation.

Le niveau de formation proposé suppose comme prérequis une connaissance des bases de la programmation, du codage de l'information, des algorithmes et des machines. Ces prérequis généraux sont précisés ci-après pour chacun des blocs de formation.

Conditions d'admission :

Parcours FTLV – DU ISN + formation complémentaire = DIU EIL

Il sera possible dans le cadre de la formation tout au long de la vie, de valider le DIU dans le cas suivant :

La Formation DU ISN validée et le suivi d'une formation qualifiante complémentaire de 25 heures (proposée par l'UGA - IM2AG/DFCA) permettra l'obtention du DIU EIL.

Droits d'inscription

Tarifs Formation initiale : non concerné

Tarifs Formation continue :

Joindre l'annexe financière (dgdvfu_annexe_fin_creation_DUDIU_201901)

Formation prise en charge entièrement par le rectorat – convention de formation DFCA – rectorat en cours de rédaction.

Diplôme Inter-Universitaire

Enseigner l'informatique au lycée

Document de travail – 20 décembre 2019

Groupe inter-universitaire de réflexion sur la formation d'enseignants en informatique au lycée.

Préambule

Le présent document est un document d'étape, qui préfigure les dossiers de demande de création et d'habilitation de diplôme inter-universitaire à approuver par les instances des universités participantes. Elle est un élément de cadrage et résume les principaux aspects du dossier en cours d'instruction.

L'engagement des universitaires dans ce projet s'inscrit dans la perspective à court terme de la création d'une discipline informatique dans l'enseignement secondaire et des concours de recrutement associés, capes et agrégation d'informatique.

Objectifs et organisation

Objectifs du DIU

L'objectif de cette formation est d'accompagner les futur-e-s enseignant-e-s d'informatique dans l'acquisition des connaissances et compétences minimales nécessaires à l'enseignement de la nouvelle spécialité « [Numérique et Sciences Informatiques](#) » (NSI) en classes de 1ère et de Terminale, dans le cadre de la réforme du lycée. Elle vise aussi à proposer aux enseignants s'engageant dans une formation approfondie en informatique une reconnaissance de leur investissement, en leur délivrant un Diplôme Inter Universitaire (DIU), qui attestera du même niveau de compétences quelle que soit l'université où cette formation aura été validée.

Remarque : Au vu des modalités de mise en œuvre envisagées pour cette formation, et en particulier du volume horaire restreint, il convient de souligner qu'il ne s'agit ici que d'une mise à niveau permettant de faire face, dans l'urgence, à la mise en place initiale de NSI à la rentrée de septembre 2019 avec des enseignants dont la discipline principale n'est pas l'informatique, mais ayant déjà des bases solides en informatique. À court terme, une formation initiale dans les mêmes conditions que pour les autres disciplines sera indispensable pour pérenniser un enseignement de qualité de l'informatique.

Public ciblé

Il est requis que les candidats à l'entrée en DIU possèdent des bases solides en informatique, acquises par exemple :

- par une formation à ISN et une expérience de l'enseignement de cette spécialité,
- ou par une formation initiale universitaire en informatique suivie pendant un cursus de licence en sciences ou technologies,

Un test de positionnement pourra être organisé avant le début de la formation.

Modalités d'organisation

Le DIU est une formation diplômante qui se déroule sur deux années universitaires. C'est une formation hybride qui comporte d'une part cinq semaines de regroupement au sein de l'une des universités partenaires (trois semaines en 2018-2019 et deux en 2019-2020), d'autre part un travail à distance accompagné entre les périodes de regroupement.

Chaque semaine de regroupement comporte 25h d'enseignement présentiel, soit un total de 125h pour l'ensemble des regroupements.

Cette organisation générale est nationale et est conçue de telle manière qu'un participant puisse, le cas échéant, suivre les deux années de formation dans deux universités différentes. L'organisation peut être adaptée localement à condition de respecter les volumes horaires minimaux et le découpage annuel.

Budget de la formation

Un financement par groupe de 24 stagiaires, dont le montant sera identique pour toutes les universités, est en cours d'arbitrage au niveau national entre le MENJ et la CPU, il sera notifié aux universités par le ministère ou les académies.

Contenu pédagogique de la formation

Il est proposé de regrouper le contenu de la formation en cinq blocs, chacun pouvant être traité majoritairement au cours d'une même semaine de regroupement. Chaque bloc permet d'apporter à l'enseignant le recul nécessaire sur un ou deux domaines fondamentaux de l'informatique, les relie aux contenus des blocs précédents et aborde des questions didactiques et/ou historiques associées.

Le niveau de formation proposé suppose comme pré-requis une connaissance des bases de la programmation, du codage de l'information, des algorithmes et des machines. Ces pré-requis généraux sont précisés ci-après pour chacun des blocs de formation.

Le langage de programmation Python sera principalement utilisé dans la formation, ce qui n'empêche pas que d'autres langages soient utilisés.

Les blocs 1 à 3 traitent prioritairement des contenus propres au futur programme de NSI de la classe de première. Ces blocs seront traités avant la rentrée de septembre 2019. Les blocs 4 et 5 concernent plus particulièrement les notions nouvelles propres à la classe de terminale : ils seront abordés pendant la seconde année de formation.

Au cours de la formation, une attention particulière sera portée aux points du programme de NSI qui sont absents de l'actuelle spécialité ISN de Terminale, ou moins développés dans celle-ci. Dans chacun des blocs, un ensemble de connaissances et de compétences préalables seront supposées acquises à l'entrée en formation ; les approfondissements nécessaires seront apportés en cours de formation.

Bloc 1 : Représentation des données et programmation

Objectifs de formation

L'étude des représentations de l'information abordée conjointement avec celle des concepts fondamentaux des langages de programmation, a pour objectif d'outiller l'enseignant dans son choix des activités de programmation à proposer aux élèves, en lui donnant une bonne maîtrise des types de données et des méthodes de programmation. Cela permet d'aborder aussi la didactique de la programmation.

Connaissances préalables

Les thèmes abordés dans ce bloc sont largement présents dans le programme de la spécialité ISN de terminale S. Les notions de base sur la représentation de l'information – codage des nombres entiers, unités –, la programmation impérative – structures de contrôle et types de base – ainsi que les savoir-faire associés à la programmation – usage d'un éditeur, exécution d'un programme, utilisation d'un interpréteur, tests – sont supposés acquis.

Contenu de la formation

Représentation de l'information

- Codage des nombres flottants
- Fichiers et formats usuels, compression et archivage

Langages et programmation

- Types structurés, p -uplets, tableaux et dictionnaires
- Traitement de données en tables (recherche, tris, fusion)
- Modularité, bibliothèques
- Diversité des langages de programmation
- Langages de description de pages web : HTML, CSS
- Programmation web côté client : Javascript
- Gestion des événements dans une interface web
- Spécification, prototypage et tests

Didactique de l'informatique

- Pensée informatique et compétences associées
- Approche instrumentale, approche ergonomique, psychologie de la programmation
- Liens avec les didactiques des mathématiques : théorie des situations, transposition

Alignement sur le projet de programme NSI de 1ère

- Représentation des données : types et valeurs de base, types construits
- Traitement de données en tables
- Langages et programmation
- Interactions entre l'homme et la machine sur le Web

Bloc 2 : Algorithmique

Objectifs de formation

Ce bloc regroupe l'étude des algorithmes fondamentaux, leur preuve de correction et de terminaison. Il est fondamental pour l'enseignant, autant pour transmettre une partie de ces connaissances et méthodes que pour assurer sa pratique professionnelle en lui permettant de valider les corrigés proposés aux élèves, et d'analyser leurs productions avec le recul nécessaire.

Connaissances préalables

Étant donné l'aspect plus théorique de ce bloc, seule une connaissance générale des algorithmes classiques – algorithmes de tri, recherche par dichotomie – est supposée.

Contenu de la formation

Algorithmes classiques

- Algorithmes gloutons (sac à dos, rendu de monnaie)
- Algorithmes de type diviser pour régner
- Algorithme des k plus proches voisins

Correction des algorithmes

- Prédicats et invariants
- Preuve de correction partielle
- Preuve de terminaison

Complexité des algorithmes

- Notion de complexité
- Complexité en temps
- Complexité en mémoire

Les notions théoriques d'algorithmique, seront mises en application dans le cadre du démarrage des activités de projets et de création de séances pédagogiques.

Alignement sur le projet de programme NSI de 1ère

- Algorithmique

Bloc 3 : Architectures matérielles et robotique, systèmes et réseaux

Objectifs de formation

La compréhension détaillée des concepts qui fondent l'architecture des ordinateurs - circuits combinatoires et séquentiels – ainsi que des principes de conception des systèmes d'exploitation et des réseaux donne à l'enseignant le recul nécessaire pour aborder ces thèmes en classe de première et terminale. C'est aussi l'occasion d'aborder l'histoire de l'informatique et de porter une attention particulière aux interfaces homme-machine.

Connaissances préalables

Sont supposées acquises les connaissances du calcul booléen, des circuits combinatoires, des systèmes de gestion de fichiers et des principes généraux des réseaux (adressage, routage, structuration en couches des protocoles réseaux), d'internet et du web.

Contenu de la formation

Architecture des circuits

- Circuits séquentiels et automates
- Architecture de Von Neumann
- Jeu d'instruction et langage machine

Robotique et systèmes embarqués

- Programmation des robots et des cartes
- Acquisition et conversion des signaux analogiques
- Contrôle et commande des actionneurs

Systèmes d'exploitation

- Partage des ressources et virtualisation
- Langages de commande
- Interfaces Homme Machine

Réseaux

- Modèle client-serveur et modèle OSI
- Protocoles de communication d'internet et du web
- Sécurité des communications (chiffrement symétrique et asymétrique)

Alignement sur le projet de programme NSI

- Interactions entre l'homme et la machine sur le Web (première)
- Architectures matérielles et systèmes d'exploitation (première)
- Architectures matérielles, systèmes d'exploitation et réseaux (terminale)

Bloc 4 : Programmation avancée et bases de données

Objectifs de formation

Ce bloc, qui concerne principalement le programme NSI de terminale, aborde d'une part quelques concepts avancés de programmation dont les types de données abstraits, et d'autre part les bases de données relationnelles, du point de vue des modèles, de la conception, des langages de requêtes et des usages des systèmes de gestion de bases de données. L'enjeu pour l'enseignant est de maîtriser avec le recul nécessaire ces thèmes du programme de terminale.

Connaissances préalables

Les connaissances et savoir-faire des blocs 1, 2 et 3 sont pré-requis, ainsi qu'une connaissance préalable des principaux enjeux de la gestion de bases de données.

Contenu de la formation

Structuration de l'information

- Notion informelle de SGBD (Système de Gestion de Bases de Données)
- Bases de données relationnelles, modèle relationnel, schémas, tables et relations
- Contraintes des bases de données relationnelles : clés primaires, étrangères

Langages de données et d'interrogation

- Langage de requête : SQL
- Programmation web côté serveur et interrogation d'une base de données

Paradigmes de programmation

- Programmation impérative
- Programmation fonctionnelle
- Programmation objet
- Programmation événementielle
- Programmation parallèle
- Programmation logique

Structures de données

- Notion de structure de données abstraite
- Listes, piles, files
- Arbres binaires, arbres binaires de recherche
- Graphes
- Choix d'une structure de données

Alignement sur le projet de programme NSI

- Structures de données (terminale)
- Langages et programmation (terminale)
- Bases de données (terminale)

Bloc 5 : Algorithmique avancée

Objectifs de formation

La connaissance des limites théoriques à ce que peut calculer une machine automatique - théorie des fonctions calculables et machines de Turing - donne à l'enseignant le surplomb nécessaire pour comprendre que tous les problèmes ne sont pas décidables. Une étude d'algorithmes avancés dont un ou des algorithmes d'apprentissage permet à l'enseignant de mettre en perspective les enjeux actuels de l'intelligence artificielle.

Connaissances préalables supposées

Les connaissances et savoir-faire des blocs 1, 2 et 3 sont pré-requis pour suivre ce bloc.

Contenu de la formation

Algorithmes classiques

- Algorithmes sur les listes, arbres binaires, arbres binaires de recherche et graphes (notamment parcours en profondeur et en largeur)

Algorithmes avancés

- Programmation dynamique
- Algorithmes randomisés
- Recherche textuelle
- Introduction à l'intelligence artificielle et à l'apprentissage

Complexité et calculabilité

- Complexité et classes de problèmes
- Calculabilité, décidabilité et machines de Turing

Alignement sur le projet de programme NSI

- Algorithmique (terminale)

Modalités pédagogiques

La formation met l'accent sur le travail en équipe (collaboration, pédagogie par projets, co-construction de ressources).

La formation présente un équilibre entre contenus théorique et pratique (travaux sur machine) visant à assurer aux participants un niveau de maîtrise des notions, de recul théorique et d'aisance technique leur permettant d'enseigner ces sujets dans de bonnes conditions.

On encouragera également chez les participants une réflexion individuelle et collective sur la didactique de l'informatique, par le partage des points de vue et des expériences de chacun, en s'appuyant notamment sur l'expérience des enseignants d'ISN.

Format des séances en présentiel

Les séances de formation en cours de regroupement prendront essentiellement l'une des formes suivantes, selon le moment de la formation :

Séances de travaux pratiques sur machine. Ces séances, autonomes ou encadrées par un formateur, ont pour objet d'explorer un thème bien défini du programme par le biais de la programmation. Elles seront précédées ou entrecoupées d'apports théoriques ponctuels en cas de nécessité, mais on évitera un exposé du type « cours magistral ». Il est souhaitable que chaque participant dispose lors de ces séances d'un poste de travail individuel.

Séances de travail en groupe. Ces séances de type « projet » ou « résolution de problème » ont pour objectif d'amener des groupes de 3 à 4 participants à mener une réflexion collective sur un sujet donné, de nature pédagogique (conception d'une ressource pour la classe) ou scientifique (résolution d'un problème algorithmique par exemple).

Séances de restitution. Au cours de ces séances, un ou plusieurs groupes de participants présentent le travail qu'ils ont réalisé sur un point donné. Cette présentation fait ensuite l'objet d'une discussion entre toutes les personnes présentes, et d'approfondissements éventuels si nécessaire.

Espace numérique de formation

Dans un but de meilleure coordination des sites, de mutualisation des ressources, de facilité de diffusion du matériel de formation et de constitution d'une communauté d'enseignants, un espace en ligne (de type *Moodle*) commun à l'ensemble du DIU sera mis à disposition.

Cet espace permettra aussi de favoriser la cohésion entre formateurs entre les différents sites, et de mutualiser les efforts de conception.

Dans cet espace, les utilisateurs seront regroupés par site, mais la communication entre participants des différents sites sera également possible et encouragée. Lors de la production de travaux (réalisations informatiques ou construction de matériel pour la classe), la mise à disposition à l'ensemble des participants pourra contribuer à nourrir les pratiques et réflexions de chacun.

Modalités de validation du DIU

Les modalités sont en cours de discussion au sein du groupe de travail pour aboutir à des modalités communes définies au niveau national de manière suffisamment générale pour pouvoir être adaptées localement.

Sont posés comme principes :

- L'évaluation intégrera une double dimension disciplinaire (validation des compétences en informatique) et didactique (validation des compétences en lien avec son enseignement).
- La validation se fera par blocs sans compensation, le DIU étant validé si et seulement si l'ensemble des blocs est validé.
- Les évaluations pourront porter sur des réalisations individuelles et/ ou collectives, chaque candidat devant être évaluée au moins une fois sur une réalisation collective et au moins une fois sur une production individuelle.

Indicateurs 2017

COUTS DIRECTS	Enseignement : Coût Heurs TD Pondérée (EC-EA-HC-Vacations)	177 €	EC : Enseignant chercheur
	Heure vacataire chargée	59 €	EA : Autre enseignant
	H. enseignant, hors enseignement : Coût Heure TD EC et EA	54 €	

	UGA	DFCA	Composante
COUTS INDIRECTS UGA			
Masse salariale BIATOSS fonctions support	Coût /stagiaire 1 412 €	1 412 €	
Fonctionnement	Coût /stagiaire 851 €	851 €	

Dotation /étudiant 5 044 €

Charges directes DFCA	
Charges directes de masse salariale/stagiaire	114 €
Charges directes de fonctionnement /stagiaire	20 €

Remplir Les cases jaunes en fonction du pack

Coûts ingénierie de formation

Coûts Biasts	
Heure CAT A	34 €
Heure CAT B	28 €
Heure CAT C	23 €
Coût moyen Biastos	28 €

Coûts Enseignement

Heure TD Enseignant (HC) chargée	43 €
Heures TD Pondérées (EC-EA)	222 €

Pour l'OF NA application du coût HTD complémentaire enseignant

DFCA Pack 2 DIPLOMANT

Charges directes de masse salariale/stagiaire	114 €
Charges directes de fonctionnement /stagiaire	20 €

DFCA Pack 1 DIPLOMANT

Charges directes de masse salariale /stagiaire	76 €
--	------

DFCA Qualifiant

Charges directes de masse salariale/stagiaire	97 €
Charges directes de fonctionnement /stagiaire	

GRILLE DE CALCUL DU COÛT COMPLET D'UNE ACTION DE FORMATION (Offre non accréditée) (Public MIXTE)			
<i>Zones à renseigner</i>	Nom de la formation DU NSI - IM2AG	Nombre de stagiaire	24
	Nombre contrat pro	Tarif fc/heure	13,30 €
	Nombre de FC	Tarif fc 2	
	Nombre d'étudiant	Tarif FI	
	Nombre heures apprenants 125		
RECETTE FC			39 900 €
RECETTE FI			0 €
AUTRES RECETTES			
CHIFFRE D'AFFAIRE PREVISIONNEL			39 900 €
COÛTS DIRECTS			
COÛTS Enseignement Heures de formation	Nombre d'heures de formation	Coût de l'heure	Coût total des heures de formation
Heures TD Pondérées (EC-EA-HC-Vacations)		43 €	0 €
Heures CM (=TD*1,5)	250	65 €	16 125 €
Heures TD vacataires		59 €	0 €
CHARGES DIRECTES HORS ENSEIGNEMENT			
Responsabilité pédagogique, encadrement, tutorat			
Heure TD. enseignant, hors enseignement (EC et EA)	50	54 €	2 700 €
Heure TD Enseignant (HC)	50	43 €	2 174 €
Heure TD vacataire		59 €	0 €
Accueil, orientation, accompagnement, ingénierie pédagogique FC			
Heure CAT A par stagiaire		34 €	0 €
Heure CAT B par stagiaire		28 €	0 €
Heure CAT C par stagiaire		23 €	0 €
Coût moyen Biatos par stagiaire		28 €	0 €
Autres (honoraires de formation...)			0 €
Charges directes de la composante (Pack1)			
Charges directes de masse salariale adm et financière			0 €
Charges directes de fonctionnement			0 €
Autres charges directes DFCA			
Charges directes de masse salariale			0 €
Charges directes de fonctionnement			0 €
TOTAL COÛTS DE PERSONNEL FORMATION			20 999 €
COÛTS SPECIFIQUES			
- Frais publicitaires (insertion catalogue, frais de site web, envoi publicitaire, envoi brochures...)			
- Fonctionnement (pochettes stagiaires, reprographie, location de salle, coursier, objets publicitaires)			500 €
- Restauration (pauses cafés, restaurants, traiteurs...)			
- Déplacements et hébergements des intervenants (trains, hôtels...)			1 000 €
- Autres frais spécifiques - capture enregistrement conférences			500 €
TOTAL COÛTS SPECIFIQUES			2 000 €
I - TOTAL COÛTS DIRECTS			22 999 €
II - TOTAL COÛTS INDIRECTS "FORFAITAIRES" (25% des recettes)			9 975 €
III - TOTAL COÛTS COMPLETS = TOTAL COÛTS DIRECTS (I) + TOTAL COÛTS INDIRECTS (II)			32 974 €
MARGE SUR COÛTS COMPLETS (doit être > 0)		17,4%	6 927 €

1 663 €

à discuter avec DFCA

Chiffes clés / stagiaire	
Coûts complets	1 374 €
dont coûts directs	958 €
dont coûts indirects	416 €
Coût complets de l'heure de formation	10,99 €
Marge sur coûts directs	4 €
Marge sur coûts complets	289 €
Nombre minimum de stagiaires	

TARIF / STAGIAIRE 1 663 €

ANNEXES 4

Année universitaire concernée : 2019/2020

Date de la demande 13/02/2019

Composante : UFR MEDECINE

Département (le cas échéant) :

Domaine de la formation (ALL – DEG – SHS – STS) : **STS**

Intitulé de la formation : Médecine de l'obésité

Type de formation : DU DIU

Etablissement(s) partenaire(s) : UFR de médecine des Universités de : Toulouse, Bordeaux , Lyon, Grenoble, Paris 7

Responsable pédagogique : Pr Anne-Laure Borel

Régime (FI/FC) : FI FC

Modalités : Présentiel EAD

Effectif prévisionnel formation initiale : 12 pers sur Grenoble

Effectif prévisionnel formation continue (y compris contrat pro) :

Date validation en Conseil de composante : 14 janvier 2019

(Préalable obligatoire avant passage en CFVU)

Présentation générale de la formation

Définition et objectifs de la formation :

- **Motivations et positionnement au regard de l'offre de formation existante (locale et nationale)**

- **Pas de formation équivalente sur Grenoble**
- **Absence de redondance :**
 - Avec la formation DES car le DIU exclut la formation initiale
 - Avec le DU TCA (troubles des comportements alimentaires car il est orienté sur l'anorexie mentale principalement)

Grenoble avec le CHU est l'un des 37 centres spécialisés de l'obésité depuis 2011
Enjeux d'être parmi les centres qui seront labellisés « centres experts en nutrition »
Fusion des centres experts TCA, CSO et CLAN

Exclusion des centres exclusivement chirurgicaux qui n'accomplissent pas les missions ci-dessus

- **Mission de prise en charge en recours des cas complexes**
- **Mission d'organiser des filières de soins**
- **Mission de formation continue**

- Objectifs pédagogiques et compétences à acquérir

Cet enseignement a pour objectif de donner les éléments cognitifs et de développer les compétences des apprenants pour intégrer l'équipe pluri-professionnelle du parcours personnalisé de soins d'une personne obèse.

1. Connaître les complications de l'obésité
2. Savoir être empathique
3. Savoir diagnostiquer les troubles des conduites alimentaires syndromiques (pour les médecins uniquement)
4. Savoir identifier une alimentation émotionnelle et repérer la dimension « addictive » de certaines alimentations
5. Connaître et prendre en charge la sédentarité
6. Savoir proposer un changement d'alimentation et l'accompagner
7. Connaître certaines applications et objets connectés utiles à la prise en charge de l'obésité. Connaître le développement en cours de certains médicaments
8. Connaître les principes de l'entretien motivationnel, s'y être exercé en groupe
9. Connaître les principes de construction d'un parcours de soins, s'y être exercé en groupe
10. Connaître et savoir repérer les contre-indications à la chirurgie de l'obésité (pour les médecins)
11. Connaître les principes de la préparation diététique et psychologique avant une chirurgie de l'obésité
12. Savoir repérer les complications précoces de la chirurgie (pour les médecins uniquement)
13. Connaître les principes de l'alimentation postopératoire

- Le public visé

- Médecin
- Pharmacien
- Diététicien
- Psychologue
- Spécialiste en activité physique adaptée
- Kinésithérapeute
- Infirmière
- Aide-soignant
- Sage-femme
- Assistante sociale
- Educateur spécialisé

- Patient expert (1 à 2 personnes par formation, surnuméraires par rapport aux inscrits)
- **Débouchés professionnels (exemples)**
Professions médicales, paramédicales ou relevant du médico-social intervenant dans des parcours de soins en lien avec la prise en charge de l'obésité et pouvant traiter de cas complexes dans son domaine de compétence professionnelle

Organisation des enseignements

Période de la formation : septembre à juin

Durée de la formation : 1 an

Volume horaire de la formation : 70 heures d'enseignement (présentiel et à distance) + 5 journées de stage e-learning (35h) avec QCMs de validation + chat avec le Pr Ritz, coordonnateur
5 journées présentielles de 7h (journée organisée : 1/2 journées de cours magistraux en web-conférence 1/2 d'ateliers (validées par présence obligatoires))
5 journées de stage (validées par présence obligatoire)

Formation semestrialisée (si oui quel semestre concerné) : non

STAGES:

Oui Non

Durée : 5 jours

Période : période à définir durant la formation : 5 jours de stages pas forcément consécutifs

Tout stage fait l'objet d'une convention. En fonction de la durée, du lieu de stage et de la nature de l'établissement, il donne éventuellement lieu à gratification par application des dispositions légales et réglementaires en cours

Conditions d'accès

Recevabilité des candidatures : dossier de candidature sur E CANDIDAT

Conditions d'admission : Le responsable pédagogique valide la candidature

Droits d'inscription

Tarifs Formation initiale : pas d'accès au public en FI

Tarifs Formation continue : 1050 €

Joindre l'annexe financière (dgdvfu_annexe_fin_creation_DUDIU_201901)

Indicateurs reçu en 2018 2019 (en vert)

		2018-2019	2017-2018
COUTS DIRECTS	Enseignement : Coût Heurs TD Pondérée (EC-EA-HC-Vacations)	193,2 €	177 €
	Heure vacataire chargée (arrondi)	60 €	
	H. enseignant, hors enseignement : Coût Heure TD EC et EA	54,6 €	
	COUT HEURE STATUTAIRE (hors heures comp et vacations)	224,1 €	

EC : Enseignant chercheur

EA : Autre enseignant

Dotation /étudiant ministère diplomant en montant par apprenant (1) et par h enseignement (2)	1	2
		5 259 €

COUTS INDIRECTS UGA			UGA	DFCA	Composante
	Masse salariale BIATOSS fonctions support	Coût /stagiaire	1 412 €	1 412 €	
Fonctionnement	Coût /stagiaire	851 €	851 €		

Remplir Les cases jaunes en fonction du pack

Calcul Coût : DU DIU et formations courtes)			
Nom de la formation	Médecine de l'obésité		
Responsable	Pr Borel	identifier Pack =>	1
type de formation	D.I.U	UFR	MEDECINE
Nbre total stagiaires			12
		% / public FC/ FI	Tarif
Nombre stagiaire FC /	12	100%	1 050,00 €
Nombre stagiaire / tarif exonéré FC		0%	0,00 €
Nombre stagiaire / tarif exonéré FI		0%	
Autre (CU,FI, ...)		réinscription	300,00 €
Heures par apprenant heures maquette		70	heures
		7	h moy/ jour
dont :	Presentiel	35	5 jours
si module grenoble/DIU préciser nombre heures			jours
EAD		35	
Examen			
IFFRE D'AFFAIRE PREVISIONNEL			12 600,00 €
CHARGES DIRECTES ENSEIGNEMENT (Heures de formation)			
	Nbre heures	Coût heure	Coût total
Heures TP (= 0,66*TD)		127,51 €	0,00
Heures TD Pondérées (EC-EA-HC-Vacations)		193,20 €	0,00
Heures CM/TD (=TD*1,25)		241,50 €	0,00
Heures CM (=TD*1,5)		289,80 €	0,00
Heures TD Pondérées (EC-EA)		224,14 €	0,00
Heures maquettes/ heures TD Pondérées (EC-EA-HC-Vacations)	21	193,20 €	4 057,20
SOMME		0,00	4 057,20
Heure TD Enseignant (HC)		45,00 €	0,00
Heures TP vacataire (= 0,66*TD)		39,60 €	0,00
Heures TD vacataire	14	60,00 €	840,00
Heures CM (=TD*1,5)		90,00 €	0,00
SOMME		14,00	840,00
EAD		60,00 €	0,00
Autres (honoraires de formation...)		45,00 €	0,00
SOMME		0,00	0,00
COÛTS ENSEIGNANTS (Heures de formation)		35,00	4 897,20 €
plate forme pédagogique			0,00 €
1) COÛTS PEDAGOGIQUES			4 897,20 €
CHARGES DIRECTES HORS ENSEIGNEMENT			
<i>Responsabilité pédagogique, encadrement, tutorat</i>			
	Nbre	Coût	Coût total
Heure TD. enseignant, hors enseignement (EC et EA)	0,00	224,14 €	0,00
Heure TD Enseignant (HC)		45,00 €	0,00
Heure TD vacataire	0	60,00 €	0,00
<i>Autres charges directes UFR</i>			
	Nbre	Coût	Coût total
Charges directes de masse salariale par stagiaire	12	268,00 €	3 216,00
Charges directes de fonctionnement par stagiaire	12	34,00 €	408,00
Personnels UFR (Cout moyen Biatos) -spécifiques	0	0,00 €	0,00
<i>Autres charges directes DFCA</i>			
	Nbre	Coût	Coût total
Personnels DFCA (-spécifiques)			
Charges directes de masse salariale par stagiaire	12	95,76 €	1 149,12
Charges directes de fonctionnement /stagiaire	12	0,00 €	0,00
2) COÛTS DE PERSONNEL FORMATION (hors enseignement)			4 773,12 €
COÛTS SPECIFIQUES			
Frais publicitaires (insertion catalogue, frais de site web, envoi publicitaire, envoi brochures...)			200,00
Fonctionnement (pochettes stagiaires, reprographie, location de salle, coursier, objets publicitaires...)			
Frais spécifiques :	Montant	152,50 €	152,50
Missions- hotel -restauration.....	152,5		
Plate forme EAD SIDDES	0,0		
plate forme pédagogique	0,0		
autres	0,0		
Logistique stagiaires :	Restauration groupe	0,0	
3) TOTAL COÛTS SPECIFIQUES			352,50 €
I - TOTAL COÛTS DIRECTS (1+2+3)			10 022,82 €
MARGE SUR COÛTS DIRECTS (doit être > 0)		20,5%	2 577,18 €
COÛTS INDIRECTS "FORFAITAIRES" dépenses :			
	UGA Fonction support	12%	0,00
	UGA/Recette	10%	1 260,00
	DFCA	0%	0,00
II - TOTAL COÛTS INDIRECTS "FORFAITAIRES" dépenses			1 260,00 €
III - TOTAL COÛTS COMPLETS (I- II)			11 282,82 €
MARGE SUR COÛTS DIRECTS (doit être > 0)		10%	1 317,18 €

données pour programme ci-dessous

DIU	Nom : MEDECINE DE L'OBESITE
------------	------------------------------------

N° mo	code des heures	Jour(s) ou mois	Date(s)	Horaire	durée en heures	Objectifs	Méthodes (ex ; Diaporama, etudes de cas)
MODULE N°1 -les étapes diagnostiques-1							
1	1	Septembre			1	L'histoire de l'obésité (1 heure) Prof. M Laville, Lyon	Cours diaporama
1	2				1	Diagnostic des obésités (1 heure) Prof. B Gatta, Bordeaux	Cours diaporama
1	3				2	Diagnostic des complications : (2 heures) Prof. V Rigalleau, Bordeaux	Cours diaporama
1	4				3	Atelier / thématique de la matinée	questions, jeux de rôle
MODULE N°2 -les étapes diagnostiques-2							
2	1	Novembre			1	Addictions alimentaires et TCA (1 heures) Prof. B Gatta, Bordeaux	Cours diaporama
2	2				2	Activité physique et sédentarité (2 heures) Prof. E Disse, Lyon	Cours diaporama
2	3				1	Diagnostics clinique et biologique des anomalies génétiques (1 heure) Dr C Poitou, Pa	Cours diaporama
2	4				3	Atelier / thématique de la matinée	questions, jeux de rôle
MODULE N°3 -thérapeutique 1							
3	1	Janvier			1	Projet personnalisé de soins (1 heure) Prof. P Ritz, Toulouse	Cours diaporama
3	2				1	SSR (1 heure) Dr F Sanguignol, Toulouse	Cours diaporama
3	3				1	Modifier l'activité physique en pratique (1 heure), Prof JM Oppert, Paris	Cours diaporama
3	4				1	Modifier l'alimentation en pratique (1 heure), Caroline Martineau, Toulouse	Cours diaporama
3	5				3	Atelier / thématique de la matinée	cas cliniques avec questions, jeux de rôle
MODULE N°4 -thérapeutiques chirurgicales 1							
4	1	Mars			1	Indications et contre-indications de la chirurgie de l'obésité ; (1 heure) Prof. S Msika, Paris 7	
4	2				1	Techniques chirurgicales avec les complications (1 heures) Prof. F Pattou Lille	Cours diaporama
4	3				1	Evaluations complémentaires avant la chirurgie (1 heures) Pr M Robert Lyon,	Cours diaporama
4	4				1	Situations particulières (1 heure) Pr M Robert, Lyon	Cours diaporama
4	5				1	Entente préalable (1 heure) (Dr Bez Toulouse)	Cours diaporama
4	6				2	Atelier / thématique de la matinée	cas cliniques avec questions, jeux de rôle
MODULE N°5-thérapeutiques chirurgicales 2							

5	1	Avril		1	Complications post-chirurgicales (1 heures) Prof. F Pattou, Lille	Cours diaporama
5	2			1	Suivi nutritionnel après chirurgie (1 heures) Dr J Aron, Paris	Cours diaporama
5	3			1	Suivi métabolique après chirurgie (1 heure) Prof. E Disse, Lyon	Cours diaporama
5	4			1	Reprise de poids comment réévaluer la situation et comment chaîner les différentes s	Cours diaporama
5	5			3	Atelier / thématique de la matinée	cas cliniques avec questions, jeux de rôle
total				35		

ANNEXES 5

Année universitaire : 2018/2019

Transmission DEVE : Oui

Composante : Chimie et biologie

Fiche validée : Oui

Statut de la formation : Création

Formation

Intitulé de la formation : METHODE D'ETUDE DES MILIEUX NATURELS - BOTANIQUE APPLIQUEE

Type de formation : Diplôme d'université (DU)

Date de passage en Conseil UFR : 12/11/2018

Date de passage en CFVU : 13/12/2018

Etablissement partenaire :

Responsable pédagogique : Rolland Douzet

Régime : Formation initiale;Formation continue

Modalités : Présentiel

Effectif formation initiale 2017 :

Effectif formation continue (y compris contrat pro) 2017 :

Effectif prévisionnel formation initiale : 20

Effectif prévisionnel formation continue (y compris contrat pro) : 12

Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP)

Préciser le niveau :

Dépôt RNCP : Non

Date dépôt RNCP :

I. Dispositions générales

Article 1 : Définition et objectifs de la formation

1.1 Contexte et besoins

Dans son offre de formation en sciences de l'environnement, l'université Grenoble Alpes propose un Master axé sur les sciences de la biodiversité et l'étude des écosystèmes (Master Biodiversité Ecologie Environnement). Plus de 85 % des étudiants du parcours Gestion de l'Environnement trouvent un emploi en lien avec la gestion de la biodiversité et l'aménagement du territoire. Bien que les recruteurs apprécient cette formation de niveau bac +5, ils expriment aussi le besoin d'une formation plus courte ciblée sur les bases méthodologiques pour l'expertise botanique. Cette expertise est nécessaire pour l'évaluation et le suivi de nombreux dispositifs de protection et de gestion de l'environnement. Le constat des professionnels est récurrent et soulève le manque cruel de formation naturalistes de terrain dans l'enseignement supérieur et le manque de personnel compétent. De plus, la recherche en sciences de la biodiversité et de l'environnement fait largement appel aux compétences en botanique pour toutes les caractérisations d'écosystèmes préliminaires à tout travail de modélisation, d'évaluation des services écosystémiques, de compréhension du fonctionnement et de l'évolution des écosystèmes... Nous proposons une formation de type Diplôme Universitaire (DU) pour répondre à ces besoins. Le DU intitulé « Méthode d'Etude des Milieux Naturels – Botanique Appliquée » apportera concepts et méthodes pratiques directement applicables par les professionnels de l'environnement et les acteurs de la recherche.

Le public visé est de deux types :

En formation initiale, il concerne les étudiants de L3 ou de Master désirant s'orienter vers les métiers de l'environnement au sens large, ou en lien avec la biodiversité ou même l'enseignement. Ce DU est un plus par exemple pour accéder à des masters estampillés environnement ou biodiversité pour les étudiants de licences ou pour décrocher de nombreux stages en M1 ou M2 ou un premier contrat pour des étudiants fraîchement diplômés de L3 ou Master.

En formation continue le public visé est celui des professionnels de l'environnement au sens le plus large. Depuis les enseignants du secondaire et du supérieur au personnel des Jardins Botaniques ou de structures publiques liées à l'environnement et la biodiversité (CBN (conservatoires Botaniques Nationaux), parc nationaux et régionaux, collectivités territoriales) ou enfin de structures privées (Bureaux d'études, cabinets d'expertise). Il intéressera aussi les ingénieurs d'étude ou de recherche des laboratoires de recherches en environnement ou en biodiversité.

Ces besoins sont clairement identifiés et récurrents dans le domaine. Aucune formation réellement professionnalisante dans le domaine n'est actuellement proposée.

Objectifs :

Acquérir les bases méthodologiques et pratiques de l'expertise naturaliste :

Compétences théoriques :

-Morphologie florale

-Différentes méthodes de relevé de la végétation et choix de la méthode en fonction des objectifs à atteindre

-caractérisation d'un milieu grâce à la végétation.

Savoir-faire pratique :

- Analyse florale
- Détermination sur flore
- Prélèvement d'échantillons
- Relevés de végétation sur le terrain en situation.

Article 2 : Conditions d'accès

2.1 Recevabilité des candidatures

- Etudiants en formation initiale des filières en sciences de l'environnement, enseignement SVT, géographie... tout étudiant se destinant aux carrières de l'environnement. Niveau L2 au moins.
- Personnel en formation continue dans les domaines de l'environnement et de la biodiversité au sens large.

2.2 Conditions d'admission

Pas de conditions d'admission

II. Organisation des enseignements

Article 3 : Organisation des enseignements

Période de la formation : Fin mai/début juin

Durée de la formation : 10 jours (deux semaines)

Formation semestrialisée : Non

Volume horaire de la formation : 60h par groupe (1 groupe est constitué de 16 participants au maximum). La partie théorique (26h) est commune à l'ensemble des apprenants.

ECTS : 3. Ces ECTS ne présentent pas les garanties de reconnaissance qui s'attachent aux crédits classiques.

Article 4 : Composition des enseignements

Stage : Non

Durée du stage :

Période du stage :

Modalité de stage :

Mémoire :

Rapport de stage :

Projets tuteurés :

III. Contrôle des aptitudes et des connaissances

Article 5 : Modalités d'examen

5.1 Assiduité aux enseignements

Assiduité obligatoire. Aucune dispense accordée.

5.2 Remarques et précisions éventuelles

Ecrit terminal écrit (ET 50%)

Examen pratique (détermination, identification CC = 50%)

5.3 Absences aux examens

Examen terminal :

Si ABI l'étudiant est DEF

Si ABJ l'étudiant est DEF

Examen Pratique :

Si ABI l'étudiant est DEF

Si ABJ l'étudiant a la note de 0

Article 6 : Résultat

6.1 Jury

La composition du jury est déléguée au directeur de la composante par décision du Conseil d'Administration de l'UGA, en date du 20 mai 2016

Enseignants du module + un professionnel du diagnostic environnemental

Périodes de jury : juin 2019

6.2 Conditions d'obtention du DU/DIU

Assiduité + moyenne à l'évaluation.

La note d'écrit et la note de contrôle continu se compensent.

6.3 Redoublement

pas de redoublement

IV. Frais de scolarité

Article 7 : Frais de scolarité

Tarifs Formation initiale : 15 €

Tarifs Formation continue : 680 € (si exonération 1/2 tarif)

Exonération :

V. Dispositions diverses

Article 8 : Dispositions spécifiques à la formation

Notions théoriques : (26h)

I. Notions de Botanique : cette partie pourra être préparée en amont par les apprenants, sous forme de pédagogie inversée) de manière à optimiser l'apprentissage plus rapide des notions de base et permettre une mise à niveau de tous les publics avant l'entrée dans le vif du sujet.

A. Morphologie végétale.

B. Les principales familles d'angiospermes en France et leur étude pratique.

II. Méthodes d'étude de la végétation

A. Les méthodes de relevés (abondance/dominance, Braun-Blanquet, quadrat, relevé linéaire, point-contact...)

B. Analyse statistiques des relevés effectués

C. Caractérisation des milieux grâce à la végétation : cartographie d'habitats, diagnostic environnemental.

Travaux pratiques : (24h) (sans coût de matériel pour l'UFR)

Dissection florales et apprentissage de l'identification sur flore. Utilisation de la plateforme d'imagerie microscopique de l'UFR chimie-biologie (projet Idex IMAG'IN)

Sorties/Terrain : (10h)

Mise en pratique des apprentissages sur le terrain : deux sorties aux environs de Grenoble (sans coût financier pour L'UFR) pour :

-Identification des principales essences ligneuses de la région

-Réalisation de relevé sur le terrain

-Etude de la dynamique de la végétation, caractérisation des milieux en découlant

Une condition physique minimale pour aller sur le terrain est requise.

Indicateurs 2017

COUTS DIRECTS	Enseignement : Coût Heurs TD Pondérée (EC-EA-HC-Vacations)	177 €	EC : Enseignant chercheur
	Heure vacataire chargée	59 €	EA : Autre enseignant
	H. enseignant, hors enseignement : Coût Heure TD EC et EA	54 €	

		UGA	DFCA	Composante	
COUTS INDIRECTS UGA	Masse salariale BIATOSS fonctions support	Coût /stagiaire	1 412 €	1 412 €	
	Fonctionnement	Coût /stagiaire	851 €	851 €	

Dotation /étudiant	5 044 €
--------------------	---------

Charges directes DFCA	
Charges directes de masse salariale/stagiaire	114 €
Charges directes de fonctionnement /stagiaire	20 €

Remplir Les cases jaunes en fonction du pack

GRILLE DE CALCUL DU COÛT COMPLET D'UNE ACTION DE FORMATION (Offre non accréditée) (Public MIXTE)

METHODE D'ETUDE DES MILIEUX NATURELS - BOTANIQUE APPLIQUEE		Nombre de stagiaire	32
UFR CHIMIE BIOLOGIE	Nombrecontrat pro	Tarif FI	15
	Nombre de FC	Tarif FC	680
	Nombre d'étudiant		
	Nombre heures apprenants		
RECETTE FC			8 160 €
RECETTE FI			300 €
CHIFFRE D'AFFAIRE PREVISIONNEL			8 460 €
COÛTS DIRECTS			
COÛTS Enseignement Heures de formation		Nombre d'heures de formation	Coût de l'heure
			Coût total des heures de formation
	Heures TD Pondérées (EC-EA-HC-Vacations)	68	43 €
	Heures CM (=TD*1,5)	26	65 €
CHARGES DIRECTES HORS ENSEIGNEMENT			
Responsabilité pédagogique, encadrement, tutorat			
	Heure TD. enseignant, hors enseignement (EC et EA)	10	54 €
	Heure TD Enseignant (HC)		43 €
	Heure TD vacataire		59 €
Accueil, orientation, accompagnement, ingénierie pédagogique FC			
	Heure CAT A par stagiaire		34 €
	Heure CAT B par stagiaire		28 €
	Heure CAT C par stagiaire		23 €
	Cout moyen Biatos par stagiaire		28 €
	Autres (honoraires de formation...)		0 €
Charges directes de la composante (Pack1)			
	Charges directes de masse salariale adm et financière		
	Charges directes de fonctionnement		
Autres charges directes DFCA			
	Charges directes de masse salariale		0 €
	Charges directes de fonctionnement		0 €
TOTAL COÛTS DE PERSONNEL FORMATION			5 141 €
COÛTS SPECIFIQUES			
	- Frais publicitaires (insertion catalogue, frais de site web, envoi publicitaire, envoi brochures...)		
	- Fonctionnement (pochettes stagiaires, reprographie, location de salle, coursier, objets publicitaires...)		
	- Restauration (pauses cafés, restaurants, traiteurs...)		
	- Déplacements et hébergements des intervenants (trains, hôtels...)		
	- Autres frais spécifiques		
TOTAL COÛTS SPECIFIQUES			0 €
I - TOTAL COÛTS DIRECTS			5 141 €
II - TOTAL COÛTS INDIRECTS "FORFAITAIRES" (10% des recettes)			846 €
III - TOTAL COÛTS COMPLETS = TOTAL COÛTS DIRECTS (I) + TOTAL COÛTS INDIRECTS (II)			5 987 €
MARGE SUR COÛTS COMPLETS (doit être > 0)		29,2%	2 473 €

Chiffes clés / stagiaire

Coûts complets		187 €
	dont coûts directs	161 €
	dont coûts indirects	26 €
Coût complets de l'heure de formation		3,12 €
Marge sur coûts directs		104 €
Marge sur coûts complets		77 €

ANNEXES 6

Année universitaire concernée : 2018 2019 Date de la demande 23/01/2019

Composante : UFR LE

Département (le cas échéant) :

Domaine de la formation (ALL – DEG – SHS – STS) : ALL

Intitulé de la formation : projet tutoré Anglais

Etablissement(s) partenaire(s) : UGA – IDEX Formation GéoTropos (voir addendum)

Responsable pédagogique : Christian Leblond

Régime (FI/FC) : FI FC

Modalités : Présentiel EAD

Effectif prévisionnel formation initiale : 24 étudiants CICM + 1 à 5 étudiants IDEX Formation GéoTropos (ces étudiants additionnels sont concernés par le CU, pas les autres)

Effectif prévisionnel formation continue (y compris contrat pro) : non concerné

Date validation en Conseil de composante :

(Préalable obligatoire avant passage en CFVU)

Présentation générale de la formation

Définition et objectifs de la formation : Il s'agit de la phase-test de l'IDEX Formation GéoTropos (voir addendum)

Organisation des enseignements

Période de la formation : janvier à avril 2019

Durée de la formation : la phase-test dure 1 semestre et elle sera suivie par la mise en place de l'IDEX Formation GéoTropos, elle-même liée à l'EIT Raw Materials OpenYourMine

Volume horaire de la formation : 36h

Formation semestrialisée (si oui quel semestre concerné) : Semestre 2

Nombre d'ECTS délivrés : 3

Conditions d'accès

Recevabilité des candidatures : sur avis de Laurent Truche, porteur de l'IDEX Formation GéoTropos et de l'enseignant qui intervient dans les projets tutorés MLEA CICM, Christian Leblond

Conditions d'admission : être inscrit dans le Master lié à l'IDEX Formation GéoTropos

Droits d'inscription

Tarifs Formation initiale : 15€par ECTS

Tarifs Formation continue : non concerné

Joindre l'annexe financière (dgdvfu_annexe_fin_creation_CU_201901)

Année universitaire : 2018-2019

Composante : Langues étrangères

Statut de la formation : Création

Formation

Intitulé de la formation : CU - Projet tutoré anglais (Master 1)

Type de formation : Autre

Date du conseil d'UFR :

Date de création (passage en CFVU) :

Régime : Formation initiale

Modalités : Présentiel

Préciser le niveau :

Effectif formation initiale 2017 : 0

Effectif formation continue 2017 :

Effectif prévisionnel Formation initiale : 2

Effectif prévisionnel Formation continue :

I. Dispositions générales

Article 1 : Définition et objectifs de la formation

Ce CU est destiné à la phase-test de deux projets financés et fonctionnant en parallèle :

L'IDEX formation GéoTropos, un projet international et transdisciplinaire en Science de la Terre et en Sciences Humaines et Sociales. Le périmètre de GéoTropos concerne des UE de niveau Master, un dispositif Learning By Doing, une école d'été, les enseignements incluant une coopération avec l'UFR LE, et EIT Raw Materials, OpenYourMine ("A Master education project dedicated to mineral resources and sustainability"). OpenYourMine est un Master international en géologie, sciences environnementales avec un apport en sciences humaines, incluant une coopération avec l'UFR LE.

Les deux masters concernés par ce projet sont :

- le Master STPE parcours Géoressources (responsable Laurent Truche, IsTerre) pour GéoTropos, et
- la création d'un Master international dans le cadre du projet OpenYourMine (porteur Laurent Truche)

Ces deux projets concernent une coopération entre géologues et l'UFR LE, des étudiants des masters STPE vont suivre des enseignements de l'UE1 "Tronc commun" du Master 1 LEA

Article 2 : Conditions d'accès

2.1 Recevabilité des candidatures

Niveau Master

2.2 Conditions d'admission

sur avis de Laurent Truche, porteur de l'IDEX Formation GéoTropos et de l'enseignant qui intervient dans les projets tutorés MLEA CICM, Christian Leblond

II. Organisation des enseignements

Article 3 : Organisation générale des enseignements

Période de la formation : Semestre 8

Durée de la formation : 1 semestre

Formation semestrialisée : oui

Volume horaire de la formation : 36

Nombre d'ECTS : 3

Les ECTS ne présentent pas les garanties de reconnaissance qui s'attachent aux crédits acquis dans le cadre d'un diplôme national.

Article 4 : Composition des enseignements

La formation comporte des enseignements mutualisés avec d'autres formations accréditées ou non accréditées (merci de préciser, le cas échéant, les enseignements concernés dans le tableau MCC ou dans la rubrique ci-après) :

Oui

Si la formation ne possède pas de tableau MCC, détailler ci-dessous les enseignements dispensés :

Communication professionnelle sur projet anglais - 18h CM/TD (évaluation en CC en session 1 - Oral en session 2)

Projet et aire culturelle anglais - 18h CM/TD (évaluation en CC en session 1 - Oral en session 2)

III. Examens et résultats

Article 5 : Modalités d'examen

5.1 Modalités d'examen

Évaluation en CC en session 1 - Oral en session 2

5.2 Absence aux examens

1ère session

Les étudiants en absence justifiée (ABJ) se voient affecter un zéro à l'épreuve de CC, sauf s'il est possible de leur proposer une épreuve de rattrapage au sein de la même session et sur avis du responsable du parcours de master.

Les étudiants en absence injustifiée (ABI) sont considérés comme défaillants à l'épreuve de Contrôle Continu (CC) concernée.

2ème session

Les étudiants en absence justifiée (ABJ) lors de la session de rattrapage, pourront, sous réserve d'accord du responsable d'année et de faisabilité, se voir proposer une nouvelle épreuve de nature et de durée équivalentes.

Les étudiants en absence injustifiée (ABI) sont considérés comme défaillants à l'examen terminal concerné.

III. Résultat

6.1 Jury

1ère session : mai/juin 2019

2e session : début septembre 2019

6.2 Règles générales d'obtention

Une UE dont la note est supérieure ou égale à 10 est définitivement acquise. Aucune matière ou EC constitutifs de cette UE ne peut être repassé.

Si l'UE est composée d'Éléments Constitutifs (EC) ou de matières :

- les notes des EC, s'ils sont acquis, sont automatiquement conservées pour la session de rattrapage

Quelle que soit la note de session de rattrapage, elle remplace la note de session 1.

IV. Frais de scolarité

Article 7 : Frais de scolarité

Tarifs Formation initiale : 15 € par UE

Tarifs Formation continue :

V. Dispositions diverses

Article 8 : Dispositions spécifiques à la formation

ANNEXES 7

Année universitaire concernée : 2019 2020

Date de la demande 13/02/2019

Composante : UFR PHARMACIE

Département (le cas échéant) :

Domaine de la formation (ALL – DEG – SHS – STS) : **STS**

Intitulé de la formation : Cytométrie

Type de formation : DU DIU

Etablissement(s) partenaire(s) : Ecole Pratique des Hautes Etudes de Paris (EPHE)

Responsable pédagogique : Delphine ALDEBERT MCU UGA
- Véronique FRACHET MCU EPHE

Régime (FI/FC) : FI FC

Modalités : Présentiel EAD

Effectif prévisionnel formation initiale : 6

Effectif prévisionnel formation continue (y compris contrat pro) : 10

Date validation en Conseil de composante : 28 janvier 2019

(Préalable obligatoire avant passage en CFVU)

Présentation générale de la formation

Définition et objectifs de la formation :

- [Motivations et positionnement au regard de l'offre de formation existante \(locale et nationale\)](#)
 - Les besoins : demande de formation des utilisateurs professionnels
 -
 - Pourquoi :
 - -Technologie complexe et évolutive
 - -Accréditation obligatoire des Laboratoires d'analyses de biologie médicale
 -
 - Notre offre
 - -DIU de Cytométrie existe depuis 20 ans. Initialement porté par l'UJF ET l'EPHE, les inscriptions se sont prises très rapidement uniquement à L'EPHE. Le DIU n'a plus été comme une offre de formation porté par l'UFR (UJF intervenant uniquement au final en central pour la signature du président à porter sur le diplôme) .
- Aucun partenariat financier entre les deux structures n'a été formalisé pendant ces années.
- L'organisation aujourd'hui de ce DIU va s'appuyer sur un partenariat avec l'EPHE pour prendre en

compte la charge d'enseignement portée par l'EPHE et le reversement du solde pour moitié à l'EPHE après prélèvement UGA UFR et déductions des dépenses (missions...).

- Concernant la formation ce DIU est la seule formation diplômante en France en Cytométrie.
- Elle a a de par cette ancienneté été labellisée par l'Association Française de Cytométrie.
-
- Objectifs pédagogiques et **compétences à acquérir** :
La vocation de cette formation est de former de nouveaux acteurs dans le domaine de la cytométrie et de leur transmettre les apports scientifiques et avancées technologiques qui ne cessent de s'additionner au fil des années.
Fondée sur une pédagogie dynamique et évolutive, elle diffuse un capital unique de compétences indispensables pour assister les utilisateurs de disciplines aussi variées que l'immunologie, l'hématologie, la biologie cellulaire, la virologie, la bactériologie, la parasitologie, la biologie marine, ... et leur permettre d'acquérir les bonnes pratiques.

Objectifs pour le participant :
 - Assimiler les concepts de la cytométrie en flux
 - Améliorer la multicom pétence théorique et pratique : préparation des échantillons, acquisition des résultats, capacité d'analyse des résultats.
 - Maitriser la diversité des applications en recherche et en clinique
 - Renforcer la capacité d'initiative
 - Acquérir une stratégie d'anticipation
 - Connaître les dernières avancées technologiques des techniques de cytométrie
- **Le public visé**
 - En formation continue : professionnels de santé (pharmacien, médecin, biologiste), chercheurs/ingénieurs/techniciens impliqués dans les sciences de la vie.
 - En formation initiale : étudiants (doctorant, Diplôme EPHE) travaillant dans des laboratoires en sciences de la vie.
- **Débouchés professionnels (exemples)**
(Pharmacien, médecin, biologiste), chercheurs/ingénieurs/techniciens impliqués dans les sciences de la vie.

Organisation des enseignements

Période de la formation :

- Formation en présentiel : de janvier à mai
- 2 modules de 5 jours chacun
- Enseignement présentiel organisé à Grenoble

Durée de la formation : 1 an

Volume horaire de la formation : 66 heures

Formation semestrialisée (si oui quel semestre concerné) : non

STAGES:

Oui **Non**

Durée :

Période :

Tout stage fait l'objet d'une convention. En fonction de la durée, du lieu de stage et de la nature de l'établissement, il donne éventuellement lieu à gratification par application des dispositions légales et réglementaires en cours.

Conditions d'accès

Recevabilité des candidatures : candidature WEB

Conditions d'admission : sur dossier après accord responsable de formation

Droits d'inscription

Tarifs Formation initiale : 600 €

Tarifs Formation continue : 2535 €

Joindre l'annexe financière (dgdfvu_annexe_fin_creation_DUDIU_201901)

Indicateurs reçu en 2018 2019 (en vert)

		2018-2019	2017-2018
COUTS DIRECTS	Enseignement : Coût Heurs TD Pondérée (EC-EA-HC-Vacations)	193,2 €	177 €
	Heure vacataire chargée (arrondi)	60 €	
	H. enseignant, hors enseignement : Coût Heure TD EC et EA	54,6 €	
	COUT HEURE STATUTAIRE (hors heures comp et vacations)	224,1 €	

EC : Enseignant chercheur

EA : Autre enseignant

Dotation /étudiant ministère diplomant en montant par apprenant (1) et par h enseignement (2)	1	2
		5 259 €

COUTS INDIRECTS UGA			UGA	DFCA	Composante
	Masse salariale BIATOSS fonctions support	Coût /stagiaire	1 412 €	1 412 €	
Fonctionnement	Coût /stagiaire	851 €	851 €		

Remplir Les cases jaunes en fonction du pack

Caclul Coût : DU DIU et formations courtes)			
Nom de la formation	CYTOMETRIE		
Responsable		identifier Pack =>	1
type de formation	D.I.U	UFR	autres
Nbre total stagiaires			16
		% / public FC / FI	Tarif
Nombre stagiaire FC /	10	100%	2 535,00 €
Nombre stagiaire / tarif exonéré FC		0%	0,00 €
Nombre stagiaire / tarif exonéré FI	6	38%	600,00 €
Autre (CU,FI, ...)		réinscription	300,00 €
Heures par apprenant heures maquette		65	heures maquette
		7	h moy/ jour
dont :	Presentiel	65	10
	si module grenoble/DIU préciser nombre heures		jours
	EAD		jours
	Examen		
IFFRE D'AFFAIRE PREVISIONNEL		28 950,00 €	
CHARGES DIRECTES ENSEIGNEMENT (Heures de formation)			
	Nbre heures	Coût heure	Coût total
Heures TP (= 0,66*TD)		127,51 €	0,00
Heures TD Pondérées (EC-EA-HC-Vacations)		193,20 €	0,00
Heures CM/TD (=TD*1,25)	14,0	241,50 €	3 381,00
Heures CM (=TD*1,5)		289,80 €	0,00
Heures TD Pondérées (EC-EA)		224,14 €	0,00
Heures maquettes/ heures TD Pondérées (EC-EA-HC-Vacations)	6,5	193,20 €	1 255,80
SOMME	20,50		4 636,80
Heure TD Enseignant (HC)		45,00 €	0,00
Heures TP vacataire (= 0,66*TD)		39,60 €	0,00
Heures TD vacataire	88	60,00 €	5 280,00
Heures CM (=TD*1,5)		90,00 €	0,00
SOMME	88,00		5 280,00
EAD		60,00 €	0,00
Autres (honoraires de formation...)		45,00 €	0,00
SOMME	0,00		0,00
1) COÛTS ENSEIGNANTS (Heures de formation)		108,50	9 916,80 €
CHARGES DIRECTES HORS ENSEIGNEMENT			
Responsabilité pédagogique, encadrement, tutorat			
	Nbre	Coût	Coût total
Heure TD. enseignant, hors enseignement (EC et EA)		54,58 €	0,00
Heure TD Enseignant (HC)		45,00 €	0,00
Heure TD vacataire	10,00	60,00 €	600,00
Autres charges directes UFR			
	Nbre	Coût	Coût total
Charges directes de masse salariale par stagiaire	16	268,00 €	4 288,00
Charges directes de fonctionnement par stagiaire	16		0,00
Personnels UFR (Cout moyen Biatos) -spécifiques	0	0,00 €	0,00
Autres charges directes DFCA			
	Nbre	Coût	Coût total
Personnels DFCA (-spécifiques)			
Charges directes de masse salariale par stagiaire	16	95,76 €	1 532,16
Charges directes de fonctionnement /stagiaire	16	0,00 €	0,00
2) COÛTS DE PERSONNEL FORMATION (hors enseignement)		6 420,16 €	
COÛTS SPECIFIQUES			
* Frais publicitaires (insertion catalogue, frais de site web, envoi publicitaire, envoi brochures...)			200,00
* Fonctionnement (pochettes stagiaires, reprographie, location de salle, coursier, objets publicitaires...)			
Frais spécifiques :	Montant	4 028,00 €	4 028,00
Missions- hotel	2 510,0		
Logistique stagiaires	autres (materiel IAB)	1 080,0	
	Restauration groupe	438,0	
3) TOTAL COÛTS SPECIFIQUES		4 228,00 €	
I - TOTAL COÛTS DIRECTS (1+2+3)			20 564,96 €
MARGE SUR COÛTS DIRECTS (doit être > 0)		29,0%	8 385,04 €
COÛTS INDIRECTS "FORFAITAIRES" dépenses :			
	UGA Fonction support	11%	0,00
	UGA/Recette	10%	2 895,00
	DFCA	0%	0,00
II - TOTAL COÛTS INDIRECTS "FORFAITAIRES" dépenses			2 895,00 €
III - TOTAL COÛTS COMPLETS (I- II)			23 459,96 €
MARGE SUR COÛTS DIRECTS (doit être > 0)		19%	5 490,04 €

ANNEXES 8

Année universitaire concernée : 2019 2020

Date de la demande : 13/02/2019

Composante : UFR PHARMACIE

Département (le cas échéant) :

Domaine de la formation (ALL – DEG – SHS – STS) : STS

Intitulé de la formation : ORTHOPEDIE

Type de formation : DU DIU

Etablissement(s) partenaire(s) :

Responsable pédagogique : Jean-Didier Bardet MCU

Régime (FI/FC) : FI FC

Modalités : Présentiel EAD

Effectif prévisionnel formation initiale : 5

Effectif prévisionnel formation continue (y compris contrat pro) : 12

Date validation en Conseil de composante : 29 Janvier 2019

(Préalable obligatoire avant passage en CFVU)

Présentation générale de la formation

Définition et objectifs de la formation :

- [Motivations et positionnement au regard de l'offre de formation existante \(locale et nationale\)](#)

De par son activité, le pharmacien d'officine est amené à dispenser des orthèses, accompagner des patients chroniques nécessitant des orthèses et assurer le triage en premier recours pour la 'petite' traumatologie.

Bien que ces compétences soient présentes dans la formation initiale, le statut de pharmacien – orthésiste représente une activité spécialisée permettant la dispensation d'orthèse sur-mesure (et non uniquement de série avec la formation initiale de pharmacien d'officine).

Certains DU d'orthopedie proposés dans UFR pharmacie ex lyon (pas d'ouverture depuis 3 ans)

- **Objectifs pédagogiques et compétences à acquérir**

- Maîtriser un socle de connaissances fondamentales anatomiques et thérapeutiques sur les pathologies articulaires traumatique, inflammatoire et dégénérative.
- Connaître les caractéristiques techniques de l'orthèse en vue de son utilisation appropriée et d'une prise de mesure adaptée.

- Accueillir et orienter le patient dans le cadre d'une prise en charge impliquant une orthèse.
- Analyser et optimiser une prise en charge impliquant une orthèse.
- Connaître les limites de compétence selon l'orthèse prescrite.
- Encourager les relations avec les autres professionnels de santé : de la prescription au suivi du patient.
- Maîtriser la réglementation relative aux orthèses.
- **Le public visé :**
 - Pharmaciens
 - Etudiants en pharmacie 6ème année
- **Débouchés professionnels (exemples) :**
 - Exercice en officine

Organisation des enseignements

Période de la formation : janvier à avril

8 jours en présentiel (2 jours par mois, 4 mois de suite) + 1 journée optionnelle (visite d'industriels ; sur la dernière session)

Durée de la formation : 1 an

Volume horaire de la formation : 64 h en présentiel + 10 h à distance

Formation semestrialisée (si oui quel semestre concerné) : non

STAGES:

Oui Non

Durée :

Période :

Tout stage fait l'objet d'une convention. En fonction de la durée, du lieu de stage et de la nature de l'établissement, il donne éventuellement lieu à gratification par application des dispositions légales et réglementaires en cours.

Conditions d'accès

Recevabilité des candidatures : **Candidature WEB**

Conditions d'admission : **Sur dossier après accord responsable formation**

Droits d'inscription

Tarifs Formation initiale : **758.5 €**

Tarifs Formation continue : **1517 €**

Joindre l'annexe financière (dgdfvu_annexe_fin_creation_DUDIU_201901)

Indicateurs reçu en 2018 2019 (en vert)

		2018-2019	2017-2018
COUTS DIRECTS	Enseignement : Coût Heurs TD Pondérée (EC-EA-HC-Vacations)	193,2 €	177 €
	Heure vacataire chargée (arrondi)	60 €	
	H. enseignant, hors enseignement : Coût Heure TD EC et EA	54,6 €	
	COÛT HEURE STATUTAIRE (hors heures comp et vacations)	224,1 €	

EC : Enseignant chercheur

EA : Autre enseignant

Dotation /étudiant ministère diplomant en montant par apprenant (1) et par h enseignement (2)	1	2
		5 259 €

COUTS INDIRECTS UGA			UGA	DFCA	Composante
	Masse salariale BIATOSS fonctions support	Coût /stagiaire	1 412 €	1 412 €	
Fonctionnement	Coût /stagiaire	851 €	851 €		

Remplir Les cases jaunes en fonction du pack

Calcul Coût : DU DIU et formations courtes)			
Nom de la formation	Orthopédie et orthèse (petit appareillage)		
Responsable	EAN DIDIER BARDET Maître de conférences associé	identifier Pack =>	1
type de formation	D.U	UFR	PHARMACIE
Nbre total stagiaires			17
		% / public FC/ FI	Tarif
Nombre stagiaire FC /	12	100%	1 517,00 €
Nombre stagiaire / tarif exonéré FC		0%	0,00 €
Nombre stagiaire / tarif exonéré FI	5	29%	758,50 €
Autre (CU,FI, ...)		réinscription	300,00 €
Heures par apprenant heures maquette		74	heures
		8	h moy/ jour
dont :	<i>Presentiel</i>	64	8 jours
<i>si module grenoble/DIU préciser nombre heures</i>			jours
<i>EAD</i>		10	
<i>Examen</i>			
CHIFFRE D'AFFAIRE PREVISIONNEL			21 996,50 €
CHARGES DIRECTES ENSEIGNEMENT (Heures de formation)	Nbre heures	Coût heure	Coût total
Heures TP (= 0,66*TD)		127,51 €	0,00
Heures TD Pondérées (EC-EA-HC-Vacations)		193,20 €	0,00
Heures CM/TD (=TD*1,25)		241,50 €	0,00
Heures CM (=TD*1,5)		289,80 €	0,00
Heures TD Pondérées (EC-EA)		224,14 €	0,00
heures maquettes/ heures TD Pondérées (EC-EA-HC-Vacations)	11,5	193,20 €	2 221,80
SOMME	11,50		2 221,80
Heure TD Enseignant (HC)		45,00 €	0,00
Heures TP vacataire (= 0,66*TD)		39,60 €	0,00
Heures TD vacataire	56,5	60,00 €	3 390,00
Heures CM (=TD*1,5)		90,00 €	0,00
SOMME	56,50		3 390,00
EAD	15,0	60,00 €	900,00
Autres (honoraires de formation...)		45,00 €	0,00
SOMME	15,00		900,00
cout plate forme pédagogique			0,00 €
1) COÛTS ENSEIGNANTS (Heures de formation)			6 511,80 €
CHARGES DIRECTES HORS ENSEIGNEMENT			
Responsabilité pédagogique, encadrement, tutorat	Nbre	Coût	Coût total
Heure TD. enseignant, hors enseignement (EC et EA)		224,14 €	0,00
Heure TD Enseignant (HC)	8	45,00 €	360,00
Heure TD vacataire		60,00 €	0,00
Autres charges directes UFR			
Charges directes de masse salariale par stagiaire	17	268,00 €	4 556,00
Charges directes de fonctionnement par stagiaire	17	34,00 €	578,00
Personnels UFR (Cout moyen Biatos) -spécifiques	0	0,00 €	0,00
Autres charges directes DFCA			
Personnels DFCA (-spécifiques)		95,76 €	.
Charges directes de masse salariale par stagiaire	17	0,00 €	0,00
Charges directes de fonctionnement /stagiaire	17	0,00 €	0,00
2) COÛTS DE PERSONNEL FORMATION (hors enseignement)			5 494,00 €
COÛTS SPECIFIQUES			
Frais publicitaires (insertion catalogue, frais de site web, envoi publicitaire, envoi brochures...)			200,00
Fonctionnement (pochettes stagiaires, reprographie, location de salle, coursier, objets publicitaires...)			
Frais spécifiques :	Montant	244,00 €	244,00
Missions- hotel restauration.....	244,0		
Plate forme EAD SIDDES	0,0		
plate forme pédagogique	0,0		
	0		
Logistique spé stagiaires :	Restoration groupe	0,0	
3) TOTAL COÛTS SPECIFIQUES			444,00 €
I - TOTAL COÛTS DIRECTS (1+2+3)			12 449,80 €
MARGE SUR COÛTS DIRECTS (doit être > 0)			43,4% 9 546,70 €
COÛTS INDIRECTS "FORFAITAIRES" dépenses :			
UGA Fonction support		12%	0,00
UGA/Recette		10%	2 199,65
DFCA		0%	0,00
II - TOTAL COÛTS INDIRECTS "FORFAITAIRES" dépenses			2 199,65 €
III - TOTAL COÛTS COMPLETS (I- II)			14 649,45 €
MARGE SUR COÛTS DIRECTS (doit être > 0)			33% 7 347,05 €

Nom de la formation		Orthopédie et orthèse (petit appareillage)		
Informations				
Pédagogie spécifique et suivi				
Positionnement	Temps pédagogique			commentaires
	par stagiaire (/maquette)	nbre	Total	
Suivi dossier candidature				analyse du besoin du candidat / projet
Positionnement				réviser la notion de positionnement pour valider la démarche de positionnement- ce qui est à prendre en compte
temps maquette pédagogique	H / apprenant	H pédagogique	H à reporter	feuille tarif
Enseignement en présentiel				
Examen (en présentiel)				
Enseignement à distance: ou enregistrement contenus en ligne	Saisir =>	10	15	moyenne annuelle : base nbre * ratio UFR en 1ère année «(1/3 des heures pour renouvellement* ratio UFR / an sur 3 ans) et diviser total / 4 ans
EAD : travail demandé par stagiaire pour suivi de l'enseignement sur plate forme hors enregistrement				temps de suivi d'accompagnement travaux demandés aux stagiaires
accompagnement pédagogique organisé tutorat				correspond aux modalités d'accompagnement particulier par stagiaire
EAD : Evaluation (QCM)			0	moyenne annuelle : base nbre * ratio UFR en 1ère année «(1/3 des heures pour renouvellement* ratio UFR / an sur 3 ans let diviser total / 4 ans
Total maquette pédagogique EAD		10	15	
Pédagogie spécifique ou CPC en santé analyse de pratique				
ex en santé méthodes validé (HAS) analyse de la pratique...			0	0
			0	0
			0	0
explication, justificatifs et traçabilité				
ex : analyse de cas ,de la pratique (Cas cliniques, autres méthodes utilisées (HAS),DPC...),Analyse en groupe, ou recueil des cas à distance (synthèse lors du regroupement)				
stage et mémoire				
pour ITEM concerné	mettre : ou	A	B	si prévu mettre Col B le temps par stagiaire (dans la limite max validée par UFR pour ce type d'enseignement)
		Heures/ratio	tps par stagiaire	
UE stage		1	0	
Mémoire		2	0	
CHARGE D'enseignement (HORS pédagogie)	ITEM concerné	Heures / ratio	prise en compte	Commentaires éventuels
Responsabilité de l'enseignement		10	0	
Coordination DU UFR	oui	8	8	
Responsabilité d'un module de formation		4	0	
Coordination intervenants extérieurs		2	0	
Total ingénierie pédagogique			8	

A) Frais à prendre en compte						
Nom intervenants	adresse mail	cout uncf after	Hotel nombre nuités*nbre pers	Déplacement	particularités	évaluation (aller retour) 0 PARVIT TAISF SNCF Jaller (*)
		13 €	0	0	Aix Les Bains	0 €
		24 €	0	0	Anney	0 €
		29 €	0	0	Annemasse	0 €
		68 €	0	0	Aurillac	0 €
		70 €	0	0	Besancon	0 €
		200 €	0	0	Bordeaux	0 €
		35 €	0	0	Bourg En Bresse	0 €
		20 €	0	0	Bourgoin	0 €
		200 €	0	0	Brest	0 €
		13 €	0	0	Chambery	0 €
		52 €	0	0	Clermont-Ferrand	0 €
		35 €	0	0	Contamines	0 €
		140 €	0	0	Dax	0 €
		30 €	0	0	Die	0 €
		74 €	0	0	Geneve (Suisse)	0 €
		0	0	0	Grenoble	0 €
		76 €	0	0	Hieres	0 €
		43 €	0	0	Le Puy En Velay	0 €
		100 €	0	0	La Clotat	0 €
		25 €	0	0	Lyon	0 €
		200 €	0	0	Lille	0 €
		78 €	0	0	Marseille	0 €
		95 €	0	0	Monaco	0 €
		26 €	0	0	Montelimar	0 €
		132 €	0	0	Nantes	0 €
		120 €	0	0	Paris	0 €
		180 €	0	0	Poitiers	0 €
		33 €	0	0	St Etienne	0 €
		200 €	0	0	Strasbourg	0 €
		76 €	0	0	Toulon	0 €
		85 €	0	0	Toulouse	0 €
		82 €	0	0	Turin (Italie)	0 €
		16 €	0	0	Valence	0 €
		28 €	0	0	Vienne	0 €
		600 €	0	0	Dakar (Sénégal)	0 €
		900 €	0	0	Douala Cameroun	0 €
		28 €	0	0	Ville Franche Sur Saone	0 €
		6 €	0	0	Voiron	0 €
		0	0	0		0 €
		0	0	0		0 €
		0	0	0	ou estimation globale	0 €
Total déplacements		0	0	0		0,00 €

B) Hotel			C) Restauration individuelle			
infos	Nbre de nuitées	ratios	jours	nombre enseignants	15,25 €	infos base remboursement 15,25 € repas individuel
UGA hotel paris base(110€)	0	110,00 €	8	2	244,00 €	repas midi et pour nombre
UGA hotel province (base 90€)	0	90,00 €	0	0	0,00 €	repas soir (possibilité de prise ne pas inclure les poses café ou repas étudiant)
Autres à préciser mettre montant		0,00 €			244,00 €	
A+ B+ C					244,00 €	

2) Restauration groupe				
Attention :autorisation à valider en amont auprès du service financier de l'UFR	nombre	tarif/personne	Montant	
Café gourmand ou petit-déjeuner		5,50 €	0,00 €	
Paniers repas ou sandwich: 8,80€		8,80 €	0,00 €	
Plateaux repas		13,75 €	0,00 €	
Repas midi stagiaires		15,00 €	0,00 €	
Repas soir /groupe		25,00 €	0,00 €	
Total D			0,00 €	

AUTRES FRAIS spécifiques (Pub- Convention UFR- plate forme)				
Nature des frais spécifiques pédagogiques	infos	montant base	-> tarif comp	Montant
plate forme EAD SIDDES	non	0	0	0,00 €
plate forme pédagogique	charges pédagogiques			0,00 €
Nature des frais spécifiques autres				
Nature des frais spécifiques autres	infos	montant base	-> tarif comp	Montant
Convention partenaire autre				
Autres				
Total E				0,00 €

ANNEXES 9

CREATION

MODIFICATION

Année universitaire concernée: 2019 - 2020

Date de la demande : 12/02/2019

Composante : Pharmacie

Département (le cas échéant) :

Domaine de la formation (ALL – DEG – SHS – STS) : STS

Diplôme (Licence/LPro/Master) : Master

Mention de diplôme : Ingénierie de la Santé

Intitulé actuel du parcours : Chimie Médicinale et Innovation Pharmacologique (CHIP)

**Intitulé envisagé du parcours : Méthodes Innovantes de Développement et d'Individualisation
Pharmacologique (MIDIP)**

En : M2

Date de validation en Conseil de composante : passage prévu le 12 mars 2019

(Préalable obligatoire avant passage en CFVU)

Éléments de contexte de la demande :

**Objectifs de la formation (pour
une création)**

**Ou s'il s'agit d'une demande de
modification dans un parcours,
en indiquer les raisons.**

*Dans le cas de modification(s)
dans un parcours, toutes les
parties suivantes ne devront
être remplies que si elles sont
impactées par le changement.*

Nous faisons le constat d'une perte d'attractivité du parcours de M2 « Chimie Médicinale et Innovation Pharmacologique » (CHIP) avec seulement 7 étudiants recrutés en 2018-2019. La désaffection semble liée aux facteurs suivants :

- comme son nom l'indique, ce parcours combine chimie et pharmacologie. Une majorité d'étudiants est intéressée par le volet « pharmacologie ». Cela est vrai pour le profil de nos étudiants issus de cursus scientifiques, mais aussi pour les étudiants en pharmacie internes à l'hôpital.
- nous faisons également le constat d'une demande croissante de parcours « professionnalisants » de la part des étudiants voulant s'inscrire en master 2. Au sein de notre mention, ce parcours est pour l'instant le plus orienté « recherche ».

Dans ce contexte, nous avons amorcé une transition du Master CHIP dès la rentrée 2018-2019 avec l'insertion de projets à visée « professionnelle » dans lesquels les interventions sont principalement assurées par des représentants du monde professionnel.

Pour 2019-2020, notre objectif est de densifier notre offre d'enseignement en pharmacologie afin de répondre aux demandes des étudiants mais aussi aux enjeux professionnels (plusieurs professionnels ont d'ores et déjà été interrogés à ce sujet pour

évaluer la pertinence du projet). Pour répondre à cet objectif nous envisageons une transformation du programme avec une diminution des enseignements de chimie médicinale et une augmentation de l'enseignement de pharmacologie. Le parcours changera également d'appellation et deviendra «Méthodes Innovantes de Développement et d'Individualisation Pharmacologique» (cf formulaire de changement d'intitulé).

Une orientation vers la thérapie personnalisée nous permet de nous démarquer des autres masters français dans le même domaine.

Les modifications apportées pour les deux dernières années du quinquennal actuel permettront une transition vers la version définitive qui sera proposée pour le plan 2021-2025 (accréditation). Un renforcement des enseignements sur le rôle du traitement de données et de l'IA dans le développement des nouveaux médicaments est notamment prévu. A noter que le nouvel intitulé de parcours proposé dès 2019-2020 ne sera pas modifié pour le plan 2021-2025.

**Publics concernés (FI, FC)
Et effectif attendu par public**

FI : Oui
FC : Oui (entre 0 et 2 étudiants par an attendus)

Modalités (présentiel, EAD...)

Présentiel

Présentation de l'équipe pédagogique

Potentiel EC et enseignants participant à la formation

Liste non exhaustive

S. Kotzki (Maître de Conférences, UGA)
E. Nicolle (Maître de Conférences, UGA)
M.Minoves (Assistante Hospitalo-Universitaire, CHU – UGA)
E. Gautier (Assistante Hospitalo-Universitaire, CHU – UGA)
D. Martin (Professeur, UGA)

Apport des représentants du monde socioprofessionnel participant à la formation

UE « Projet : développement préclinique du médicament » → entre 5 & 7 intervenants du monde professionnel (CRO , Start-up, CHU, Avocat, ...)

Organisation pédagogique

Composition des enseignements
(indiquez uniquement les enseignements sans les MCC)

UE OBLIGATOIRES

Pharmacologie : des bases aux concepts avancés (6 ECTS) Ex-UE optionnelle, devient obligatoire

Projet : développement préclinique du médicament (6 ECTS) Ex-UE « Expérimentation en pharmacologie », renommée

Chimie Médicinale et CADD (6 ECTS) Combinaison des 2 UE déjà existantes « Chimie Médicinale et pharmacologie » et « Computer aided drug design »

Variabilité de la réponse pharmacologique (3 ECTS) Nouvelle UE

UE AU CHOIX

Anglais (3 ECTS, obligatoire si B2 non atteint)

Animal experimentation (3 ECTS)
Préparation métiers R&D (3 ECTS)
Micro- and nanotechnologies for health (3 ECTS)
UET UGA (3 ECTS)
Market analysis, finance, strategy (3 ECTS) Nouvelle UE exploitant des enseignements déjà organisés dans d'autres parcours de la mention

Cf tableau modifications répartition UE

Volume horaire de la formation :

Jusqu'à présent, le parcours représente entre 230 et 240 heures de formation suivant les UE suivies. Ce volume horaire sera inchangé.

Lieu(x) de la formation

Facultés de Médecine et de Pharmacie UGA

Partenariats

Co-accréditation ou partenariat avec un autre (ou des autres) établissement d'enseignement supérieur public

NA

Internationalisation de la formation

En perspective pour le quinquennal 2021 – 2025. Augmentation du nombre d'UE en anglais pour mutualisations avec le parcours international de la mention.

Coût supplémentaire induit par la création/ modification de la formation :

Non

Oui

Expliquer le coût supplémentaire induit :

Tarif Formation continue :

ETAT DES LIEUX DES MODIFICATIONS APORTEES AU PARCOURS M2 CHIMIE MEDICINALE ET INNOVATION PHARMACOLOGIQUE qui devient le PARCOURS M2 METHODES INNOVANTES DE DEVELOPPEMENT ET D'INDIVIDUALISATION PHARMACOLOGIQUE

UFR DE PHARMACIE - Master Mention Ingénierie de la Santé

VERSION 2018/2019 AVANT MODIFICATIONS		
M2 STS Ingénierie de la Santé		
Parcours-type : Chimie Médicinale et Innovation Pharmacologique		
Intitulé de l'UE (le cas échéant, les intitulés des EC et des matières sous les UE)	Nature de l'UE	ECTS
SEMESTRE 1		
Formation par l'expérimentation : du lead à la substance active (1)	o	6
Chimie Médicinale et Pharmacologie (2)	o	9
Préparation aux Métiers de la R&D (3)	o	3
Expérimentation en pharmacologie (4)	o	3
Computer-Aided Drug Design : therapeutic applications (2)	o	3
6 ects à choisir parmi		
Pharmacologie : des bases aux concepts avancés (5)	x	3
Méthodes d'exploration cardiovasc., métabolique et endocrinienne (1)	x	3
Animal experimentation	x	3
Micro and nanotechnologies for health	x	3
Anglais (obligatoire si niveau B2 non atteint)	ETC	3
FLE (1)	ETC	3
Français langue étrangère (CUEF) (1)	ETC	3
Total ECTS / Semestre		30

Commentaires :

- (1) UE supprimées
- (2) 2 UE regroupées en une seule + modification nbre d'ects
- (3) 1 UE Ob devient à choix
- (4) 1 UE Ob renommée
- (5) 1 UE à choix devient Ob + modification nbre d'ects
- (6) 2 UE à choix créées
- (7) 1 UE Ob créée

VERSION 2019/2020 APRES MODIFICATIONS		
M2 STS Ingénierie de la Santé		
Parcours-type : Méthodes Innovantes de Développement et d'Individualisation Pharmacologique		
Intitulé de l'UE (le cas échéant, les intitulés des EC et des matières sous les UE)	Nature de l'UE	ECTS
SEMESTRE 1		
Formation par l'expérimentation : du lead à la substance active (1)	o	6
Chimie Médicinale et CADD (2)	o	6
Préparation aux Métiers de la R&D (3)	x	3
Développement préclinique du médicament (4)	o	6
6 ects à choisir parmi		
Pharmacologie : des bases aux concepts avancés (5)	o	6
Méthodes d'exploration cardiovasc., métabolique et endocrinienne (1)	*	3
Animal experimentation	x	3
Micro and nanotechnologies for health	x	3
Anglais (obligatoire si niveau B2 non atteint)	ETC	3
FLE (1)	ETC	3
Français langue étrangère (CUEF) (1)	ETC	3
UET (6)	x	3
Variabilité de la réponse pharmacologique (7)	o	3
Market analysis, finance, strategy (6)	x	3
Total ECTS / Semestre		30

au total 4 UE Ob pour 21 ects + 9 ects à choisir parmi 6 UE à choix ou 5 UE à choix + 1 ETC

ETAT DES LIEUX DES MODIFICATIONS APPORTEES AU PARCOURS M2 CHIMIE MEDICINALE ET INNOVATION PHARMACOLOGIQUE qui devient le PARCOURS M2 METHODES INNOVANTES DE DEVELOPPEMENT ET D'INDIVIDUALISATION PHARMACOLOGIQUE

UFR DE PHARMACIE - Master Mention Ingénierie de la Santé

M2 STS Ingénierie de la Santé		
Parcours-type : Méthodes Innovantes de Développement et d'Individualisation Pharmacologique		
Intitulé de l'UE (le cas échéant, les intitulés des EC et des matières sous les UE)	Nature de l'UE	ECTS
SEMESTRE 1		
Chimie Médicinale et CADD (2)	o	6
Pharmacologie : des bases aux concepts avancés (5)	o	6
Développement préclinique du médicament (4)	o	6
Variabilité de la réponse pharmacologique (7)	o	3
SOUS TOTAL*		21
Animal experimentation	x	3
Préparation aux Métiers de la R&D (3)	x	3
Micro and nanotechnologies for health	x	3
Anglais (obligatoire si niveau B2 non atteint)	ETC	3
UET (6)	x	3
Market analysis, finance, strategy (6)	x	3
SOUS TOTAL*		9
Total ECTS / Semestre		30

*au total 4 UE Ob pour 21 ects + 9 ects à choisir parmi 6 UE à choix ou 5 UE à choix + 1 ETC

Commentaires :

- (1) UE supprimées
- (2) 2 UE regroupées en une seule + modification nbre d'ects
- (3) 1 UE Ob devient à choix
- (4) 1 UE Ob renommée
- (5) 1 UE à choix devient Ob + modification nbre d'ects
- (6) 2 UE à choix créées
- (7) 1 UE Ob créée

ANNEXE 10

DOSSIER DE DEMANDE D'ACCREDITATION

A DELIVRER LE DIPLOME D'ETAT D'INFIRMIER EN PRATIQUE AVANCEE EN SANTE



DOSSIER DE DEMANDE D'ACCREDITATION A DELIVRER
DIPLOME D'ETAT D'INFIRMIER EN PRATIQUE AVANCEE en SANTE (IPA)

Table des matières

I.	UNIVERSITES, UFRS ASSURANT LA FORMATION D'INFIRMIER EN PRATIQUE AVANCEE EN SANTE (IPA)	2
II.	STATUT DE LA STRUCTURE ASSURANT LA FORMATION	2
III.	JUSTIFICATION DE LA DEMANDE/ PROJET PEDAGOGIQUE	2
	III-1. Présentation du Diplôme d'Etat d'infirmier en Pratique avancée.	2
	III-2 Le parcours de formation	3
	III-3 Publics visés par le diplôme d'état IPA	4
	III-4 Conditions d'entrée et validation des première et deuxième années.....	5
	III-5 Validation – capitalisation - compensation et Redoublement :	6
	III-6 Le jury	7
	III-7 Mutualisation avec d'autres formations	8
-	Au service des patients et de leurs proches	8
-	En accord avec les dernières innovations en santé	8
-	En fonction des dernières données de la recherche (« EBN »).....	8
-	En synergie avec le médecin référent	8
-	Dans la continuité des soins et l'amélioration de la qualité du suivi	8
-	En concertation avec l'ensemble des professionnels de santé	8
-	En adéquation avec un référentiel de formation, un nouveau décret de compétences	8
	III-9 Contenu et type d'enseignement pour la deuxième année : MENTION	12
	III- 10 Politique des stages et cahier des charges du mémoire	23
	III- 11 Choix de la mention de DE2.....	25
	III- 12 Co-habilitations :	25
IV.	NOMBRE DE CANDIDATS SUSCEPTIBLES D'ETRE ACCUEILLIS CHAQUE ANNEE.....	26
V.	MOYENS AFFECTES A LA FORMATION.....	26
	V-1 Composition du Comité de pilotage régional et des comités de pilotage locaux	26
	V-2 Equipe pédagogique.....	28
	V-3 Locaux	32
	V-4 Financiers	32
VI.	NOM ET QUALITE DU RESPONSABLE DE LA FORMATION.....	32
VII.	DISPOSITIF D'EVALUATION DE LA FORMATION ET DES ENSEIGNEMENTS	32

I. UNIVERSITES, UFRS ASSURANT LA FORMATION D'INFIRMIER EN PRATIQUE AVANCEE EN SANTE (IPA)

CLERMONT-FERRAND : Université Clermont Auvergne – UFR de Médecine et des Professions Paramédicales

SAINT-ETIENNE : Université Jean-Monet – UFR de Médecine Jacques LISFRANC

LYON : Université Lyon 1 – Faculté de Médecine Lyon-Est

LYON : Université Lyon 1 – Faculté de Médecine Lyon-Sud Charles MERIEUX

GRENOBLE : Université Grenoble Alpes – Faculté de Médecine

II. STATUT DE LA STRUCTURE ASSURANT LA FORMATION

Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP).

III. JUSTIFICATION DE LA DEMANDE/ PROJET PEDAGOGIQUE

La présente demande vise à proposer le **Diplôme d'Etat d'infirmier en Pratique Avancée**.

III-1. Présentation du Diplôme d'État d'infirmier en Pratique avancée.

Le diplôme est une nouvelle formation diplômante qui confère le grade de Master. Cette formation vise à former des auxiliaires médicaux en initiant le dispositif par la profession infirmière mais avec la vocation d'élargir l'offre à d'autres professions paramédicales pour renforcer les coopérations entre les professionnels de santé. Cette démarche a pour objectif d'accompagner la mise en œuvre de nouvelles modalités d'exercice. Elle redéfinit les axes de collaboration avec le personnel médical et renforce la coopération entre les professionnels de santé. Cette formation trouve sa source dans le Chapitre II : Innover pour préparer les métiers de demain, à l'Article 119 de la Loi N° 2016-41 du 26/01/2016 dite « Loi de modernisation de notre système de santé ».

Cet article est à l'origine de l'article L. 4301-1 du Code de la santé publique qui introduit l'exercice en pratique avancée par les auxiliaires médicaux au sein d'une équipe coordonnée par un médecin. Cette nouvelle forme d'exercice reprend et complète l'article 51 de la loi « Hôpital, Patients, Santé, Territoires » (HPST) 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires qui prévoyait la mise en œuvre de protocoles de coopération. Elle découle également du rapport de la mission cadres hospitaliers présentée par Chantal de Singly le 11 septembre 2009 qui avaient initié ce concept pour répondre aux nouveaux besoins de la population et aux évolutions des organisations sanitaires et médico-sociales.

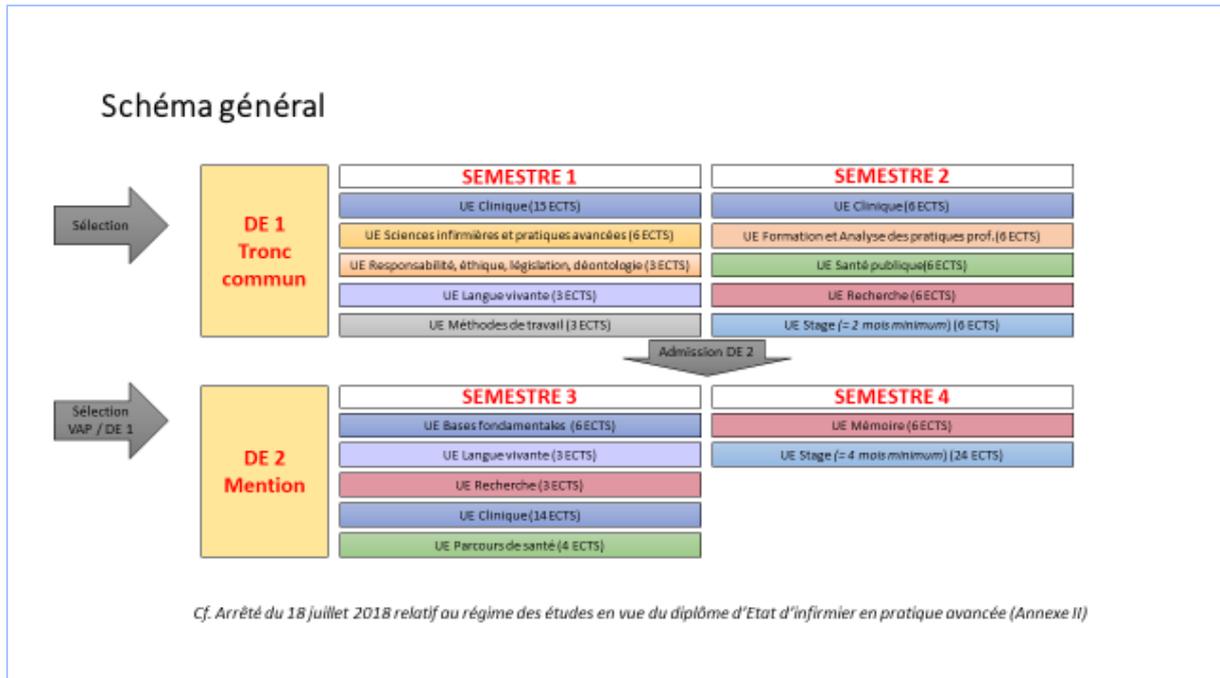
Conformément à l'arrêté relatif au régime des études en vue du diplôme d'Etat d'infirmier en pratique avancée, ce programme s'adresse en priorité à des personnes diplômées dotées d'une solide expérience clinique. Il a été conçu afin de développer leur expertise, mais également d'acquérir les compétences nouvelles nécessaires à un exercice futur de Praticien en santé ayant la maîtrise de gestes, d'actes relevant du transfert de compétence médicale. En ce qui concerne les infirmiers, la fonction d'infirmier de pratique avancée est définie en France dans le rapport HAS de janvier 2007 « coopération entre professionnels, pratiques avancées, transfert et partage de compétences ». Elle a été précisée en 2014 par la DGOS à partir de la notion de profession réglementée avec la possibilité d'un exercice du métier au-delà du champ de compétence défini réglementairement. Il s'agit d'une pratique globale, différente d'une pratique centrée sur la maîtrise d'un champ disciplinaire (logique de spécialisation) avec la nécessité de prises de décisions complexes qui renvoie le professionnel à un positionnement sur les champs de la décision médicale. Les finalités exprimées alors par la DGOS étaient :

- d'apporter une réponse aux tensions de démographie médicale et améliorer les problèmes d'accès aux soins,
- de contenir l'augmentation des coûts de santé,
- d'améliorer les perspectives de carrière des professions paramédicales,
- d'adapter la réponse à l'évolution de la demande de soins et promouvoir la qualité des soins.

III-2 Le parcours de formation

Le parcours de formation est conçu comme un cycle complet composé de quatre semestres. Il comprend une première année commune et une deuxième année composée de 4 mentions.

Les apprenants du DE IPA seront inscrits sur la plateforme UNESS (par dérogation en raison du faible nombre) et moyennant un coût conventionné.



1/ Description de la première année commune (DE1) :

La première année de la mention Pratiques Avancées du Diplôme d'Etat permet aux apprenants d'acquérir :

- des bases fondamentales, transversales intégrant l'épistémologie des sciences infirmières et communes à toutes les spécialités médicales citées dans le décret relatif aux IPA, et ce au travers de deux semestres communs (première année ou DE1 S1- première année ou DE1 S2)
- les bases épidémiologiques, éthiques, de principe de mise en œuvre d'une recherche clinique, de lecture et rédaction de mémoires scientifiques et d'anglais médical.

Le premier semestre comporte des enseignements théoriques.

Le deuxième semestre du DE (DE1 S2) est conçu en alternance permettant d'associer la formation théorique et le stage pratique. Ainsi, le stage de 8 semaines en fin de première année S2 permettra aux apprenants de se confronter aux situations cliniques nouvelles à travers l'observation des gestes, des pratiques, et d'un périmètre de métiers nouveaux sous la responsabilité et la supervision des tuteurs professionnels. Le choix du sujet et du lieu de stage est fonction de la mention envisagée et du projet professionnel de chaque apprenant.

Les modalités pédagogiques s'articulent autour de la validation de 6 compétences notifiées dans un portfolio de stage qui permettra, en outre, d'attribuer les ECTS des stages :

- évaluer l'état de santé de patients en relais de consultations médicales pour des pathologies identifiées,
- définir et mettre en œuvre le projet de soin du patient à partir de l'évaluation globale de son état de santé,

Diplôme d'Etat d'Infirmier en Pratique Avancée Universités Région AuRA

- concevoir et mettre en œuvre des actions d'éducation thérapeutique,
- organiser les parcours de soins et de santé de patients en collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés,
- mettre en place et conduire les actions d'évaluation et d'amélioration des pratiques professionnelles en exerçant un leadership clinique,
- rechercher, analyser et produire des données professionnelles et scientifiques.

La première année S2 permettra donc de renforcer les connaissances concernant la recherche clinique mais aussi d'acquérir les bases de savoir médical indispensables pour asseoir une pratique impliquant des transferts de compétences.

A l'issue de la première année, les apprenants confirment leur choix de leur mention dans le DE en pratique avancée. Ils pourront choisir une des quatre mentions figurant dans l'article R.4301-2 du décret relatif à l'exercice d'infirmier en pratique avancée. D'autres voies d'orientation en fin de la deuxième année peuvent être envisageables.

2/ Description de la seconde année (DE2) : les mentions (4)

Mention 1 : Pathologies chroniques stabilisées : prévention et poly-pathologies courantes en soins primaires

Mention 2 : Maladie rénale chronique, dialyse, transplantation rénale

Mention 3 : Oncologie et hémato-oncologie

Mention 4 : Santé Mentale et Psychiatrie

Cette deuxième année permet aux apprenants d'acquérir les compétences théoriques et cliniques appliquées à leur domaine de spécialité. Elle se décline en deux semestres DE2 S3 et DE2 S4. A la fin de la première année, les apprenants choisissent une des quatre mentions obligatoires. Le S3 présente des temps d'enseignements théoriques permettant d'approfondir le domaine en question en développant une véritable expertise (connaissance des manifestations pathologiques, des gestes, des méthodes de diagnostic, les traitements qui permettront le transfert de compétence).

Le S4 est l'occasion d'effectuer le stage de 4 mois qui permettra de mettre en application les savoirs et les savoir-agir, ainsi que les enseignements d'initiation à la recherche notamment par rédaction d'un mémoire de fin de master (art. 6 de l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master et l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master). Cette deuxième année permettra également aux apprenants d'appréhender des diagnostics et des situations cliniques. Le travail personnel de recherche clinique, restitué au travers du mémoire de stage, nécessite que les données générales d'enseignement (théoriques, méthodologiques et appliqués) ainsi que la démarche de recherche soient maîtrisées.

III-3 Publics visés par le diplôme d'état IPA

- Personnes titulaires d'un diplôme d'état d'infirmier conférant le grade de licence ;
- Personnes bénéficiant des validations prévues aux articles L. 613-3 à 5 du Code de l'Éducation dans les disciplines des champs sus-cités.
- Personnes titulaires d'un diplôme d'infirmier de l'Union Européenne au moins de niveau licence ou grade de licence permettant l'exercice de leur profession en France.

III-4 Conditions d'entrée et validation des première et deuxième années

MODALITES DE SELECTION

Les candidatures seront déposées par le biais de la plateforme e-candidat pour chacune des UFRs partenaires.

ENTREE EN D.E. 1ERE ANNEE	ENTREE EN D.E. 2EME ANNEE
Conditions d'admission : Etre titulaire du DE d'Infirmier Etre inscrit(e) au Conseil de l'Ordre des Infirmiers de son département Justifier d'une ancienneté de trois ans dans l'exercice professionnel infirmier	Conditions : Avoir validé la première année du DE IPA Etre titulaire du DE IPA mais souhaitant changer de domaine d'intervention (<i>Art. 3</i>) Par le biais du dispositif de la Validation des Acquis Professionnels (VAP)
Pièces justificatives : Dossier de candidature Lettre de motivation, comprenant une description du projet professionnel Copie Diplôme d'Etat Infirmier Curriculum Vitae Attestation inscription Ordre infirmier (<i>exigée à l'admission</i>) Justificatifs d'une ancienneté de trois ans dans l'exercice professionnel infirmier	Pièces justificatives : En fonction du dispositif d'entrée

CONDITIONS D'INSCRIPTION

Durant les deux années du DE-IPA, les apprenants relèvent administrativement de l'UFR de Médecine dans laquelle ils ont procédé à leur inscription.

La gestion des demandes d'inscription administratives est assurée par le Service de Scolarité de chaque UFR de Médecine partenaire de la Région AuRA (Clermont, Grenoble, Lyon ou Saint-Etienne). Les commissions d'admission et jurys sont conformes à l'arrêté Master. Les inscriptions pédagogiques sont réalisées par le Service de la Scolarité pour toutes les mentions suivies par les apprenants au cours de chaque semestre.

ETUDE DES CANDIDATURES

Composition du jury :

L'étude du dossier de candidature est réalisée par un jury composé de membres de l'équipe pédagogique du DE regroupant enseignants universitaires et professionnels infirmiers :

- Un représentant Universitaire et un représentant IFSI pour chaque ville Universitaire
- Le président de jury est le responsable régional de la formation ou son représentant.

Critères d'admission et de classement :

- Evaluation de la motivation et du projet professionnel
- Parcours professionnel et formations complémentaires
- Travaux et missions accomplis

Calendrier de sélection (date de jury, date de publication des résultats, 2^{ème} session de sélection) :

- Dépôt de candidature du 15 juin au 15 juillet
- Jury semaine 30
- Publication des résultats semaine 30
- 2^{ème} session de sélection si nécessaire semaine 35
- Publication des résultats semaine 36

III-5 Validation – capitalisation - compensation et Redoublement :

Contrôle des connaissances pour le DE1 :

Il comprendra :

- un contrôle des connaissances lors des séminaires 2 et 4 sous forme de rendu de travaux personnels
- des contrôles continus sur tablette dans chacune des facultés au S1 et S2 s'appuyant sur des QCM, des dossiers progressifs...
- une évaluation finale sur tablette

Les contrôles continus comptent pour 30% et les évaluations pour 60% de l'évaluation finale.

Contrôle des connaissances pour le DE2 :

Les modalités sont identiques pour le S3

Pour le S4 (stage), l'évaluation porte sur la validation du stage, les notes du mémoire et de sa soutenance

Une unité d'enseignement est acquise :

- Dès lors que la moyenne des éléments constitutifs qui la composent, affectés de leurs coefficients, est égale ou supérieure à 10/20, elle est alors définitivement acquise et capitalisée. Elle est transférable dans une autre mention.
- Les UE se compensent chaque semestre en l'absence de note éliminatoire.
- Une note éliminatoire est fixée à 7/20 pour une UE. Dans le cas où l'apprenant obtient une note inférieure à la note éliminatoire, sa validation est requise pour la poursuite d'étude.
- Chaque UE comporte deux sessions d'examen.

Un semestre est validé :

Dès lors que l'apprenant valide chacune des UE qui le composent.

Une note supérieure ou égale à 10/20 est nécessaire au rapport de stage de deuxième année correspondant à la mention désirée par l'apprenant (pathologies chroniques stabilisées, maladie rénale chronique, dialyse, transplantation rénale, oncologie et hémato-oncologie, santé mentale) afin de pouvoir valider la mention correspondant en DE2.

L'admission en DE2 des apprenants est de droit après validation des deux semestres de la première année.

Si un apprenant a obtenu au moins 48 ECTS, le jury peut l'autoriser à passer en DE2. Il devra valider les UE manquantes en DE2.

En dessous de 48 ECTS, il doit redoubler, les ECTS acquis étant capitalisés.

Les apprenants ayant obtenu moins de 30 ECTS au terme du S1 et S2 pourront être autorisés à refaire la deuxième année après avis de l'équipe pédagogique.

L'inscription dans une des mentions de DE2 est accordée par l'équipe pédagogique au vu d'un dossier présenté par l'apprenant et comportant un projet professionnel argumenté.

L'apprenant peut demander une interruption de sa formation entre le S1 et le S3, d'une durée maximale d'une année. Cette demande est soumise à l'autorisation par le jury du DE.

Le redoublement en deuxième année n'est pas de droit. Il est subordonné à la décision du jury.

Stages :

La validation de chaque stage doit être obtenue pour valider l'année du DE1 et du DE2.

III-6 Le jury

La composition des jurys du DE d'Infirmier en Pratiques Avancées (et des commissions de jury) sont arrêtées par les Présidents des Universités partenaires, selon les règles en vigueur sous couvert des Doyens-Directeurs des UFRs de Médecine concernées. Cette proposition est élaborée en accord avec l'équipe pédagogique.

Le jury du Diplôme d'Etat est présidé par le responsable du DE (préalablement désigné par les partenaires facultaires) et comprend les responsables de mentions présidents des commissions de jury ci-dessous.

Il est prévu 7 Commissions de Jury, respectivement :

- Commission régionale des candidatures en DE1 et DE2 comportant les responsables pédagogiques de chaque université (réfèrent médical et réfèrent infirmier).
- Commissions locales de Jury de délibération par semestre du S1 et du S2 DE1 et du S3 du DE2.
- Commission régionale de Jury du Diplôme d'Etat à l'issue du DE2, compétente pour les apprenants du DE 2.
- Commission régionale de Jury de la mention 1 « **Prévention et poly-pathologies courantes en soins primaires** », compétente pour les apprenants inscrits en prévention et poly-pathologies courantes en soins primaires en DE2, placée sous la responsabilité du responsable médical universitaire de la mention à l'UFR de Médecine de Grenoble.
- Commission régionale de Jury de la mention 2 « **Maladie rénale chronique, dialyse, transplantation rénale** » : compétente pour les apprenants inscrits en Maladie rénale chronique, dialyse, transplantation rénale en DE2, placée sous la responsabilité du responsable médical universitaire de la mention à l'UFR de Médecine de Saint-Etienne.
- Commission régionale de Jury de la mention 3 « **Oncologie et hémato-oncologie** » : compétente pour les apprenants inscrits en Oncologie et hémato-oncologie en DE2, placée sous la responsabilité du responsable médical universitaire de la mention à l'UFR de Médecine de Lyon.
- Commission régionale de Jury de la mention 4 « **Santé Mentale et Psychiatrie** » : compétente pour les apprenants inscrits en Santé Mentale en DE2, placée sous la responsabilité du responsable médical universitaire de la mention à l'UFR de Médecine de Clermont-Ferrand.

Chaque Commission de Jury est présidée par le responsable de la mention correspondant et comprend des membres de l'équipe pédagogique et des responsables des unités principales.

Dans la pratique, à la fin de chacune des sessions d'examens de chaque semestre, les Commissions de Jury collectent les notes fournies par les unités d'enseignement, établissent la moyenne semestrielle de chaque apprenant pondérée par les coefficients (cf. tableaux en section III-9).

Après délibération, le jury dispose des notes proposées par les commissions. Le Jury du DE délibère sur les notes fournies par les Commissions et valide les crédits des unités acquises, ainsi que le semestre d'étude s'il est acquis. Le Jury de DE délibère à la fin de l'année de Diplôme d'Etat DE2 pour l'attribution du diplôme de DE.

III-7 Mutualisation avec d'autres formations

L'optimisation des moyens pédagogiques a été recherchée en mutualisant les enseignements du Diplôme d'Etat de Pratiques Avancées en Santé avec des UE d'autres masters existants dans les Universités de la région Auvergne Rhône Alpes.

Ultérieurement, selon les enseignements nouvellement créés pour d'autres cursus de santé au sein des Universités impliquées, l'équipe pédagogique pourra mutualiser avec ces derniers dans le parcours de formation.

III-8 Contenu et type d'enseignement pour la première année : TRONC COMMUN

La pratique avancée favorise la diversification de l'exercice des professionnels paramédicaux et débouche sur le développement des compétences vers un haut niveau de maîtrise. Etre IPA, c'est être :

- Au service des patients et de leurs proches
- En accord avec les dernières innovations en santé
- En fonction des dernières données de la recherche (« EBN »)
- En synergie avec le médecin référent
- Dans la continuité des soins et l'amélioration de la qualité du suivi
- En concertation avec l'ensemble des professionnels de santé
- En adéquation avec un référentiel de formation, un nouveau décret de compétences

SEMESTRE 1 (30 ECTS)

➤ UE Clinique (CM, ED, TP) (15 ECTS)

Les enseignements de l'UE Clinique sont organisés au premier et au deuxième semestre de la formation.

Cet enseignement est destiné à :

- Apporter aux apprenants les connaissances nécessaires sur la sémiologie, les investigations, la thérapeutique, et l'évaluation des patients atteints de pathologies prises en charge dans le cadre de l'exercice infirmier en pratique avancée, y compris dans le champ des soins primaires ;
- Mettre les apprenants en capacité d'utiliser les différentes données du dossier patient, intégrant les éléments cliniques, d'examen complémentaires et thérapeutiques.

A l'issue de cette UE, l'apprenant devra avoir atteint les objectifs suivants :

- Identifier les grands principes de sémiologie.
- Etre capable de conduire un interrogatoire et de réaliser un examen clinique spécifique, de synthétiser des informations cliniques, analyser des résultats et motiver une décision clinique.
- Réaliser une évaluation clinique, prendre une décision clinique, évaluer et ajuster les résultats de l'intervention.
- Expliquer les principaux types d'examen complémentaires.
- Comprendre la signification des principaux marqueurs pathologiques (valeurs physiologiques et pathologiques) ou d'imagerie.
- Analyser les données recueillies et les intégrer dans un processus de décision clinique.
- Evaluer la pertinence et les effets des décisions cliniques, et réajuster si nécessaire.
- Approfondir les principes de bon usage du médicament.
- Connaître les facteurs de variabilité de la réponse au médicament.
- Connaître les principales thérapeutiques non médicamenteuses, ainsi que leurs indications, contre-indications et effets secondaires.
- Identifier les signes d'une pathologie d'origine iatrogène.

➤ **UE Sciences infirmières et pratique avancée (CM, ED, TP) (6 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- comprendre les fondements de l'exercice infirmier en pratique avancée, à travers l'apprentissage des concepts, modèles et théories en sciences infirmières,
- approfondir l'épistémologie et les analyses critiques des sciences infirmières,
- approfondir la relation thérapeutique.

A l'issue de cette UE, l'apprenant devra avoir atteint les objectifs suivants :

- Maîtriser les définitions, rôles, missions, modalités d'exercice en pratique avancée.
- Consolider les concepts mobilisés dans les sciences infirmières en lien avec la pratique avancée.
- Maîtriser :
 - ✓ les modèles et théories en sciences infirmières,
 - ✓ les principes de l'épistémologie,
 - ✓ les principaux éléments de l'histoire des soins infirmiers.

➤ **UE Responsabilité, éthique, législation, déontologie (CM, ED, TP) (3 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- faire connaître :
- les règles de déontologie et les principes d'éthique liés à l'exercice professionnel en pratique avancée,
- les principes juridiques de l'exercice professionnel en pratique avancée, notamment lié au consentement aux soins et à l'interprofessionnalité ;
- développer une approche éthique et réflexive dans les soins infirmiers en pratique avancée.

A l'issue de cette UE, l'apprenant devra avoir atteint les objectifs suivants :

- Sur le plan de la responsabilité, maîtriser les grands principes juridiques de l'exercice infirmier en pratique avancée.
- Sur le plan de l'éthique, développer la réflexion éthique et l'analyse réflexive de tout acte ou prise en charge infirmière notamment en pratique avancée (bienveillance, non malveillance, autonomie, privation de liberté, justice etc.).

➤ **UE Langue vivante (3 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à acquérir les connaissances en anglais médical permettant d'appréhender la lecture d'articles scientifiques dans les domaines d'intervention de l'infirmier en pratique avancée.

➤ **UE Méthodes de travail (3 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- former pour permettre l'acquisition de l'ensemble des compétences numériques transversales (information et données, communication et collaboration, création de contenu, protection et sécurité) et les compétences numériques spécifiques à l'exercice d'un infirmier en pratique avancée (par ex. appareils de santé connectés, données sensibles, etc.),
- certifier les compétences à l'aide d'un des référentiels en vigueur (par ex. Pix) avec une attention particulière portée sur le domaine de la recherche bibliographique.

SEMESTRE 2 (30 ECTS)

➤ **UE Clinique (6 ECTS)**

Voir descriptif au premier semestre.

➤ **UE Formation et analyse des pratiques professionnelles (CM, ED, TP) (6 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- faire connaître :
- les grandes théories de l'apprentissage,
- les principes des pratiques interprofessionnelles ;
- apprendre à maîtriser :
 - ✓ l'ingénierie de la formation et pédagogique, ainsi que les principes de l'évaluation des pratiques professionnelles,
 - ✓ les fondamentaux en gestion des risques et en démarche qualité ;
 - ✓ acquérir des compétences de gestion de projet.

A l'issue de cette UE, l'apprenant devra avoir atteint les objectifs suivants :

- Etre en capacité de concevoir et mettre en œuvre des actions de formation, notamment interprofessionnelles.
- Etre capable de mener une démarche de gestion des risques et une démarche qualité.

➤ **UE Santé Publique (CM, ED, TP) (6 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- approfondir les éléments de l'organisation du système de santé :
- les grands principes de santé publique, d'épidémiologie, des politiques de santé et de leurs financements,
- les principes de l'évaluation des systèmes de santé ;
- maîtriser le fonctionnement des parcours de santé et des programmes d'éducation à la santé ;
- maîtriser les usages numériques et objets connectés au sein des parcours de santé.
- A l'issue de cette UE, l'apprenant devra avoir atteint les objectifs suivants :
- Etre capable de :
 - ✓ concevoir, coordonner, organiser et évaluer des parcours de santé,
 - ✓ connaître les principes de santé publique et les principes d'épidémiologie,
 - ✓ participer, coordonner et animer un programme d'éducation à la santé, de prévention, de dépistage et d'éducation thérapeutique.

➤ **UE Recherche (CM, ED, TP) (6 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- présenter et expliquer :
 - ✓ les principes et méthodologies de la recherche, et comprendre les processus expérimentaux mis en œuvre,
 - ✓ le cadre réglementaire de l'investigation et les bonnes pratiques cliniques,
 - ✓ la méthodologie de recherche bibliographique,
 - ✓ les éléments d'analyse critique de la littérature scientifique et des données existantes.

➤ **UE Stage 1 : durée 4 mois (6 ECTS)**

Les objectifs du stage sont de :

- développer les compétences cliniques de l'infirmier en pratique avancée ;
- observer et analyser le fonctionnement d'une structure prenant en charge la santé d'une population ;
- décrire et analyser un aspect de l'exercice professionnel observé en lien avec les missions de l'infirmier en pratique avancée.

**Diplôme d'Etat d'Infirmier en Pratique Avancée
Universités Région AuRA**

➤ **Présentation des mentions et domaines d'intervention en pratique avancée**

Cette présentation est destinée à découvrir les différents aspects de l'exercice infirmier en pratique avancée dans les domaines d'intervention définis par le code de la santé publique.

Tableau : contenu et type d'enseignement pour la première année S1 et S2

Semestre	N° des UE	Intitulé des UE	Crédits européens	Coefficients	Nature des enseignements		
					CM *	TD	Travail Personnel
DE 1 - SEMESTRE 1 et SEMESTRE 2	UE1	Clinique 1	15	5	X	X	X
	UE 2	Sciences infirmières et pratique avancée	6	2	X	X	X
	UE 3	Responsabilité, éthique, législation, déontologie	3	1	X	X	X
	UE 4	Anglais	3	1		X	X
	UE 5	Méthodes de travail	3	1	X	X	X
	UE 6	Clinique 2	6	2	X	X	X
	UE 7	Formation analyse pratiques professionnelles (dont Raisonnement et démarche clinique)	6	2	X	X	X
	UE 8	Santé Publique	6	2	X	X	X
	UE 9	Recherche	6	2	X	X	X
	UE 10	Stage	6	2			X
			TOTAUX	60			

** les CM seront réalisés en présentiel et en enseignement à distance*

Organisation pratique : Quatre séminaires se dérouleront en présentiel dans chacune des 4 villes Universitaires, sur des sessions de 3,5 jours.

III-9 Contenu et type d'enseignement pour la deuxième année : MENTION

SEMESTRE 3 (30 ECTS)

I - UE(s) communes à l'ensemble des mentions (6 ECTS)

➤ **UE Recherche (3 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à connaître :

- le traitement et l'analyse de données scientifiques,
- l'élaboration d'une question scientifique et d'une hypothèse de travail et la construction d'un protocole de recherche,
- les bases de la communication et de la valorisation de la recherche.

➤ **UE Langue vivante (3 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à renforcer les connaissances en anglais médical acquises en premier semestre.

II - UE(s) spécifiques à la mention choisie (24 ECTS)

Les unités d'enseignement qui suivent sont à décliner en fonction du choix de l'apprenant entre les mentions suivantes :

1. Pathologies chroniques stabilisées ; prévention et polypathologies courantes en soins primaires ;
2. Oncologie et hémato-oncologie ;
3. Maladie rénale chronique, dialyse, transplantation rénale ;
4. Psychiatrie et santé mentale.

Pour chacune des mentions, les enseignements suivants sont proposés :

- UE Bases fondamentales (6 ECTS)
- UE Clinique (14 ECTS)
- UE Parcours de Santé (4 ECTS)

1. Mention pathologies chroniques stabilisées ; prévention et polypathologies courantes en soins primaires

➤ **UE Bases fondamentales (6 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- connaître les pathologies, leurs mécanismes physiopathologiques, les données épidémiologiques, les méthodes d'investigation et les thérapeutiques ;
- appliquer les connaissances acquises et mettre en œuvre les actions nécessaires à la prise en charge des patients en intégrant la perspective « soins infirmiers » et en s'appuyant également sur les sciences infirmières.

➤ **UE Clinique (14 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- connaître et analyser la sémiologie des pathologies listées dans la mention pathologies chroniques stabilisées ; prévention et polypathologies courantes en soins primaires ;
- comprendre les relations entre les pathologies et leurs marqueurs biologiques (valeurs physiologiques et pathologiques). ;
- connaître les différentes classes thérapeutiques et les différentes indications des médicaments ;
- connaître les mécanismes de la toxicité des molécules et leurs effets indésirables liés ou non à l'effet pharmacologique ;
- connaître les différents mécanismes d'actions des médicaments et autres produits de santé ainsi que les risques de toxicité ;
- connaître les stratégies thérapeutiques afférentes aux pathologies ;

Diplôme d'Etat d'Infirmier en Pratique Avancée Universités Région AuRA

- connaître les référentiels scientifiques, recommandations et consensus élaborés par les autorités sanitaires et les sociétés savantes ;
- connaître les éléments de surveillance biologique et d'imagerie médicale ;
- connaître les comportements des patients atteints des pathologies visées.

A l'issue de cette UE, l'apprenant devra avoir acquis les compétences suivantes :

- Evaluer l'état de santé de patients en relais de consultations médicales pour des pathologies identifiées :
 - ✓ Analyser et évaluer l'état de santé dans ses différentes composantes (médicales, psychologiques, sociales...) tout au long de son parcours et la situation de la personne en prenant en compte le contexte de vie, les différentes pathologies et les différents traitements, notamment grâce à l'évaluation au domicile du patient.
 - ✓ Définir des actions de prévention pertinentes (vaccinations recommandées, dépistage organisé de cancers, recherche d'infections sexuellement transmissibles, facteurs de risque cardio-vasculaires, addictions) et en assurer le suivi.
 - ✓ Identifier les examens et tests à réaliser en fonction de la pathologie et les mettre en œuvre.
 - ✓ Identifier par un questionnement adapté, en face-à-face ou à distance, des événements de vie pouvant avoir un impact sur la situation du patient.
 - ✓ Repérer des événements indésirables associés aux soins et contribuer au bilan préparatoire à la déclaration par le médecin traitant.
 - ✓ Identifier les troubles cognitifs par un questionnement adapté et un examen clinique.
 - ✓ Évaluer l'état nutritionnel et interpréter l'évaluation paraclinique de l'état nutritionnel.
 - ✓ Évaluer la perte d'autonomie et ses conséquences à l'aide d'échelles et grilles validées et adaptées au contexte (notamment échelles de mesure des capacités fonctionnelles, sommeil, état nutritionnel, qualité de vie).
 - ✓ Analyser les besoins en soins de support et en accompagnement social aux différentes étapes du parcours de soins et savoir orienter la personne en conséquence.
 - ✓ Évaluer, par un questionnement adapté et par l'examen clinique, l'observance, les effets indésirables et les effets secondaires des traitements.
 - ✓ Analyser les risques de décompensation potentiellement liés à la non prise du traitement, à la consommation d'alcool et autres substances, aux changements de conditions de vie ...
 - ✓ Identifier les complications et les risques de complication liés à la pathologie du patient.
 - ✓ Identifier les situations d'urgence et prendre les mesures appropriées.
- Définir et mettre en œuvre le projet de soins du patient à partir de l'évaluation globale de son état de santé :
 - ✓ Analyser la pertinence de la prescription d'examens complémentaires en fonction de la pathologie et de la situation du patient.
 - ✓ Analyser la pertinence du renouvellement de traitement médicamenteux et les adaptations nécessaires du dosage et de l'heure de prise à partir de l'analyse de l'état de santé du patient.
 - ✓ Analyser l'activité physique et la pratique sportive et évaluer les besoins.
 - ✓ Analyser la pertinence du renouvellement de prescription médicale d'actes infirmiers.
 - ✓ Analyser la pertinence du renouvellement de prescription et les adaptations nécessaires de la posologie d'aliments diététiques destinés à des fins médicales spécialisées, de dispositifs médicaux, de dispositifs d'aide à la vie.
 - ✓ Analyser et évaluer la perte d'autonomie et identifier les démarches administratives permettant l'obtention d'aides au maintien à domicile.
 - ✓ Définir un projet de soin dans des situations complexes : troubles du comportement, refus de soin, dénutrition, douleur, fin de vie ...
 - ✓ Définir un projet de soin portant sur les modifications thérapeutiques des modes de vie en fonction de la pathologie.

➤ **UE Parcours de Santé (4 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- maîtriser la conception, la mise en place, la coordination et l'évaluation des parcours de santé ;
- assurer le lien entre l'ensemble des acteurs du parcours de santé, notamment le lien ville-hôpital ;

A l'issue de cette UE, l'apprenant devra avoir acquis les compétences suivantes :

- Concevoir et mettre en œuvre des actions de prévention et d'éducation thérapeutique :
 - ✓ Définir, mettre en œuvre et évaluer les actions pertinentes favorisant l'adhésion du patient à son traitement.
 - ✓ Concevoir et mettre en œuvre des actions recommandées de prévention et d'éducation thérapeutique en fonction de la pathologie aux différentes étapes du parcours du patient.
 - ✓ Définir et anticiper les besoins en soins de support et en accompagnement social aux différentes étapes du parcours de soins, pour mieux aider et orienter le patient et prévenir les ruptures de soins.
 - ✓ Aider le patient à développer des compétences d'auto-soin.
 - ✓ Analyser les besoins du patient au regard des difficultés de la vie courante et apporter les conseils adaptés.
 - ✓ Délivrer les conseils nutritionnels correspondant aux recommandations pour la population générale et dans certaines situations.
 - ✓ Relayer auprès du patient les actions de prévention nationale.
 - ✓ Identifier les risques d'épuisement de l'aidant et mettre en œuvre les actions adaptées.
 - ✓ Identifier les risques de maltraitance, repérer les situations de maltraitance et mettre en œuvre les actions adaptées.
 - ✓ Identifier les besoins des familles et aidants naturels et professionnels.
 - ✓ Concevoir et mettre en œuvre des actions de soutien et d'accompagnement des aidants, de la famille et de l'entourage.
- Organiser les parcours de soins et de santé de patients en collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés :
 - ✓ Participer à l'organisation des activités entre le premier et le second recours, en ville et en établissement de santé, pour une meilleure gestion du parcours du patient, notamment face à des situations complexes.
 - ✓ Organiser avec les autres intervenants le parcours de santé de personnes vulnérables et polyopathologiques dans un but préventif, curatif ou palliatif.
 - ✓ Identifier les facteurs psychologiques, médicaux et sociaux limitant le rétablissement du patient et les différents acteurs du parcours de son rétablissement.
 - ✓ Identifier les enjeux de la mise à jour des bases de données et des registres liés aux pathologies chroniques et les renseigner.

2. Mention oncologie et hémato-oncologie

➤ **UE Bases fondamentales (6 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- connaître les pathologies, leurs mécanismes physiopathologiques, les données épidémiologiques, les méthodes d'investigation et les thérapeutiques ;
- appliquer les connaissances acquises et mettre en œuvre les actions nécessaires à la prise en charge des patients en intégrant la perspective « soins infirmiers » et en s'appuyant également sur les sciences infirmières.

➤ **UE Clinique (14 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- connaître et analyser la sémiologie des pathologies

Diplôme d'Etat d'Infirmier en Pratique Avancée Universités Région AuRA

- comprendre les relations entre les pathologies et leurs marqueurs biologiques (valeurs physiologiques et pathologiques);
- connaître les différentes classes thérapeutiques et les différentes indications des médicaments ;
- connaître les mécanismes de la toxicité des molécules et leurs effets indésirables liés ou non à l'effet pharmacologique ;
- connaître les différents mécanismes d'actions des médicaments et autres produits de santé ainsi que les risques de toxicité ;
- connaître les stratégies thérapeutiques afférentes aux pathologies ;
- connaître les référentiels scientifiques, recommandations et consensus élaborés par les autorités sanitaires et les sociétés savantes ;
- connaître les éléments de surveillance biologique et d'imagerie médicale ;
- connaître les comportements des patients atteints des pathologies visées.

A l'issue de cette UE, l'apprenant devra avoir acquis les compétences suivantes :

- Evaluer l'état de santé de patients en relais de consultations médicales pour des pathologies identifiées :
 - ✓ Orienter l'examen clinique en fonction de la nature du cancer, de l'anamnèse, des symptômes recueillis et des hypothèses émises.
 - ✓ Évaluer les fragilités du patient dans ses différentes composantes (médicales, psychologiques, sociales ...) tout au long de son parcours afin de définir des actions de prévention.
 - ✓ Utiliser les scores d'évaluation des fragilités, de la qualité de vie, des toxicités.
 - ✓ Évaluer l'impact des fragilités sur l'observance du traitement et sur les effets secondaires.
 - ✓ Évaluer et caractériser la douleur dans ses différentes composantes étiologiques.
 - ✓ Évaluer l'efficacité des traitements de support mis en place (traitements antalgiques, traitements anti-émétiques, traitements anxiolytiques ...).
 - ✓ Identifier et évaluer, par un questionnement adapté et par l'examen clinique, les effets indésirables et les effets secondaires des traitements anti-cancéreux.
 - ✓ Analyser les besoins en soins de support et en soins palliatifs aux différentes étapes du parcours de soins.
 - ✓ Identifier les situations présentant une urgence oncologique du fait d'un pronostic vital potentiellement engagé à court terme, pour les orienter vers une prise en charge médicale.
 - ✓ Identifier les situations présentant une urgence psychologique pour les orienter vers une prise en charge adaptée.
- Définir et mettre en œuvre le projet de soins du patient à partir de l'évaluation globale de son état de santé :
 - ✓ Analyser la pertinence de la demande d'examens complémentaires en fonction de la pathologie et de la situation : hémogramme, hémoculture, ECBU, marqueurs tumoraux selon recommandations, bilan hépatique, bilan d'hémostase, ionogramme, bilan rénal, bilan nutritionnel, ECG, gaz du sang ...
 - ✓ Identifier l'ensemble des différents traitements anti-cancéreux, leurs modes d'administration.
 - ✓ Identifier et caractériser les effets indésirables de ces traitements nécessitant un avis médical systématique.
 - ✓ Identifier dans le cadre du programme personnalisé de soin les enjeux du traitement anti-cancéreux.
 - ✓ Analyser la pertinence du renouvellement de la prescription d'anti-cancéreux et de l'adaptation éventuelle dans le cadre d'une procédure établie à partir des enjeux du traitement.
 - ✓ Identifier les risques associés au renouvellement du traitement.
 - ✓ Identifier et rechercher l'ensemble des informations nécessaires dans le cadre du renouvellement d'un traitement conformément aux procédures écrites (informations sur l'ensemble des traitements du patient...).
 - ✓ Identifier les interactions potentielles entre les différents traitements.
 - ✓ Évaluer l'efficacité et les risques de toxicité des traitements et soins de support et analyser la pertinence de leur renouvellement de la prescription et des adaptations nécessaires :

- traitements symptomatiques et de traitements des effets indésirables et des complications des traitements systémiques spécifiques des cancers et de la radiothérapie,
 - solutions pour nutrition parentérale,
 - traitements antalgiques,
 - aliments diététiques destinés à des fins médicales spécialisées,
 - dispositifs médicaux.
- ✓ Identifier et caractériser les situations de renouvellement et d'adaptation des traitements et soins de support nécessitant un avis médical systématique.
 - ✓ Identifier les prothèses adaptées à la situation du patient.
 - ✓ Analyser la pertinence du renouvellement de prescription d'actes infirmiers.
 - ✓ Identifier les services de soins de support appropriés pour orienter les familles et les patients.

➤ **UE Parcours de Santé (4 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- maîtriser la conception, la mise en place, la coordination et l'évaluation des parcours de santé ;
- assurer le lien entre l'ensemble des acteurs du parcours de santé, notamment le lien ville-hôpital ;

A l'issue de cette UE, l'apprenant devra avoir acquis les compétences suivantes :

- Concevoir et mettre en œuvre des actions de prévention et d'éducation thérapeutique :
 - ✓ Définir et mettre en œuvre les actions pertinentes favorisant l'adhésion du patient à son traitement.
 - ✓ Identifier et mettre en œuvre les actions de dépistage d'effets secondaires potentiels en fonction de l'étape du parcours du patient.
 - ✓ Analyser les besoins du patient en conseils et accompagnement en fonction de sa situation.
 - ✓ Concevoir et mettre en œuvre des conseils et des actions de soutien psychologique adaptés à la situation du patient en fonction des différentes étapes de son parcours en cours et post-traitement.
 - ✓ Accompagner le patient en vue de sa réinsertion sociale et professionnelle dans le cadre de l'après-cancer.
 - ✓ Concevoir et mettre en œuvre des actions de soutien et d'accompagnement des aidants, de la famille et de l'entourage en fonction des différentes étapes du parcours du patient.
- Organiser les parcours de soins et de santé de patients en collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés :
 - ✓ Coordonner la prise en charge du patient et organiser les relais entre la ville et les établissements de santé et au sein des établissements pour une meilleure gestion de son parcours, notamment face à des situations complexes.
 - ✓ Organiser les files actives de patients pour réduire les délais de prise en charge.
 - ✓ Accompagner la réflexion éthique de l'équipe concernant l'accompagnement personnalisé de la fin de vie et le suivi des directives anticipées.
 - ✓ Identifier les facteurs psychologiques, médicaux et sociaux limitant le rétablissement du patient et les différents acteurs du parcours de son rétablissement.

3. Mention maladie rénale chronique, dialyse, transplantation rénale

➤ **UE Bases fondamentales (6 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- connaître les pathologies, leurs mécanismes physiopathologiques, les données épidémiologiques, les méthodes d'investigation et les thérapeutiques ;
- appliquer les connaissances acquises et mettre en œuvre les actions nécessaires à la prise en charge des patients en intégrant la perspective « soins infirmiers » et en s'appuyant également sur les sciences infirmières.

➤ **UE Clinique (14 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- connaître et analyser la sémiologie des pathologies
- comprendre les relations entre les pathologies et leurs marqueurs biologiques (valeurs physiologiques et pathologiques). ;
- connaître les différentes classes thérapeutiques et les différentes indications des médicaments ;
- connaître les mécanismes de la toxicité des molécules et leurs effets indésirables liés ou non à l'effet pharmacologique ;
- connaître les différents mécanismes d'actions des médicaments et autres produits de santé ainsi que les risques de toxicité ;
- connaître les stratégies thérapeutiques afférentes aux pathologies ;
- connaître les référentiels scientifiques, recommandations et consensus élaborés par les autorités sanitaires et les sociétés savantes ;
- connaître les éléments de surveillance biologique et d'imagerie médicale.
- connaître les comportements des patients atteints des pathologies visées.

A l'issue de cette UE, l'apprenant devra avoir acquis les compétences suivantes :

- Evaluer l'état de santé de patients en relais de consultations médicales pour des pathologies identifiées :
 - ✓ Évaluer l'état de santé du patient dans ses différentes composantes (médicales, psychologiques, sociales...) tout au long de son parcours et définir des actions de prévention pertinentes.
 - ✓ Conduire un entretien visant à évaluer la qualité de vie du patient, en face-à-face ou à distance.
 - ✓ Identifier et évaluer, par un questionnaire adapté et par l'examen clinique, l'observance, les effets indésirables et les effets secondaires des traitements.
 - ✓ Identifier et analyser les signes et les symptômes généralistes et spécifiques (symptômes urémiques, de l'anémie, de sub OAP, de l'acidose, de l'hypertension artérielle, de l'hyperphosphorémie...).
 - ✓ Prescrire les bilans biologiques et identifier les marqueurs qui sortent des cibles.
 - ✓ Évaluer l'état nutritionnel et la dénutrition éventuelle.
 - ✓ Évaluer les facteurs de risque rénaux.
 - ✓ Évaluer les facteurs de risque cardio-vasculaire.
 - ✓ Identifier les anomalies de la fonction rénale, des taux d'immunosuppresseurs et les situations d'urgence.
 - ✓ Identifier les complications liées aux traitements médicamenteux.
- Définir et mettre en œuvre le projet de soins du patient à partir de l'évaluation globale de son état de santé :
 - ✓ Identifier les examens complémentaires à réaliser auprès des patients et des donneurs vivants avant et après la greffe rénale, notamment les examens permettant d'évaluer la tolérance et l'efficacité du traitement immunosuppresseur
 - ✓ Identifier et appliquer les différentes stratégies thérapeutiques dans le cadre de l'insuffisance rénale chronique

- ✓ Identifier les soins de support adaptés à la situation du patient et identifier les interlocuteurs compétents
- ✓ Analyser la pertinence du renouvellement de prescriptions, du changement de forme de médicament et de l'adaptation de la posologie de traitements de supports
- ✓ Identifier et caractériser les situations de renouvellement et d'adaptation des traitements et soins de support nécessitant un avis médical systématique
- ✓ Analyser la pertinence du renouvellement de prescription d'actes infirmiers
- ✓ Identifier les services de soins de support appropriés pour orienter les familles et les patients
- ✓ Évaluer l'abord vasculaire par un examen clinique approprié

➤ **UE Parcours de Santé (4 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- maîtriser la conception, la mise en place, la coordination et l'évaluation des parcours de santé ;
- assurer le lien entre l'ensemble des acteurs du parcours de santé, notamment le lien ville-hôpital ;
- approfondir :
 - ✓ les modalités d'exercice en pratique avancée,
 - ✓ les concepts, modèles et théories appliqués aux domaines d'exercice en pratique avancée (dépistage, personnes atteintes de pathologies listées dans le code de la santé publique etc.).

A l'issue de cette UE, l'apprenant devra avoir acquis les compétences suivantes :

- Concevoir et mettre en œuvre des actions de prévention et d'éducation thérapeutique :
 - ✓ Identifier et mettre en œuvre les actions de prévention des complications potentielles en fonction de l'étape du parcours du patient.
 - ✓ Accompagner le patient vers un futur choix de technique de dialyse et/ou de greffe préemptive ou de soins conservateurs.
 - ✓ Apporter les explications requises sur la stratégie thérapeutique choisie par le patient en prenant en compte ses besoins.
 - ✓ Identifier les leviers et les freins à l'auto-soin, ainsi que le niveau de connaissance et de compréhension du patient.
 - ✓ Concevoir et mettre en œuvre les actions adaptées aux besoins d'apprentissage du patient vis-à-vis de ses traitements.
 - ✓ Concevoir et mettre en œuvre des actions d'éducation thérapeutique portant notamment sur la néphroprotection, les activités sportives, le parcours de soin du patient, la diététique.
 - ✓ Concevoir et mettre en œuvre des actions de soutien et d'accompagnement des aidants, de la famille et de l'entourage en fonction des différentes étapes du parcours du patient.
- Organiser les parcours de soins et de santé de patients en collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés :
 - ✓ Coordonner la prise en charge et organiser le parcours du patient entre la ville et les établissements de santé et au sein des établissements en pré-suppléance et du patient greffé, notamment face à des situations complexes.
 - ✓ Organiser les files actives de patients pour réduire les délais de prise en charge.
 - ✓ Organiser le suivi du patient entre les différents établissements de soin ou services au sein d'un même établissement.
 - ✓ Conseiller les équipes sur la prise en charge des patients en situation complexe.

4. Psychiatrie et santé mentale

➤ **UE Bases fondamentales (6 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- connaître les pathologies, leurs mécanismes physiopathologiques et psychopathologiques, les données épidémiologiques, les méthodes d'investigation et les thérapeutiques ;
- appliquer les connaissances acquises et mettre en œuvre les actions nécessaires à la prise en charge des patients en intégrant la perspective « soins infirmiers » et en s'appuyant également sur les sciences infirmières

➤ **UE Clinique (14 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- connaître et analyser la sémiologie des pathologies psychiatriques ;
- connaître les relations entre les pathologies et les éléments biographiques et facteurs environnementaux ;
- connaître les différentes classes thérapeutiques et les différentes indications des médicaments ;
- connaître les mécanismes de la toxicité des molécules et leurs effets indésirables liés ou non à l'effet pharmacologique ;
- connaître les différents mécanismes d'actions des médicaments et autres produits de santé ainsi que les risques de toxicité ;
- connaître les principales psychothérapies et leurs indications ;
- connaître les stratégies thérapeutiques afférentes aux pathologies ;
- connaître les référentiels scientifiques, recommandations et consensus élaborés par les autorités sanitaires et les sociétés savantes ;
- connaître les éléments de surveillance clinique et biologique ;
- connaître l'impact des pathologies sur l'adhésion aux traitements et l'engagement dans les soins.

A l'issue de cette UE, l'apprenant devra avoir acquis les compétences suivantes :

- Analyser la situation clinique psychique, somatique et sociale du patient, ses besoins, ses difficultés, ses symptômes, ses ressources et les interactions avec l'entourage
- Evaluer l'état de santé du patient suivi, sa demande et le degré d'urgence de la situation lors de son accueil physique et téléphonique
- Repérer les difficultés d'apprentissage, d'interactions sociales et d'autonomie susceptibles de relever des troubles neuro-développementaux
- Evaluer le niveau de souffrance, de désorganisation psychique de la personne et l'impact sur sa vie personnelle, sociale et professionnelle
- Apprécier les limitations fonctionnelles et les capacités et aptitudes préservées
- Estimer le risque suicidaire
- Appréhender le risque de passage à l'acte auto agressif ou hétéro agressif
- Identifier les situations d'urgence et prendre les mesures appropriées
- Evaluer l'adhésion du patient à son projet de soins, l'alliance thérapeutique et identifier les réajustements nécessaires avec sa participation en tenant compte des recommandations de bonnes pratiques cliniques
- Evaluer l'observance, l'efficacité et les effets indésirables des traitements
- Évaluer cliniquement les stratégies de prévention et de réduction des pratiques d'isolement et contentions mises en œuvre auprès du patient
- Evaluer la qualité de vie perçue, les capacités d'adaptation, les ressources propres et celles de l'entourage, les capacités de soutien de l'entourage, les représentations de la maladie, les retentissements des troubles sur la vie personnelle, sociale et professionnelle
- Apprécier la nécessité de concertation pluriprofessionnelle pour évaluer la situation
- Utiliser des outils d'observation clinique
- Utiliser les échelles d'évaluation appropriées à la situation en première évaluation et au cours de l'évolution
- Définir et mettre en œuvre le projet de soins du patient à partir de l'évaluation globale de son état de santé :
 - ✓ Adapter le projet de soin, de suivi et d'accompagnement en fonction de la situation clinique psychique, somatique et sociale du patient en coordination avec le médecin et les autres acteurs intervenant dans le parcours du patient, avec le patient et son entourage
 - ✓ Choisir les outils cliniques adaptés à la situation de la personne
 - ✓ Analyser la pertinence du renouvellement et de l'adaptation de la posologie des antipsychotiques, thymorégulateurs, antidépresseurs, traitements de substitution, traitements symptomatiques des effets indésirables, antalgiques, anxiolytiques et hypnotiques à partir de l'analyse de l'état de santé du patient

- ✓ Analyser la pertinence de prescriptions de produits de substitution non soumis à prescription médicale et d'actions de prévention dans le cadre de démarches de prévention du risque somatique à partir de l'analyse de l'état de santé du patient
- ✓ Identifier les examens à prescrire pour la surveillance des effets des traitements dans le cadre des recommandations
- ✓ Identifier la nécessité d'examens complémentaires en fonction de la pathologie et de la situation
- ✓ Identifier la pertinence d'orienter vers un programme d'éducation thérapeutique
- ✓ Identifier les activités à but thérapeutique et de réhabilitation psychosociale, pertinentes à partir de l'analyse de l'état de santé du patient
- ✓ Mettre en œuvre des activités à but thérapeutique et de réhabilitation psychosociale, spécifiques à la prise en charge des personnes souffrant de troubles psychiques et/ou en situation de handicap psychique (psychothérapies structurées, programmes de réhabilitation et remédiation cognitives, ...)
- ✓ Accompagner le patient dans la ou les thérapies suivies
- ✓ Evaluer l'indication l'efficacité et la tolérance des suivis thérapeutiques individuels ou groupaux par l'infirmier et identifier la pertinence de son renouvellement

➤ **UE Parcours de Santé (4 ECTS)**

Cet enseignement est destiné à :

- maîtriser la conception, la mise en place, la coordination et l'évaluation des parcours de santé ;
- assurer le lien entre l'ensemble des acteurs du parcours de santé, notamment le lien ville-hôpital ;

A l'issue de cette UE, l'apprenant devra avoir acquis les compétences suivantes :

- Elaborer et évaluer des projets personnalisés de soins et de vie en équipe, en association avec le patient et ses proches, en collaboration avec les acteurs sanitaires, médico-sociaux, sociaux et éducatifs
- Coordonner les interventions avec les acteurs sanitaires, médico-sociaux et sociaux et les activités intra-hospitalières et extra hospitalières en lien avec le projet de soins
- Concevoir des outils de prévention et de réponse aux situations de crises
- Conseiller les équipes sanitaires, sociales et médico-sociales sur la prise en charge des pathologies chroniques, sur la prévention et la réponse aux situations de crises
- Conseiller l'équipe de soins sur les indications et les limitations du recours aux soins sans consentement dans un objectif d'utilisation pertinente
- Conseiller l'équipe de soins sur les pratiques alternatives aux pratiques d'isolement et de contention
- Accompagner les équipes dans les situations de soins sans le consentement du patient, dans les pratiques respectueuses du respect des libertés fondamentales, dans un processus de raisonnement éthique
- Veiller à l'accès ou au maintien des droits de la personne

SEMESTRE 4 (30 ECTS)

➤ **UE Stage 2 : durée 4 mois (24 ECTS)**

Dans le domaine d'intervention étudié, le stage a pour objet de développer les compétences requises pour l'exercice d'infirmier en pratique avancée dans les rôles suivants :

- ✓ la clinique,
- ✓ le conseil, la consultation,
- ✓ l'éducation,
- ✓ le leadership,
- ✓ la recherche.

Les objectifs du stage sont de :

Diplôme d'Etat d'Infirmier en Pratique Avancée **Universités Région AuRA**

- savoir évaluer une situation clinique et mettre en œuvre des actions à visée de conclusion clinique ou thérapeutique dans le cadre de la pratique avancée :
 - ✓ conduire un entretien avec le patient ;
 - ✓ réaliser une anamnèse de sa situation ;
 - ✓ procéder à un examen clinique ;
 - ✓ Effectuer les actes techniques et demander les actes de suivi et de prévention inscrits sur les listes en lien avec la mention et les pathologies concernées ;
 - ✓ Prescrire des examens de biologie médicale inscrits sur les listes en lien avec la mention et les pathologies concernées ;
 - ✓ renouveler ou adapter des prescriptions médicales en cours ;
 - ✓ prescrire des médicaments non soumis à prescription médicale obligatoire figurant sur la liste établie par l'ANSM en application de l'article R. 5121-202 du code de la santé publique ;
 - ✓ évaluer et transmettre les éléments de la situation de la personne ;
 - ✓ réaliser ces activités en présentiel ou à distance via les technologies de l'information et de la communication ;
- développer ses capacités réflexives en questionnant les sciences infirmières et les sciences contributives à l'exercice professionnel dans la réalisation des activités suivantes :
 - ✓ la prise en compte de l'environnement global du patient ;
 - ✓ l'orientation, l'éducation, la prévention et le dépistage ;
 - ✓ le conseil au patient, à son entourage et à d'autres professionnels ;
 - ✓ l'évaluation de l'adhésion et des capacités du patient ainsi que les risques liés aux traitements médicamenteux et non médicamenteux ;
 - ✓ la participation à l'organisation des parcours entre les soins primaires, les spécialistes de recours et les établissements et services de santé, médico-sociaux et sociaux ;
- développer la posture professionnelle attendue dans le cadre de la pratique avancée dans les activités suivantes :
 - ✓ l'enseignement, la formation facilitant l'apprentissage des patients, des apprenants, des pairs, et d'autres professionnels ;
 - ✓ la démarche qualité en initiant les bonnes pratiques cliniques au sein d'une équipe de professionnels de santé ;
 - ✓ la réflexion éthique ;
 - ✓ la recherche en s'impliquant dans la veille documentaire, l'utilisation des résultats de recherche, éventuellement la participation et la réalisation de travaux et leur valorisation.

➤ **UE Mémoire (6 ECTS)**

Au cours du quatrième semestre, les apprenants soutiennent un mémoire en lien avec la mention choisie. Le mémoire peut ou non être lié au stage. Il porte sur un aspect de l'exercice professionnel de l'infirmier en pratique avancée défini avec le responsable de l'enseignement. Un cahier des charges du mémoire est défini.

Tableau : contenu et type d'enseignement pour la deuxième année S3 et S4
Pour chacune des 4 mentions

Semestre	N° des UE	Intitulé des UE	Crédits européens	Coefficients	Nombre d'heures		
					CM *	TD	Travail Personnel
DE 2 - SEMESTRE 3 et SEMESTRE 4	UE 1	Recherche	3	1	X	X	X
	UE 2	Anglais	3	1		X	X
	UE 1 sp	Bases fondamentales	8	2	X	X	X
	UE 2 sp	Clinique	8	4	X	X	X
	UE 3 sp	Parcours de santé	8	4	X	X	X
	UE 1	Stage 4 mois	24	6			X
	UE 2	Mémoire	6	4		X	X
		TOTAUX		60			

** les CM seront réalisés en présentiel et en enseignement à distance*

III- 10 Politique des stages et cahier des charges du mémoire

Lieux de stages

Les stages cliniques seront réalisés dans toutes les structures sanitaires liées par convention avec les UFRs de Médecine partenaires, avec la collaboration de chaque coordinateur général des soins de ces structures. Les lieux de stages sont accrédités sur projet pédagogique par le comité de pilotage de la formation.

La recherche des stages

Les apprenants adressent une proposition de stage dans la liste accréditée. Les apprenants peuvent adresser une proposition pour un stage national ou international non référencé dans cette liste. Tous les stages font l'objet d'une convention entre chaque UFR de Médecine, l'établissement d'accueil et l'apprenant.

Modalités de suivi des stages

Pour le stage de DE1-S2 :

La période de stage est divisée en 2 fois 4 semaines. L'apprenant peut l'effectuer dans une même structure ou deux structures différentes en fonction des mentions pour lesquelles il postule. Le tuteur évaluera la motivation à l'engager dans la mention de son choix.

Ce stage donne lieu à un rapport de stage dont le format et le contenu sont déterminés par la composante ou la structure organisant la formation. Ce rapport sera évalué par le maître de stage et fera partie de l'évaluation finale du stagiaire.

Un portfolio précisant les compétences à atteindre (compétences et critères) permettra de suivre l'apprenant en stage (S2).

La validation de ce stage est prononcée par un jury composé d'au moins un enseignant-chercheur, du responsable des stages dans la formation au vu du rapport de stage et de l'évaluation du maître de stage.

Modalités du stage DE2 S4 :

Le stage est effectué sous la supervision d'un maître de stage qui favorise l'acquisition des compétences et l'autonomie progressive des stagiaires.

Un portfolio précisant les compétences à atteindre (compétences et critères) permettra de suivre l'apprenant en stage (S4).

Des séances régulières d'analyse des pratiques seront réalisées dans toutes les spécialités soit sur le terrain, soit à l'UFR de Médecine à raison de 3 séances par stage (1 avant le stage, 1 pendant le stage, 1 en fin de stage).

Le portfolio sera porté par la plateforme UNESS à laquelle chaque Université est affiliée par convention. L'évaluation du stage est réalisée par un jury composé au moins d'un personnel sous statut enseignant et hospitalier ou enseignant titulaire de médecine générale de deux enseignants intervenant dans la formation dont au moins un infirmier ou infirmier en pratique avancée et d'un infirmier encadrant le stage dans l'établissement d'accueil. Cette évaluation porte notamment sur les compétences transversales et spécifiques attendues.

Le pourcentage d'apprenants susceptibles d'effectuer un stage à l'étranger dans un organisme public ou privé :
< 10 %

La validation des stages doit être obtenue pour valider la première année ainsi que la deuxième année du DE.

Cahier des charges du mémoire :

1. Objectifs généraux du mémoire :

Il s'agit, dans un contexte de pédagogie participative fondée sur le projet professionnel de l'apprenant, de former de futurs professionnels capables de s'interroger en utilisant les données probantes, d'analyser et d'évaluer leurs pratiques professionnelles, afin de contribuer à l'amélioration de la qualité des soins ainsi qu'à l'évolution de la profession d'infirmier en pratique avancée dans le système de soins

La rédaction du mémoire permet de mettre en relation et en perspective les apports des unités d'enseignement, les retours d'expériences faits à la suite des stages et une étude de la littérature.

2. Objectifs spécifiques du mémoire :

L'élaboration du mémoire vise à produire un impact à différents niveaux :

- Au niveau de l'apprenant : construire une identité professionnelle par un enrichissement théorique et une posture réflexive par rapport à une pratique professionnelle afin de développer ses capacités d'analyse, de synthèse, d'objectivation et de conceptualisation.
- Au niveau de la profession : approfondir un domaine en établissant des contacts avec des professionnels et des chercheurs, en produisant une réflexion qui pourra être utile aux membres de la profession, ou à d'autres professionnels partenaires et promouvoir le travail réalisé (communications, publications, etc.).
- Au niveau pédagogique et méthodologique : acquérir des connaissances spécifiques concernant les méthodologies de recherche, organiser son temps de travail, cerner les problèmes à résoudre, collecter des informations, les classer, acquérir un esprit critique, s'approprier une démarche autonome de réflexion et de rédaction et soutenir oralement le travail réalisé.

3. Types de mémoire possibles :

En fonction de leur projet professionnel, les apprenants rédigent un mémoire qui peut s'orienter suivant différents axes :

- Un mémoire bibliographique fondé sur une analyse critique de la littérature ;
- Une analyse de pratiques professionnelles ;
- Un mémoire consistant en une analyse critique, s'appuyant sur l'expérience clinique et s'inscrivant dans un champ théorique déterminé ;

- Un mémoire de recherche

4. Validation du sujet :

L'équipe pédagogique composée au moins d'un enseignant-chercheur hospitalo-universitaire et d'un infirmier participant à la formation valide les sujets de mémoire.

5. Le dispositif pédagogique mis en place pour la réalisation du mémoire :

Le directeur de mémoire peut être infirmier ou un infirmier en pratique avancée. Il doit accompagner l'apprenant dans la sélection d'un thème et lui fournir un soutien méthodologique pour la mise en place du projet de mémoire, sa rédaction et sa soutenance.

La composante ou la structure assurant la formation met à disposition de l'apprenant un guide de rédaction précisant notamment le format et le contenu scientifique attendus.

6. Évaluation du mémoire :

L'évaluation du mémoire est réalisée par un jury comprenant au moins un enseignant infirmier, un personnel sous statut enseignant et hospitalier et le directeur de mémoire. Le jury, qui comprend au moins trois membres dont l'un est extérieur à la structure de formation, est présidé par un personnel sous statut enseignant et hospitalier.

L'évaluation porte à la fois sur le document écrit et la présentation orale du mémoire par l'apprenant et un temps d'échanges avec le jury. Elle est fonction de la réalisation des objectifs généraux et spécifiques.

III- 11 Choix de la mention de DE2

Ce choix comporte plusieurs étapes :

1. L'apprenant à la fin du S1 DE1 peut choisir une à deux mentions sur les 4, en vue de ses périodes de stage,
2. A l'issue du DE1, il formule un choix pour une mention.
3. Lors du redoublement de la première année, l'apprenant pourra soit conserver son premier choix de mention et retourner dans le service ou un autre de la même spécialité médicale, soit choisir un stage dans une autre mention.

III- 12 Co-habilitations :

Les enseignements des différentes mentions sont réalisés par les enseignants des Universités référentes dans ces différentes UFRs, ainsi que par les cadres de santé et des infirmiers issus des Instituts de Formation ou des terrains de stage, par le biais d'une convention.

IV. NOMBRE DE CANDIDATS SUSCEPTIBLES D'ETRE ACCUEILLIS CHAQUE ANNEE

En DE1 : 80 apprenants pour l'ensemble des Universités partenaires

En DE2 : 20 apprenants par mention pour l'ensemble des Universités partenaires (hors dispositif VAP)

V. MOYENS AFFECTES A LA FORMATION

V-1 Composition du Comité de pilotage régional et des comités de pilotage locaux

1. COMITE DE PILOTAGE REGIONAL

Le comité de pilotage régional se réunit une fois par semestre au moins et plus en cas de besoin. Les comptes rendus de réunion sont adressés à tous les membres du comité pédagogique qui seront invités à commenter et compléter en fonction de leurs expertises

Sa composition est la suivante :

- Les Directeurs des UFR Médecine ou leur représentant
- Le responsable du DE : Pr Christian BOISSIER (Saint-Etienne)
- Les responsables médicaux locaux du DE IPA
- Les responsables paramédicaux locaux du DE IPA
- Les responsables administratifs locaux du DE IPA
- Les Directeurs des 4 mentions
- Les Coordinatrices générales des soins des CHU

2. COMITES DE PILOTAGE LOCAUX

Organisation site de Clermont-Ferrand - Mention Psychiatrie et Santé Mentale

Comité de pilotage	Coordination administrative UFR de Médecine Université Clermont Auvergne Pr CLAVELOU – Doyen / Mme ROBERT – Responsable Administrative
	Coordination pédagogique du Diplôme d'État : Pr LLORCA / Mme POLICARD Coordination pédagogique de la mention : Pr LLORCA / XXX

Organisation site de Grenoble - Mention Pathologies chroniques stabilisées : prévention et poly-pathologies courantes en soins primaires

Comité de pilotage	Coordination administrative UFR de Médecine Pr Patrice Morand – Doyen / Mme Caroline Van Der Heijde – Responsable Administrative
	Coordination pédagogique du Diplôme d'État IPA : Pr Sophie Blaise / Mme Claire Alborghetti Coordination pédagogique de la mention : Pr Sophie Blaise / Mme Marie-Ange Gallet

Organisation site de Lyon - Mention

Comité de pilotage	Coordination administrative UFR de Médecine
	Coordination pédagogique du Diplôme d'État IPA : Coordination pédagogique de la mention :

Organisation site de St-Etienne - Maladie rénale chronique, dialyse, transplantation rénale

Comité de pilotage	Coordination administrative UFR de Médecine Mr Christophe Bernard
	Coordination pédagogique du Diplôme d'État IPA : Christian Boissier - Me Hayet Achfari Coordination pédagogique de la mention : Pr Eric Alamartine - Me Coralie Chamard Boudet

V-2 Equipe pédagogique

CLERMONT-FERRAND

Mention Psychiatrie et Santé Mentale

DE 1 Tronc commun	SEMESTRE 1		SEMESTRE 2	
	UE Clinique (15 ECTS)	Pr DURANDO Mr FOUGERE	UE Clinique (6 ECTS)	Pr DURANDO Mr FOUGERE
	UE Sciences Infirmières et pratiques avancées (6 ECTS)	Pr AUTHIER Mme MOUREY	UE Formation et Analyse des Pratiques Professionnelles (6 ECTS)	Pr BROUSSE Mme GONIN
	UE Responsabilité, éthique, législation, déontologie (3 ECTS)	Pr BAZIN Mr LAPORTE	UE Santé Publique (6 ECTS)	Pr GERBAUD Mme CHERILLAT
	UE Langue Vivante (3 ECTS)	Mme RIBAUD Mme BORDAT	UE Recherche (6 ECTS)	Pr RICHARD Mme POLICARD
	UE Méthodes de travail (3 ECTS)	Dr LIBERT Mme BOUCHERET SERRE	UE Stage 2 mois (6 ECTS)	Dr CASSAGNES Mme LAC

DE 2 Mention 4	SEMESTRE 3		SEMESTRE 4	
	UE Recherche (3 ECTS)	xxx	UE Mémoire (6 ECTS)	xxx
	UE Langue Vivante (3 ECTS)	xxx		
	UE Bases fondamentales (6 ECTS)	xxx	UE Stage 4 mois (24 ECTS)	xxx
	UE Clinique (14 ECTS)	xxx		
UE Parcours de Santé (4 ECTS)	xxx			

GRENOBLE

**Mention Pathologies chroniques stabilisées : prévention et poly-pathologies courantes
en soins primaires**

DE 1 Tronc commun	SEMESTRE 1		SEMESTRE 2	
	UE Clinique (15 ECTS)	Pr S Blaise	UE Clinique (6 ECTS)	Pr S Blaise
	UE Sciences Infirmières et pratiques avancées (6 ECTS)	Dr Y Gaboreau Me MA Gallet	UE Formation et Analyse des Pratiques Professionnelles (6 ECTS)	Dr B Boussat Me V.Mantonnier M L. Roux Goudin
	UE Responsabilité, éthique, législation, déontologie (3 ECTS)	Pr V Scolan Me F Labolle-Melchior	UE Santé Publique (6 ECTS)	Dr A Seigneurin Me M.Luthringer
	UE Langue Vivante (3 ECTS)	Me Camille Biros Me S Durville	UE Recherche (6 ECTS)	Dr A Ego Me A.Danjou
	UE Méthodes de travail (3 ECTS)	Dr P Gillois Me P Martin	UE Stage 2 mois (6 ECTS)	Dr S Lablanche Me D Chauvin

DE 2 Mention	SEMESTRE 3		SEMESTRE 4	
	UE Recherche (3 ECTS)	Dr A Ego Me A Danjou	UE Mémoire (6 ECTS)	Pr C Pison Me M-A Gallet
	UE Langue Vivante (3 ECTS)	Me Camille Biros Me Mathilde Cheix		
	UE Bases fondamentales (6 ECTS)	Pr R Tamisier Me E Giraud	UE Stage 4 mois (24 ECTS)	Pr S Blaise Me D Chauvin
	UE Clinique (14 ECTS)	Dr S Lablanche		
UE Parcours de Santé (4 ECTS)	Pr P Imbert Me I Debray			

**Diplôme d'Etat d'Infirmier en Pratique Avancée
Universités Région AuRA**

LYON

Mention.....

DE 1 Tronc commun	SEMESTRE 1		SEMESTRE 2	
	UE Clinique (15 ECTS)	xxx	UE Clinique (6 ECTS)	xxx
	UE Sciences Infirmières et pratiques avancées (6 ECTS)	xxx	UE Formation et Analyse des Pratiques Professionnelles (6 ECTS)	xxx
	UE Responsabilité, éthique, législation, déontologie (3 ECTS)	xxx	UE Santé Publique (6 ECTS)	xxx
	UE Langue Vivante (3 ECTS)	xxx	UE Recherche (6 ECTS)	xxx
	UE Méthodes de travail (3 ECTS)	xxx	UE Stage 2 mois (6 ECTS)	xxx

DE 2 Mention	SEMESTRE 3		SEMESTRE 4	
	UE Recherche (3 ECTS)	xxx	UE Mémoire (6 ECTS)	xxx
	UE Langue Vivante (3 ECTS)	xxx		
	UE Bases fondamentales (6 ECTS)	xxx	UE Stage 4 mois (24 ECTS)	xxx
	UE Clinique (14 ECTS)	xxx		
UE Parcours de Santé (4 ECTS)	xxx			

ST-ETIENNE

Mention Maladie rénale chronique, dialyse, transplantation rénale

DE 1 Tronc commun	SEMESTRE 1		SEMESTRE 2	
	UE Clinique (15 ECTS)	Pr Eric Alamartine Me Coralie Chamard Boudet	UE Clinique (6 ECTS)	Pr Eric Alamartine Me Coralie Chamard Boudet
	UE Sciences Infirmières et pratiques avancées (6 ECTS)	Pr Philippe Berthelot Me Isabelle Brunet	UE Formation et Analyse des Pratiques Professionnelles (6 ECTS)	Pr Philippe Berthelot Me Isabelle Brunet
	UE Responsabilité, éthique, législation, déontologie (3 ECTS)	Pr Pascale Vassal Mr David Pelissier	UE Santé Publique (6 ECTS)	Pr Béatrice Trombert Me Carole Mure
	UE Langue Vivante (3 ECTS)	Mr Finn Mr Rima	UE Recherche (6 ECTS)	Pr Franck Chauvin Me Elise Verot
	UE Méthodes de travail (3 ECTS)	Dr Angélique Savall Mr YF Garnier	UE Stage 2 mois (6 ECTS)	Christian Boissier Me Hayet Achfari

DE 2 Mention	SEMESTRE 3		SEMESTRE 4	
	UE Recherche (3 ECTS)	Pr Franck Chauvin Me Elise Verot	UE Mémoire (6 ECTS)	Dr Angélique Savall Mr YF Garnier
	UE Langue Vivante (3 ECTS)	Mr Finn Mr Rima		
	UE Bases fondamentales (6 ECTS)	Christophe Mariat Me Terbah Grillet	UE Stage 4 mois (24 ECTS)	Christian Boissier Me Hayet Achfari
	UE Clinique (14 ECTS)	Pr Eric Alamartine Me Coralie Chamard Boudet		
UE Parcours de Santé (4 ECTS)	Pr Philippe Berthelot Me Isabelle Brunet			

V-3 Locaux

Les locaux du campus santé de chaque Universités et ceux du CHRU seront mis à disposition des équipes enseignantes.

V-4 Financiers

Tarifification par régime d'inscription votée par les instances universitaires de chacune des UFRs partenaires :

REPRISE D'ETUDES	FORMATION CONTINUE
1 575 EUROS	4 575 EUROS
DROITS D'INSCRIPTION MASTER	DROITS D'INSCRIPTION MASTER

VI. NOM ET QUALITE DU RESPONSABLE DE LA FORMATION

Christian BOISSIER – Médecine Vasculaire (51.04) VP Universitarisation des Professions de Santé
Université Jean Monnet – UFR Médecine Saint-Etienne

VII. DISPOSITIF D'EVALUATION DE LA FORMATION ET DES ENSEIGNEMENTS

L'évaluation de la formation se fondera sur des résultats des apprenants au regard des objectifs fixés.
La compétence des nouveaux titulaires du DE-IPA aura été évaluée pour de la remise finale du diplôme.

Elle se fera par l'intermédiaire d'un portfolio qui suivra la progression des compétences de l'apprenant et l'interaction avec les tuteurs.

Les autres acteurs, enseignants–chercheurs, référents métiers, employeurs et apprenants seront interrogés quant à leurs attentes respectives).

Les modalités reposent sur plusieurs niveaux d'évaluation :

- Au terme de chaque unité d'enseignement, une enquête de satisfaction sera administrée aux apprenants sur la plateforme SIDES portant sur le contenu (adaptation au contexte de la pratique avancé, items superflus ou manquants...) et la forme (qualité pédagogique de l'enseignant, format des cours).
- A l'issue de chaque semestre, une rencontre entre le responsable du DE ou de la mention et les apprenants concernant les conditions des études et les améliorations nécessaires à introduire.
- Le suivi des apprenants par questionnaire en ligne permettra de mesurer leur insertion professionnelle ;
- Selon le projet professionnel du diplômé, les employeurs seront interrogés 2 ans après leur diplomation afin d'ajuster la formation aux objectifs des services/ de première sortie du diplôme afin d'évaluer la réponse aux attentes des employeurs.

Le programme d'enseignement sera réadapté d'une année sur l'autre pour répondre aux attentes des apprenants, à l'évolution de l'exercice professionnel, aux changements règlementaires.

ANNEXES 11

Nom du fichier :
AnnexeD08a_FVU_F_creat_3P_EMNano+_Phitem_V27_03_
DF280319

Dernière mise à jour : 15/01/2019

Page 1 sur 3

CREATION

MODIFICATION

Année universitaire concernée:2019-20

Date de la demande :08/03/2019

Composante : UFR Phitem

Département (le cas échéant) :

Responsable pédagogique :

Domaine de la formation (ALL – DEG – SHS – STS) : STS

Diplôme (Licence/LPro/Master) : MASTER

Mention de diplôme : Nanosciences et Nanotechnologies

Intitulé du parcours :

**Quantum and Nanoscale Engineering – EMM-Nano+
Nanobiotechnology– EMM-Nano+
Nanochemistry– EMM-Nano+**

En : M1 M2

Date de validation en Conseil de composante : 28/03/2019

(Préalable obligatoire avant passage en CFVU)

Éléments de contexte de la demande :

Objectifs de la formation (pour une création)

Ou s'il s'agit d'une demande de modification dans un parcours, en indiquer les raisons.

Dans le cas de modification(s) dans un parcours, toutes les parties suivantes ne devront être remplies que si elles sont impactées par le changement.

La création fait suite à la mise en place du nouveau programme de Master européen Erasmus-Mundus en Nanosciences-Nanotechnologies EMNano+ (agreement number 2017-1921/001-002) à la rentrée de septembre 2018. L'Université Grenoble-Alpes, partenaire de ce nouveau programme, va accueillir les premiers étudiants (en Master 2) à la prochaine rentrée universitaire en septembre 2019. L'Université Grenoble-Alpes propose 3 nouveaux parcours-types de Master 2 aux étudiants de ce Master européen: "Quantum and Nanoscale Engineering-EMM-Nano+", "Nanobiotechnology-EMM-Nano+", "Nanochemistry-EMM-Nano+".

Les modalités de gestion des étudiants sont très différentes de celles des parcours de Master 2 déjà existants dans la mention et nécessitent d'ouvrir un parcours spécifique pour le master européen. Ces modalités particulières sont actées dans l'accord de consortium en vigueur depuis septembre 2018 :

- Pas de validation de crédits ECTS par semestre ou année.
- Décompte définitif des crédits validés par les étudiants lors du jury d'admission qui a lieu à l'issue des deux années de formation.
- Choix d'un nombre de crédits ECTS variable entre la première année de Master à l'Université KU-Leuven et la seconde année à l'Université Grenoble-Alpes.
- Un étudiant est diplômé s'il a validé au moins 54 crédits ECTS à l'Université de KU-Leuven (Master 1) et à l'Université Grenoble-Alpes (Master 2) et s'il a validé au moins 120 crédits ECTS en tout pendant les deux années.

**Publics concernés (FI, FC)
Et effectif attendu par public**

FI : Oui - 10
FC : pas de formation continue

Modalités (présentiel, EAD...)

Présentiel, distanciel (visio-conférence), workshop annuel en Mai

Présentation de l'équipe pédagogique

**Potentiel EC et enseignants
participant à la formation**

Les unités d'enseignement proposées aux étudiants du nouveau parcours s'appuient sur des unités d'enseignement existant dans les parcours de Master 2 de la mention Nanosciences et Nanotechnologies (parcours Nanophysics, Nanochemistry et Nanobiosciences). L'équipe pédagogique du parcours s'appuie également sur les équipes pédagogiques des 3 parcours de Master 2.

La coordination générale du Master est prise en charge par l'Université KU-Leuven sous la responsabilité du Professeur Bart Soree. La coordination locale à l'Université Grenoble-Alpes est assurée par un enseignant du département Phitem (Pr David Ferrand). La gestion administrative est assurée par Dounia Moukadem.

Les décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement du parcours (validation des jurys, sélection des candidats) sont prises collégalement par le bureau du Master regroupant l'ensemble des coordinateurs locaux des 5 Universités partenaires du programme.

rc

Organisation pédagogique

Composition des enseignements
(indiquez uniquement les
enseignements sans les MCC)

Les 3 parcours comportent une offre de 31 Unités d'enseignement au premier semestre et d'un stage de recherche obligatoire au second semestre. L'offre de cours s'appuie sur les cours de Master 2 déjà ouverts dans les parcours de la mention Nanosciences et nanotechnologies.. La liste et les modalités de choix d'UEs sont définies dans les modalités de contrôle des connaissances. Les 3 parcours se distinguent par la nature des cours obligatoires et en option (voir tableau en annexe).

**Volume horaire de la
formation :**

698 h (déjà budgété dans les parcours existants de la mention Nanoscience).

Lieu(x) de la formation

L'UFR Phitem UGA (bâtiment A, bâtiment Green-Er, Phelma Minitec pour les cours mutualisés avec l'école Phelma de Grenoble-INP)

Partenariats

**Co-accréditation ou
partenariat avec un autre (ou
des autres) établissement
d'enseignement supérieur
public**

Le Master européen EMNano+ est co-accrédité par les 4 autres Universités partenaires du programme : Universités KUL Leuven, TU-Dresden, Chalmers-Goteborg, UB-Barcelona.

Internationalisation de la formation

L'ouverture du parcours permet à l'Université Grenoble-Alpes d'être membre du consortium du Master européen Erasmus-mundus EMNano+.

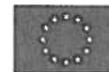
Coût supplémentaire induit par la création/ modification de la formation :

Non

Oui

Expliquer le coût supplémentaire induit : Pas de cout supplémentaire mais l'ouverture du parcours permet de bénéficier de recettes supplémentaires pour la mention via les frais d'inscription reversés par l'Université de KU-Leuven qui coordonne le programme (4500 Euros pour un étudiant boursier de l'Europe, 1500 Euros pour les autres étudiants).

Tarif Formation continue : pas de formation continue



Erasmus Mundus Master in Nanoscience and Nanotechnology (EMM-Nano+) Consortium Agreement

This Consortium Agreement is made among

1. ***Katholieke Universiteit Leuven (Belgium)***, having its registered office at Oude Markt 13, Bus 5005 3000 Leuven, Belgium, officially represented by its Rector, Professor Luc Sels and hereinafter and referred to as the Consortium Coordinator, Consortium partner or KU Leuven,
2. ***Chalmers Tekniska Högskola AB (Sweden)***, having its registered office at Kemivägen 9, Göteborg, officially represented by its President and CEO, Professor Stefan Bengtsson and hereinafter referred to as Consortium Partner or Chalmers,
3. ***Technische Universität Dresden (Germany)***, having its registered office at Helmholtzstrasse 10, 01069 Dresden, Germany, officially represented by its represented by its Vice-Rector for Academic and International Affairs, Professor Hans Georg Krauthäuser, and hereafter referred to as Consortium Partner or TU Dresden,
4. ***Université Grenoble Alpes (France)***, having its registered office at Avenue Centrale 621, 38401 Saint-Martin D'Herès, France, officially represented by its President, Professor Patrick Levy and hereinafter referred to as Consortium Partner or UGA Grenoble,
5. ***Universitat de Barcelona (Spain)***, having its registered office at Gran Via de les Corts Catalanes 585, 08007 Barcelona, Spain, officially represented by its Vice-Rector for Outreach and Internationalization, Professor Alejandro Aguilar Vila and hereinafter referred to as Consortium Partner or U Barcelona.
6. ***Interuniversitair Micro-Electronica Centrum vzw, (Belgium)*** Register of legal Entities Leuven VAT BE 0425.260.668, with its registered office at Kapeldreef 75, 3001 Leuven, Belgium and represented by Ludo Deferm, Executive Vice-President, referred to as Associated Consortium Partner or IMEC,

7. **Commissariat a l' Energie Atomique et aux Energies Alternatives CEA (France)**, having its registered office at 17, Rue des Martyrs, 38054 Grenoble cedex 9, France, officially represented by its Director, Dr. Emmanuel Sabonnadière and referred to as Associated Consortium Partner or CEA,

8. **Leibniz-Institut für Festkörper- und Werkstoffforschung Dresden e.V. (Germany)**, having its registered office at Helmholtzstrasse 20, 01069 Dresden, Germany, officially represented by the Executive Board, Prof. Dr. B. Hillebrands and Dr. D. Kirmse and referred to as Associated Consortium Partner or IFW-Dresden,

All Parties which have so declared their adhesion are hereinafter referred to individually or collectively as the "Party(ies)" or "Partner(s)"

PREAMBLE

WHEREAS, the Parties have decided to put forward a proposal for an Erasmus Mundus Masters Course.

On February 14, 2017 a proposal has been submitted for evaluation to the European Commission (EC) in the context of the 2017 Erasmus+: Higher Education - Erasmus Mundus Joint Master Degrees call for proposals (EAC/A03/2016, proposal reference 586531-EPP-1-2017-1-BE-EPPKA1-JMD-MOB).

On 27 June 2017 the Consortium Coordinator has been informed by the EDUCATION, AUDIOVISUAL AND CULTURE EXECUTIVE AGENCY (EACEA, hereinafter called "the Agency") that the proposal has been approved. As a result a Grant Agreement for an action with multiple beneficiaries has been signed between the Consortium Coordinator and the Agency on October 10 2017 (Agreement no. 2017-1921/001-002), hereinafter referred to as "the Contract". The proposal is part of the Contract. The Contract runs from 28-10-2017 (starting date) until 27-10-2022 (see article I.2 of Grant Agreement EACEA-U.LEUVEN).

A copy of the Contract is included in Annex I and makes integral part of this Consortium Agreement.

WHEREAS, this Contract has been signed by the Consortium Coordinator, KU Leuven, a Consortium Agreement shall specify obligations and rights of the Parties.

In consideration of the foregoing, we agree to bind ourselves according to the terms of this Consortium Agreement.

Art. 1: Main principles of the Consortium Agreement

The Parties have received, read and understood the Contract mentioned above as well as all the documents related to the Erasmus Mundus Masters Course in Nanoscience and Nanotechnology (acronym EMM-Nano+) attached to it. The Parties have also read and understood all documents related to the Erasmus+ Programme, available from the Erasmus+ website of the European Commission, and in particular the Erasmus+ Programme Guide and the 2017 EMJMD Program Handbook.

The Parties engage themselves to the same obligations that are binding KU Leuven and the Agency according to the Contract signed on October 10, 2017 to all applicable extent, with the specifications, exceptions and modifications given in the following articles.

Art. 2: Purpose of the Consortium Agreement

The purpose of this Consortium Agreement is to agree on the further development, implementation, management, quality assurance and sustainability of the EMM-Nano+ programme in the framework of the Contract. The Consortium Agreement specifies the respective rights and obligations of the Parties with regard to the running of the joint program EMM-Nano+ (Erasmus Mundus Master Nanoscience and Nanotechnology) (hereinafter referred to as the "Programme").

Except as otherwise expressly provided in this Consortium Agreement, the Parties are subject to the rules and regulations detailed in the Contract regarding both the responsibilities towards the Commission and towards other Parties to this Consortium Agreement

Section 1: Joint EMM-Nano+ curriculum

Art. 3: Educational concept

EMM-Nano+ is a student-centred curriculum, based on a strong interaction between research, innovation and education. By the cooperation between the Parties, it delivers a top quality and broad multidisciplinary basis as well as a top-level individual specialization in one of 9 areas: nanomaterials, nanochemistry, organic and molecular electronics, quantum computing, quantum and nanoscale engineering, nanoelectronics, biophysics, bionanotechnology and nanopharmacotherapy.

The Programme aims to provide excellence in education on all locations.

The Programme intends to create a community of teaching staff and students by having intense communication through networking events and modern networking tools.

Art. 4: Duration and organisation

The Programme is a two year (120 ECTS points) course. The Programme is organized by the five Consortium Partners mentioned above and constitutes a highly integrated programme, composed of course modules that are fully recognised by all Consortium Partners. It is supported by three Associated Consortium Partners, which provide access to infrastructure for nanotechnology research and development and opportunities for graduating students to continue their study with a PhD. The Programme is annually modified and updated based on the evolutions in the field of the Programme and the feedback from students and alumni.

Art. 5: Mandatory Mobility tracks

The mobility tracks are designed as shown on Figure 1, where the academic offer from each Consortium Partner is evidenced. All students start their first year at the KU Leuven where they follow a common set of compulsory courses and some electives to prepare for their specialisation option. For their second year, they select a specialization area at one of the Consortium Partners where they follow specialisation and broadening courses and do their master thesis research project.

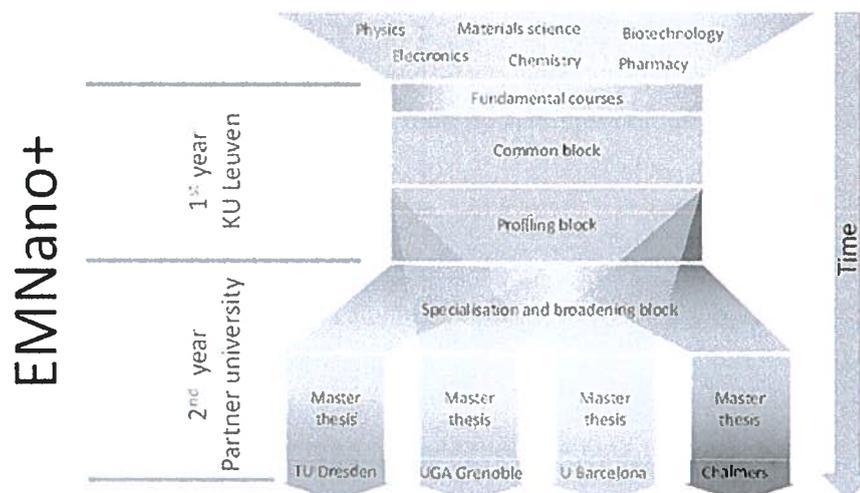


Figure 1 - Schematic of the EMM-Nano+ master programme's mobility scheme

Art. 6: ECTS system

The ECTS mechanisms for the distribution of the study load and the recognition of obtained credits are applied in the consortium. Hence, all components of the Programme are assigned ects-credits.

Art. 7: Structure and educational modules

The general structure of the EMM-Nano+ Master is a two-year program of 120 credits: 60 credits per year and per university, 30 credits per semester.

At the start of the Programme the students choose one specialization as their major theme. For this purpose the multidisciplinary field of nanoscience and nanotechnology is subdivided into 3 major themes and 9 specialisation options, as shown on Figure 2.

Specialisation group	Specialisation option	Chalmers	TU Dresden	UGA Grenoble	U Barcelona
Nanomaterials and nanochemistry	Nanomaterials				x
	Nanochemistry			x	
Quantum computing and nanoelectronics	Organic and molecular electronics	x	x		
	Quantum computing	x			
	Quantum and nanoscale engineering			x	
	Nanoelectronics		x		
Bionanotechnology and Nanomedicine	Biophysics		x		
	Bionanotechnology			x	
	Nanopharmacotherapy				x

Figure 2 – Specialisation options and role of the partners for the EMM-Nano+ master program

The Programme structure is outlined in Figure 3. The curriculum of the students contains the following educational modules:

- Nanoscience and nanotechnology fundamental courses (maximum 12 ECTS, KU Leuven)
- General interest courses (6-9 ECTS, KU Leuven)
- Core courses, including Erasmus Mundus Lecture series on Nanoscience and Nanotechnology (36 ECTS, KU Leuven)
- Specific courses (6-18 ECTS electives KU Leuven, plus 15 ECTS more as compulsory courses in second year Consortium Partner¹)
- Broadening courses (15 ECTS, second year Consortium Partner¹)
- Master Thesis research project (30 ECTS, second year Consortium Partner)

¹ At TU Dresden the specific courses are 14 or 16 ECTS for some options, and the Broadening electives are then 16 resp. 14 ECTS.

Erasmus Mundus Nanoscience and Nanotechnology (120 stp)								
Nanoscience and nanotechnology fundamentals (0-12 erts, KULeuven) Quantum Physics – 3 erts Semiconductor Physics – 3 erts Semiconductor devices – 4 erts Atom theory, chemical periodicity and chemical bond – 3 erts Structure synthesis and cellular function of macromolecules – 3 erts Electronic components, circuits and sensors – 3 erts Basics of pharmacology – 3 erts								
General interest courses (6-9 erts, KULeuven) Courses chosen from extensive list of general interest courses								
Core courses (36 erts, KULeuven) Material physics and technology for nanoelectronics – 6 erts Nanostructured biomacromolecules – 6 erts Chemistry at the nanoscale – 6 erts Technology of integrated systems – 6 erts Mesoscopic physics – 3 erts Lectures on nanoscience and nanotechnology – 3 erts Practical design for nanotechnology or project work nanoscience – 6 erts								
Nanomaterials and nanochemistry		Quantum computing and nanoelectronics				Bionanotechnology and Nanomedicine		
Option Nanomaterials U Barçelona	Option Nanochemistry UGA Grenoble	Option Organic and Molecular electronics TU Dresden, Chalmers	Option Quantum computing Chalmers	Option Quantum and nanoscale engineering UGA Grenoble	Option Nanoelectronics TU Dresden	Option Biophysics TU Dresden	Option Bionanotechnology UGA Grenoble	Option Nanopharmacotherapy U Barçelona
Specific Courses 13 erts compulsory +min 6 erts Electives KULeuven	Specific Courses 13 erts compulsory +min 6 erts Electives KULeuven	Specific Courses 15 erts compulsory +min 6 erts Electives KULeuven	Specific Courses 13 erts compulsory +min 6 erts Electives KULeuven	Specific Courses 15 erts compulsory +min 6 erts Electives KULeuven				
Broadening courses 15 erts electives	Broadening courses 15 erts electives	Broadening courses 15 erts electives	Broadening courses 15 erts electives	Broadening courses 15 erts electives	Broadening courses 15 erts electives	Broadening courses 15 erts electives	Broadening courses 15 erts electives	Broadening courses 15 erts electives

Figure 3 – Integrated structure of the EMM-Nano+ master program

Art 8: Role of the Consortium Partners

KU Leuven is the coordinator, provides the common part of the educational curriculum and is also the main interface with the Associated Consortium Partner IMEC.

The role of the other Consortium Partners in the curriculum is shown in Figure 2.

Chalmers offers the second year specialisation options of “Quantum Computing” and “Organic and molecular electronics”.

TU Dresden offers the options “Biophysics”, “Nanoelectronics” and “Organic and molecular electronics” and is the main interface with the Associated Consortium Partner IFW-Dresden.

UGA Grenoble offers the options “Nanochemistry”, “Quantum and nanoscale engineering” and “Nanobiotechnology” and is the main interface with the Associated Consortium Partner CEA.

U Barcelona offers the options “Nanomaterials” and “Nanopharmacotherapy”.

Art. 9: Language policy

The language of instruction is English and all courses, the supporting documentation (e.g. lecture notes, slides) and exams are in English. Beside this, the students are offered courses in the language of their study locations, both as part of the curriculum or outside the curriculum. In the first year, a

course of Dutch Language and Culture of 3 ECTS (40 contact hours) is organised as one of the General Interest courses at KU Leuven, hence as a compulsory part of the curriculum. In the second year courses in German (Dresden), French (Grenoble), Swedish (Göteborg) and Catalan or Spanish (Barcelona) are offered at the Consortium Partners outside the curriculum without acquiring credits within the programme.

The official representatives of the Parties will communicate in English. All the documents sent to the European Commission or the Agency will be written in English with a copy to the official local coordinators of the Consortium.

Section 2: Practical organisation

Art. 10. Organisation of the academic year

At KU Leuven the academic year starts at the end of September and is divided in 2 semesters (September-January and February-June) of education and study activities, each followed by semester exam periods of 3 weeks. From middle of August till first week of September a third examination period is used for resit exams.

At UGA Grenoble the academic year starts at the beginning of September and is divided in 2 semesters of education and study activities (September-February and February-September), each period includes a first session exam period of 3 weeks. One resit of the first semester exams is proposed to the students for failed exams from March to September.

At TU Dresden the academic year starts at the beginning/middle of October and is divided in two semesters (October-March and April-September) of education and study activities, including the examination period. There are 2 re-sit opportunities for failed exams.

At Chalmers the academic year starts at the end of August and is divided in two semesters (late August– mid January and late January–June). Each semester is divided into two study periods of 8 weeks of education and study activities followed by one week of examinations. There are also two re-sit opportunities during the year.

At U Barcelona the academic year starts at the beginning-middle of September and is divided in 2 semesters (September-January and February-June) of education and study activities, including the examination period.

Art. 11: Courses and course selection and approval

All courses of the Programme are implemented in the programme book and the Individual Study Programme (ISP) database of the KU Leuven. Each course receives a separate course code in that database.

At the beginning of each academic year the students select their Individual Study Program (ISP) for that year in the KU Leuven database, including the courses that are followed at the Consortium Partners. The ISP is approved by the Programme Coordinator (see Article 25). The deadline for the ISP submission is the third Wednesday of the academic year at KU Leuven. After that deadline only the Programme Coordinator can still make changes to the ISP until approval by mid-November. At the start of the second semester the ISP is opened again for a few weeks and students can make changes to their ISP for the next semester until the third Wednesday of the semester, after which the ISP is reapproved by the Programme Coordinator by mid-March. The approved ISP of each student in the second year is sent by the Programme Coordinator to the local coordinator at the partner universities.

Art. 12: Common Master Thesis rules

Each master thesis will have a promoter at the hosting Consortium Partner and one at the Consortium Coordinator. The promoter at the hosting institute should agree with the choice of the promoter at the Consortium Coordinator.

The role of the KUL promoter is to offer an external help to the Master students in the writing of their Master thesis. As a KUL promoter he is not associated to the intellectual property rights of scientific work done by the student in the hosting Laboratory (scientific articles, conferences, patents).

Students are asked to send their thesis title and the name of the two promoters to the Programme Coordinator by 31st of January of the second year of the master programme.

The thesis is defended and evaluated at the host Consortium Partner where the thesis was carried out and is evaluated by a thesis evaluation commission, composed of the two thesis promoters, the daily supervisor (in case he is different from the promoter), and one referee, who does not belong to the same research group as the promoter.

The thesis evaluation is based on 2 grades which are given as follows:

1. 1 grade is given for the final thesis report to the local coordinator. The obtained score for the thesis is obtained based on a weighted average of the individual scores of the members of the evaluation commission. The score is calculated based on the following weights: 1/3 for the local promoter/daily supervisor, 1/3 for the KU Leuven co-promoter and 1/3 for the external referee. The scoring is based on the content of the work as well as the quality of the manuscript (scientific content, style, language, care, legibility, structure).
2. 1 grade is given for the defense in consensus among the assessors. The scoring is made on the basis of the quality of the presentation (style, language, care, structure, completeness, and timing). The co-promoter of KUL is invited to attend the defense by Skype or phone connection.

The weighting factor of the mark of the final thesis report is two; the weighting factor of the mark of the defence is one. The final scoring of the master thesis is sent by the local university coordinator to KU Leuven in the common scoring system of the master programme, as described in Article 16.

Art 13: Common Spring workshop and Cleanroom training

Each year a common Spring workshop and cleanroom training are organized at the end of April or beginning of May. Both events are organized at one of the second year Consortium Partners with help of the Programme Coordinator. The cleanroom training is compulsory for ALL first year students, the Workshop is compulsory for both first and second year students. During the workshop, 2nd year students present their current thesis work. The practical organisation and the agendas of both events are agreed upon at the Executive Board meeting.

Art. 14: Organisation of the examinations

The examination of each course is organized by the Consortium Partner hosting the student according to the local examination rules of the Consortium Partner. The local examination rules for each partner university can be consulted at the following websites:

KU Leuven:

<https://www.kuleuven.be/education/regulations/2017/>

TU Dresden:

For the specialization Biophysics:

http://www.biotec.tu-dresden.de/fileadmin/teaching/CurriculumNano/150720_PruefO_Nanobio_en.pdf

for the specialization Nanoelectronics:

<https://tu-dresden.de/ing/elektrotechnik/ressourcen/dateien/studium/master-nes/mpo-nes-2014-englisch.pdf?lang=en>

for the specialization Organic and Molecular Electronic:

https://tu-dresden.de/mn/ressourcen/dateien/studium/organic-and-molecular-electronics-master/PHY_88_AEB_2014_AB_2015_00_PO_EM_Eng-2.pdf?lang=en

UGA Grenoble:

<http://formations.univ-grenoble-alpes.fr/en/catalog/master-s-degree-XB/sciences-technologies-and-health-STS/master-in-nanosciences-and-nanotechnologies-program-program1-master->

nanosciences-et-nanotechnologies-en/nanophysics-subprogram-subprogram-parcours-nano-physics-en.html

Chalmers:

<https://student.portal.chalmers.se/en/chalmersstudies/joint-rules-and-directives/Pages/joint-rules-and-directives.aspx>

University of Barcelona:

http://www.ub.edu/acad/noracad/avaluacio_en.pdf

Art. 15: Pass/fail criteria and resit exams for individual courses

The ECTS-credits for an individual course are secured if the student passes the exam, according to the local rules of the university. A student who does not pass the exam of a course, can get one or more resits in the same academic year, according to the rules of the Consortium Partner.

At KU Leuven a student can do maximum one resit exam within the same academic year and only for failed courses. The best score of the two exams is the final score.

At UGA Grenoble a student can do maximum one resit exam within the same academic year and only for failed courses. The score of the resit exam is the final score.

At TU Dresden, a failed module exam can be retaken once within one year after completion of the 1st exam attempt. A 2nd repetition is only possible at the next exam period. Retaking of passed courses is not possible.

At Chalmers there are one to two re-sit opportunities during the year, both for failed and passed courses. In case of resits for passed courses, if the new result is higher the new score will be registered, otherwise it remains unchanged.

At U Barcelona a student can do maximum one resit exam within the same academic year and only for failed courses. The best score of the two exams is the final score. In case that a student wants to take an examination-based assessment, the student must inform the coordinator of the subject and officially notify the coordinator of the master within the established terms. The mandatory activities during the course must also be completed in order to be entitled to take the final exam. In this modality, students are also entitled to a resit exam the same academic year and only for failed courses. The best score of the two exams is the final score.

Art. 16: Common scoring system

The teaching staff/examiners of any Consortium Partner are responsible for the examination of the respective courses taught, on the basis of the local scoring system. The local scores are converted into a common scoring system. This score system contains the obtained scores at the two Consortium

Partners, including the master thesis. For the master thesis the score is determined based on the common master thesis rules, as described in Art. 12.

The academic coordinator of each Consortium Partner is responsible for the delivery of the examination scores to the Programme Coordinator of the KU Leuven using the Consortium's common grading scale ranging in 6 categories from 8 to 20, using the conversion table in Figure 4.

	Fail	Sufficient	Good	Very good	Ecellent	Exceptional
Common EMNano+ score	8	11	13	15	17	19
KU Leuven	<10	10-11	12-13	14-15	16-17	18-20
Université Grenoble Alpes	<10	10.00-11.99	12.00-13.99	14.00-15.99	16.00-17.99	18.00-20
Chalmers University (raw score)	<40%	40-59%	60-69%	70-79%	80-89%	90-100%
TU Dresden	5.0	4.0-2.7	2.6-1.8	1.7-1.4	1.3-1.1	1.0
Universitat Barcelona	<5	5.0-5.9	6.0-6.9	7.0-7.9	8.0-8.9	9.0-10

Figure 3 Common scoring conversion table of the Emm-Nano+ master program

The scores and the ECTS credits on each course unit are stored in the ICTS system of KU Leuven which is coupled to the Individual Study Programme (ISP) database where the student has selected his/her courses (see Art.11). The scores are monitored by the Consortium's Common Examination Commission (see Art. 19) as a part of the quality assurance of the Programme (incl. a statistical analysis a posteriori).

Art. 17: Grading

At the end of the Programme, for each student a GPA percentage is calculated by weighing every score with the number of credits for the corresponding course. Based on this GPA the students are assigned a grade of merit, primarily based on this weighted composite examination score and ECTS credits on the different parts of the programme and after judgment of the Examination Commission.

The assignment of the grade of merit is done based on the following criteria:

- Cum fructu (Sufficient) for a GP of less than 68%
- Cum laude (Distinction) for GP of minimum of 68%
- Magna cum laude (Great distinction) for a GPA of minimum of 77%
- Summa cum laude (Greatest distinction) for a GPA of minimum of 85%
- Maxima cum laude (Greatest distinction and congratulations of the examination board) for a GPA of minimum of 90%

Art. 18: Pass/fail criteria for the program

The student obtains the master degree if he/she has obtained a minimum of 120 credits in total and a minimum of 54 credits at each of both Consortium Partners where he/she is following the Programme. For this criterion the credits for the Lecture Series, which runs over both academic years

and credits for internships, which run in the summer between year 1 and year 2, are considered KU Leuven credits.

If the student did not obtain his/her 60 credits at the first year university, the extra courses that he/she will follow at the second year university can be chosen from the elective broadening courses of the second year university². A student can, however, not fail the selected fundamental courses and the compulsory core courses at the KU Leuven nor the compulsory courses and the master thesis at the second year university. In case a student fails a fundamental or a core course in the first year he/she has to re-register for the course and come back to retake the exam during the second year.

Art. 19: Common Examination Commission

A Common Examination Commission is formed composed of the academic coordinators of the Consortium Partners, and chaired by a representative of the Consortium Coordinator. The Programme Coordinator acts as the secretary of the Common Examination Commission. The ombudsperson of the Consortium Coordinator is also attending the examination commission.

The commission meets three times per year by phone meeting: beginning of July, middle of September and middle of October.

By the end of the first academic year, the Common Examination Commission summarizes the results of all first year students and takes decisions on:

- advice on resit of exams
- the eventual inhibition of grants to students;

At the end of the Programme, all students are evaluated by the Common Examination Commission. Based on the scores and credits obtained by the students this commission will make the final decision on pass/fail and on the obtained grade for each student, according to the rules stipulated in Art. 18 and 16, respectively.

Art. 20: Appeals related to examinations

Appeals related to examinations follow the regulations of each Consortium Partner.

. After the publication of the results the students can make an appeal within a period of 2 months. The examination commission will evaluate its acceptability at earliest convenience.

Art. 21: The degrees and diplomas awarded

The Programme leads to a joint degree diploma from the two Consortium Partners where the student has studied. The degree diplomas are recognised by the legal authorities of the country of each Consortium Partner. Each Consortium Partner takes care of the accreditation of the Programme,

² Due to Swedish legislation tuition-fees at Chalmers cover payment for courses and final thesis project for a total of 60 credits. All additional courses taken by the student shall be paid separately.

following the legislation of their country (see also Section 7). The consortium aims to apply as soon as possible the European Approach for accreditation of the program (https://www.eqar.eu/fileadmin/documents/bologna/02_European_Approach_QA_of_Joint_Programmes_v1_0.pdf) as soon as it is possible in all countries of the consortium.

The joint diploma is in English, with a translation in Dutch and in the language of the second year university at the backside. The diploma is signed by the rector of the KU Leuven, and by one or more representatives of the second year university: for UGA Grenoble the president of the university, for TU Dresden the rector and the TU Dresden member of the examination commission, for Chalmers the officer of degree on behalf of the president of the university, for U Barcelona the rector of the university.

The students also receive a Joint Diploma Supplement, which is made according to the European guidelines, and which includes the transcripts of courses and the obtained scores for the two years. The Diploma supplement is signed by the Chair of the Common Examination Commission and by the member of the examination commission representing the second year university, except for UGA the diploma supplement will be signed by the president of the University.

The Joint Diploma and the Diploma Supplement are delivered by the Consortium Partners, technically prepared by the Consortium Coordinator (KU Leuven).

The documents are sent by the registrar of the KU Leuven to the partner coordinators who take care that they are signed and sent back to the KU Leuven as quickly as possible. The KU Leuven then contacts the students to know where they have to be delivered and takes care of the delivery.

The second year university also delivers to the students a transcript of the courses followed at their university and the obtained scores in their local score system.

For students doing their 2nd year of this master at the partner university UGA an additional diploma compliant with the French legislation will be delivered together with the Joint master degree diploma from KULeuven. This additional bilingual diploma will contain a French and Dutch text and will be printed by UGA. This diploma will be signed by the president of UGA, the rector of the academy, chancellor of the University and the rector of the KULeuven.

The diplomas and diploma supplements are delivered maximum 6 months after the official graduation of the students, which is the date when the examination commission took the decision on graduation.

Section 3: Joint student admission, recruitment and selection

Art. 22: Joint admission criteria

The Consortium Partners use common admission criteria for the Programme.

Admitted are top-level Bachelor students in physics, applied physics, chemistry, biochemistry, electrical engineering, material science, pharmacology or a related discipline, with a proven background in advanced mathematics (including differential equations, Fourier series etc.), physics and chemistry., organic and inorganic chemistry, electromagnetism, eventually also notions of electronic circuits, cell biology and biochemistry, molecular architectures and recognition or chemical material science.. Students in their last year of such a bachelor programme are also considered. Nevertheless, it is mandatory that students have finished a bachelor degree in the field mentioned above for being registered. A minimum of 180 credits (equivalent to the ECTS credit system, i.e. corresponding to a minimum of 3 years of bachelor study) and a GPA (Grade Point Average) of at least 75% of the scale maximum is required.

Students should prove a good command of English, applicants enrolling for the first time at KULeuven prove their English language proficiency by means of an IELTS or TOEFL test. The minimum score required for IELTS is 7 (with no subscore under 6.5), for the TOEFL internet-based test it is 94 (with no subscore under 22). Applicants with a university degree or high school degree earned in Australia, English-speaking Canada, Ireland, New Zealand, United Kingdom or the USA are exempted from this requirement: the degree and transcripts suffice, provided they confirm that the entire study was completed in English.

The admission policy is intended to ensure equal opportunity of access to higher education for qualified European and third country students.

The total amount of students admitted to Chalmers during the second year is limited to 10 students from EU/EEA countries or Switzerland and additional 15 students from non-EU/EEA countries (subject to the payment of tuition fees).

Art. 23: Joint application and selection procedure

A common application and selection procedure is in place and is announced at the Programme website (www.emm-nano.org).

The application deadline is January 31 for partner country students and May 31 for program country-students, but can be changed by the Executive Board if necessary.

Applications have to be submitted online through the Programme website, supplemented with the required documents to be defined every year by the Consortium (a motivation letter, 2 recommendation letters, a full CV, language skills certificates, legalized copies of diploma's and transcripts, an Annex with some declarations on residence and other Erasmus mundus scholarship applications as given in Annex II etc.).

All applications are administered by the Admissions Office (AO) of KU Leuven. The AO checks all applications in terms of formal compliance with the admission requirements, and gives advice on the quality or ranking of the university of origin of the applicant.

Those applications that meet the standards are evaluated by the selection committee consisting of the Programme Director and an academic representative of each Consortium Partner. The selection criteria are the applicants background and previous education, the applicants excellence based on the obtained GPA, the English language skills and the completeness of the application file. In case of doubts about the language skills or any other of the selection criteria a phone or Skype meeting with the student can be set-up.

The members of the selection board score every application, the scores are averaged and the applicants are ranked based on the average of the five Consortium Partners. Based on this ranking and after an internal discussion during a meeting of the selection board, the selection is decided. The final list of selected students is drawn up and approved by the selection committee, including a number of ranked candidates for the EU scholarships, and a number of reserve applicants should any selected student be unable to take up a scholarship/place.

The ranking made by the Consortium must comply with the rules applicable to the selection procedure of grantees defined each year by the Agency of the Commission for the main list as well as for the reserve list. The final results have to be ready before the deadline yearly set by the Agency for the applications to an EM scholarship.

Art 23bis Appeal related to application and selection procedure

After the decisions of the selection have been communicated, applicants have the possibility to appeal against the decision made by the Executive Board. An appeal can only be made against the selection procedure, and not to the outcome of the selection status. An appeal should be made by sending an appeal form via registered mail to the EMM-Nano+ secretariat. The form should state the reason of the appeal, including proof of additional supporting documents (if applicable). An EMM-Nano+ Appeal Form will be made available via the website (Annex III). The appeal has to be sent within 8 working days (with the date of postmark as proof) after receipt of the selection results. Once the EMM-Nano+ Secretariat receives the appeal form, the sender will receive an acknowledgement of receipt by email. The appeal will then be investigated by the EMM-Nano+ Coordinator and Secretariat, and if needed extra feedback will be obtained from the EMM-Nano+ Executive Board. Within 15 working days after having received the appeal, the appellant will receive the outcome of the appeal with the reasons for rejecting or accepting it.

Art. 24: Admission letter and student agreement

After selection, each student receives an admission letter and a student agreement, stipulating his/her individual mobility path, an eventual scholarship or tuition waiver granted by the Executive Board and his/her rights and obligations. The student agreement is signed both by the student and the Consortium, represented by the Programme Coordinator. A draft student agreement is added in Annex V.

All Consortium Partners agree to enrol selected students as full-time Master students and to provide appropriate guidance and services to the students.

Section 4: Consortium management and obligations of the Partners

Art. 25: The Consortium management

The Programme is managed by an Executive Board, with appointed representatives of each of the Parties. KU Leuven is Consortium Coordinator.

The KU Leuven appoints a Programme Coordinator who is responsible for the overall management of the Programme. An administrative and operational coordinator is supporting the Programme Director for the logistic and administrative tasks of the Programme and is head of the Programme's secretariat and student's main interface. At the signing of the Consortium Agreement the Programme Coordinator is Prof. B. Soree, and the administrative and operational coordinator is Mrs. E. Delfosse.

At each of the Consortium Partners there is also an academic as well as an administrative local coordinator, who is responsible for the management of the Programme at the local level and for the issues dealing with the interface between their institute and the rest of the Consortium. At the signing of the Consortium Agreement these representatives are:

KU Leuven: Prof. B. Soree (academic), E. Delfosse (administrative and operational)

TU Dresden: Prof. G. Cuniberti (academic), A. Chesneau (administrative and operational)

UGA Grenoble: Prof. David Ferrand (academic), Dounia Moukadem (administrative and operational)

U Barcelona: Prof. S. Hernandez (academic), Núria Massons i Solano (administrative and operational)

Chalmers: Prof. T. Bauch (academic) and Prof. E. Schröder (academic), E. Ericson (administrative and operational)

Moreover, each Associated Consortium Partner also has a contact person for the Programme. At the start of the Programme these are:

IMEC: Prof. G. Groeseneken, Director Doctoral Research and Academic Relations

CEA-LETI: C. Tardif, Head of ISTN (Training division)

IFW-Dresden: B. Büchner, Director of the Institute for Solid State Research

In case the names of these representatives are changing during the Programme, the Partner where the change takes place will inform the Programme Coordinator about the change. He/she will inform all the Parties.

Art. 26: Obligation of the Consortium Coordinator

The Consortium Coordinator manages the administrative, legal and financial matters of the Consortium and the Masters Course towards the Agency. The Consortium Coordinator is responsible for all contacts with the Agency.

The Consortium Coordinator shall

- take all the steps necessary to prepare for, perform and correctly manage the Programme set out in this Consortium Agreement and its annexes, in accordance with the objectives of the Programme as set out by the Agency.
- monitor that the Programme is implemented in accordance with the Contract
- be the intermediary for all communications between the Partners and the Agency, except where provided otherwise in the Contract.
- immediately provide the Agency with the information related to the change in name, address, legal representative as well as in the legal, financial, technical, organizational or ownership situation of any of the partners or to any event likely to affect or delay the implementation of the action, of which the Coordinator is aware;
- bear responsibility for supplying all documents and information to the Agency which may be required under the Contract, except where provided otherwise in the Contract; where information is required from the other Partners, the Coordinator shall bear responsibility for obtaining and verifying this information before passing it on to the Agency.
- make the appropriate arrangements for providing any financial guarantees required under the Contract;
- establish the requests for payment in accordance with the Contract;
- where it is designated as the sole recipient of payments on behalf of all of the Partners, ensure that all the appropriate payments are made to the other Partners without unjustified delay;
- bear responsibility for providing all the necessary documents in the event of checks and audits initiated before the payment of the balance and in the event of evaluation of the contract;
- transfer to the Partners, without delay, any document relating to the Programme or the grant.
- report to the Consortium in such a way that these have full understanding of the administrative, legal and financial matters.

The Consortium Coordinator shall undertake in particular:

- send the Partners copies of the Contract signed with the Agency together with annexes and any other official document concerning the Programme, such as the Project Handbook etc..
- notify and provide the Partners with any amendments made to this Consortium Agreement.
- coordination of the decision taking procedure.
- promote the Programme via the website, brochures, advertisements, articles etc.
- creation of tools shared between the Partners (website, forms, ISP-database, application website, scoring database, guidelines ...).
- collection of student applications and distribution of the applications among the Partners
- coordination of the student selection and admission procedure.
- follow up and guiding students during their preparation to come to the Programme, support with visa application etc.
- central registration of the admitted students.
- sending the student admission letters and managing the student agreements.
- payment of scholarships to students and scholars involved in the Programme.
- filling in, updating and maintaining the EMT database with the information on applicants and registered students, as requested by the Agency.
- managing of the students insurances and informing the students about it.
- organisation of a welcome session for the new students at the start of their programme
- registration, advise and approval of the students Individual Study Program in the Consortium Coordinator's database.
- organisation of a company visit for the first year students.
- collecting of all scores from the Partners and preparing and organizing the 3 sessions of the common examination commission (July, September and October)
- co-organisation of the annual Spring workshop at one of the Partner locations
- Identification and hosting of a number of research scholars and lecturers to comply with the requirements of the Contract (min 4 scholars for a minimum of 8 weeks per student intake)
- implementation of Programme changes for the next academic year after approval by the Executive Board
- organisation of two graduation ceremonies (one in July and one in September) for the graduated students.
- payments of invoices resulting from Programme general activities, even if occurring at a (Associated) Consortium Partner, when the Executive Board has agreed on the expenses, when the costs are eligible under the Consortium Coordinator's criteria, reasonable, and fitting with the current budgeting of the Consortium allocation.
- elaboration of reports (administrative and financial) to the Agency.
- organisation and preparation of the Executive Board meetings
- the coordination and approval of the industrial internships

- the printing and delivery of the joint Diploma and Diploma supplements except for the extra diploma provided by UGA Grenoble according to French legislation (cfr. Art. 27)
- the set-up and maintenance of the Programme website and the Alumni policy.
- act at all times in good faith and in a manner that reflects the good name, goodwill and reputation of the other Partners and in accordance with scientific and academic ethics.

Art. 27: Obligations of the Consortium Partners

The Consortium Partners shall provide in due time the Consortium Coordinator with the information necessary to prepare the reports required by the Agency. The Consortium Partners shall be aware that the payment of the scholarships and of the funds allocated to each Consortium Partner are subjected to the timely submission of the financial reports by the Consortium Partners to the Consortium Coordinator, then by the Consortium Coordinator to the Agency.

Further, the Consortium Partners agree to undertake the following:

- To take all the steps necessary to prepare for, perform and correctly manage the programme set out in this Consortium Agreement and its annexes, in accordance with the objectives of the Programme as set out in the Contract concluded between the Agency and the Consortium Coordinator.
- To comply with all the provisions of the Contract binding the Consortium Coordinator to the Agency.
- To communicate to the Consortium Coordinator any information or document required by the latter that is necessary for the management of the Programme.
- To inform the Programme Coordinator immediately of any change likely to affect or delay the implementation of the Programme, and of any change in its legal, financial, technical, organisational or ownership situation or of its affiliated entities and of any change in its name, address or its legal representatives or of its affiliated entities.
- To submit in due time to the Programme Coordinator the data needed to draw up the reports, financial statements and other documents needed in the events of audits, checks or evaluation, and any other information to be provided to the Agency according to the Contract, except where the Contract requires that such information is submitted directly by the Partner to the Agency.
- Regarding the students and scholars visiting its institution, prior and during their stays:
 - Visa request: each Consortium Partner shall help to obtain the documents required by its national immigration policy, by providing all the explanations and documents helpful for the applicants.
 - Supervision of students' and scholars' status regarding national immigration policy during their stay.
 - Academic admission and registration.
 - Assistance.
- Organisation of a welcome session for the second year students at the start of their second year

- Organisation of the annual cleanroom training and Spring workshop when organized at the partner location.
- Identification and hosting of a number of research scholars and lecturers to comply with the requirements of the contract (min 4 scholars for a minimum of 8 weeks per student intake)
- Submit proposals of program changes for the next academic year to the Executive Board before the deadline of January 15.
- To accept responsibility for all information communicated to the Consortium Coordinator, including details of costs claimed and, where appropriate, expenses difficult to justify.
- To nominate at least one academic representative to the Executive Board and to the Common Examination Commission
- collecting of all scores from the local courses and sending them to the Programme Coordinator after converting into the common scoring system according to Art. 16, and sending all scores to the Programme Coordinator before the communicated deadline for the 3 sessions of the Common Examination Commission (July, September and October).
- To promptly notify any delay in performance or any event that may impact the Programme to the Executive Board.
- To inform the Executive Board of relevant information received from third parties as regards the joint master course.
- To participate in a cooperative manner at the meetings of the different bodies under this Consortium Agreement.
- To help promoting the Programme.
- U Barcelona will be responsible for the advertisement and marketing of the Programme and for the interface and advertisement of the Programme for the targeted regions (see Article 37).
- Chalmers will be responsible for the interaction and coordination of the Industrial Advisory Board.
- UGA Grenoble will be responsible for the printing and delivery of the additional bilingual diploma containing the French and Dutch text in compliance with French legislation
- To act at all times in good faith and in a manner that reflects the good name, goodwill and reputation of the other Partners and in accordance with scientific and academic ethics.

Art. 28: Obligations of the Consortium Associated Partners

The Associated Consortium Partners shall provide support to the consortium in terms of

- providing staff and experts in certain specialisation areas of the Programme
- providing access for the students to a high level and unique scientific and technical infrastructure
- human resources for coordination support, i.e the administrative coordinator and the Programme coordinator (provided by imec)
- support with the promotion and organization of the Programme
- advice in the definition and development of the curriculum

- hosting of students for internships and thesis research
- providing speakers for the lecture series
- act as interface between students and industry
- ensuring employability opportunities for the graduates of the Programme in terms of PhD positions.
- establishment of a network of companies where students and graduates can find a job after graduation
- offering research training courses (for example at CEA).

Art. 29: EMM-Nano+ Executive Board

The EMM-Nano+ Executive Board is chaired by the programme coordinator, and composed of the academic coordinators and/or the operational and administrative coordinators of the Consortium Partners and a representation of the students (maximum 3). The board is meeting minimum 3 times per year: once in November for the evaluation and start-up of the academic year, once in February or March for the non-EEA student selection, once in April or May during the joint Spring workshop. In between the 3 meetings the members of the Executive Board are in frequent and intensive contact by email or phone to follow-up the daily management of the programme.

The EMM-Nano+ Executive Board is responsible for

- the educational concept
- the educational reference framework, including the definition of the learning outcomes
- the academic implementation and the overall management of the Programme
- long term policy of the Programme
- Quality assurance of the Programme.
- adjustments in educational content of the Programme
- evaluation of the educational quality
- follow-up and feedback or complaints by students
- long term decisions on the Programme, in collaboration with the teaching staff.

For important changes to the Programme the approval of the Agency has to be obtained.

The EMM-Nano+ Executive Board takes decisions on coordination issues like

- the exchange of ECTS credits
- scoring, ranking and selection of the students and submit selection to the Agency
- decisions on appeals from applicants
- definition of the mobility paths
- definition or change of common standards for admission, common application procedure and joint student and scholar selection process.
- welcome, supervision and tutoring of the students

- advise of the students study programme
- thesis topic assignment
- score exchange among the Consortium partners
- diploma and diploma supplements
- management of the website
- promotion and public relations
- decision on tuition fees and waivers
- decision on use of the budget
- decisions on scholarships and scholarship conditions
- interface with the Agency
- approval of the progress and financial reports.

It is also responsible to carry out specific tasks, e.g. to monitor the quality of the programme, execute evaluation questionnaires with students, alumni, teaching staff etc. .

For specific agenda points other experts, such as the representative of the Consortium Coordinator's Admissions Office, faculty educational support responsible or Consortium Associated Partner representatives can be invited to the meeting.

The tasks of the Executive Board members are equally distributed between the various Consortium Partners. Decisions within the Executive Board are taken by consensus.

Beside the EMM Nano+ Executive Board the Local Teaching Committees at the Consortium Partners are also responsible for the local implementation of the decisions of the EMM-Nano+ Executive Board and for all aspects of the local courses, including quality assurance.

Art. 30: EMM-Nano+ Industrial Advisory Board

An Industrial Advisory Board (IAB) has been installed to keep the program aligned with the needs from industry. It is composed of representatives of European and non-European companies that are active in the field of Nanoscience and Nanotechnology. A balance between large companies and SME's or start-ups, and between companies active in nanoelectronics, nanomaterials, bio-nanotechnology, energy etc. is targeted.

At the signing of the Consortium Agreement the IAB is composed as follows:

- A. Goldberg – Solvay, Belgium
- M. Heuken – Aixtron, Germany
- L. Kwakman – FEI, France
- W. Coene – ASML, The Netherlands
- P. Fazan – Micron, Belgium

The Industrial Advisory Board meets at least once per year, and is requested to give advice on the content and its orientation towards the need for industry and society at large and to help in establishing the link between Programme on one hand and the needs from industry on the other hand. The Industrial Advisory Board will be asked to present observations on the Programme on an annual basis, with particular relevance to the design of the Programme and its relevance for industry. The IAB is organized and coordinated by Chalmers.

Section 5: Sustainability of the EMM-Nano+ programme

Art. 31: Commitment to continuity

All Parties are committed to the Programme and to the Consortium. They will fulfil all roles as outlined in the Contract and this Consortium Agreement in order to reach the highest quality possible in a European and global context.

Additionally to the support and funding by the European and respective national and regional authorities, all Partners will use reasonable efforts to provide the necessary financial, human and administrative means to successfully run the Programme.

On a regular basis, Parties will analyse the needs for the EMM-Nano+ Course and the European and global position of the Programme. They will take care of the continuity of the Programme and its responsiveness

Art. 32: Involvement of the industrial sector

The Industrial Advisory Board will do its best efforts to create a network of industrial partners, aiming to involve the professional sector closely to the Programme and the needs analysis mentioned in Art. 31. It will make the Programme better known in the nanotechnology industry. The Associated Consortium Partners will do their reasonable endeavours to create an optimal involvement of the industrial sector through their industrial network.

Art. 33: Educational and financial conditions for students

The Consortium Partners will try to attract top students from Europe and worldwide. It aims to create educational and financial conditions to make the participation in the Programme both attractive and attainable for students with and without an Erasmus+ scholarship. The Programme targets to attract at least 25% students without a scholarship from the EU in order to be compliant with the requirements of the Contract. If possible Consortium scholarships will be offered to top students that do not receive a scholarship from the EU.

Section 6: Financial arrangements and reporting

Art. 34: Budget and account

The Consortium Coordinator prepares a budget and an account for the total duration of the Programme. The budget is checked and adapted after each academic year.

Art. 35: Tuition fee

A common tuition fee of €9000 is charged to partner country students and € 1500 to program country students.

These tuition fees are covering:

- access for the students to the EMM-Nano+ curriculum, including all courses, examination costs, diploma delivery, administration costs, access to student services, like libraries, computer networks and electronic study environments
- subscription to a collective accident insurance policy
- subscription to an insurance for civil liability for study related activities
- subscription to a third party liability insurance policy
- affiliation with a health insurance company.

The students are insured via the Programme Coordinator. Tenant liability is not included in the insurance package and need to be covered either by the host institute or by the students themselves.

The tuition fee also gives the students the right to the following:

- a) support from the student services of the Consortium Partners:
 - access to universal social services: student employment office, medical and psychotherapeutic centres, student restaurants, and study advise office;
 - access to selective social services: student housing, in accordance with the criteria stipulated by the services;
- b) use of the library in accordance with the library regulations of the institution
- c) use of the information technology infrastructure in accordance with the specific regulations of the institution
- d) education support through the Toledo electronic learning environment (Toledo.kuleuven.be) and the learning environments at the second year Consortium Partners.

The Consortium Partners can waive part of the tuition fees for students without a scholarship or with limited financial resources in order to enable them to participate to the Programme. Students from partner countries can receive a tuition fee waiver down to 1500€, students from program countries can receive a tuition fee waiver down to 900€, to be adjusted on an annual basis. Because of Swedish

national legislation, however, waiving is not possible for partner country students that study at Chalmers. Moreover, tuition-fees at Chalmers cover payment for courses and final thesis project for a total of 60 credits. All additional credits taken by the student shall be paid separately.

Art. 36: Contribution from the European Commission

As specified in Annex III of the Contract the total contribution from the European Commission amount to a maximum of €3.012.000 and is composed as follows:

- a) a lump sum contribution from the European Commission of maximum €170000, consisting of €20.000 for the consortium management costs during the preparatory year and €50000 per student intake for a total of 3 intakes, for the management costs of the course, for the mandatory involvement of high-level invited scholars and guest lecturers and costs for the participation of the Partners in events organised by the Agency (EMJMD coordinators meeting, EMJMD cluster meetings etc.. A reduction of €1950 will be applied for each scholar week not carried out.
- b) a contribution for a maximum of 53 scholarships for a maximum €49000 per scholarship (or a maximum of €2.597.000) for students from Partner countries, to cover the participation costs (including all tuition fees, full insurance coverage and other mandatory costs related to student participation in the course), travel and installation costs and subsistence costs.
- c) a contribution for a maximum of 5 scholarships for a maximum €49000 per scholarship (or a maximum of €245.000) for students from 3 targeted regions (2 from ENI South, 1 from Brazil or Mexico and 2 from Latin America, as specified in Annex III of the Contract) to cover the participation costs (including all tuition fees, full insurance coverage and other mandatory costs related to student participation in the course), travel and installation costs and subsistence costs.

The Agency provides only scholarships for students

- coming from all countries other than the 28 EU Member States, the former Yugoslav Republic of Macedonia, Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland and Turkey,
- who are not residents of any of the above countries, and who have not carried out their main activities (studies, work, etc.) for more than a total of 12 months over the last five years in any of the above countries. The five-year reference period for this 12-months rule is calculated backwards as from the submission deadline for applying for an EMJMD student scholarship.

The amount of the scholarships of maximum 49000€ is as composed as follows:

- 9000€ per year for contribution to the participation costs.

- 2.000€ per year for travel costs and 1.000€ for installation costs (total of 5000€) for scholarship holders resident of a country whose location is situated at less than 4.000 km from KU Leuven
- 3.000€ per year for travel costs and 1.000€ for installation costs (total of 7000€) for scholarship holders resident of a country whose location is situated at 4.000 km or more from KU Leuven.
- 1000 € per month for the entire duration of the Programme (24 months maximum) for contribution to subsistence costs. This contribution will not be given to scholarship holders for the periods (study /research /placement / thesis preparation) spent in their country of residence nor to scholarship holders for the periods exceeding three months (indicatively the equivalent of 15 ECTS credits) spent in any Partner Country.

Art. 37 Research scholars

The Consortium Partners agree to engage a minimum 4 different scholars/guest lecturers per student intake for a minimum of in total 8 weeks per intake. These scholars must demonstrate outstanding academic and/or professional experience and bring concrete added value to the course and students through teaching of specific classes, leading and participating in seminars or workshops, monitoring and tutoring student research/project activities, participating in thesis reviews, preparing new teaching modules, etc. They must also contribute, after their visiting scholar activities, to the promotion and dissemination of the program in their university and country of origin.

The scholars can apply via a form available at the website (see Annex IV), including a short proposal on what they will contribute during their research stay at one of the partner institutions. The applications are sent by the coordinating institutions to the partners, and the decision on giving a scholarship is taken by the Executive Board.

Art. 38: Payments and Reporting

The payments of the Agency are as follows:

- 1) a pre-financing payment of 25% of the maximum amount at the start of the Contract ;
- 2) a second pre-financing payment corresponding to 50% and a third pre-financing payment corresponding to 25% of the grant awarded, will be made subject to having used at least 70% of the previous pre-financing instalment and after the Agency has approved the relevant formal further pre-financing payment request submitted by the Coordinator in the applicable form.
- 3) Payment of the balance after approval of the final report.

Following reports must be submitted by the following dates:

- 1) a technical report by 31/10/2018
- 2) a second pre-financing request by 31/08/2019, covering the reporting period from the start of the eligibility period mentioned until the month before submission of the report;
- 3) a third pre-financing request by 28/02/2021 showing the actual use of the previous pre-financing instalments;
- 4) a final report covering the whole duration of the action, accompanied by a summary financial statement no later than 60 calendar days after the end date of the program (27-10-2022).

Art. 39: Expenditures

The income from the tuition fees and the lump sum fee from the EU is used as follows:

The income from the lump sum for the management costs is used to pay costs for the invited research scholars and lecturers as well as costs for giving consortium scholarships.

-For students from program countries, except for students studying at Chalmers, the full tuition fee (1500€) is transferred to the university where the student is studying. For students from partner countries, except for students studying at Chalmers, 50% of the tuition fee (4500€) is transferred to the university where the student is studying. These amounts are transferred by the coordinating university after receiving an invoice from the partner university at the start of the academic year. They can be used by the university to pay for their own local cost for the Programme. The other 50% of the tuition fee for the partner country students (4500€) is transferred to a consortium account at the coordinating institution and controlled by the Executive board, to pay for common costs of the Programme.

-For students from partner countries studying at Chalmers the full tuition fee of 9000€ is transferred to Chalmers at the start of the academic year when these students study in Sweden after receiving an invoice from Chalmers. This amount should cover for all local costs for the Programme. For students from program countries studying at Chalmers the full tuition fee (1500€) is transferred to the consortium account mentioned above.

-For students from partner countries who received a tuition fee waiver down to 1500€ the tuition fee is directly paid by the student to the coordinating institution and transferred to the university where the student is studying, except for students studying at Chalmers. For students from partner countries studying at Chalmers the full tuition fee of 9000€ is transferred at the start of the academic year when these students study in Sweden after receiving an invoice from Chalmers. These amounts are

transferred by the coordinating university after receiving an invoice from the partner university at the start of the academic year.

The expenditures are organized as follows:

Lump sum expenditures:

1. Invited research scholars and lecturers
2. Consortium scholarships

Common expenditures financed by consortium account:

1. Student insurance costs
2. Student travel costs spring workshop
3. Other spring workshop costs (diner, lodging students, reimbursement of eligible costs of the workshop paid directly by the local University, exceptional contribution to the cost of clean room training to complete the budget of the local University etc.)
4. Common website maintenance
5. Common lectures
6. Common advertisement & publicity program, common brochures

Expenditures by the local university financed by income participation costs:

1. Travel board members
2. Local welcome session costs
3. Eventual local registration cost (e.g. the 900 Euro for KUL, 100 Euro for TUD)
4. Cleanroom training costs
5. Local coordination costs (local website, local brochures)
6. Eventually cost of local secretary support or teaching fees (special courses, lab training)

Art. 40: Scholarship Management

All scholarships are paid to the students and scholars by the Admissions Office of the coordinating institution.

The contribution to travel and installation costs arpaidd in full to the student as follows:

- The amount that covers the installation costs is paid after the registration process at KU Leuven at the start of the first year of the master programme.
- The amounts that cover the travel costs are paid after the registration process at the start of each academic year. The amount paid to the student for year 2 remains unaffected should the student drop-out or be expelled after the third semester and before graduation.

The amount that covers the participation cost (tuition fee) is withheld directly from the scholarship at the beginning of each academic year.

The subsistence contributions are paid on a monthly basis. The payments are interrupted in case of drop out or in the month following the graduation date of the student. The monitoring of the payments is done by the consortium coordinator and reported to the Agency and to the Executive board.

The student's scholarship can be discontinued if he/she has not obtained 48 credits at the end of the first academic year without a valid reason. The decision on discontinuation is made by the Executive Board, after hearing the student. In this case the admission letter for the second year becomes invalid.

There is a day-to-day follow up on the scholarship holders, starting right after the selection. Drop-outs are replaced where possible, following the regulations described in the 2017 EMJMD Project Handbook. In general students communicate with the administrative coordinator of KU Leuven on their decisions/changes before arrival. If the student drops out when he/she already started the program, his/her scholarship is offered to the next student in the ranking or the best performing student, in accordance with the regulations of the 2017 EMJMD Project Handbook and always after consulting and in agreement with the Agency)

In all cases of interruption of the scholarship the student is obliged to refund any amount that may already have been pre-paid to him/her for future periods.

Art. 41: Financial manager

The financial manager for the EMM-Nano+ is Prof. Michiel Steyaert, the Dean of the Faculty of Engineering of the Consortium Coordinator, who is given the mandate to approve all the expenses.

Section 7: Quality Assurance and accreditation

Art.42: Internal quality assurance at three levels

The Programme is continuously monitored internally. This happens at two levels: the Local Teaching Committees at the local Programme level, and the Executive Board at the Programme level. These levels are interacting with each other in an open communication.

Art. 43: Quality assurance at the local teaching committee level

Local Teaching Commissions are responsible for the quality of the courses at the local level. On a regular basis, questionnaires are administered to the students at each university about the quality of the courses, covering aspects such as the quality of teaching, the quality of exercises and labs, the quality of the study material, the quality of the examination and the study load for each course. Problems are solved and handled at the local level, unless there is an impact on the common program, in which case they need to be reported and discussed at the Executive Board.

Art. 44: Quality assurance at the consortium level

The EMM-Nano+ Executive Board is responsible for the quality assurance at the consortium level. It concerns the continuity of the Programme; the execution of quality related decisions taken by the Parties; the coherence of the Programme and its educational framework; the evaluation and monitoring of the quality of the courses and modules.

The responsibilities of the Executive Board regarding quality assurance are:

- watching over the continuity of the Programme
- ensuring the execution of the quality related decisions taken by the consortium
- watching over the coherence of the Programme
- defining and if needed adapting the educational reference framework an learning outcomes of the education programme and its didactical implementation
- evaluation and monitoring of the quality of the education and its modules.

The members of the Executive Board are the first and permanent interface and antenna for the students in order to detect problems related to the quality of the Programme. Problems at the individual course level that can be solved at the local university level are taken up by the local teaching commissions, in case they are related to cross-university or at the Programme level they are taken up by the Executive board.

In order to improve the Programme and keep it updated with new developments every year Programme changes can be requested by each Partner. In order to do so Programme change requests need to be sent to the Program coordinator before January 15 preceding the academic year in which the Programme change should be implemented. After discussion and approval at the Executive Board the Programme changes are submitted to the KU Leuven Programme Administration who is implementing the change in the Programme book for the next academic year. This will become available only beginning of July preceding the relevant academic year.

Art. 45: External Quality Review and Accreditation

The partner universities are responsible for the external evaluation and accreditation of their part of the Programme, taking into account their institutional regulations and national legislation. The consortium will follow up the developments in the regulations on the European Approach for accreditation of joint programs, as explained at <https://www.eqar.eu/topics/joint-programmes.html>. The Partners commit to follow this European approach for accreditation as soon as it becomes possible in all countries of the consortium partners.

Section 8: Amendments, length, termination, and settlement of disputes

Art. 46: Validity of the Consortium Agreement

This Consortium Agreement shall come into force on the day when it has been signed by each of the Parties but shall have retroactive validity as of the same date as the Contract (28-10-2017). The Program Country institutions are compromised to offer this Master Program, in the terms defined in this Consortium Agreement, for at least three different biannual editions, 2018-2020, 2019-2021 and 2020-2022).

The validity of this Consortium Agreement expires at the end of the Contract (27-10-2022) or when the support from the European Commission is terminated, whichever is earlier.

Art. 47: Amendments

Amendments to this Consortium Agreement shall be made only by a supplementary agreement signed on behalf of each of the Parties by authorized representatives.

If a Party breaches the terms of the present Consortium Agreement or decides to leave the Consortium before the end date of the Contract between the Consortium Coordinator and the European Commission, the terms and conditions are stipulated in the Contract with the European Commission (Annex II General conditions, Art II.16).

Art. 48: Disputes

The settlement of any issue or conflict arising from or in connection with the present Consortium Agreement must be attempted by the Partners. The International Chamber of Commerce in Brussels will be the legal body that will be chosen if disputes remain unresolved.

The official representative of K.U. Leuven

Name: Professor Luc Sels

Function: Rector

Signature: 



Name of the bank: KBC

Bank account number: 734-0193417-08

Address of the bank: KBC Bedrijvenkantoor Leuven, Brusselsesteenweg 100, 3000 Leuven, Belgium

IBAN number: BE63 7340 1934 1708

BIC/SWIFT code: KREDBEBB

Done at : Leuven, on 27.11.11....., 2018

The official representative of Chalmers Tekniska Högskola AB

Name: Professor Stefan Bengtsson

Function: President and CEO

Signature:



Name of the bank: Nordea Bank Sverige AB, Phone: 004631-7716000

Bank account number: 39687744154

Address of the bank: Östra Hamngatan 16, 405 09 Göteborg

IBAN number: SE89 3000 0000 0396 8774 4154

BIC/SWIFT code: NDEASESS

Done at : Göteborg, on.....Nov. 27....., 2018

The official representative of Technische Universität Dresden

Name: Professor Dr. Hans Georg Krauthäuser

Function: Vice Rector for Academic and International Affairs

Signature: 

Name of the bank: Commerzbank

Bank account number: DE52 8504 0000 0800 4004 00

Address of the bank: Filiale Dresden, Devrientstraße 3, 01067 Dresden, Germany

IBAN number: DE52 8504 0000 0800 4004 00

BIC/SWIFT code: COBADEFF850

Done at : Dresden, on 26/11/, 2018

The official representative of Université Grenoble Alpes

Name: Professor Patrick Lévy

Function: President

Signature:



Name of the bank: TRESOR PUBLIC

Bank account number: 10071 38000 00001001600 96

Address of the bank: 8 rue de Belgrade, 38000 Grenoble, FRANCE

IBAN number: FR76 1007 1380 0000 0010 160 096

BIC/SWIFT code: TRPUFRP1

Done at : Grenoble, on *24 October*, 2018

The official representative of Universitat de Barcelona

Name: Professor Alejandro Aguilar Vila

Function: Vice-Rector for Projection and Internationalization

Signature: CPISR-1 C ALEJANDRO AGUILAR VILA
AGUILAR VILA

Firmado digitalmente por G.ALEJANDRO AGUILAR VILA
Fecha: 2018.11.27 09:09:05



UNIVERSITAT DE BARCELONA

Departament d'Enginyeria Electrònica i Biomèdica

Name of the bank: Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A..

Bank account number: 02 0160 8081

Address of the bank: Pl. Catalunya, 5, 1ª planta – 08002 Barcelona.

IBAN number: ES19 0182 6035 4102 0160 8081

BIC/SWIFT code BBVAESMMXXX:

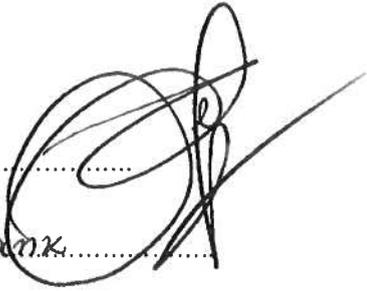
Done at : Barcelona, on....., 2018

The official representative of INTERUNIVERSITAIR MICRO-ELECTRONICA CENTRUM vzw

Name: Ludo Defern

Function: Executive Vice-President

Signature:



Name of the bank: *KBC Bank*

Bank account number: *432-0020151-21*

Address of the bank: *Brusselsesteenweg 100, B-3000 Leuven, Belgium*

IBAN number: *BE17432002015121*

BIC/SWIFT code: *KRED BEBB*

Done at : Leuven, on *November 27* 2018

The official representative of Commissariat a l' Energie Atomique et aux Energies Alternatives

Name: Dr. Emmanuel Sabonnadière

Function: Director

Signature:

Name of the bank:.....

Bank account number:.....

Address of the bank:.....

IBAN number:.....

BIC/SWIFT code:.....

Done at : Grenoble, on Nov. 5th, 2018

Emmanuel SABONNADIÈRE
Directeur de l'Institut Leti

Leti
CEA/GRENOBLE
17, rue des Martyrs
38054 Grenoble Cedex 9

Annex II – Application annex

EMM NANO +
Erasmus Mundus Master
Erasmus Mundus
Nanoscience and Nanotechnology



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

**ANNEX
to the Application Form**

1. Students will study the first full year at KU Leuven, and the second year at one of the other universities of the master consortium, depending on their choice of major and the specific accent of the universities offering that major. Each year the student takes courses with an equivalent of 60 ECTS credits.

Please indicate the university you prefer to study at during the second year of the master.
Chalmers Tekniska Högskolan (Sweden) (NO tuition fee waiver possible)

Université Grenoble Alpes (France)
Technische Universität Dresden (Germany)
Universitat Barcelona (Spain)

2. Are you applying for a scholarship ?
YES NO
3. Did you carry out your main activity (studies, training or work) for more than a total of 12 months over the last 5 years before the date of the application deadline, in a programme country (EU member states and Former Yugoslav Republic of Macedonia, Iceland, Liechtenstein, Norway and Turkey) ?
YES NO
4. Did you obtain any Erasmus Mundus scholarship before ?
YES NO
5. Student declares his/her official residency is as listed below in "address" and provides proof of this in attachment (this can be a residence certificate issued in accordance with the candidate's municipality normal registration rules or a certificate from the candidate's place of work, study or training issued by the employer or institution in question)

Name:

Address:

Country:

Date and Signature:



EMM-Nano+ Secretariat: Mrs. Elke DeLoose, p/a imec, Kapeldreef 75, 3001 Leuven, Belgium. Email: nano@kuleuven.be

Annex III – Selection appeal form

EMM NANO +
ERASMUS MARSHALL

Erasmus Mundus Master
Nanoscience and Nanotechnology



EMM-Nano+

Selection – Appeal Form

Last name:	Address:
First name:	City:
EMM Nano+ application N°:	Country:
E-mail:	Telephone:

Please describe below the reason for the appeal:

If relevant, please provide here an overview of any additional documents used to support your case.

Name of applicant:	Signature of applicant:	Date:
--------------------	-------------------------	-------



EMM-Nano+ Secretariat: Mrs. Elle DeLorze, 9/6 ems, Kapeldreef 75, 3001 Leuven, Belgium. Email: nano@life.leuven.be

Annex IV – Visiting scholar application form



**Application form Visiting scholar
Erasmus Mundus Master of Nanoscience and Nanotechnology**

1 Personal information

Please note: write your name as it appears on your passport and in exactly the same way on this form and throughout the application procedure; otherwise you might experience difficulties when applying for a visa or plane ticket

Family name (surname)	
Maiden and/or any other names that may have been used on documents	
First name (given names)	
Gender (male/female)	
Place of birth (country, town)	
Date of birth (dd/mm/yy)	
Current Nationality	
Address (as mentioned in your passport, Official residence)	
Street, number (box)	
Postal code	
City, State	
Country	
Telephone number (country code, area code - phone number)	
E-mail	





Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

EMM NANO + Erasmus Mundus Master of Science in Nanoscience and Nanotechnology

Current address (for correspondence regarding this application)

Street, number (box)	
Postal code	
City, State	
Country	
Telephone number (country code - area code - phone number)	
E-mail	

2. Academic Information

Please add your CV to this document

3. List of publications

Please add your list of publications to this document

4. Research plan

Please explain what the focus of your research will be during your stay as visiting scholar. (max. 1/2 page)

5. Scholarship

Are you applying for an Erasmus Mundus scholarship ?

yes no

Only fill in **yes**, if you are fulfilling following criteria:

- an academic and/or professional of outstanding experience
- wanting to carry out teaching or research assignments and scholarly work in the institutions participating in the Erasmus Mundus Masters Course



Erasmus Mundus Master of Science in Nanoscience and Nanotechnology

If yes, please select where you would like to stay.

- KU Leuven, Belgium
- Chalmers, Sweden
- TU Dresden, Germany
- UGA Grenoble, France
- U Barcelona, Spain
- No preference

Name: _____
Date: _____
Signature: _____

Include

- C.V +publication (past 10 yrs)

Return the completed electronic application form by e-mail to nano@kuleuven.be

Annex V – Student agreement

A draft student agreement is under preparation and will be signed on a case-by-case by the parties involved



Education, Audiovisual and Culture Executive Agency

Erasmus+: Higher Education – Erasmus Mundus Joint Master Degrees

GRANT AGREEMENT FOR AN ACTION WITH MULTIPLE BENEFICIARIES

ERASMUS MUNDUS JOINT MASTER DEGREES (EMJMD)

Financing exclusively by lump sum and/or unit costs contribution(s)

AGREEMENT NUMBER – 2017 - 1921 / 001 - 002

PROJECT NUMBER – 586531-EPP-1-2017-1-BE-EPPKA1-JMD-MOB

The **Education, Audiovisual and Culture Executive Agency** (hereinafter referred to as “the Agency”), acting under powers delegated by the European Commission (hereinafter referred to as “the Commission”) represented for the purposes of signature of this Agreement by Mr Klaus HAUPT, Head of Unit for Erasmus+: Higher Education – Erasmus Mundus Joint Master Degrees,

on the one part,

and

KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN

Oude Markt 13,
B - 3000 LEUVEN

hereinafter referred to as “the coordinator”, represented for the purposes of signature of this Agreement by **Luc SELS**

and the other beneficiaries listed in Annex IV

duly represented by the coordinator by virtue of the mandates included in Annex IV for the signature of this Agreement, hereinafter referred to collectively as “the beneficiaries”, and individually as “beneficiary” for the purposes of this Agreement where a provision applies without distinction between the coordinator or another beneficiary,

on the other part,

Whereas the Commission has taken the decisions n° C(2013) 8550 of 04/12/2013 and n° C(2014) 6158 of 03/09/2014 authorising the use of lump sum and reimbursement on the basis of unit costs to cover one or more different categories of eligible costs under the Erasmus+ Programme - Key Action 1: Erasmus Mundus Joint Master Degrees.

HAVE AGREED

to the Special Conditions (hereinafter referred to as "the Special Conditions") and the following Annexes:

- Annex I Description of the action
- Annex II General Conditions (hereinafter referred to as "the General Conditions")
- Annex III Estimated budget of the action
- Annex IV List of beneficiaries and mandates provided to the coordinator by the other beneficiaries
- Annex V Model technical report
- Annex VI Model financial statement
- Annex VII Model terms of reference for the certificate on the financial statements and underlying accounts: not applicable
- Annex VIII Model terms of reference for the operational verification report: not applicable
- Annex IX Minimum requirements for the Health and Accident Insurance coverage of EMJMD students
- Annex X Minimum requirements and recommendations for student selection & scholarship management

which form an integral part of this Agreement, hereinafter referred to as "the Agreement".

The terms set out in the Special Conditions shall take precedence over those set out in the Annexes.

The terms of Annex II "General Conditions" shall take precedence over the other Annexes.

SPECIAL CONDITIONS

ARTICLE I.1 - SUBJECT MATTER OF THE AGREEMENT

A European Union grant is awarded, under the terms and conditions set out in the Special Conditions, the General Conditions and the other Annexes to the Agreement, for the action entitled **Erasmus Mundus Master Nanoscience and Nanotechnology** ("the action") as described in Annex I.

With the signature of the Agreement, the beneficiaries accept the grant and agree to implement the action, acting on their own responsibility.

ARTICLE I.2 - ENTRY INTO FORCE OF THE AGREEMENT AND DURATION OF THE ACTION

- I.2.1** The Agreement shall enter into force on the date on which the last party signs.
- I.2.2** The action shall run as of **28-10-2017** ("the starting date of the action") and shall end on **27-10-2022**.

ARTICLE I.3 - MAXIMUM AMOUNT AND FORM OF THE GRANT

The grant shall be of a **maximum amount of EUR 3.012.000,00** and shall take the form of:

- (a)** Reimbursement of eligible costs: not applicable.
- (b)** A unit contribution ("unit contribution") to cover the following categories of eligible costs related to the EMJMD students scholarships, as indicated in the Erasmus+ Programme Guide:
- participation costs
 - travel and installation costs
 - subsistence costs
- (c)** A lump sum contribution of maximum EUR 170.000 ("lump sum contribution") to cover the following categories of eligible costs:
- contribution to the EMJMD consortium management costs for the preparatory year financed by a lump sum amount of EUR 20.000
 - contribution to the EMJMD consortium management costs and costs for invited scholars and guest lecturers financed by a lump sum amount of EUR 50.000 per intake of the EMJMD for a total of three intakes. A reduction of EUR 1.950 will be applied for each scholar week not duly carried out and/or not reported.
- (d)** Flat-rate contribution: not applicable

ARTICLE I.4 - ADDITIONAL PROVISIONS ON REPORTING, PAYMENTS AND PAYMENT ARRANGEMENTS

I.4.1 Reporting periods, payments and additional supporting documents

In addition to the provisions set out in Articles II.23 and II.24, the following reporting and payment arrangements shall apply:

- Upon entry into force of the Agreement, a pre-financing payment of 25% of the maximum amount specified in Article I.3 shall be paid to the coordinator.

Further pre-financing payments:

- A second pre-financing payment of 50% of the maximum amount specified in Article I.3 shall be paid to the coordinator, subject to having used at least 70% of the previous pre-financing instalment paid, and to the receipt of a progress report on the implementation of the action ("technical report on progress"), and a statement on the amount of the previous pre-financing instalment used to cover costs of the action ("statement on the use of the previous pre-financing instalment"), drawn up in accordance with Annexes V and VI, including an extract from the EACEA mobility tool in order for the Agency to check the level of consumption of the first instalment;
- A third pre-financing payment of 25% of the maximum amount specified in Article I.3 shall be paid to the coordinator, subject to having used at least 70% of the previous pre-financing instalments paid, and to the receipt of a progress report on the implementation of the action ("technical report on progress"), and a statement on the amount of the previous pre-financing instalment used to cover costs of the action ("statement on the use of the previous pre-financing instalment"), drawn up in accordance with Annexes V and VI, including an extract from the EACEA mobility tool in order for the Agency to check the level of consumption of the previous instalments;
- Should preceding pre-financing instalments not be executed in full, a further pre-financing (fourth pre-financing) shall be requested by the coordinator in order to reach the maximum amount of pre-financings. A fourth pre-financing request (accompanied by the forms specified in Annexes V and VI) should be submitted no later than one year before the end of the period set out in Article I.2.2.

Payment of the balance:

- Sole reporting period from the starting date of the action to the end of the period set out in Article I.2.2: the balance shall be paid to the coordinator, subject to the receipt of the final report accompanied by a summary financial statement, drawn up in accordance with Annex V and VI.

Reporting arrangements:

The documents referred to in Annexes V and VI must be submitted by the following dates:

- 1) a **technical report by 31.10.2018**;
- 2) a **second pre-financing request** (accompanied by the forms specified in Annexes V and VI) by **31.08.2019**;
- 3) a **third pre-financing request** (accompanied by the forms specified in Annexes V and VI) **no later than 28.02.2021**;
- 4) a **final report** covering the whole duration of the action, accompanied by a summary financial statement (forms to use specified in Annexes V and VI) must be submitted **no later than 60 calendar days after the end date** of the action set out in Article I.2.

I.4.2 Time limit for payments

The time limit for the Agency to make further pre-financing payments and payment of the balance is 60 days.

I.4.3 Language of requests for payments, technical reports and financial statements

All requests for payments, technical reports and financial statements shall be submitted in English, French or German.

ARTICLE I.5 - BANK ACCOUNT FOR PAYMENTS

All payments shall be made to the coordinator's bank account, denominated in euro, as indicated below:

Name of bank: **KBC BANK NV**
Address of branch: **24-26, WARMOESBERG,
B - BRUSSELS**
Precise denomination of the account holder: **KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN**
Full account number (including bank codes): **IBA-N_ONLY**
IBAN code: **BE63734019341708**

ARTICLE I.6 - DATA CONTROLLER AND COMMUNICATION DETAILS OF THE PARTIES

I.6.1 Data controller

The entity acting as a data controller according to Article II.6 shall be the person who is representing the Agency for the purposes of the signature of this Agreement.

I.6.2 Communication details of the Agency

Any communication addressed to the Agency shall be sent to the following address:

Education, Audiovisual and Culture Executive Agency
Mr Klaus HAUPT
Unit A3 – Erasmus+: Higher Education – Erasmus Mundus Joint Master Degrees
J-59 01/034
Avenue du Bourget, 1
1049 Brussels
BELGIUM
E-mail address: EACEA-EM-Consortia@ec.europa.eu

I.6.3 Communication details of the beneficiaries

Any communication from the Agency to the beneficiaries shall be sent to the following address:

Guido Groeseneken
KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN
Kapeldreef 75,
B - 3001 Leuven

ARTICLE I.7 - ADDITIONAL PROVISIONS ON USE OF THE RESULTS (INCLUDING INTELLECTUAL AND INDUSTRIAL PROPERTY RIGHTS)

In addition to the provisions of Article II.8, if the beneficiaries produce materials under the scope of the project, such materials must be made available for the public, in digital form, freely accessible through the Internet under open licenses.

The beneficiaries must also warrant that the Agency and the Union has the rights to:

- communicate the results of the action by any other types of communication not specified in the General Conditions;
- edit or re-write in another way the results of the action, including shortening, summarising, modifying the content, correcting technical errors in the content;
- cut, insert meta-data, legends or other graphic, visual, audio or word elements in the results of the action;
- extract a part (e.g. audio or video files) of, divide into parts or compile the results of the action;
- prepare derivative works of the results of the action;
- translate, insert subtitles in, dub the results of the action in all official languages of EU;
- authorise or sub-licence the modes of exploitation set out above to third parties;

The Agency and the Union shall have the rights of use specified in the General Conditions and set out above for the whole duration of the industrial or intellectual property rights concerned.

ARTICLE I.8 – SPECIAL PROVISIONS ON BUDGET TRANSFERS

Not applicable.

ARTICLE I.9 - SETTLEMENT OF DISPUTES WITH NON EU BENEFICIARIES

By way of derogation from Article II.18.2, where a beneficiary is legally established in a country other than a Member State of the European Union (the 'non EU beneficiary'), the Agency and/or the non EU beneficiary may bring before the Courts of Brussels any dispute between the Agency and the non EU beneficiary concerning the interpretation, application or validity of the Agreement, if such dispute cannot be settled amicably. In such case where one party (i.e. the Agency or the non EU beneficiary) has brought proceedings before the Courts of Brussels concerning the interpretation, application or validity of the Agreement, the other party may not bring a claim arising from the interpretation, application or validity of the Agreement in any other court than the Courts of Brussels already seized.

ARTICLE I.10 - OTHER SPECIAL CONDITIONS

ARTICLE I.10.1 - MINIMUM INSURANCE REQUIREMENTS

The beneficiaries shall provide a health and accident insurance scheme that guarantees adequate coverage in accordance with Annex IX.

ARTICLE I.10.2 - MINIMUM STUDENT SELECTION & SCHOLARSHIP MANAGEMENT REQUIREMENTS

The beneficiaries shall adhere to the minimum requirements and recommendations for students' selection and scholarship management provided in Annex X.

ARTICLE I.10.3 - PARTICIPATION IN MEETINGS ORGANISED BY THE AGENCY

Representatives of the coordinator (or other beneficiaries if required) are expected to participate in meetings organised by the Agency, i.e. indicatively up to two meetings per year. The expenses for participation are eligible costs and are covered by the project budget under "lump sum contribution to the management costs".

ARTICLE I.10.4 - DISSEMINATION AND EXPLOITATION OF RESULTS

I.10.4.1 - Dissemination

Beneficiaries of grants under the Erasmus+ Programme have the duty to ensure that the work undertaken within the framework of this grant agreement and the results accruing from it receive substantial visibility. The co-ordinator must pay specific attention to the importance of dissemination, exploitation of results of the action and to their visibility at a transnational level. In this respect, the co-ordinator must:

- create and maintain (at least during the project lifetime) a website for the action. The website must be kept up-to-date with at least: a description of the project, the contact details of the co-ordinator, the list of beneficiaries, mention of the European Union's financial support with the relevant logo (see Article I.10.4.2), and access to the all results, as and when they become available.
- update the project summary in accordance with the instructions provided in Annex V.
- provide during the project lifetime the Agency and/or the Commission with the information requested in order to promote the Erasmus+ Programme and disseminate the results. This may include answering questionnaires and entering data into databases.
- use the Erasmus+ Project Results Platform, on the website <http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/projects/> to disseminate and exploit project results and deliverables in accordance with the instructions provided therein. The approval of the final report will be subject to the upload of the project results/deliverables on the aforementioned platform by the time of its submission.

I.10.4.2 - Publicity Obligations

1. For the purpose of Article II.7 of the grant agreement, relating to the publicity and use of the relevant logo, the beneficiaries must follow the instructions available on the following website: https://eacea.ec.europa.eu/about-eacea/visual-identity_en
2. The beneficiaries must inform the public, press and media of the action (internet included), which must, in conformity with Article II.7 mentioned above, visibly indicate "with the support of the Erasmus+ Programme of the European Union" as well as the graphic logos.
3. Where the action, or part of the action, is a publication, the mention and graphic logos must appear on the cover or the first pages following the editor's mention.
4. If the action includes events for the public, signs and posters related to this action must be displayed. This must include the logos mentioned under point 1. Authorisation to use the logos described in point 1 implies no right of exclusive use and is limited to this agreement.

ARTICLE I.10.5 - FINANCIAL PENALTIES

I.10.5.1 - Penalties in case of non-compliance with publicity provisions

The obligation to comply with the publicity provisions set out in Article II.7 constitutes a substantial obligation. Without prejudice to the right to terminate the grant, in case of failure to fulfil this obligation, the Agency may apply a 20% reduction of the grant initially provided for.

I.10.5.2 - Penalties in case of poor, partial, or late implementation

For the purpose of poor, partial or late implementation as provided for in Article II.25.4, and in a total of maximum 100 points, the reduction will be of::

- 25% if the project scores at least 40 points and below 50 points;
- 35% if the project scores at least 30 points and below 40 points;
- 55% if the project scores at least 20 points and below 30 points;
- 75% if the project scores below 20 points.

ARTICLE I.10.6 - INAPPLICABILITY OF THE NO-PROFIT PRINCIPLE

By way of derogation from Article II.25.3, the no-profit principle does not apply to the action.

ARTICLE I.10.7 - SPECIAL PROVISIONS ON THE CONVERSION OF COSTS INCURRED IN ANOTHER CURRENCY INTO EURO

By way of derogation from Article II.23.4, any conversion into euro of costs incurred in other currencies shall be made by the beneficiaries at the monthly accounting rate established by the Commission and published on its website

http://ec.europa.eu/budget/contracts_grants/info_contracts/inforeuro/inforeuro_en.cfm

SIGNATURES

For the coordinator
Luc SELS,
Function: **RECTOR**



[signature]
Done in **LEUVEN**
Date: **10/10/2017**

For the Agency
Klaus HAUPT
Head of Unit

[signature]
Done in Brussels
Date:

In duplicate in English

ANNEX I

DESCRIPTION OF THE ACTION

The grant awarded aims at implementing the activities as they are described in the application form submitted by:

KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN

for the action entitled:

Erasmus Mundus Master Nanoscience and Nanotechnology

and registered by the Agency under the reference:

586531-EPP-1-2017-1-BE-EPPKA1-JMD-MOB

ANNEX II

GENERAL CONDITIONS

ANNEX II

GENERAL CONDITIONS

TABLE OF CONTENT

PART A – LEGAL AND ADMINISTRATIVE PROVISIONS

II.1 – GENERAL OBLIGATIONS AND ROLES OF THE BENEFICIARIES

II.2 – COMMUNICATIONS BETWEEN THE PARTIES

II.3 – LIABILITY FOR DAMAGES

II.4 – CONFLICT OF INTERESTS

II.5 – CONFIDENTIALITY

II.6 – PROCESSING OF PERSONAL DATA

II.7 – VISIBILITY OF UNION FUNDING

II.8 – PRE-EXISTING RIGHTS AND OWNERSHIP AND USE OF THE RESULTS (INCLUDING INTELLECTUAL AND INDUSTRIAL PROPERTY RIGHTS)

II.9 – AWARD OF CONTRACTS NECESSARY FOR THE IMPLEMENTATION OF THE ACTION

II.10 – SUBCONTRACTING OF TASKS FORMING PART OF THE ACTION

II.11 – FINANCIAL SUPPORT TO THIRD PARTIES

II.12 – AMENDMENTS TO THE AGREEMENT

II.13 – ASSIGNMENT OF CLAIMS FOR PAYMENTS TO THIRD PARTIES

II.14 – FORCE MAJEURE

II.15 – SUSPENSION OF THE IMPLEMENTATION OF THE ACTION

II.16 – TERMINATION OF THE AGREEMENT

II.17 – ADMINISTRATIVE AND FINANCIAL PENALTIES

II.18 – APPLICABLE LAW, SETTLEMENT OF DISPUTES AND ENFORCEABLE DECISION

PART B – FINANCIAL PROVISIONS

II.19 – ELIGIBLE COSTS [NOT APPLICABLE]

II.20 – IDENTIFIABILITY AND VERIFIABILITY OF THE AMOUNTS DECLARED

II.21 – ELIGIBILITY OF COSTS OF ENTITIES AFFILIATED TO THE BENEFICIARIES

II.22 – BUDGET TRANSFERS

II.23 – TECHNICAL AND FINANCIAL REPORTING – REQUESTS FOR PAYMENT AND SUPPORTING DOCUMENTS

II.24 – PAYMENTS AND PAYMENT ARRANGEMENTS

II.25 – DETERMINING THE FINAL AMOUNT OF THE GRANT

II.26 – RECOVERY

II.27 – CHECKS, AUDITS AND EVALUATION

PART A – LEGAL AND ADMINISTRATIVE PROVISIONS

ARTICLE II.1 – GENERAL OBLIGATIONS AND ROLES OF THE BENEFICIARIES

II.1.1 General obligations and role of the beneficiaries

The beneficiaries shall:

- (a) be jointly and severally responsible for carrying out the action in accordance with the terms and conditions of the Agreement;
- (b) be responsible for complying with any legal obligations incumbent on them jointly or individually;
- (c) make appropriate internal arrangements for the proper implementation of the action, consistent with the provisions of this Agreement; where provided for in the Special Conditions, those arrangements shall take the form of an internal co-operation agreement between the beneficiaries.

II.1.2 General obligations and role of each beneficiary

Each beneficiary shall:

- (a) inform the coordinator immediately of any change likely to affect or delay the implementation of the action of which the beneficiary is aware;
- (b) inform the coordinator immediately of any change in its legal, financial, technical, organisational or ownership situation or of its affiliated entities and of any change in its name, address or legal representative or of its affiliated entities;
- (c) submit in due time to the coordinator:
 - (i) the data needed to draw up the reports, financial statements and other documents provided for in the Agreement;
 - (ii) all the necessary documents in the event of audits, checks or evaluation in accordance with Article II.27;
 - (iii) any other information to be provided to the Agency according to the Agreement, except where the Agreement requires that such information is submitted directly by the beneficiary to the Agency.

II.1.3 General obligations and role of the coordinator

The coordinator shall:

- (a) monitor that the action is implemented in accordance with the Agreement;
- (b) be the intermediary for all communications between the beneficiaries and the Agency, except where provided otherwise in the Agreement, and, in particular, the coordinator shall:
 - (i) immediately provide the Agency with the information related to any change in the name, address, legal representative as well as in the legal, financial, technical, organisational or ownership situation of any of the beneficiaries or of its affiliated entities or to any event likely to affect or delay the implementation of the action, of which the coordinator is aware;

- (ii) bear responsibility for supplying all documents and information to the Agency which may be required under the Agreement, except where provided otherwise in the Agreement; where information is required from the other beneficiaries, the coordinator shall bear responsibility for obtaining and verifying this information before passing it on to the Agency;
- (c) make the appropriate arrangements for providing any financial guarantees required under the Agreement;
- (d) establish the requests for payment in accordance with the Agreement;
- (e) where it is designated as the sole recipient of payments on behalf of all of the beneficiaries, ensure that all the appropriate payments are made to the other beneficiaries without unjustified delay;
- (f) bear responsibility for providing all the necessary documents in the event of checks and audits initiated before the payment of the balance, and in the event of evaluation in accordance with Article II.27;
- (g) transfer to the beneficiaries, without delay, any document relating to the action or the grant.

The coordinator shall not subcontract any part of its tasks to the other beneficiaries or to any other party.

ARTICLE II.2 – COMMUNICATIONS BETWEEN THE PARTIES

II.2.1 Form and means of communications

Any communication relating to the Agreement or to its implementation shall be made in writing (in paper or electronic form), shall bear the number of the Agreement and shall be made using the communication details identified in Article I.6.

Electronic communications shall be confirmed by an original signed paper version of that communication if requested by any of the parties provided that this request is submitted without unjustified delay. The sender shall send the original signed paper version without unjustified delay.

Formal notifications shall be made by registered mail with return receipt or equivalent, or by equivalent electronic means.

II.2.2 Date of communications

Any communication is deemed to have been made when it is received by the receiving party, unless the agreement refers to the date when the communication was sent.

Electronic communication is deemed to have been received by the receiving party on the day of successful dispatch of that communication, provided that it is sent to the addressees listed in Article I.6. Dispatch shall be deemed unsuccessful if the sending party receives a message of non-delivery. In this case, the sending party shall immediately send again such communication to any of the other addresses listed in Article I.6. In case of unsuccessful dispatch, the sending party shall not be held in breach of its obligation to send such communication within a specified deadline.

Mail sent to the Agency using the postal services is considered to have been received by the Agency on the date on which it is registered by the department identified in Article I.6.2.

Formal notifications made by registered mail with return receipt or equivalent, or by equivalent electronic means, shall be considered to have been received by the receiving party on the date of receipt indicated on the return receipt or equivalent.

ARTICLE II.3 – LIABILITY FOR DAMAGES

- II.3.1** The Agency shall not be held liable for any damage caused or sustained by any of the beneficiaries, including any damage caused to third parties as a consequence of or during the implementation of the action.
- II.3.2** Except in cases of force majeure, the beneficiaries shall compensate the Agency for any damage sustained by it as a result of the implementation of the action or because the action was not implemented or implemented poorly, partially or late.

ARTICLE II.4 - CONFLICT OF INTERESTS

- II.4.1** The beneficiaries shall take all necessary measures to prevent any situation where the impartial and objective implementation of the Agreement is compromised for reasons involving economic interest, political or national affinity, family or emotional ties or any other shared interest (“conflict of interests”).
- II.4.2** Any situation constituting or likely to lead to a conflict of interests during the implementation of the Agreement shall be notified to the Agency, in writing, without delay. The beneficiaries shall immediately take all the necessary steps to rectify this situation. The Agency reserves the right to verify that the measures taken are appropriate and may require additional measures to be taken within a specified deadline.

ARTICLE II.5 – CONFIDENTIALITY

- II.5.1** The Agency and the beneficiaries shall preserve the confidentiality of any information and documents, in any form, which are disclosed in writing or orally in relation to the implementation of the Agreement and which are explicitly indicated in writing as confidential.
- II.5.2** The beneficiaries shall not use confidential information and documents for any reason other than fulfilling their obligations under the Agreement, unless otherwise agreed with the Agency in writing.
- II.5.3** The Agency and the beneficiaries shall be bound by the obligations referred to in Articles II.5.1 and II.5.2 during the implementation of the Agreement and for a period of five years starting from the payment of the balance, unless:
- (a) the party concerned agrees to release the other party from the confidentiality obligations earlier;
 - (b) the confidential information becomes public through other means than in breach of the confidentiality obligation through disclosure by the party bound by that obligation;
 - (c) the disclosure of the confidential information is required by law.

ARTICLE II.6 – PROCESSING OF PERSONAL DATA

II.6.1 Processing of personal data by the Agency

Any personal data included in the Agreement shall be processed by the Agency pursuant to Regulation (EC) No 45/2001 of the European Parliament and of the Council of 18 December 2000 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data by the Community institutions and bodies and on the free movement of such data.

Such data shall be processed by the data controller identified in Article I.6.1 solely for the purposes of the implementation, management and monitoring of the Agreement, without prejudice to possible transmission to the bodies charged with the monitoring or inspection tasks in application of Union law.

The beneficiaries shall have the right of access to their personal data and the right to rectify any such data. Should the beneficiaries have any queries concerning the processing of their personal data, they shall address them to the data controller, identified in Article I.6.1.

The beneficiaries shall have the right of recourse at any time to the European Data Protection Supervisor.

II.6.2 Processing of personal data by the beneficiaries

The beneficiaries must process personal data under the Agreement in compliance with applicable EU and national law on data protection (including authorisations or notification requirements).

The beneficiaries may grant their personnel access only to data that is strictly necessary for implementing, managing and monitoring the Agreement.

The beneficiaries must adopt appropriate technical and organisational security measures having regard to the risks inherent in the processing and to the nature of the personal data concerned. This is in order to:

- (a) prevent any unauthorised person from gaining access to computer systems processing personal data, and especially:
 - (i) unauthorised reading, copying, alteration or removal of storage media;
 - (ii) unauthorised data input as well as any unauthorised disclosure, alteration or erasure of stored personal data;
 - (iii) unauthorised use of data processing systems by means of data transmission facilities;
- (b) ensure that authorised users of a data processing system can access only the personal data to which their access right refers;
- (c) record which personal data have been communicated, when and to whom;
- (d) ensure that personal data processed on behalf of third parties can be processed only in the manner prescribed by the Agency;
- (e) ensure that, during communication of personal data and transport of storage media, the data cannot be read, copied or erased without authorisation;
- (f) design their organisational structure in such a way that it meets data protection requirements.

ARTICLE II.7 – VISIBILITY OF UNION FUNDING

II.7.1 Information on Union funding and use of European Union emblem

Unless the Agency requests or agrees otherwise, any communication or publication related to the action, made by the beneficiaries jointly or individually, including at conferences, seminars or in any information or promotional materials (such as brochures, leaflets, posters, presentations, etc.), shall indicate that the action has received funding from the Union and shall display the European Union emblem.

When displayed in association with another logo, the European Union emblem must have appropriate prominence.

The obligation to display the European Union emblem does not confer to the beneficiaries a right of exclusive use. The beneficiaries shall not appropriate the European Union emblem or any similar trademark or logo, either by registration or by any other means.

For the purposes of the first, second and third subparagraphs and under the conditions specified therein, the beneficiaries are exempted from the obligation to obtain prior permission from the Agency to use the European Union emblem.

II.7.2 Disclaimers excluding Agency and Commission responsibility

Any communication or publication related to the action, made by the beneficiaries jointly or individually in any form and using any means, shall indicate that it reflects only the author's view and that the Agency and the Commission are not responsible for any use that may be made of the information it contains.

ARTICLE II.8 – PRE-EXISTING RIGHTS AND OWNERSHIP AND USE OF THE RESULTS (INCLUDING INTELLECTUAL AND INDUSTRIAL PROPERTY RIGHTS)

II.8.1 Ownership of the results by the beneficiaries

Unless stipulated otherwise in the Agreement, ownership of the results of the action, including industrial and intellectual property rights, and of the reports and other documents relating to it, shall be vested in the beneficiaries.

II.8.2 Pre-existing industrial and intellectual property rights

Where industrial and intellectual property rights, including rights of third parties, exist prior to the conclusion of the Agreement, the beneficiaries shall establish a list which shall specify all rights of ownership and use of the pre-existing industrial and intellectual property rights and disclose it to the Agency at the latest before the commencement of implementation.

The beneficiaries shall ensure that they or their affiliated entities have all the rights to use any pre-existing industrial and intellectual property rights during the implementation of the Agreement.

II.8.3 Rights of use of the results and of pre-existing rights by the Agency and/or the Union

Without prejudice to Articles II.1.1, II.3 and II.8.1, the beneficiaries grant the Agency and/or the Union the right to use the results of the action for the following purposes:

- (a) use for its own purposes, and in particular, making available to persons working for the Agency, the Union institutions, agencies and bodies and to Member States' institutions, as well as, copying and reproducing in whole or in part and in unlimited number of copies;

- (b) distribution to the public, and in particular, publication in hard copies and in electronic or digital format, publication on the internet, including on the Europa website, as a downloadable or non-downloadable file, broadcasting by any kind of technique of transmission, public display or presentation, communication through press information services, inclusion in widely accessible databases or indexes;
- (c) translation;
- (d) giving access upon individual requests without the right to reproduce or exploit, as provided for by Regulation (EC) No 1049/2001 of the European Parliament and of the Council of 30 May 2001 regarding public access to European Parliament, Council and Commission documents;
- (e) storage in paper, electronic or other format;
- (f) archiving in line with the document management rules applicable to the Agency and/or the Commission;
- (g) rights to authorise or sub-licence the modes of exploitation set out in points (b) and (c) to third parties.

Additional rights of use for the Agency and/or the Union may be provided for in the Special Conditions.

The beneficiaries shall warrant that the Agency and/or the Union has the right to use any pre-existing industrial and intellectual property rights, which have been included in the results of the action. Unless specified otherwise in the Special Conditions, those pre-existing rights shall be used for the same purposes and under the same conditions applicable to the rights of use of the results of the action.

Information about the copyright owner shall be inserted when the result is divulged by the Agency and/or the Union. The copyright information shall read: "© – year – name of the copyright owner. All rights reserved. Licenced to the European Union under conditions."

ARTICLE II.9 – AWARD OF CONTRACTS NECESSARY FOR THE IMPLEMENTATION OF THE ACTION

II.9.1 Where the implementation of the action requires the procurement of goods, works or services, the beneficiaries shall award the contract to the tender offering best value for money or, as appropriate, to the tender offering the lowest price. In doing so, they shall avoid any conflict of interests.

Beneficiaries acting in its capacity of contracting authority within the meaning of Directive 2014/24/EU of the European Parliament and of the Council of 26 February 2014 on public procurement and repealing Directive 2004/18/EC or contracting entity within the meaning of Directive 2014/25/EU of the European Parliament and of the Council of 26 February 2014 on procurement by entities operating in the water, energy, transport and postal services sectors and repealing Directive 2004/17/EC must comply by the applicable national public procurement rules.

II.9.2 The beneficiaries shall retain sole responsibility for carrying out the action and for compliance with the provisions of the Agreement. The beneficiaries shall ensure that any procurement contract contains provisions stipulating that the contractor has no rights vis-à-vis the Agency under the Agreement.

II.9.3. The beneficiaries shall ensure that the conditions applicable to them under Articles II.3, II.4, II.5, II.8 and II.27 are also applicable to the contractor.

ARTICLE II.10 – SUBCONTRACTING OF TASKS FORMING PART OF THE ACTION

- II.10.1** A "subcontract" is a procurement contract within the meaning of Article II.9, which covers the implementation by a third party of tasks forming part of the action as described in Annex I.
- II.10.2** Beneficiaries may subcontract tasks forming part of the action, provided that, in addition to the conditions specified in Article II.9 and the Special Conditions, the following conditions are complied with:
- (a) subcontracting only covers the implementation of a limited part of the action;
 - (b) recourse to subcontracting is justified having regard to the nature of the action and what is necessary for its implementation;
 - (c) the estimated costs of the subcontracting are clearly identifiable in the estimated budget set out in Annex III;
 - (d) any recourse to subcontracting, if not provided for in Annex I, is communicated by the coordinator and approved by the Agency without prejudice to Article II.12.2;
 - (e) the beneficiaries ensure that the conditions applicable to them under Article II.7 are also applicable to the subcontractor.

ARTICLE II.11 - FINANCIAL SUPPORT TO THIRD PARTIES

- II.11.1** Where the implementation of the action requires giving financial support to third parties, the beneficiaries shall give such financial support in accordance with the conditions specified in Annex I, which shall at least contain:
- (a) the maximum amount of financial support, which shall not exceed EUR 60 000 for each third party except where the financial support is the primary aim of the action as specified in Annex I;
 - (b) the criteria for determining the exact amount of the financial support;
 - (c) the different types of activity that may receive financial support, on the basis of a fixed list;
 - (d) the definition of the persons or categories of persons which may receive financial support;
 - (e) the criteria for giving the financial support.
- II.11.2** By way of derogation from Article II.11.1, in case the financial support takes the form of a prize, the beneficiaries shall give such financial support in accordance with the conditions specified in Annex I, which shall at least contain:
- (a) the conditions for participation;
 - (b) the award criteria;
 - (c) the amount of the prize;
 - (d) the payment arrangements.

- II.11.3** The beneficiaries shall ensure that the conditions applicable to them under Articles II.3, II.4, II.5, II.7, II.8 and II.27 are also applicable to the third parties receiving financial support.

ARTICLE II.12 – AMENDMENTS TO THE AGREEMENT

- II.12.1** Any amendment to the Agreement shall be made in writing.
- II.12.2** An amendment may not have the purpose or the effect of making changes to the Agreement which would call into question the decision awarding the grant or be contrary to the equal treatment of applicants.
- II.12.3** Any request for amendment shall be duly justified and shall be sent to the other party in due time before it is due to take effect, and in any case one month before the end of the period set out in Article I.2.2, except in cases duly substantiated by the party requesting the amendment and accepted by the other party.
- II.12.4** A request for amendment on behalf of the beneficiaries shall be submitted by the coordinator. If a change of coordinator is requested without its agreement, the request shall be submitted by all the other beneficiaries.
- II.12.5** Amendments shall enter into force on the date on which the last party signs or on the date of approval of the request for amendment.

Amendments shall take effect on a date agreed by the parties or, in the absence of such an agreed date, on the date on which the amendment enters into force.

ARTICLE II.13 – ASSIGNMENT OF CLAIMS FOR PAYMENTS TO THIRD PARTIES

- II.13.1** Claims for payments of the beneficiaries against the Agency may not be assigned to third parties, except in duly justified cases where the situation warrants it.

The assignment shall only be enforceable against the Agency if it has accepted the assignment on the basis of a written and reasoned request to that effect made by the coordinator on behalf of the beneficiaries. In the absence of such acceptance, or in the event of failure to observe the terms thereof, the assignment shall have no effect on the Agency.

- II.13.2** In no circumstances shall such an assignment release the beneficiaries from their obligations towards the Agency.

ARTICLE II.14 – FORCE MAJEURE

- II.14.1** "*Force majeure*" shall mean any unforeseeable exceptional situation or event beyond the parties' control, which prevents either of them from fulfilling any of their obligations under the Agreement, which was not attributable to error or negligence on their part or on the part of subcontractors, affiliated entities or third parties involved in the implementation and which proves to be inevitable in spite of exercising all due diligence. Any default of a service, defect in equipment or material or delays in making them available, unless they stem directly from a relevant case of *force majeure*, as well as labour disputes, strikes or financial difficulties cannot be invoked as *force majeure*.
- II.14.2** A party faced with *force majeure* shall formally notify the other party without delay, stating the nature, likely duration and foreseeable effects.
- II.14.3** The parties shall take the necessary measures to limit any damage due to *force majeure*. They shall do their best to resume the implementation of the action as soon as possible.

II.14.4 The party faced with *force majeure* shall not be held to be in breach of its obligations under the Agreement if it has been prevented from fulfilling them by *force majeure*.

ARTICLE II.15 – SUSPENSION OF THE IMPLEMENTATION OF THE ACTION

II.15.1 Suspension of the implementation by the beneficiaries

The coordinator, on behalf of the beneficiaries, may suspend the implementation of the action or any part thereof, if exceptional circumstances make such implementation impossible or excessively difficult, in particular in the event of *force majeure*. The coordinator shall inform the Agency without delay, giving all the necessary reasons and details and the foreseeable date of resumption.

Unless the Agreement or the participation of a beneficiary is terminated in accordance with Articles II.16.1, II.16.2 or points (c) or (d) of Article II.16.3.1, the coordinator shall, once the circumstances allow resuming the implementation of the action, inform the Agency immediately and present a request for amendment of the Agreement as provided for in Article II.15.3.

II.15.2 Suspension of the implementation by the Agency

II.15.2.1 The Agency may suspend the implementation of the action or any part thereof:

- (a) if the Agency has evidence that a beneficiary has committed substantial errors, irregularities or fraud in the award procedure or in the implementation of the Agreement or if a beneficiary fails to comply with its obligations under the Agreement;
- (b) if the Agency has evidence that a beneficiary has committed systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or breach of obligations under other grants funded by the Union or the European Atomic Energy Community which were awarded to that beneficiary under similar conditions, provided that those errors, irregularities, fraud or breach of obligations have a material impact on this grant; or
- (c) if the Agency suspects substantial errors, irregularities, fraud or breach of obligations committed by a beneficiary in the award procedure or in the implementation of the Agreement and needs to verify whether they have actually occurred.

II.15.2.2 Before suspending the implementation the Agency shall formally notify the coordinator of its intention to suspend, specifying the reasons thereof, and, in the cases referred to in points (a) and (b) of Article II.15.2.1, the necessary conditions for resuming the implementation. The coordinator shall be invited to submit observations on behalf of all beneficiaries within 30 calendar days from receipt of this notification.

If, after examination of the observations submitted by the coordinator, the Agency decides to stop the suspension procedure, it shall formally notify the coordinator thereof.

If no observations have been submitted or if, despite the observations submitted by the coordinator, the Agency decides to pursue the suspension procedure, it may suspend the implementation by formally notifying the coordinator thereof, specifying the reasons for the suspension and, in the cases referred to in points (a) and (b) of Article II.15.2.1, the definitive conditions for resuming the implementation or, in the case referred to in point (c) of Article II.15.2.1, the indicative date of completion of the necessary verification.

The coordinator shall inform the other beneficiaries immediately. The suspension shall take effect five calendar days after the receipt of the notification by the coordinator or on a later date, where the notification so provides.

In order to resume the implementation, the beneficiaries shall endeavour to meet the notified conditions as soon as possible and shall inform the Agency of any progress made in this respect.

Unless the Agreement or the participation of a beneficiary is terminated in accordance with Articles II.16.1, II.16.2 or points (c), (i) or (j) of Article II.16.3.1, the Agency shall, as soon as it considers that the conditions for resuming the implementation have been met or the necessary verification, including on-the-spot checks, has been carried out, formally notify the coordinator thereof and invite the coordinator to present a request for amendment of the Agreement as provided for in Article II.15.3.

II.15.3 Effects of the suspension

If the implementation of the action can be resumed and the Agreement is not terminated, an amendment to the Agreement shall be made in accordance with Article II.12 in order to establish the date on which the action shall be resumed, to extend the duration of the action and to make any other modifications that may be necessary to adapt the action to the new implementing conditions.

The suspension is deemed lifted as from the date of resumption of the action agreed by the parties in accordance with the first subparagraph. Such a date may be before the date on which the amendment enters into force.

Any costs incurred by the beneficiaries, during the period of suspension, for the implementation of the suspended action or the suspended part thereof, shall not be reimbursed or covered by the grant.

The right of the Agency to suspend the implementation is without prejudice to its right to terminate the Agreement or the participation of a beneficiary in accordance with Article II.16.3 and its right to reduce the grant or recover amounts unduly paid in accordance with Articles II.25.4 and II.26.

Neither party shall be entitled to claim compensation on account of a suspension by the other party.

ARTICLE II.16 – TERMINATION OF THE AGREEMENT

II.16.1 Termination of the Agreement by the coordinator

In duly justified cases, the coordinator, on behalf of all beneficiaries, may terminate the Agreement by formally notifying the Agency thereof, stating clearly the reasons and specifying the date on which the termination shall take effect. The notification shall be sent before the termination is due to take effect.

If no reasons are given or if the Agency considers that the reasons exposed cannot justify the termination, it shall formally notify the coordinator, specifying the grounds thereof, and the Agreement shall be deemed to have been terminated improperly, with the consequences set out in the fourth subparagraph of Article II.16.4.

II.16.2 Termination of the participation of one or more beneficiaries by the coordinator

In duly justified cases, the participation of any one or several beneficiaries in the Agreement may be terminated by the coordinator, acting on request of that beneficiary or those beneficiaries, or on behalf of all the other beneficiaries. When notifying such termination to the Agency, the coordinator shall include the reasons for the termination of the participation, the opinion of the beneficiary or beneficiaries the participation of which is terminated, the date on which the termination shall take effect and the proposal of the remaining beneficiaries relating to the reallocation of the tasks of that beneficiary or those beneficiaries or, where relevant, to the nomination of one or more replacements which shall succeed that beneficiary or those beneficiaries in all their rights and obligations under the Agreement. The notification shall be sent before the termination is due to take effect.

If no reasons are given or if the Agency considers that the reasons exposed cannot justify the termination, it shall formally notify the coordinator, specifying the grounds thereof, and the participation shall be deemed to have been terminated improperly, with the consequences set out in the fourth subparagraph of Article II.16.4.

Without prejudice to Article II.12.2, an amendment to the Agreement shall be made, in order to introduce the necessary modifications.

II.16.3 Termination of the Agreement or the participation of one or more beneficiaries by the Agency

II.16.3.1 The Agency may decide to terminate the Agreement or the participation of any one or several beneficiaries participating in the action, in the following circumstances:

- (a) if a change to the beneficiary's legal, financial, technical, organisational or ownership situation is likely to affect the implementation of the Agreement substantially or calls into question the decision to award the grant;
- (b) if, following the termination of the participation of any one or several beneficiaries, the necessary modifications to the Agreement would call into question the decision awarding the grant or would result in unequal treatment of applicants;
- (c) if the beneficiaries do not implement the action as specified in Annex I or if a beneficiary fails to comply with another substantial obligation incumbent on it under the terms of the Agreement;
- (d) in the event of *force majeure*, notified in accordance with Article II.14, or in the event of suspension by the coordinator as a result of exceptional circumstances, notified in accordance with Article II.15, where resuming the implementation is impossible or where the necessary modifications to the Agreement would call into question the decision awarding the grant or would result in unequal treatment of applicants;
- (e) if a beneficiary is declared bankrupt, is being wound up, is having its affairs administered by the courts, has entered into an arrangement with creditors, has suspended business activities, is the subject of any other similar proceedings concerning those matters, or is in an analogous situation arising from a similar procedure provided for in national legislation or regulations;

- (f) if a beneficiary or any related person, as defined in the second subparagraph, have been found guilty of professional misconduct proven by any means;
- (g) if a beneficiary is not in compliance with its obligations relating to the payment of social security contributions or the payment of taxes in accordance with the legal provisions of the country in which it is established or in which the action is implemented;
- (h) if the Agency has evidence that a beneficiary or any related person, as defined in the second subparagraph, have committed fraud, corruption, or are involved in a criminal organisation, money laundering or any other illegal activity detrimental to the Union's financial interests;
- (i) if the Agency has evidence that a beneficiary or any related person, as defined in the second subparagraph, have committed substantial errors, irregularities or fraud in the award procedure or in the implementation of the Agreement, including in the event of submission of false information or failure to submit required information in order to obtain the grant provided for in the Agreement; or
- (j) if the Agency has evidence that a beneficiary has committed systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or breach of obligations under other grants funded by the Union or the European Atomic Energy Community which were awarded to that beneficiary under similar conditions, provided that those errors, irregularities, fraud or breach of obligations have a material impact on this grant.

For the purposes of points (f), (h) and (i), "any related person" shall mean any natural person who has the power to represent the beneficiary or to take decisions on its behalf.

II.16.3.2 Before terminating the Agreement or the participation of any one or several beneficiaries, the Agency shall formally notify the coordinator and, as may be the case, the beneficiary(ies) concerned of its intention to terminate, specifying the reasons thereof and inviting the coordinator, within 45 calendar days from receipt of the notification, to submit observations on behalf of all beneficiaries and, in the case of point (c) of Article II.16.3.1, to inform the Agency about the measures taken to ensure that the beneficiaries continue to fulfil their obligations under the Agreement.

If, after examination of the observations submitted by the coordinator, the Agency decides to stop the termination procedure, it shall formally notify the coordinator thereof.

If no observations have been submitted or if, despite the observations submitted by the coordinator, the Agency decides to pursue the termination procedure, it may terminate the Agreement or the participation of any one or several beneficiaries by formally notifying the coordinator thereof, specifying the reasons for the termination.

In the cases referred to in points (a), (b), (c), (e) and (g) of Article II.16.3.1, the formal notification shall specify the date on which the termination takes effect. In the cases referred to in points (d), (f), (h), (i) and (j) of Article II.16.3.1, the termination shall take effect on the day following the date on which the formal notification was received by the coordinator.

II.16.4 Effects of termination

Where the Agreement is terminated, payments by the Agency shall be limited to the amount determined in accordance with Article II.25 on the basis of the eligible costs incurred by the beneficiaries and the actual level of implementation of the action on the date when the termination takes effect. Costs relating to current commitments, which are not due for execution until after the termination, shall not be taken into account. The coordinator shall have 60 days from the date when the termination of the Agreement takes effect, as provided for in Articles II.16.1 and II.16.3.2, to produce a request for payment of the balance in accordance with Article II.23.2. If no request for payment of the balance is received within this time limit, the Agency shall not reimburse or cover any costs which are not included in a financial statement approved by it or which are not justified in a technical report approved by it. In accordance with Article II.26, the Agency shall recover any amount already paid, if its use is not substantiated by the technical reports and, where applicable, by the financial statements approved by the Agency.

Where the participation of a beneficiary is terminated, the beneficiary concerned shall submit to the coordinator a technical report and, where applicable, a financial statement covering the period from the end of the last reporting period according to Article I.4 for which a report has been submitted to the Agency to the date on which the termination takes effect. The technical report and the financial statement shall be submitted in due time to allow the coordinator to draw up the corresponding payment request. Only those costs incurred by the beneficiary concerned up to the date when termination of its participation takes effect shall be reimbursed or covered by the grant. Costs relating to current commitments, which were not due for execution until after the termination, shall not be taken into account. The request for payment for the beneficiary concerned shall be included in the next payment request submitted by the coordinator in accordance with the schedule laid down in Article I.4.

Where the Agency, in accordance with point (c) of Article II.16.3.1, is terminating the Agreement on the grounds that the coordinator has failed to produce the request for payment and, after a reminder, has still not complied with this obligation within the deadline set out in Article II.23.3, the first subparagraph shall apply, subject to the following:

- (a) there shall be no additional time period from the date when the termination of the Agreement takes effect for the coordinator to produce a request for payment of the balance in accordance with Article II.23.2; and
- (b) the Agency shall not reimburse or cover any costs incurred by the beneficiaries up to the date of termination or up to the end of the period set out in Article I.2.2, whichever is the earlier, which are not included in a financial statement approved by it or which are not justified in a technical report approved by it.

In addition to the first, second and third subparagraphs, where the Agreement or the participation of a beneficiary is terminated improperly by the coordinator within the meaning of Articles II.16.1 and II.16.2, or where the Agreement or the participation of a beneficiary is terminated by the Agency on the grounds set out in points (c), (f), (h), (i) and (j) of Article II.16.3.1, the Agency may also reduce the grant or recover amounts unduly paid in accordance with Articles II.25.4 and II.26, in proportion to the gravity of the failings in question and after allowing the coordinator, and, where relevant, the beneficiaries concerned, to submit their observations.

Neither party shall be entitled to claim compensation on account of a termination by the other party.

ARTICLE II.17 – ADMINISTRATIVE AND FINANCIAL PENALTIES

II.17.1 By virtue of Articles 109 and 131(4) Regulation (EU, EURATOM) No 966/2012 of the European Parliament and of the Council of 25 October 2012 on the financial rules applicable to the general budget of the Union and with due regard to the principle of proportionality, a beneficiary which has committed substantial errors, irregularities or fraud, has made false declarations in supplying required information or has failed to supply such information at the moment of the submission of the application or during the implementation of the grant, or has been found in serious breach of its obligations under the Agreement shall be liable to:

- (a) administrative penalties consisting of exclusion from all contracts and grants financed by the Union budget for a maximum of five years from the date on which the infringement is established and confirmed following a contradictory procedure with the beneficiary; and/or
- (b) financial penalties of 2% to 10% of the value of the contribution the beneficiary concerned is entitled to in accordance with the estimated budget set out in Annex III.

In the event of another infringement within five years following the establishment of the first infringement, the period of exclusion under point (a) may be extended to 10 years and the range of the rate referred to in point (b) may be increased to 4% to 20%.

II.17.2 The Agency shall formally notify the beneficiary concerned of any decision to apply such penalties.

The Agency is entitled to publish such decision under the conditions and within the limits specified in Article 109(3) of Regulation (EU, EURATOM) No 966/2012.

An action may be brought against such decision before the General Court of the European Union, pursuant to Article 263 Treaty on the Functioning of the European Union ("TFEU").

ARTICLE II.18 – APPLICABLE LAW, SETTLEMENT OF DISPUTES AND ENFORCEABLE DECISION

II.18.1 The Agreement is governed by the applicable Union law complemented, where necessary, by the law of Belgium.

II.18.2 Pursuant to Article 272 TFEU, the General Court or, on appeal, the Court of Justice of the European Union, shall have sole jurisdiction to hear any dispute between the Agency and/or the Union and any beneficiary concerning the interpretation, application or validity of this Agreement, if such dispute cannot be settled amicably.

II.18.3 By virtue of Article 299 TFEU, for the purposes of recoveries within the meaning of Article II.26 or financial penalties, the Commission may adopt an enforceable decision to impose pecuniary obligations on persons other than States. An action may be brought against such decision before the General Court of the European Union pursuant to Article 263 TFEU.

PART B – FINANCIAL PROVISIONS**ARTICLE II.19 – ELIGIBLE COSTS – NOT APPLICABLE****ARTICLE II.20 – IDENTIFIABILITY AND VERIFIABILITY OF THE AMOUNTS DECLARED****II.20.1 Reimbursement of actual costs**

Where, in accordance with Article I.3(a)(i), the grant takes the form of the reimbursement of actual costs, the beneficiary must declare as eligible costs the costs it actually incurred for the action.

If requested to do so in the context of the checks or audits described in Article II.27, the beneficiary must be able to provide adequate supporting documents to prove the costs declared, such as contracts, invoices and accounting records. In addition, the beneficiary's usual accounting and internal control procedures must permit direct reconciliation of the amounts declared with the amounts recorded in its accounting statements as well as with the amounts indicated in the supporting documents.

II.20.2 Reimbursement of pre-determined unit costs or pre-determined unit contribution

Where, in accordance with Article I.3(a)(ii) or (b), the grant takes the form of the reimbursement of unit costs or of a unit contribution, the beneficiary must declare as eligible costs or as requested contribution the amount obtained by multiplying the amount per unit specified in Article I.3(a)(ii) or (b) by the actual number of units used or produced.

If requested to do so in the context of the checks or audits described in Article II.27, the beneficiary must be able to provide adequate supporting documents to prove the number of units declared. However, the beneficiary does not need to identify the actual eligible costs covered or to provide supporting documents, notably accounting statements, to prove the amount declared per unit.

II.20.3 Reimbursement of pre-determined lump sum costs or pre-determined lump sum contribution

Where, in accordance with Article I.3(a)(iii) or (c), the grant takes the form of the reimbursement of lump sum costs or of a lump sum contribution, the beneficiary must declare as eligible costs or as requested contribution the global amount specified in Article I.3(a)(iii) or (c), subject to the proper implementation of the corresponding tasks or part of the action as described in Annex I.

If requested to do so in the context of the checks or audits described in Article II.27, the beneficiary must be able to provide adequate supporting documents to prove the proper implementation. However, the beneficiary does not need to identify the actual eligible costs covered or to provide supporting documents, notably accounting statements, to prove the amount declared as lump sum.

II.20.4 Reimbursement of pre-determined flat-rate costs or pre-determined flat-rate contribution

Where, in accordance with Article I.3(a)(iv) or (d), the grant takes the form of the reimbursement of flat-rate costs or of a flat-rate contribution, the beneficiary must declare as eligible costs or as requested contribution the amount obtained by applying the flat rate specified in Article I.3(a)(iv) or (d).

If requested to do so in the context of the checks or audits described in Article II.27, the beneficiary must be able to provide adequate supporting documents to prove the eligible costs or requested contribution to which the flat rate applies. However, the beneficiary does not need to identify the actual eligible costs covered or to provide supporting documents, notably accounting statements, for the flat rate applied.

II.20.5 Reimbursement of costs declared on the basis of the beneficiary's usual cost accounting practices

Where, in accordance with Article I.3(a)(v), the grant takes the form of the reimbursement of unit costs declared on the basis of the beneficiary's usual cost accounting practices, the beneficiary must declare as eligible costs the amount obtained by multiplying the amount per unit calculated in accordance with its usual cost accounting practices by the actual number of units used or produced. If requested to do so in the context of the checks or audits described in Article II.27, the beneficiary must be able to provide adequate supporting documents to prove the number of units declared.

Where, in accordance with Article I.3(a)(v), the grant takes the form of the reimbursement of lump sum costs declared on the basis of the beneficiary's usual cost accounting practices, the beneficiary must declare as eligible costs the global amount calculated in accordance with its usual cost accounting practices, subject to the proper implementation of the corresponding tasks or part of the action. If requested to do so in the context of the checks or audits described in Article II.27, the beneficiary must be able to provide adequate supporting documents to prove the proper implementation.

Where, in accordance with Article I.3(a)(v), the grant takes the form of the reimbursement of flat-rate costs declared on the basis of the beneficiary's usual cost accounting practices, the beneficiary must declare as eligible costs the amount obtained by applying the flat rate calculated in accordance with its usual cost accounting practices. If requested to do so in the context of the checks or audits described in Article II.27, the beneficiary must be able to provide adequate supporting documents to prove the eligible costs to which the flat rate applies.

In all three cases provided for in the first, second and third subparagraphs, the beneficiary does not need to identify the actual eligible costs covered, but it must ensure that the cost accounting practices used for the purpose of declaring eligible costs are in compliance with the following conditions:

- (a) the cost accounting practices used constitute its usual cost accounting practices and are applied in a consistent manner, based on objective criteria independent from the source of funding;
- (b) the costs declared can be directly reconciled with the amounts recorded in its general accounts; and
- (c) the categories of costs used for the purpose of determining the costs declared are exclusive of any ineligible cost or costs covered by other forms of grant in accordance with Article I.3.

Where the Special Conditions provide for the possibility for the beneficiary to request the Agency to assess the compliance of its usual cost accounting practices, the beneficiary may submit a request for assessment, which, where required by the Special Conditions, shall be accompanied by a certificate on the compliance of the cost accounting practices ("certificate on the compliance of the cost accounting practices").

The certificate on the compliance of the cost accounting practices shall be produced by an approved auditor or, in case of public bodies, by a competent and independent public officer.

The certificate shall certify that the beneficiary's cost accounting practices used for the purpose of declaring eligible costs comply with the conditions laid down in the fourth subparagraph and with the additional conditions which may be laid down in the Special Conditions.

Where the Agency has confirmed that the usual cost accounting practices of the beneficiary are in compliance, costs declared in application of these practices shall not be challenged *ex post*, provided that the practices actually used comply with those approved by the Agency and that the beneficiary did not conceal any information for the purpose of their approval.

ARTICLE II.21 – ELIGIBILITY OF COSTS OF ENTITIES AFFILIATED TO THE BENEFICIARIES

Where the Special Conditions contain a provision on entities affiliated to the beneficiaries, costs incurred by such an entity are eligible, provided that they satisfy the same conditions under Articles II.19 and II.20 as apply to the beneficiary, and that the beneficiary the entity is affiliated to ensures that the conditions applicable to him under Articles II.3, II.4, II.5, II.7, II.9, II.10 and II.27 are also applicable to the entity.

ARTICLE II.22 – BUDGET TRANSFERS

Without prejudice to Article II.10 and provided that the action is implemented as described in Annex I, beneficiaries are allowed to adjust the estimated budget set out in Annex III by transfers between themselves and between the different budget categories, without this adjustment being considered as an amendment of the Agreement within the meaning of Article II.12.

By way of derogation from the first subparagraph, should beneficiaries want to modify the value of the contribution that each of them is entitled to as referred to in point (b) of Article II.17.1 and point (c) of Article II.26.3, the coordinator shall request an amendment in accordance to Article II.12.

The first two subparagraphs do not apply to amounts which, in accordance with Article I.3(a)(iii) or (c), take the form of lump sums.

ARTICLE II.23 – TECHNICAL AND FINANCIAL REPORTING – REQUESTS FOR PAYMENT AND SUPPORTING DOCUMENTS

II.23.1 Requests for further pre-financing payments and supporting documents

Where, in accordance with Article I.4.1, the pre-financing shall be paid in several instalments and where Article I.4.1 provides for a further pre-financing payment subject to having used all or part of the previous instalment, the coordinator may submit a request for a further pre-financing payment once the percentage of the previous instalment specified in Article I.4.1 has been used.

Where, in accordance with Article I.4.1, the pre-financing shall be paid in several instalments and where Article I.4.1 provides for a further pre-financing payment at the end of a reporting period, the coordinator shall submit a request for a further pre-financing payment within 60 days following the end of each reporting period for which a new pre-financing payment is due.

In both cases, the request shall be accompanied by the following documents:

- (a) a progress report on implementation of the action (“technical report on progress”);
- (b) a statement on the amount of the previous pre-financing instalment used to cover costs of the action (“statement on the use of the previous pre-financing instalment”), drawn up in accordance with Annex VI;
- (c) where required by Article I.4.1, a financial guarantee; and

- (d) an updated report on the distribution of the Union financial contribution between the beneficiaries, including amounts and dates of transfer.

II.23.2 Requests for interim payments or for payment of the balance and supporting documents

The coordinator shall submit a request for an interim payment or for payment of the balance within 60 days following the end of each reporting period for which, in accordance with Article I.4.1, an interim payment or the payment of the balance is due.

This request shall be accompanied by the following documents:

- (a) an interim report (“interim technical report”) or, for the payment of the balance, a final report on implementation of the action (“final technical report”), drawn up in accordance with Annex V; the interim or final technical report must contain the information needed to justify the eligible costs declared or the contribution requested on the basis of unit costs and lump sums where the grant takes the form of the reimbursement of unit or lump sum costs or of a unit or lump sum contribution in accordance with Article I.3(a)(ii), (iii), (b) or (c), as well as information on subcontracting as referred to in Article II.10.2(d);
- (b) an interim financial statement (“interim financial statement”) or, for the payment of the balance, a final financial statement (“final financial statement”); the interim or final financial statements must include a consolidated statement as well as a breakdown of the amounts claimed by each beneficiary and its affiliated entities; they must be drawn up in accordance with the structure of the estimated budget set out in Annex III and with Annex VI and detail the amounts for each of the forms of grant set out in Article I.3 for the reporting period concerned;
- (c) only for the payment of the balance, a summary financial statement (“summary financial statement”); this statement must include a consolidated financial statement and a breakdown of the amounts declared or requested by each beneficiary and its affiliated entities, aggregating the financial statements already submitted previously and indicating the receipts referred to in Article II.25.3.2 for each beneficiary and its affiliated entities; it must be drawn up in accordance with Annex VI;
- (d) where required by Article I.4.1 or for each beneficiary for which the total contribution in the form of reimbursement of actual costs as referred to in Article I.3(a)(i) is at least EUR 750 000 and which requests a reimbursement in that form of at least EUR 325 000 (when adding all previous reimbursements in that form for which a certificate on the financial statements has not been submitted), a certificate on the financial statements and underlying accounts (“certificate on the financial statements”);

This certificate shall be produced by an approved auditor or, in case of public bodies, by a competent and independent public officer and drawn up in accordance with Annex VII. It shall certify that the costs declared in the interim or final financial statement by the beneficiary concerned or its affiliated entities for the categories of costs reimbursed in accordance with Article I.3(a)(i) are real, accurately recorded and eligible in accordance with the Agreement. In addition, for the payment of the balance, it shall certify that all the receipts referred to in Article II.25.3.2 have been declared; and

- (e) where required by Article I.4.1, an operational verification report (“operational verification report”), produced by an independent third party approved by the Agency and drawn up in accordance with Annex VIII.

This report shall state that the actual implementation of the action as described in the interim or final report complies with the conditions set out in the Agreement.

- (f) an updated report on the distribution of the Union financial contribution between the beneficiaries, including amounts and dates of transfer.

The coordinator shall certify that the information provided in the request for interim payment or for payment of the balance is full, reliable and true. It shall also certify that the costs incurred can be considered eligible in accordance with the Agreement and that the request for payment is substantiated by adequate supporting documents that can be produced in the context of the checks or audits described in Article II.27. In addition, for the payment of the balance, it shall certify that all the receipts referred to in Article II.25.3.2 have been declared.

II.23.3 Non-submission of documents

Where the coordinator has failed to submit a request for interim payment or payment of the balance accompanied by the documents referred to above within 60 days following the end of the corresponding reporting period and where the coordinator still fails to submit such a request within 60 days following a written reminder sent by the Agency, the Agency reserves the right to terminate the Agreement in accordance with Article II.16.3.1(c), with the effects described in the third and the fourth subparagraphs of Article II.16.4.

II.23.4 Currency for requests for payment and financial statements and conversion into euro

Requests for payment and financial statements shall be drafted in euro.

Beneficiaries with general accounts in a currency other than the euro shall convert costs incurred in another currency into euro at the average of the daily exchange rates published in the C series of *Official Journal of the European Union*, determined over the corresponding reporting period. Where no daily euro exchange rate is published in the *Official Journal of the European Union* for the currency in question, conversion shall be made at the average of the monthly accounting rates established by the Commission and published on its website (http://ec.europa.eu/budget/contracts_grants/info_contracts/inforeuro/inforeuro_en.cfm), determined over the corresponding reporting period.

Beneficiaries with general accounts in euro shall convert costs incurred in another currency into euro according to their usual accounting practices.

ARTICLE II.24 – PAYMENTS AND PAYMENT ARRANGEMENTS

II.24.1 Pre-financing

The pre-financing is intended to provide the beneficiaries with a float.

Without prejudice to Article II.24.6, where Article I.4.1 provides for a pre-financing payment upon entry into force of the Agreement, the Agency shall pay to the coordinator within 30 days following that date or, where required by Article I.4.1, following receipt of the financial guarantee.

Where payment of pre-financing is conditional on receipt of a financial guarantee, the financial guarantee shall fulfill the following conditions:

- (a) it is provided by a bank or an approved financial institution or, at the request of the coordinator and acceptance by the Agency, by a third party;
- (b) the guarantor stands as first-call guarantor and does not require the Agency and/or the Commission to have recourse against the principal debtor (i.e. the beneficiary concerned); and

- (c) it provides that it remains in force until the pre-financing is cleared against interim payments or payment of the balance by the Agency and, in case the payment of the balance is made in the form of a debit note, three months after the debit note is notified to a beneficiary. The Agency shall release the guarantee within the following month.

II.24.2 Further pre-financing payments

Without prejudice to Articles II.24.5 and II.24.6, on receipt of the documents referred to in Article II.23.1, the Agency shall pay to the coordinator the new pre-financing instalment within 60 days.

Where the statement on the use of the previous pre-financing instalment submitted in accordance with Article II.23.1 shows that less than 70% of the previous pre-financing instalment paid has been used to cover costs of the action, the amount of the new pre-financing to be paid shall be reduced by the difference between the 70% threshold and the amount used.

II.24.3 Interim payments

Interim payments are intended to reimburse or cover the eligible costs incurred for the implementation of the action during the corresponding reporting periods.

Without prejudice to Articles II.24.5 and II.24.6, on receipt of the documents referred to in Article II.23.2, the Agency shall pay to the coordinator the amount due as interim payment within the time limit specified in Article I.4.2.

This amount shall be determined following approval of the request for interim payment and of the accompanying documents and in accordance with the fourth, fifth and sixth subparagraphs. Approval of the request for interim payment and of the accompanying documents shall not imply recognition of the regularity or of the authenticity, completeness and correctness of the declarations and information it contains.

Without prejudice to any ceiling set out in Article I.4.1 and to Articles II.24.5 and II.24.6, the amount due as interim payment shall be determined as follows:

- (a) where, in accordance with Article I.3(a), the grant takes the form of the reimbursement of eligible costs, the amount obtained by application of the reimbursement rate specified in that Article to the eligible costs of the action approved by the Agency for the concerned reporting period and the corresponding categories of costs, beneficiaries and affiliated entities; if Article I.4.1 specifies another reimbursement rate, this other rate shall be applied instead;
- (b) where, in accordance with Article I.3(b), the grant takes the form of a unit contribution, the amount obtained by multiplying the unit contribution specified in that Article by the actual number of units approved by the Agency for the concerned reporting period and for the corresponding beneficiaries and affiliated entities;
- (c) where, in accordance with Article I.3(c), the grant takes the form of a lump sum contribution, the lump sum specified in that Article for the corresponding beneficiaries and affiliated entities, subject to approval by the Agency of the proper implementation during the concerned reporting period of the corresponding tasks or part of the action in accordance with Annex I;
- (d) where, in accordance with Article I.3(d), the grant takes the form of a flat-rate contribution, the amount obtained by applying the flat rate referred to in that Article to the eligible costs or to the contribution accepted by the Agency for the concerned reporting period and the corresponding beneficiaries and affiliated entities.

Where Article I.3 provides for a combination of different forms of grant, these amounts shall be added.

Where Article I.4.1 requires that the interim payment clears all or part of the pre-financing paid to the beneficiaries, the amount of pre-financing to be cleared shall be deducted from the amount due as interim payment, as determined in accordance with the fourth and fifth subparagraphs.

II.24.4 Payment of the balance

The payment of the balance, which may not be repeated, is intended to reimburse or cover after the end of the period set out in Article I.2.2 the remaining part of the eligible costs incurred by the beneficiaries for its implementation. Where the total amount of earlier payments is greater than the final amount of the grant determined in accordance with Article II.25, the payment of the balance may take the form of a recovery as provided for by Article II.26.

Without prejudice to Articles II.24.5 and II.24.6, on receipt of the documents referred to in Article II.23.2, the Agency shall pay the amount due as the balance within the time limit specified in Article I.4.2.

This amount shall be determined following approval of the request for payment of the balance and of the accompanying documents and in accordance with the fourth subparagraph. Approval of the request for payment of the balance and of the accompanying documents shall not imply recognition of the regularity or of the authenticity, completeness and correctness of the declarations and information it contains.

The amount due as the balance shall be determined by deducting, from the final amount of the grant determined in accordance with Article II.25, the total amount of pre-financing and interim payments already made,

II.24.5 Suspension of the time limit for payment

The Agency may suspend the time limit for payment specified in Articles I.4.2 and II.24.2 at any time by formally notifying the coordinator that its request for payment cannot be met, either because it does not comply with the provisions of the Agreement, or because the appropriate supporting documents have not been produced, or because there is doubt about the eligibility of the costs declared in the financial statement.

The coordinator shall be notified as soon as possible of any such suspension, together with the reasons thereof.

Suspension shall take effect on the date when notification is sent by the Agency. The remaining payment period shall start to run again from the date on which the requested information or revised documents are received or the necessary further verification, including on-the-spot checks, is carried out. Where the suspension exceeds two months, the coordinator may request a decision by the Agency on whether the suspension is to be continued.

Where the time limit for payment has been suspended following the rejection of one of the technical reports or financial statements provided for by Article II.23 and the new report or statement submitted is also rejected, the Agency reserves the right to terminate the Agreement in accordance with Article II.16.3.1(c), with the effects described in Article II.16.4.

II.24.6 Suspension of payments

The Agency may, at any time during the implementation of the Agreement, suspend the pre-financing payments, interim payments or payment of the balance for all beneficiaries, or suspend the pre-financing payments or interim payments for any one or several beneficiaries:

- (a) if the Agency has evidence that a beneficiary has committed substantial errors, irregularities or fraud in the award procedure or in the implementation of the grant, or if a beneficiary fails to comply with its obligations under the Agreement;

- (b) if the Agency has evidence that a beneficiary has committed systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or breach of obligations under other grants funded by the Union or by the European Atomic Energy Community which were awarded to that beneficiary under similar conditions, provided that those errors, irregularities, fraud or breach of obligations have a material impact on this grant; or
- (c) if the Agency suspects substantial errors, irregularities, fraud or breach of obligations committed by a beneficiary in the award procedure or in the implementation of the Agreement and needs to verify whether they have actually occurred.

Before suspending payments, the Agency shall formally notify the coordinator of its intention to suspend payments, specifying the reasons thereof and, in the cases referred to in points (a) and (b) of the first subparagraph, the necessary conditions for resuming payments. The coordinator shall be invited to make any observations on behalf of all beneficiaries within 30 calendar days from receipt of this notification.

If, after examination of the observations submitted by the coordinator, the Agency decides to stop the procedure of payment suspension, the Agency shall formally notify the coordinator thereof.

If no observations have been submitted or if, despite the observations submitted by the coordinator, the Agency decides to pursue the procedure of payment suspension, it may suspend payments by formally notifying the coordinator, specifying the reasons for the suspension and, in the cases referred to in points (a) and (b) of the first subparagraph, the definitive conditions for resuming payments or, in the case referred to in point (c) of the first subparagraph, the indicative date of completion of the necessary verification.

The coordinator shall inform the other beneficiaries immediately. The suspension of payments shall take effect on the date when the notification is sent by the Agency.

In order to resume payments, the beneficiaries shall endeavour to meet the notified conditions as soon as possible and shall inform the Agency of any progress made in this respect.

The Agency shall, as soon as it considers that the conditions for resuming payments have been met or the necessary verification, including on-the-spot checks, has been carried out, formally notify the coordinator thereof.

During the period of suspension of payments and without prejudice to the right to suspend the implementation of the action in accordance with Article II.15.1 or to terminate the Agreement or the participation of a beneficiary in accordance with Article II.16.1 and Article II.16.2, the coordinator is not entitled to submit any requests for payments and supporting documents referred to in Article II.23 or, where the suspension concerns the pre-financing payments or interim payments for one or several beneficiaries only, any requests for payments and supporting documents relating to the participation of the concerned beneficiary or beneficiaries in the action.

The corresponding requests for payments and supporting documents may be submitted as soon as possible after resumption of payments or may be included in the first request for payment due following resumption of payments in accordance with the schedule laid down in Article I.4.1.

II.24.7 Notification of amounts due

The Agency shall formally notify the amounts due, specifying whether it is a further pre-financing payment, an interim payment or the payment of the balance. In the case of payment of the balance, it shall also specify the final amount of the grant determined in accordance with Article II.25.

II.24.8 Interest on late payment

On expiry of the time limits for payment specified in Articles I.4.2, II.24.1 and II.24.2, and without prejudice to Articles II.24.5 and II.24.6, the beneficiaries are entitled to interest on late payment at the rate applied by the European Central Bank for its main refinancing operations in euros ("the reference rate"), plus three and a half points. The reference rate shall be the rate in force on the first day of the month in which the time limit for payment expires, as published in the C series of the *Official Journal of the European Union*.

The first subparagraph shall not apply where all beneficiaries are Member States of the Union, including regional and local government authorities and other public bodies acting in the name and on behalf of the Member State for the purpose of this Agreement.

The suspension of the time limit for payment in accordance with Article II.24.5 or of payment by the Agency in accordance with Article II.24.6 may not be considered as late payment.

Interest on late payment shall cover the period running from the day following the due date for payment, up to and including the date of actual payment as established in Article II.24.10. The interest payable shall not be considered for the purposes of determining the final amount of grant within the meaning of Article II.25.3.

By way of derogation from the first subparagraph, when the calculated interest is lower than or equal to EUR 200, it shall be paid to the coordinator only upon request submitted within two months of receiving late payment.

II.24.9 Currency for payments

Payments by the Agency shall be made in euro.

II.24.10 Date of payment

Payments by the Agency shall be deemed to be effected on the date when they are debited to the Commission's account.

II.24.11 Costs of payment transfers

Costs of the payment transfers shall be borne in the following way:

- (a) costs of transfer charged by the bank of the Agency and/or the Commission shall be borne by the Agency and/or the Commission;
- (b) costs of transfer charged by the bank of a beneficiary shall be borne by the beneficiary;
- (c) all costs of repeated transfers caused by one of the parties shall be borne by the party which caused the repetition of the transfer.

II.24.12 Payments to the coordinator

Payments to the coordinator shall discharge the Agency from its payment obligation.

ARTICLE II.25 – DETERMINING THE FINAL AMOUNT OF THE GRANT**II.25.1 Calculation of the final amount**

Without prejudice to Articles II.25.2, II.25.3 and II.25.4, the final amount of the grant shall be determined as follows:

- (a) where, in accordance with Article I.3(a), the grant takes the form of the reimbursement of eligible costs, the amount obtained by application of the reimbursement rate specified in that Article to the eligible costs of the action approved by the Agency for the corresponding categories of costs, beneficiaries and affiliated entities;
- (b) where, in accordance with Article I.3(b), the grant takes the form of a unit contribution, the amount obtained by multiplying the unit contribution specified that Article by the actual number of units approved by the Agency for the corresponding beneficiaries and affiliated entities;
- (c) where, in accordance with Article I.3(c), the grant takes the form of a lump sum contribution, the lump sum specified in that Article for the corresponding beneficiaries and affiliated entities, subject to approval by the Agency of the proper implementation of the corresponding tasks or part of the action in accordance with Annex I;
- (d) where, in accordance with Article I.3(d), the grant takes the form of a flat-rate contribution, the amount obtained by applying the flat rate referred to in that Article to the eligible costs or to the contribution accepted by the Agency for the corresponding beneficiaries and affiliated entities.

Where Article I.3 provides for a combination of different forms of grant, these amounts shall be added.

II.25.2 Maximum amount

The total amount paid to the beneficiaries by the Agency may in no circumstances exceed the maximum amount specified in Article I.3.

Where the amount determined in accordance with Article II.25.1 exceeds this maximum amount, the final amount of the grant shall be limited to the maximum amount specified in Article I.3.

II.25.3 No-profit rule and taking into account of receipts

- II.25.3.1** The grant may not produce a profit for the beneficiaries, unless specified otherwise in the Special Conditions. "Profit" shall mean a surplus of the receipts over the eligible costs of the action.
- II.25.3.2** The receipts to be taken into account are the consolidated receipts established, generated or confirmed on the date on which the request for payment of the balance is drawn up by the coordinator, which fall within one of the following two categories:
 - (a) income generated by the action; or
 - (b) financial contributions specifically assigned by the donors to the financing of the eligible costs of the action reimbursed by the Agency in accordance with Article I.3(a)(i).
- II.25.3.3** The following shall not be considered as receipts to be taken into account for the purpose of verifying whether the grant produces a profit for the beneficiaries:
 - (a) financial contributions referred to in point (b) of Article II.25.3.2, which may be used by the beneficiaries to cover costs other than the eligible costs under the Agreement;
 - (b) financial contributions referred to in point (b) of Article II.25.3.2, the unused part of which is not due to the donors at the end of the period set out in Article I.2.2.

II.25.3.4 The eligible costs to be taken into account are the consolidated eligible costs approved by the Agency for the categories of costs reimbursed in accordance with Article I.3(a).

II.25.3.5 Where the final amount of the grant determined in accordance with Articles II.25.1 and II.25.2 would result in a profit for the beneficiaries, the profit shall be deducted in proportion to the final rate of reimbursement of the actual eligible costs of the action approved by the Agency for the categories of costs referred to in Article I.3(a)(i). This final rate shall be calculated on the basis of the final amount of the grant in the form referred to in Article I.3(a)(i), as determined in accordance with Articles II.25.1 and II.25.2.

II.25.4 Reduction for poor, partial or late implementation

If the action is not implemented or is implemented poorly, partially or late, the Agency may reduce the grant initially provided for, in line with the actual implementation of the action according to the terms laid down in the Agreement.

ARTICLE II.26 – RECOVERY

II.26.1 Recovery at the time of payment of the balance

Where the payment of the balance takes the form of a recovery, the coordinator shall repay the Agency the amount in question, even if it has not been the final recipient of the amount due.

II.26.2 Recovery after payment of the balance

Where an amount is to be recovered in accordance with Articles II.27.6, II.27.7 and II.27.8, the beneficiary concerned by the audit or OLAF findings shall repay the Agency the amount in question. Where the audit findings do not concern a specific beneficiary, the coordinator shall repay the Agency the amount in question, even if it has not been the final recipient of the amount due.

Each beneficiary shall be responsible for the repayment of any amount unduly paid by the Agency as a contribution towards the costs incurred by its affiliated entities.

II.26.3 Recovery procedure

Before recovery, the Agency shall formally notify the beneficiary concerned of its intention to recover the amount unduly paid, specifying the amount due and the reasons for recovery and inviting the beneficiary to make any observations within a specified period.

If no observations have been submitted or if, despite the observations submitted by the beneficiary, the Agency decides to pursue the recovery procedure, the Agency may confirm recovery by formally notifying to the beneficiary a debit note (“debit note”), specifying the terms and the date for payment.

If payment has not been made by the date specified in the debit note, the Agency shall recover the amount due:

- (a) by offsetting it against any amounts owed to the beneficiary concerned by the Union or the European Atomic Energy Community (Euratom) (“offsetting”); in exceptional circumstances, justified by the necessity to safeguard the financial interests of the Union, the Agency may recover by offsetting before the due date; the beneficiary’s prior consent shall not be required; an action may be brought against such offsetting before the General Court of the European Union pursuant to Article 263 TFEU;

- (b) by drawing on the financial guarantee where provided for in accordance with Article I.4.1 (“drawing on the financial guarantee”);
- (c) by holding the beneficiaries jointly and severally liable up to the value of the contribution that the beneficiary held liable is entitled to receive. This contribution shall be that indicated in the estimated budget breakdown as set out in Annex III as last amended;
- (d) by taking legal action in accordance with Article II.18.2 or with the Special Conditions or by adopting an enforceable decision in accordance with Article II.18.3.

For the purposes of point (c) of the third subparagraph, the beneficiaries shall not be jointly and severally liable for financial penalties which could be imposed on any defaulting beneficiary in accordance with Article II.17.

II.26.4 Interest on late payment

If payment has not been made by the date set out in the debit note, the amount due shall bear interest at the rate established in Article II.24.8. Interest on late payment shall cover the period running from the day following the due date for payment, up to and including the date when the Agency and/or the Commission actually receives payment in full of the outstanding amount.

Any partial payment shall first be appropriated against charges and interest on late payment and then against the principal.

II.26.5 Bank charges

Bank charges incurred in connection with the recovery of the sums owed to the Agency and/or the Commission shall be borne by the beneficiary concerned except where Directive 2007/64/EC of the European Parliament and of the Council of 13 November 2007 on payment services in the internal market amending Directives 97/7/EC, 2002/65/EC, 2005/60/EC and 2006/48/EC and repealing Directive 97/5/EC applies.

ARTICLE II.27 – CHECKS, AUDITS AND EVALUATION

II.27.1 Technical and financial checks, audits, interim and final evaluations

The Agency and/or the Commission may carry out technical and financial checks and audits in relation to the use of the grant. It may also check the statutory records of the beneficiaries for the purpose of periodic assessments of lump sum, unit cost or flat-rate amounts.

Information and documents provided in the framework of checks or audits shall be treated on a confidential basis.

In addition, the Agency and/or the Commission may carry out interim or final evaluation of the impact of the action measured against the objective of the Union programme concerned.

Checks, audits or evaluations made by the Agency and/or the Commission may be carried out either directly by its own staff or by any other outside body authorised to do so on its behalf.

Such checks, audits or evaluations may be initiated during the implementation of the Agreement and for a period of five years starting from the date of payment of the balance. This period shall be limited to three years in case the maximum amount specified in Article I.3 is not more than EUR 60 000.

The check, audit or evaluation procedure shall be deemed to be initiated on the date of receipt of the letter of the Agency or the Commission announcing it.

II.27.2 Duty to keep documents

The beneficiaries shall keep all original documents, especially accounting and tax records, stored on any appropriate medium, including digitalised originals when they are authorised by their respective national law and under the conditions laid down therein, for a period of five years starting from the date of payment of the balance.

This period shall be limited to three years if the maximum amount specified in Article I.3 is not more than EUR 60 000.

The periods set out in the first and second subparagraphs shall be longer if there are on-going audits, appeals, litigation or pursuit of claims concerning the grant, including in the case referred to in Article II.27.7. In such cases, the beneficiaries shall keep the documents until such audits, appeals, litigation or pursuit of claims are closed.

II.27.3 Obligation to provide information

Where a check, audit or evaluation is initiated before the payment of the balance, the coordinator shall provide any information, including information in electronic format, requested by the Agency and/or Commission or by any other outside body authorised by it. Where appropriate, the Agency and/or the Commission may request such information to be provided directly by a beneficiary.

Where a check or audit is initiated after payment of the balance, such information shall be provided by the beneficiary concerned.

In case the beneficiary concerned does not comply with the obligations set out in the first and second subparagraphs, the Agency and/or the Commission may consider:

- (a) any cost insufficiently substantiated by information provided by the beneficiary as ineligible;
- (b) any unit, lump sum or flat-rate contribution insufficiently substantiated by information provided by the beneficiary as undue.

II.27.4 On-the-spot visits

During an on-the-spot visit, the beneficiaries shall allow Agency and/or Commission staff and outside personnel authorised by the Agency and/or by the Commission to have access to the sites and premises where the action is or was carried out, and to all the necessary information, including information in electronic format.

They shall ensure that the information is readily available at the moment of the on-the-spot visit and that information requested is handed over in an appropriate form.

In case the beneficiary concerned refuses to provide access to the sites, premises and information in accordance with the first and second subparagraphs, the Agency and/or the Commission may consider:

- (a) any cost insufficiently substantiated by information provided by the beneficiary as ineligible;
- (b) any unit, lump sum or flat-rate contribution insufficiently substantiated by information provided by the beneficiary as undue.

II.27.5 Contradictory audit procedure

On the basis of the findings made during the audit, a provisional report ("draft audit report") shall be drawn up. It shall be sent by the Agency and/or the Commission or its authorised representative to the beneficiary concerned, which shall have 30 days from the date of receipt to submit observations. The final report ("final audit report") shall be sent to the beneficiary concerned within 90 days of expiry of the time limit for submission of observations, unless the observations submitted by the beneficiary lead to further audit work, checks or discussions by the Agency and/or the Commission or its authorised representative.

II.27.6 Effects of audit findings

On the basis of the final audit findings, the Agency and/or the Commission may take the measures which it considers necessary, including recovery at the time of payment of the balance or after payment of the balance of all or part of the payments made by it, in accordance with Article II.26.

In the case of final audit findings made after the payment of the balance, the amount to be recovered shall correspond to the difference between the revised final amount of the grant, determined in accordance with Article II.25, and the total amount paid to the beneficiaries under the Agreement for the implementation of the action.

II.27.7 Correction of systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or breach of obligations

II.27.7.1 The Agency and/or the Commission may take all measures which it considers necessary, including recovery at the time of payment of the balance or after payment of the balance of all or part of the payments made by it under the Agreement, in accordance with Article II.26, where the following conditions are fulfilled:

- (a) the beneficiary is found, on the basis of an audit of other grants awarded to it under similar conditions, to have committed systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or breach of obligations that have a material impact on this grant; and
- (b) the final audit report containing the findings of the systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or breach of obligations is received by the beneficiary within the period referred to in Article II.27.1.

II.27.7.2 The Agency and/or the Commission shall determine the amount to be corrected under the Agreement:

- (a) wherever possible and practicable, on the basis of costs unduly declared as eligible under the Agreement.

For that purpose, the beneficiary concerned shall revise the financial statements submitted under the Agreement taking account of the findings and resubmit them to the Agency and/or the Commission within 60 days from the date of receipt of the final audit report containing the findings of the systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or breach of obligations.

In the case of systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or breach of obligations found after the payment of the balance, the amount to be recovered shall correspond to the difference between the revised final amount of the grant, determined in accordance with Article II.25 on the basis of the revised eligible costs declared by the beneficiary and approved by the Agency and/or by the Commission, and the total amount paid to the beneficiaries under the Agreement for the implementation of the action;

- (b) where it is not possible or practicable to quantify precisely the amount of ineligible costs under the Agreement, by extrapolating the correction rate applied to the eligible costs for the grants for which the systemic or recurrent errors or irregularities have been found.

The Agency and/or the Commission shall formally notify the extrapolation method to be applied to the beneficiary concerned, which shall have 60 days from the date of receipt of the notification to submit observations and to propose a duly substantiated alternative method.

If the Agency and/or the Commission accepts the alternative method proposed by the beneficiary, it shall formally notify the beneficiary concerned thereof and determine the revised eligible costs by applying the accepted alternative method.

If no observations have been submitted or if the Agency and/or the Commission does not accept the observations or the alternative method proposed by the beneficiary, the Agency and /or the Commission shall formally notify the beneficiary concerned thereof and determine the revised eligible costs by applying the extrapolation method initially notified to the beneficiary.

In the case of systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or breach of obligations found after the payment of the balance, the amount to be recovered shall correspond to the difference between the revised final amount of the grant, determined in accordance with Article II.25 on the basis of the revised eligible costs after extrapolation, and the total amount paid to the beneficiaries under the Agreement for the implementation of the action; or

- (c) where ineligible costs cannot serve as a basis for determining the amount to be corrected, by applying a flat rate correction to the maximum amount of the grant specified in Article I.3 or part thereof, having regard to the principle of proportionality.

The Agency and/or the Commission shall formally notify the flat rate to be applied to the beneficiary concerned, which shall have 60 days from the date of receipt of the notification to submit observations and to propose a duly substantiated alternative flat rate.

If the Agency and/or the Commission accepts the alternative flat rate proposed by the beneficiary, it shall formally notify the beneficiary concerned thereof and correct the grant amount by applying the accepted alternative flat rate.

If no observations have been submitted or if the Agency and/or the Commission does not accept the observations or the alternative flat rate proposed by the beneficiary, the Agency and/or the Commission shall formally notify the beneficiary concerned thereof and correct the grant amount by applying the flat rate initially notified to the beneficiary.

In the case of systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or breach of obligations found after the payment of the balance, the amount to be recovered shall correspond to the difference between the revised final amount of the grant after flat-rate correction and the total amount paid to the beneficiaries under the Agreement for the implementation of the action.

II.27.8 Checks and inspections by OLAF

The European Anti-Fraud Office (OLAF) shall have the same rights as the Agency and the Commission, notably right of access, for the purpose of checks and investigations.

By virtue of Council Regulation (Euratom, EC) No 2185/96 of 11 November 1996 concerning on-the-spot checks and inspections carried out by the Commission in order to protect the European Communities' financial interests against fraud and other irregularities and Regulation (EU, EURATOM) No 883/2013 of the European Parliament and the Council of 11 September 2013 concerning investigations conducted by the European Anti-Fraud Office (OLAF), OLAF may also carry out on-the-spot checks and inspections in accordance with the procedures laid down by Union law for the protection of the financial interests of the Union against fraud and other irregularities.

Where appropriate, OLAF findings may lead to recovery by the Agency and/or the Commission.

II.27.9 Checks and audits by the European Court of Auditors

The European Court of Auditors shall have the same rights as the Agency and the Commission, notably right of access, for the purpose of checks and audits.

ANNEX III

ESTIMATED BUDGET OF THE ACTION

ANNEX III: ESTIMATED BUDGET OF THE ACTION

		Maximum unit costs per candidate			Maximum amount per scholarship type	Number of scholarships	Estimated EU grant per scholarship type
Scholarship type	Contribution to participation costs	Contribution to travel & installation costs	Contribution to subsistence costs				
Programme Country scholarship	0 €	0 €	0 €	0 €	0	0 €	
Partner Country scholarship	18.000 €	7.000 €	24.000 €	49.000 €	53	2.597.000 €	
Contribution to management costs and scholars' mobility						170.000 €	
<i>Total Heading 1</i>						2.767.000 €	
ENI	ENI East	18.000 €	7.000 €	24.000 €	49.000 €	0	0 €
	ENI South	18.000 €	7.000 €	24.000 €	49.000 €	2	98.000 €
<i>Total ENI</i>						98.000 €	
DCI	Asia – LDC countries	18.000 €	7.000 €	24.000 €	49.000 €	0	0 €
	Asia – remaining countries	18.000 €	7.000 €	24.000 €	49.000 €	0	0 €
	Central Asia – L-LMI countries	18.000 €	7.000 €	24.000 €	49.000 €	0	0 €
	Central Asia – remaining countries	18.000 €	7.000 €	24.000 €	49.000 €	0	0 €
	Latin America – LMI countries	18.000 €	7.000 €	24.000 €	49.000 €	0	0 €
	Latin America – Brazil and Mexico	18.000 €	7.000 €	24.000 €	49.000 €	1	49.000 €
	Latin America – remaining countries	18.000 €	7.000 €	24.000 €	49.000 €	2	98.000 €
	South Africa	18.000 €	7.000 €	24.000 €	49.000 €	0	0 €
<i>Total DCI</i>						147.000 €	
PI	Gulf countries	18.000 €	7.000 €	24.000 €	49.000 €	0	0 €
<i>Total Heading 4 (ENI + DCI + PI)</i>						245.000 €	
EDF	ACP countries	18.000 €	7.000 €	24.000 €	49.000 €	0	0 €
MAXIMUM EU GRANT						3.012.000 €	

ANNEX IV

**LIST OF BENEFICIARIES AND MANDATES
PROVIDED TO THE COORDINATOR BY THE OTHER BENEFICIARIES**

**CHALMERS TEKNISKA HOEGSKOLA AB
SWEDEN**

**TECHNISCHE UNIVERSITAET DRESDEN
DEUTSCHLAND**

**UNIVERSITAT DE BARCELONA
SPAIN**

**UNIVERSITE GRENOBLE ALPES
FRANCE**

2017 EMJMD - Mandate granting power of attorney to the coordinator

► To be signed by the person authorised to enter into legally binding commitments on behalf of the future beneficiary

MANDATE

I, the undersigned,

Stefan Bengtsson

representing,

CHALMERS TEKNISKA HOEGSKOLA AB

Private University

Organisation number: 556479-5598

Erasmus University Charter number: 29399-IC-1-2007-1-SE-ERASMUS-EUC-1

Chalmersplatsen 4, SE-412 96 Gothenburg (Göteborg), Sweden

VAT number: SE556479559801,

hereinafter referred to as "the beneficiary",

for the purposes of submitting the proposal for the Erasmus Mundus Joint Master Degree project entitled **Erasmus Mundus Master Nanoscience and nanotechnology (EMNano+)** and if selected for funding, the signature and the implementation of the related multiple beneficiaries grant agreement (hereinafter referred to as "the grant agreement") with the Education, Audiovisual and Culture Executive Agency (hereinafter referred to as "the Agency")

hereby:

7. Mandate

KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN (KU Leuven)

Oude Markt 13, 3000 Leuven, Belgium

VAT number: BE0419.052.173,

represented by **Rik Torfs, Rector**

hereinafter referred to as "the coordinator"

to sign in my name and on my behalf the grant agreement and its possible subsequent amendments with the Agency.

8. Mandate the coordinator to act on behalf of the beneficiary in compliance with the grant agreement.

I hereby confirm that the beneficiary accepts all terms and conditions of the grant agreement and, in particular, all provisions affecting the coordinator and the other beneficiaries. In particular, I acknowledge that, by virtue of this mandate, the coordinator alone is entitled to receive funds from the Agency and distribute the amounts corresponding to the beneficiary's participation in the action.

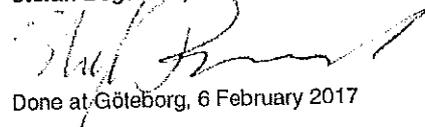
I hereby accept that the beneficiary will do everything in its power to help the coordinator fulfil its obligations under the grant agreement, and in particular, to provide to the coordinator, on its request, whatever documents or information may be required.

I hereby declare that the beneficiary agrees that the provisions of the grant agreement, including this mandate, shall take precedence over any other agreement between the beneficiary and the coordinator which may have an effect on the implementation of the grant agreement.

Subject to selection for a grant award, a copy of this mandate shall be annexed to the grant agreement signed between the coordinator and the Agency and shall form an integral part thereof.

SIGNATURE

Stefan Bengtsson, President and CEO



Done at Göteborg, 6 February 2017

MANDATE

I, the undersigned,

Prof. Dr. Hans Georg Krauthäuser, Vice-Rector for Academic and International Affairs
representing,

TECHNISCHE UNIVERSITÄT DRESDEN (TUD)

Public University

01062Dresden, Germany

VAT Number: DE 18 83 69 99 1,

hereinafter referred to as "the beneficiary",

for the purposes of submitting the proposal for the Erasmus Mundus Joint Master Degree project entitled Erasmus Mundus Master Nanoscience and nanotechnology (EMNano+) and if selected for funding, the signature and the implementation of the related multiple beneficiaries grant agreement (hereinafter referred to as "the grant agreement") with the Education, Audiovisual and Culture Executive Agency (hereinafter referred to as "the Agency")

hereby:

1. Mandate

KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN (KU Leuven)

Oude Markt 13, 3000 Leuven, Belgium
VAT number: BE0419.052.173

represented by Rik Torfs, Rector

hereinafter referred to as "the coordinator"

to sign in my name and on my behalf the grant agreement and its possible subsequent amendments with the Agency.

2. Mandate the coordinator to act on behalf of the beneficiary in compliance with the grant agreement.

I hereby confirm that the beneficiary accepts all terms and conditions of the grant agreement and, in particular, all provisions affecting the coordinator and the other beneficiaries. In particular, I acknowledge that, by virtue of this mandate, the coordinator alone is entitled to receive funds from the Agency and distribute the amounts corresponding to the beneficiary's participation in the action.

I hereby accept that the beneficiary will do everything in its power to help the coordinator fulfil its obligations under the grant agreement, and in particular, to provide to the coordinator, on its request, whatever documents or information may be required.

I hereby declare that the beneficiary agrees that the provisions of the grant agreement, including this mandate, shall take precedence over any other agreement between the beneficiary and the coordinator which may have an effect on the implementation of the grant agreement.

Subject to selection for a grant award, a copy of this mandate shall be annexed to the grant agreement signed between the coordinator and the Agency and shall form an integral part thereof.

SIGNATURE

Prof. Dr. Hans Georg Krauthäuser, Vice-Rector for Academic and International Affairs



[signature]

Done at [place], [date]

Dresden, 19.01.2017

MANDATE

I, the undersigned,

Dra. Dolores Sánchez Aguilera,

representing,

UNIVERSITAT DE BARCELONA (UB)

GRAN VIA DE LES CORTS CATALANES 585, 08007, Barcelona, Spain

ES-Q0818001J,

hereinafter referred to as "the beneficiary",

for the purposes of submitting the proposal for the Erasmus Mundus Joint Master Degree project entitled **Erasmus Mundus Master Nanoscience and nanotechnology (EMNano+)** and if selected for funding, the signature and the implementation of the related multiple beneficiaries grant agreement (hereinafter referred to as "the grant agreement") with the Education, Audiovisual and Culture Executive Agency (hereinafter referred to as "the Agency")

hereby:

5. Mandate

KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN (KU Leuven)

Oude Markt 13, 3000 Leuven, Belgium

VAT number: BE0419.052.173,

represented by **Rik Torfs, Rector**

hereinafter referred to as "the coordinator"

to sign in my name and on my behalf the grant agreement and its possible subsequent amendments with the Agency.

6. Mandate the coordinator to act on behalf of the beneficiary in compliance with the grant agreement.

I hereby confirm that the beneficiary accepts all terms and conditions of the grant agreement and, in particular, all provisions affecting the coordinator and the other beneficiaries. In particular, I acknowledge that, by virtue of this mandate, the coordinator alone is entitled to receive funds from the Agency and distribute the amounts corresponding to the beneficiary's participation in the action.

I hereby accept that the beneficiary will do everything in its power to help the coordinator fulfil its obligations under the grant agreement, and in particular, to provide to the coordinator, on its request, whatever documents or information may be required.

I hereby declare that the beneficiary agrees that the provisions of the grant agreement, including this mandate, shall take precedence over any other agreement between the beneficiary and the coordinator which may have an effect on the implementation of the grant agreement.

Subject to selection for a grant award, a copy of this mandate shall be annexed to the grant agreement signed between the coordinator and the Agency and shall form an integral part thereof.

SIGNATURE

Dra. Dolores Sánchez Aguilera, Vice-rector for Academic Planning.

[signature]

Done at Barcelona, 17/01/2017



UNIVERSITAT DE
BARCELONA

Oficina de Mobilitat i
Programes Internacionals

MANDATE

I, the undersigned,

Lise DUMASY

representing,

UNIVERSITE GRENOBLE ALPES (UGA)

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPCSCP)
SIRET N° 130 021 397 00018
621, AVENUE CENTRALE, 38401 SAINT MARTIN D'HERES, France
FR43130021397,

hereinafter referred to as "the beneficiary",

for the purposes of submitting the proposal for the Erasmus Mundus Joint Master Degree project entitled **Erasmus Mundus Master Nanoscience and nanotechnology (EMNano+)** and if selected for funding, the signature and the implementation of the related multiple beneficiaries grant agreement (hereinafter referred to as "the grant agreement") with the Education, Audiovisual and Culture Executive Agency (hereinafter referred to as "the Agency")

hereby:

3. Mandate

KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN (KU Leuven)

Oude Markt 13, 3000 Leuven, Belgium
VAT number: BE0419.052.173,

represented by Rik Torfs, Rector

hereinafter referred to as "the coordinator"

to sign in my name and on my behalf the grant agreement and its possible subsequent amendments with the Agency.

4. Mandate the coordinator to act on behalf of the beneficiary in compliance with the grant agreement.

I hereby confirm that the beneficiary accepts all terms and conditions of the grant agreement and, in particular, all provisions affecting the coordinator and the other beneficiaries. In particular, I acknowledge that, by virtue of this mandate, the coordinator alone is entitled to receive funds from the Agency and distribute the amounts corresponding to the beneficiary's participation in the action.

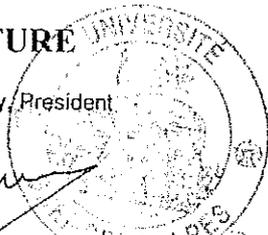
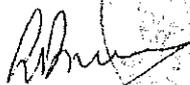
I hereby accept that the beneficiary will do everything in its power to help the coordinator fulfil its obligations under the grant agreement, and in particular, to provide to the coordinator, on its request, whatever documents or information may be required.

I hereby declare that the beneficiary agrees that the provisions of the grant agreement, including this mandate, shall take precedence over any other agreement between the beneficiary and the coordinator which may have an effect on the implementation of the grant agreement.

Subject to selection for a grant award, a copy of this mandate shall be annexed to the grant agreement signed between the coordinator and the Agency and shall form an integral part thereof.

SIGNATURE

Lise Dumasy, President



Done at Saint Martin d'Herès, le 07/02/17

ANNEX V

MODEL TECHNICAL REPORT

The templates of technical reports to be used are available online at the following address:

http://eacea.ec.europa.eu/erasmus-plus/beneficiaries-space_en

ANNEX VI

MODEL FINANCIAL STATEMENT

The templates of financial statements to be used are available online at the following address:

http://eacea.ec.europa.eu/erasmus-plus/beneficiaries-space_en

ANNEX VII

**MODEL TERMS OF REFERENCE FOR THE CERTIFICATE
ON THE FINANCIAL STATEMENTS AND UNDERLYING ACCOUNTS**

[NOT APPLICABLE]

ANNEX VIII

MODEL TERMS OF REFERENCE FOR THE OPERATIONAL VERIFICATION REPORT

[NOT APPLICABLE]

ANNEX IX

**MINIMUM REQUIREMENTS FOR THE HEALTH AND ACCIDENT INSURANCE COVERAGE OF
EMJMD STUDENTS**

The document is available online at the following address:

http://eacea.ec.europa.eu/erasmus-plus/beneficiaries-space_en

ANNEX X

**MINIMUM REQUIREMENTS AND RECOMMENDATIONS FOR STUDENT SELECTION &
SCHOLARSHIP MANAGEMENT**

The document is available online at the following address:

http://eacea.ec.europa.eu/erasmus-plus/beneficiaries-space_en

MASTER
Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTE mention Nanosciences et Nanotechnologies
Délivré en partenariat international par l'Université Grenoble Alpes (France) avec l'Université KU Leuven (Belgique)

MASTER
Nanoscience and Nanotechnology, Erasmus Mundus Joint Master
Awarded by the two partner universities of KU Leuven (Belgium) and Université Grenoble Alpes (France)

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L;613-1 et D. 613-6 ;
Vu les textes réglementaires autorisant l'université Grenoble Alpes et l'université de KU Leuven à délivrer le diplôme ;
Vu l'arrêté du 11 juillet 2016 relatif à l'accréditation de l'université Grenoble Alpes l'habilitant à délivrer des diplômes nationaux ;
Vu les pièces justificatives produites par M. Achra SWATI, né(e) le 17 août 1992 A Jhansi, Uttar Pradesh (India) en vue de son inscription en master ;
Vu les procès-verbaux du jury attestant que l'intéressé a satisfait au contrôle des connaissances et des aptitudes prévues par les textes réglementaires;

Le diplômes de MASTER de Sciences, Technologies, Santé (STS), mention Nanosciences et Nanotechnologies est délivré à M. Achra SWATI;

Au titre de l'année universitaire 2016/2017
Et confère le grade de master, pour en jouir avec les droits et prérogatives qui y sont attachés.

Fait le 15 septembre 2017

Le titulaire

Signature du chef
d'établissement

Le recteur d'académie,
chancelier des universités

KU LEUVEN

Wij, Rector van de KU Leuven, België,
verklaren, op advies van de bevoegde examencommissie, dat

Swati Achra

geboren te Jhansi, Uttar Pradesh, India (India) op 17 augustus 1992
de graad heeft behaald van

Erasmus Mundus master in de nanowetenschappen en de
nanotechnologie

Deze gezamenlijke opleiding situeert zich in het studiegebied Wetenschappen / Toegepaste wetenschappen / Toegepaste biologische wetenschappen, heeft een studieomvang van 120 studiepunten en voldoet aan de accreditatie- en erkenningsvoorschriften zoals bepaald in de Vlaamse Codex Hoger Onderwijs, gecodificeerd op 11 oktober 2013, en de voorschriften in de Franse wetgeving rond het Hoger Onderwijs. De toegekende kwalificatie situeert zich op niveau 7 volgens de Vlaamse Kwalificatiestructuur (VKS), zoals vermeld in het decreet van 30 april 2009. In overeenstemming met II.76 van de hierboven vermelde Vlaamse Codex mag Swati Achra de titel voeren van "burgerlijk ingenieur". Derhalve kennen wij haar dit diploma toe, conform de hierboven vermelde Codex, inzonderheid artikel II.171, §1, §2 en §3.

Leuven, 15 september 2017

Professor Luc Sels rector

ANNEXE 12

RECAPITULATIF DES PROJETS_COMMISSION FSDIE DU 02/04/2019

N° *	ASSOCIATION	PROJET	RESUME PROJET	DATE(S)	LIEU	DEMANDE FSDIE UGA	PROPOSITION COMMISSION FSDIE
47	Solida'rire	Tarapoto	<p>Le projet Tarapoto consiste en la construction d'une crèche/école, et d'une cantine attenante, qui doivent être financées par une boulangerie située au centre de la ville. Cette structure devrait permettre aux femmes de pouvoir travailler. Chaque année, depuis l'initiation du projet, des étudiants de l'association Solida'rire vont au Pérou pour apporter leur aide.</p> <p>Nous sommes une douzaine cette année à aller à Tarapoto, pour aider et participer à l'avancement du projet.</p>	Du 04/07/2019 au 23/08/2019	Autre	500,00 €	Défavorable
49	MANOJ	NAMASTE (Népal Aide Médicale Assistance Soins dentaire Trek Etudiant)	<p>Le projet NAMASTE est une mission humanitaire au Népal, qui consiste à acheminer du matériel médical dans des dispensaires situés dans les régions difficiles d'accès au Nord du Népal, qui ont été sévèrement touchées par les séismes de 2015. L'état népalais privilégie fortement certains aspects de la vie des populations, comme l'accès à l'électricité, et minimise le besoin de santé des habitants. De plus, de nombreuses actions sont actuellement portées au Népal, mais très peu ciblent spécifiquement le matériel médical et son bon usage.</p> <p>Cette mission est renouvelée pour la 5e année du fait de sa grande viabilité et du bénéfice pour la population, constaté au cours des années précédentes. Le but de notre projet est de récolter des fonds en France par tous les moyens à disposition (subventions, partenaires, cagnotte participative, ventes de gâteaux, création d'évènements...), puis d'acheter le matériel médical sur place à Katmandou dans des dispensaires vérifiés pour leur bonne qualité (afin de ne pas déstabiliser l'économie locale en apportant des fonds extérieurs, et pour minimiser les frais d'apport du matériel), puis d'acheminer pendant un mois l'ensemble du matériel dans les dispensaires des régions peu accessibles lors d'un trek.</p> <p>Ce projet ne constitue pas en une expédition, car tous les fonds récoltés seront uniquement utilisés pour l'achat du matériel et la logistique de son acheminement (porteurs, camions, mules...).</p> <p>Pour s'assurer du bon emploi du matériel apporté, ainsi que pour évaluer les besoins réels des habitants sur place, nous collaborons avec MANOJ, une association humanitaire fondée au Népal en 2010 par Thierry GIRAUD, un infirmier français. Elle est composée de médecins, d'infirmiers, de bénévoles, et s'engage dans le développement médical et sanitaire au Népal. Durant l'année en cours, MANOJ recense dans les dispensaires des différentes régions ciblées les manques en matériel médical et établit une liste de ce que l'on pourra acheter à notre arrivée dans la capitale. Dhan Bahadur Gurung, coordinateur de l'association MANOJ, et Thierry organisent le parcours de notre trek et s'occupent de la planification de notre séjour au Népal.</p> <p>Ainsi, ce projet étudiant solidaire dans lequel nous nous sommes engagés a pour but de venir en aide, sur le plan de la santé, aux populations népalaises. En effet, leurs conditions sanitaires, déjà loin d'être optimales, se sont fortement dégradées suite aux séismes de 2015 et les capacités des infrastructures sanitaires locales se sont retrouvées largement dépassées par les besoins des népalais en matière de santé. C'est pourquoi nous avons pour mission de faciliter leur accès aux soins, faciliter également la création d'emploi de nouveaux médecins et infirmiers locaux (formés ensuite sur place par l'association MANOJ) ou encore d'améliorer leurs conditions d'hygiène. C'est donc un projet humanitaire qui vient en aide aux populations défavorisées et isolées, l'enjeu étant de faire face aux conséquences désastreuses d'une catastrophe naturelle comme ici au Népal.</p>	Du 01/07/2019 au 30/07/2019	Autre	2 000,00 €	Défavorable
61	Pour la Suite	Laboratoire artisanal de développement 16mm	<p>La demande de subvention présentée à l'Université de Grenoble par l'association Pour la suite concerne la pérennisation du laboratoire 16mm créé par la 19eme promotion d'étudiants en réalisation dans le cadre du Master de Création documentaire.</p> <p>Ce projet né de leur fort désir de poursuivre à Lussas l'initiation à la prise de vue et au développement 16mm à l'Atelier MTK en novembre, pendant leur formation à l'Université de Grenoble. L'Atelier MTK est un laboratoire cinématographique artisanal qui depuis 1992 invente à Grenoble de nouveaux moyens pour mettre en place et développer une pratique différente du cinéma.</p> <p>Animés par la volonté de prolonger cette expérience, d'approfondir leurs compétences techniques et de partager cette passion avec l'extérieur, les étudiants se sont mobilisés avec l'aide d'MTK pour transformer des locaux prêtés par la mairie de Lussas en laboratoire de développement 16mm. Ils ont investi dans du matériel argentique et ont récupéré à Ardèche Images une table de montage en état de fonctionnement.</p> <p>A la rentrée prochaine sera organisée une présentation des travaux réalisés dans ce cadre aux étudiants de l'université de Grenoble. Deux projections suivies de discussions sur cette pratique seront organisées, sur le campus et à l'occasion de l'inauguration de la Maison de la Création. Une partie de ce travail sera aussi présentée au mois d'août pendant les Etats Generaux du documentaire à Lussas.</p> <p>Lors de ces rencontres, il s'agira de transmettre la singularité de cette démarche artisanale en présentant les enjeux d'une expérimentation formelle et une réflexion sur le support. Surimpression, grattage de pellicule, etc, ces "gestes cinématographique" seront accompagnés d'une performance sonore et suivis d'une discussion.</p>	Année scolaire 2019/2020 - Inauguration du lieu en août pendant le festival des États Généraux, - Projection à la Maison de la création et sur le campus en novembre.	Région grenobloise	4 158,00 €	Défavorable
60	Association Camerounaise de l'Isère (ACI)	Semaine culturelle Camerounaise 2019	<p>Depuis son existence, l'Association Camerounaise de l'Isère (ACI) n'a eu de cesse de se positionner comme association apolitique. Sur la liste des missions qu'elle remplit, on retrouve la promotion des cultures camerounaises dans leur diversité, la création d'une cohésion sociale entre les différents membres et surtout la contribution au rayonnement du Cameroun à l'extérieur notamment dans le département de l'Isère.</p> <p>Au-delà de ces missions essentielles, l'édition 2019 se situe dans la volonté de promouvoir la paix, la cohésion et l'unité nationale. En effet, depuis 2014, le Cameroun fait face aux menaces sécessionnistes liées à la crise dans la partie anglophone du pays. À cette crise, il faut ajouter le problème de tribalisme et celui lié à Boko Haram (un groupe terroriste dont les exactions dans la partie grand Nord menacent l'intégrité nationale). Face à ces problèmes que traversent le Cameroun, l'ACI entend organiser un événement fédérateur et initier une réflexion autour du vivre-ensemble. Parler du vivre-ensemble étant lié à la question de l'intégration, l'évènement ne se limitera pas au seul contexte camerounais. Car il sera aussi question de l'intégration des Camerounais dans le département de l'Isère.</p> <p>Par ailleurs, la 2e édition de la Semaine Culturelle Camerounaise sera un grand moment d'échanges culturels en milieu universitaire où le brassage culturel occupe une place prépondérante ; et un rendez-vous du donner et du recevoir entre différentes communautés.</p>	Du 15/05/2019 au 19/05/2019	Région grenobloise	3 000,00 €	Reporté à la prochaine Commission

62	Association des Etudiants et Stagiaires Sénégalais de Grenoble	Le Sénégal à Grenoble: Week-end de découverte et de partage	<p>Le programme d'activités mis en place par l'association des étudiants et des stagiaires sénégalais de Grenoble (AESSG) évolue chaque année au gré des besoins et des envies de la communauté estudiantine sénégalaise, des idées et compétences mobilisées par le conseil d'administration et des opportunités de partenariat.</p> <p>Cette année, nous proposons des activités innovantes tout en conservant l'idée générale de toucher un maximum de public.</p> <p>Au sein de ce projet, les activités culturelles, technologiques et sportives occupent une place importante car elles constituent le socle de la cohésion sociale, de l'épanouissement et de l'intégration en milieu universitaire et en Isère. Durant ce weekend, nous souhaitons décliner ces aspects à travers une exposition sur la culture sénégalaise, une conférence sur l'innovation et l'entrepreneuriat, un dîner de gala, un tour de vélo et des jeux olympiques.</p>	Du 03/05/2019 au 05/05/2019	Région grenobloise	3 000,00 €	Reporté à la prochaine Commission
64	Collectif d'associations africaines étudiantes de l'Isère	Semaine économique et culturelle africaine 11ème édition	<p>La semaine économique et culturelle africaine est un événement annuel tenu généralement fin mars. Cette année, elle a connu sa 11e édition. Elle est organisée par le collectif d'associations africaines et Étudiantes (CAAE) de l'Isère et vise à promouvoir les cultures et valeurs africaines, à faire connaître le continent africain et à déconstruire les stéréotypes et préjugés qui éloignent souvent d'une connaissance réelle de l'Afrique et de ses atouts. Elle vise également à favoriser l'intégration des étudiants africains et non africains à travers un rapprochement au tour des activités proposées tout au long de la semaine.</p>	Du 08/04/2019 au 14/04/2019	Région grenobloise	6 000,00 €	4 500,00 €
48	Glob'Alps	Forum BIOTechno Auvergne-Rhône-Alpes 2019	<p>Le Forum BIOTechno Auvergne-Rhône-Alpes est un événement scientifique annuel qui réunit tous les acteurs des biotechnologies en France. Il s'inscrit dans le Réseau national BIOTechno qui organise ces forums dans plusieurs villes au potentiel d'innovation important en France. Cet événement a pour objectifs de faire le point sur l'avancée des biotechnologies et des disciplines connexes, de mettre en relation les jeunes chercheurs de ces domaines et de les aider dans leur projet professionnel. Il est également ouvert à toute personne souhaitant découvrir d'avantage le monde des Biotechnologies. Organisé conjointement par Glob'Alps et BioDocs Lyon, les associations de doctorants en sciences de la vie de Grenoble et de Lyon, le Forum BIOTechno Auvergne-Rhône-Alpes 2019 se déroulera le 11 juin prochain à Grenoble. Nous souhaitons, à travers ce Forum, aider les jeunes chercheurs à mûrir leur projet professionnel via :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des conférences et des tables rondes faisant intervenir des personnes issues de la recherche privée et académique sur des thématiques variées (ex : Comment créer sa start-up? L'Intelligence artificielle au service des Biotechnologies, La valeur ajoutée d'avoir une double compétence en Management, Propriété intellectuelle et brevets, etc.) - des ateliers tels que la correction de CV, des simulations d'entretiens - du networking avec des industriels durant des plages horaires dédiées 	11/062019	Région grenobloise	2 000,00 €	2 000,00 €
50	AEPG - Association des Etudiants en Pharmacie de Grenoble	Semaine du Bien-Etre	<p>Semaine centrée sur le Bien-Etre étudiant du 1 au 5 avril 2019, avec au programme gratuitement:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créneaux de sophrologie, gestion du stress et découverte du yoga. Le lundi, mardi, vendredi, sur inscription. - Chaque matin de la semaine, distribution de petits-déjeuner à base de fruits, flocons d'avoine et yaourts et autres recettes simples à pouvoir reproduire chez soi. Sensibilisation à l'importance d'une bonne nutrition. - Conférence sur le Sommeil - Mercredi chasse au trésor sportive dans la ville, occasion aussi de découvrir des sites cachés de l'université - Jeudi soirée nutrition à la Kfet, ateliers préparation de potages aux légumes de saison, découverte des thés. - Vélo à smoothie 	Du 01/04/2019 au 05/04/2019	Région grenobloise	680,00 €	680,00 €
51	La Fab' des Arts	Mouton noir et mer de sel	<p>Il s'agit d'une pièce de théâtre que j'ai écrite moi-même qui met en lumière le harcèlement à caractère discriminatoire en milieu scolaire. La pièce met en évidence un manque de protection des victimes et de punition des agresseurs, et montre du point de vue des victimes ce qui peut être fait ou non. C'est à la fois un message pour les victimes et un avertissement pour les oppresseurs.</p>	Les 09, 23 et 30/05/2019	Région grenobloise	500,00 €	500,00 €
52	BDE STAPS GRENOBLE	Active Ton Bien Etre (ATBE)	<p>Durant ces 5 jours "Active Ton Bien Etre", nous souhaitons notamment sensibiliser les étudiants à l'importance d'une bonne hygiène de vie, mais aussi prévenir les risques d'une pratique physique insuffisante et d'une mauvaise alimentation, découvrir des menus sains et équilibrés, prendre conscience de l'importance de manger des fruits et des légumes tous les jours, mais aussi faire connaître et intégrer les risques de l'alcool.</p>	Du 15/04/2019 au 19/04/2019	Région grenobloise	1 000,00 €	1 000,00 €
53	OASIS	23 rencontres autour du film ethnographique	<p>Les Rencontres Autour du Film Ethnographique ont pour objectif de diffuser des connaissances ou des questionnements (de l'autre, de soi, des sociétés en général) propres aux sciences sociales par le biais du cinéma documentaire d'abord, mais aussi animé et de fiction (axé sous un regard ethno-anthropologique). Elles se déroulent depuis plus de vingt ans dans l'agglomération grenobloise en connectant les lieux et les publics du domaine universitaires à ceux des espaces sociaux environnants.</p> <p>Depuis quelques années nous développons notre programmation dans la direction des arts documentaires au pluriel: du cinéma à la photographie, du documentaire sonore au théâtre (voir le partenariat avec l'MC2).</p> <p>Les partenariats créés renforcent cette volonté de découverte et d'ouverture, par la mutualisation de nos connaissances et de nos publics respectifs afin de rendre nos événements plus forts, plus singuliers, porteurs de richesse et de mixité. N'ayant pas un lieu principal de programmation, nous nous déplaçons sans arrêt entre lieux et collectifs partenaires situé dans les domaines de la recherche, du cinéma et du militantisme associatif et citoyen. Chaque événement est pensé en fonction du lieu d'accueil et de la possibilité de mélanger les publics croisés au fil de notre festival.</p>	Du 08/11/2019 au 15/11/2019	Région grenobloise	4 000,00 €	4 000,00 €
54	L'Association Inter-doctorants Terre Univers Environnement (LaiTUE)	Les Tribulations Savantes	<p>Depuis 10 ans, les Tribulations Savantes sont une journée de printemps durant laquelle diverses activités et expériences sont proposées à tous. Organisée par des doctorants de l'École Doctorale TUE, la thématique tourne autour des sciences de la Terre et permet des démonstrations interactives avec un large public, que ce soit des scolaires, des personnels de l'université ou simplement des amateurs curieux.</p>	03/05/2019	Région grenobloise	1 000,00 €	1 000,00 €

55	AurorAlpes	Festival d'AurorAlpes	<p>L'association AurorAlpes organise un festival de sciences, tourné principalement autour de l'astronomie, de la cosmologie et du spatial (thématiques permettant l'explication de l'ensemble des phénomènes physiques).</p> <p>L'objectif de la manifestation est de vulgariser ces trois thèmes au grand public, en visant principalement les novices du domaine tout en proposant assez d'animations pour intéresser les amateurs de sciences. Celui ci se veut novateur de par ses animations proposées et de sa diversité d'activités.</p> <p>Le festival s'inspirera des conventions de vidéastes, des musées / expositions scientifiques ainsi que des manifestations scientifiques plus traditionnelles. Son but premier est de rendre la science accessible à tous, tout en sauvegardant ses fondements et en les transmettant le plus fidèlement possible.</p> <p>Pour atteindre tout type de public, l'expérience se veut immersive, demandant donc la mise en place d'une ambiance grandiose. Cela permettra à chacun de vivre une expérience singulière avec pour envie que le public ressorte avec des étoiles dans les yeux.</p>	Les 21 et 22/09/2019 ou 28 et 29/09/2019	Région grenobloise	7 200,00 €	7 200,00 €
56	IDEES - Initiative des Etudiants pour l'Echange et la Solidarité	Pas sans toit	<p>Notre projet a été créé pour sensibiliser le grand public à la thématique du droit au logement et à toutes les problématiques qui y sont liées. Il s'agit également de faire prendre conscience aux gens que ce sujet touche un très grand nombre de personnes et qu'il existe des associations ou collectifs pour aider ces personnes-là. Cela à travers diverses activités par le biais d'ateliers citoyens, de rencontres, de spectacles ou encore de conférences. Ces activités se dérouleront principalement sur le campus. Quelques événements délocalisés auront également lieu dans le reste de la ville.</p>	Du 17/04/2019 au 20/04/2019	Région grenobloise	6 000,00 €	6 000,00 €
57	IDEES - Initiative Des Etudiants pour l'Echange et la Solidarité	Conférence "Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui ?"	<p>Cet événement entre dans le cadre de cycle de conférences que l'association Humacoop organise à Grenoble en partenariat avec les associations Amel France et IDEES (association des étudiants en master de coopération internationale et communication multilingue). Il s'agit de proposer de deux tables rondes consécutives qui croisent des regards politiques, humanitaires, juridiques, anthropologiques, géographiques sur la question des frontières dans le contexte de la crise migratoire.</p>	15/11/2018	Région grenobloise	250,00 €	250,00 €
58	Festiv'Arts	Festiv'Arts	<p>Dix-huit ans, c'est à la fois si jeune et terriblement long pour une association. Cette dix-huitième édition se présente sous le signe d'un retour aux sources avec des compagnies emblématiques qui sont passées dans les rues Grenobloises, une exposition photo des dernières années... Un retour aussi marqué par une volonté de développer cette formule avec des spectacles et des concerts de plus grande envergure.</p> <p>Ainsi, la durée du festival a été revue à la hausse, du 4 au 14 avril. Tout comme les ambitions économiques, environnementales et culturelles. Autrement dit, réduire notre empreinte carbone et le gaspillage, c'est diminuer nos coûts et permettre un développement plus en adéquation avec le projet politique de la ville. Ce début de mois d'avril sera un temps fort de notre vie associative à la fois pour les bénévoles, les grenoblois et les artistes et bien d'autres qui, depuis dix-huit ans, suivent assidûment ce festival notoire du paysage culturel isérois.</p> <p>Remodeler la formule c'est aussi réintégrer l'économie sociale et solidaire dans la culture. Construire des partenariats avec des industries locales, une valeur forte de notre projet. En agissant de la sorte, le festival s'investit dans un territoire et pense en co-construction. C'est dans cette optique que notre bureau est en discussion avec l'union des quartiers et des commerçants de Notre Dame ainsi que de la rue Chenoise afin d'établir des partenariats qui seront bénéfiques à tous.</p>	Du 04/04/2019 au 14/04/2019	Région grenobloise	8 000,00 €	8 000,00 €
59	Pint of Science Grenoble	Pint of Science - Edition Grenoble 2019	<p>Le but de l'association est de démystifier la recherche scientifique et de la faire découvrir au grand public. En effet, la recherche scientifique et les chercheurs apparaissent souvent comme inaccessibles, ennuyeux et complexes. Inaccessibles car bien souvent les interactions sont difficiles, et le public n'a que rarement l'occasion de visiter des laboratoires. Ennuyeux car la science paraît toujours un peu obscure et sérieuse. Et complexes car les scientifiques utilisent beaucoup de jargon notamment lors des séminaires scientifiques, un des rares endroits où le grand public a l'occasion d'en apprendre plus sur des sujets de sciences. C'est pourquoi nous proposons, une fois par an, un festival de vulgarisation scientifique. Le festival Pint Of Science propose aux chercheurs et aux néophytes de faire connaissance dans un cadre détendu : un bar ! Le festival se déroule sur 3 jours (du 20 au 22 mai 2019). Ce programme a lieu à l'échelle nationale et internationale. A Grenoble, 21 soirées au total permettront aux intéressés de découvrir six thèmes différents : Notre Corps, Des Atomes aux Galaxies, De l'Homme aux Civilisations, Les Merveilles de l'Esprit, Star Tech, Notre Terre, la Science à l'Internationale. Pint of Science Grenoble permet de faire intervenir des scientifiques recouvrant tous les domaines de la Science (biologie, mathématique, physique, chimie, psychologie, informatique, sociologie, ...) et faisant partie de laboratoires du bassin grenoblois. Lors de ces soirées, un jeune chercheur introduit le sujet de façon générale, pour mettre le public à l'aise avec ce qui va suivre. Ensuite, un chercheur expérimenté va expliquer ses recherches au public, en les présentant de façon simple et compréhensible. Nous essayons de privilégier un maximum de communication entre les intervenants (tous bénévoles) et le public.</p>	Du 20/05/2019 au 22/05/2019	Région grenobloise	500,00 €	500,00 €
63	Ensemble Vocal Des Universités de Grenoble	Bulle de son	<p>Les Rainbow Swingers, dirigés par Nila Djadavjee, est une chorale universitaire et étudiante d'une centaine de choristes de tous niveaux, tous âges, tous styles et tous horizons. Avec un répertoire composé de chants aux sonorités diverses et au registre varié, du classique à la chanson française aux chants traditionnels de différents pays, gospel, dans des dizaines de langues : il y en a pour tous les goûts !</p> <p>Cette année, notre représentation de fin d'année (intitulé "Bulle de son") se fera les 23 et 24 mars à l'Amphidice. C'est l'occasion pour nous de faire passer un bon moment à un public nombreux, en partageant les chants et mises en scènes répétés tout au long de l'année.</p>	Les 23 et 24/03/2019	Région grenobloise	450,00 €	450,00 €
65	Savoirs Emancipation Vie Etudiante - SEVE	Dynamisation de l'action culturelle	<p>Il s'agit d'organiser sur l'année 4 concerts, ainsi que de petits événements tous les jeudis soirs (hors période de fermeture du bâtiment) sur le créneau de 18h-21h, afin de redynamiser l'action culturelle au sein du bâtiment EVE. Par ce biais, nous espérons offrir de nouvelles portes d'engagement pour les étudiant.e.s intéressé.e.s par ce type de projet, et susciter la participation des associations existantes. De plus, nous espérons renforcer la visibilité du bâtiment EVE, en offrant une récurrence d'animation propice à la prise d'habitude, et ainsi valoriser la vie étudiante sur le campus en fin de journée.</p>	Tous les jeudis en période d'ouverture du bâtiment pour les Jeudis de EVE, et deux concerts par semestre, dont un dans le cadre de Campus en fête et l'autre pour On sex'plique	Région grenobloise	1 500,00 €	1 500,00 €
						51 738,00 €	37 580,00 €

Non éligible	Défavorable
Favorable	Montant FSDIE revus à la baisse
Reporté à la prochaine Commission	Pour avis Commission
Annulé	